



INSTITUT D'ETUDES POLITIQUES DE STRASBOURG

Université de Strasbourg

**France-Kurdistan, la « faiseuse de liens »
et l'impact du PCF sur la perception de la cause kurde en France,
du PKK à la bataille de Kobanê**

Louis DIEDRICH

Mémoire de 4^{ème} année, filière « POSO »

Sous la direction de Solenne Jouanneau

Année 2022-2023

« L'Université de Strasbourg n'entend donner aucune approbation ou improbation aux opinions émises dans ce mémoire. Ces opinions doivent être considérées comme propres à leur auteur[e] »

Remerciements

Je souhaite exprimer ma gratitude à Solenne Jouanneau pour son regard critique et éclairé sur mon travail. Ses recommandations bibliographiques ont été d'une grande aide pour structurer mon sujet. Les orientations suggérées tout au long de l'année m'ont permis de prendre du recul par rapport à mon étude, ce qui a été essentiel.

Je tiens également à remercier Charlotte Goillot pour son soutien tout au long de ces trois années passées à discuter des Kurdes avec passion. Je la remercie particulièrement pour son soutien intellectuel et moral qui m'ont à plusieurs reprises permis de sortir la tête du guidon et de voir là où j'étais aveugle.

Je suis également reconnaissant envers Pascal Torre et Sylvie Jan pour leur enthousiasme pendant et après nos entretiens. Le fait de retranscrire et d'étudier leur histoire a été pour moi une grande source de motivation.

Je remercie Hamit Bozarslan pour avoir initié mes pistes de recherche.

Je tiens à remercier Julien Salingue d'avoir partagé sa thèse et d'avoir prodigué des conseils avisés.

Merci à Léo Michel pour sa grande sympathie lorsqu'il a répondu à mes questions.

Je tiens à remercier Alice Terrier, une formidable camarade avec qui j'ai pu avoir de nombreuses discussions sur l'histoire du PCF et son fonctionnement interne. Merci pour ses analyses et ses précisions.

Je suis reconnaissant à Suzanne Martinez pour la superbe illustration et le soutien moral qu'elle m'a apporté durant les derniers moments de la rédaction.

Merci à Augustin Bressot, Charles Davard, et Johan Ausillio pour leur relecture attentive et leurs commentaires.

Enfin, je remercie Guillaume Tran-Thanh. Je n'oublierai jamais les discussions que nous avons eues tout au long de notre amitié. Ce mémoire est aussi un peu le tien, et faire vivre ta mémoire est également l'une de mes motivations.

« Toute entreprise scientifique réalisée dans le domaine des sciences sociales porte la marque de celui qui la conduit. Il est présent en elle, quoi qu'il fasse et quels que soient les modes d'objectivité (et les masques parfois) auxquels il recourt. »

BALANDIER, G., Sens et puissance : les dynamiques sociales, 3e édition, Paris, PUF, 1986, p. 283.

Sommaire

Liste des abréviations	vi
Introduction.....	1
Partie I : Déconstruire l'objet du « mythe kurde » vers les récits et imaginaires politiques, un enjeu de légitimation social et politique	8
Chapitre 1. Du « mythe » kurde aux « formes représentation » : une évolution nécessaire	8
1. Qu'est-ce que le « mythe kurde ».....	9
1. Interroger le terme de « mythe »	14
2. Construire un autre objet : les « stratégies et formes de représentation de l'imaginaire politique »	19
Chapitre 2. Positions sociales et discriminations, les Kurdes : enjeux et implications d'une « minorité modèle » en France ?	21
Chapitre 3. La création et l'évolution de France-Kurdistan : réinvestir la solidarité pour le peuple kurde.....	27
1. Du réseau PCF-Kurdistan à France-Kurdistan, réinvestir la solidarité pour le peuple kurde	27
1. Une naissance dans le traumatisme du triple assassinat de 2013	34
2. France-Kurdistan, une organisation autonome ?	37
Conclusion du chapitre I.....	43
Partie II : Du PKK et la martyrologie en France, construction et soumission à une image négative (1980-2013).....	45
Chapitre 1. Le PKK : mise en scène des militants et sociologie de la résistance kurde en Turquie.....	46
1. Répertoire d'action du PKK et mise en scène des militants.....	47
2. Une sociologie masculine de la résistance kurde du PKK	52
3. Représenter la guérilla : les stratégies d'auto-promotion vidéo	55
Chapitre 2. Le PKK, « organisation terroriste » : causes et conséquences de la stigmatisation en Occident.....	62
1. Le processus de qualification du PKK en « organisation terroriste ».....	63
2. La martyrologie, une stratégie politique tournée vers « l'Orient ».....	72
Chapitre 3. La position du PCF face à la martyrologie et aux représentations médiatiques de la cause kurde	76
1. Les revues du secteur international et son importance dans la sensibilisation des militants PCF à la question kurde.....	77
2. L'impossible traduction d'une pratique en France : la martyrologie.....	80

3. Représenter les civils kurdes et lier de nouvelles relations politiques avec les Kurdes	84
Chapitre 4. L'importance de France-Kurdistan : réinterprétation de la question kurde pour le public français	88
1. La figure centrale de Rojbîn, entremetteuse et « pont » dans l'organisation du mouvement kurde en France.	88
2. France-Kurdistan, la « faiseuse de liens »	94
3. Dénoncer les discriminations, France-Kurdistan révélatrice de la position de l'Etat français	99
Conclusion du chapitre II	103
Partie III : La séquence de la bataille de Kobanê, un tournant dans la représentation kurde et l'influence kurde sur la politique française (2013-2023)	104
Chapitre 1. La bataille de Kobanê : réactualisation de la question kurde en temps de guerre, création d'une nouvelle identité et filiation historique	104
1. La guerre civile « hispano-syrienne » ? La bataille de Kobanê et le double-rôle kurde dans le combat contre l'Etat Islamique	105
2. Une nouvelle approche de l'auto-promotion	112
3. France-Kurdistan et la traduction du « moment Kobanê »	116
Chapitre 2. La féminisation de la représentation kurde à l'époque de Kobanê : récits, stratégies et impacts	119
1. La mise en place de la représentation « maximaliste » des combattantes du YPJ durant le « moment Kobanê »	119
2. « La révolution des femmes sera notre revanche »	122
3. La traduction en France de la stratégie « culturaliste »	124
Chapitre 3. L'interprétation et la sensibilisation à la cause kurde par les élus français : le cas de Laurence Cohen et sa tribune de juillet 2022	127
1. Les conditions d'existence de la tribune de juillet 2022 : un réseau France-Kurdistan-PCF.	128
2. La « mise à l'agenda » de la question kurde	131
3. De la tribune à la délégation parlementaire en avril 2023	134
Conclusion	136
Index	141
Références	143
Annexe	I

Liste des abréviations

BDP	<i>Bariş ve Demokrasi Partisi</i> , Parti de la paix et de la démocratie
CDK-F	Centre Démocratique du Kurdistan en France
CNKS	Conseil National Kurde Syrien
CNS-K	Coordination National de Solidarité avec le Kurdistan
FEYKA	Fédération des association kurdes de France
GUE/NGL	Groupe confédéral de la Gauche unitaire européenne/Gauche verte nordique
HDP	<i>Halkların Demokratik Partisi</i> , Parti démocratique des peuples
HPG	<i>Hêzên Parastina Gel</i> , Forces de défense du peuple
HRK	<i>Hêzên Rizgariya Kurdistan</i>
KNK	<i>Kongreya netewî ya Kurdistan</i> , Congrès National du Kurdistan
OLP	Organisation de Libération de la Palestine
PCF	Parti Communiste Français
PKK	<i>Partiya Karkerên Kurdistan</i> , Parti des Travailleurs du Kurdistan
PYD	<i>Partiya Yekîtiya Demokrat</i> , Parti de l'Union Démocratique
YPG	<i>Yekîneyên Parastina Gel</i> , Unité de protection du peuple
YPJ	<i>Yekîneyên Parastina Jin</i> , Unité de protection de la femme

Introduction

C'est en décembre 2017, lors d'une conférence de Benoît Hamon à Metz, que j'ai fait ma première rencontre avec la question kurde. À la fin de cet événement, un camarade m'a présenté Margaux, une kurde alévie. Ignorant tout de la réalité kurde à l'époque, je me suis entretenu brièvement avec elle. J'ai appris qu'elle était militante étudiante et membre d'une association kurde alévie à Metz. Au fil de notre conversation, elle m'a fait part de plusieurs références et m'a évoqué le Rojava, décrit comme une « utopie déjà-là ».

À la suite de cette rencontre, j'ai développé un vif intérêt, à la fois intellectuel et militant, pour la cause kurde, en particulier le projet politique des Kurdes syriens. À l'époque, la déception vis-à-vis de la politique électorale française m'avait poussé à me tourner vers d'autres formes d'engagement militant. C'est alors qu'est apparue la narration d'une utopie « déjà-là », le Rojava. Nombre de camarades autour de ces années-là se sont pris d'intérêt pour les Kurdes syriens et le confédéralisme démocratique, en quête d'un renouveau politique et d'une démocratie plus profonde.

Lorsque j'ai entamé ce travail d'étude, mon objectif initial était de comprendre pourquoi un nouvel imaginaire politique de cette ampleur avait pu se développer dans le monde militant français. Je souhaitais également comprendre comment une minorité médiatiquement peu visible en France avait pu devenir un sujet si présent dans les cercles militants. Mon étude m'a permis de déconstruire mon propre intérêt pour la cause kurde, pour explorer ses origines et la façon dont il s'est implanté en France.

Mon enquête a rapidement trouvé son point de départ en se concentrant sur deux organisations ayant influencé ma perception de la cause kurde : France-Kurdistan et le Parti Communiste Français (PCF). Le PCF, vers lequel j'ai toujours ressenti une certaine sympathie, a grandement contribué à ma connaissance sur la question kurde. En revanche, France-Kurdistan était pour moi une entité plus mystérieuse. Cette association de solidarité pour le peuple kurde, fonctionnant sur des bases locales, a coordonné diverses actions politiques. Bien qu'impliquées dans ces initiatives, il n'est pas forcément évident pour les participants à ces actions que France-Kurdistan en était l'initiatrice.

France-Kurdistan, et par extension le PCF, semblent avoir joué un rôle crucial dans la construction d'une perception française de la question kurde. Il est intéressant de

noter que ces représentations semblaient aisément assimilables par le public français. Dans cette étude, mon objectif est de comprendre comment s'est organisé cette mise en forme de la question kurde en France. Toutefois, pour y parvenir, il est essentiel de comprendre qui sont les Kurdes et quels sont les enjeux de leur combat politique.

Le Kurdistan, situé au cœur de l'Asie mineure, s'étend sur environ 550 000 km²¹. Cette région en forme de croissant s'étire de la Méditerranée au golfe Persique. Les Kurdes, issus de la branche iranienne des peuples indo-européens, sont répartis dans plusieurs pays : la Turquie, l'Iran, l'Irak et la Syrie, avec une diaspora importante en Europe et en Amérique du Nord. Ce peuple, considéré comme le plus grand sans représentation étatique, compte environ 40 millions de personnes. Cependant, la question kurde est souvent marquée par des tensions et des luttes politiques complexes.

Après l'effondrement de l'Empire ottoman en 1918, le Kurdistan ottoman se trouve divisé entre les nouvelles entités de la Turquie, la Syrie française et l'Irak britannique. En 1919, une délégation kurde participe à la conférence de Versailles pour plaider sa cause, marquant une reconnaissance du fait national kurde. Le traité de Sèvres en 1920 promet un État autonome pour les Kurdes, mais suscite l'opposition de Mustapha Kemal, leader du gouvernement nationaliste turc, et de certains chefs tribaux kurdes. Après la victoire turque contre les Grecs (1920-1922), le traité de Lausanne en 1923 voit la Turquie retenir la majorité du Kurdistan et promettre de respecter les minorités religieuses, sans mentionner les minorités ethniques².

Depuis la fondation de la République turque en 1923, les Kurdes ont été confrontés à une politique nationaliste rigide qui nie l'existence des minorités ethniques, religieuses et linguistiques. De nombreuses mesures ont été adoptées pour assimiler les Kurdes à la société turque, notamment l'interdiction de la langue kurde et la déportation d'intellectuels et de leaders tribaux. Cependant, à partir de 1958, les Kurdes ont commencé à développer des stratégies de résistance, souvent par le biais de la lutte armée, et à incorporer la question sociale à leur quête d'émancipation.

L'année 1979 marque un tournant. Les Kurdes, confrontés à l'épuisement des dynamiques de lutte précédentes et à la montée de l'islamisme et des conflits régionaux,

¹ JAN Sylvie et TORRE Pascal. *La Réponse Kurde*. Editions France-Kurdistan. 2015. pp 8-10

² JAN Sylvie et TORRE Pascal. Op. cit. p. 11

ont dû innover pour pérenniser leur combat. Durant les années 80, ils ont su tirer parti des rivalités régionales pour obtenir des ressources militaires et financières, intégrant leurs guérillas dans les guerres régionales, ce qui a permis de maintenir leur lutte en vie. Ainsi, la question kurde dépasse désormais le cadre strictement étatique ou transfrontalier et s'inscrit dans un espace régional plus vaste.

La majorité de la communauté kurde en France provient de l'immigration de Turquie ou de Syrie, ce qui constitue un axe important pour cette recherche puisque nous nous concentrerons principalement sur l'analyse des représentations politiques des Kurdes et de leurs projets dans ces deux pays. En effet, ces deux communautés étaient très proches jusqu'en 1962, partageant le même territoire. La politique de la « ceinture arabe » du gouvernement d'Hafez el-Assad a séparé ces deux communautés qui partageaient la même langue et les mêmes référentiels culturels, privant 120 000 Kurdes syriens de leur nationalité.

En France, les organisations politiques kurdes, comme la FEYKA (Fédération des Associations Kurdes de France), sont principalement composées de Kurdes issus de l'immigration turque et syrienne. Par ailleurs, le PKK (*Partiya Karkerên Kurdistan*) et le PYD (*Partiya Yekîtiya Demokrat*) partagent une filiation idéologique et structurelle, ce qui justifie notre approche centrée sur ces deux régions politico-géographiques. Ces deux entités sont très proches des membres engagés de la diaspora kurde en France.

La littérature scientifique concernant les Kurdes peut parfois faire défaut en termes d'actualisation. Au cours de mes recherches, j'ai constaté que, malgré la profusion d'études sur l'histoire kurde et sur des mouvements comme le PKK - je pense notamment aux travaux de Hamit Bozarslan³ ou Olivier Grojean⁴, qui ont été des références essentielles dans mon étude - ces recherches commencent à dater et peu d'études approfondies ont été réalisées dans d'autres disciplines. Il est notamment ardu de trouver des travaux analysant l'ethnographie de la diaspora kurde en France et son organisation. De plus, peu de recherches ont été menées sur les récits et formes de représentations

³ BOZARSLAN Hamit. *La question kurde : État et minorités au Moyen-Orient*. Presses de Sciences Po. ISBN 978-2-7246-0717-8. <https:// Cairn.info/la-question-kurde-1997--9782724607178.htm>

⁴ GROJEAN Olivier. *La Révolution kurde : Le PKK et la fabrique d'une utopie*. La Découverte. Cahiers libres. ISBN 978-2-7071-8847-2. <https:// Cairn.info/la-revolution-kurde-2017--9782707188472.htm>

kurdes et sur les mobilisations pro-kurdes, notamment depuis la bataille de Kobané. On peut néanmoins mentionner Mari Toivanen⁵, qui retrace efficacement la politisation des jeunes Kurdes français depuis le milieu des années 2010. Ainsi, ma recherche se positionnera dans le cadre théorique de la sociologie des organisations politiques et associatives, mais aussi dans l'analyse des récits et imaginaires collectifs.

Un échange avec Julien Salingue sur sa thèse concernant la cause palestinienne et son travail sur France-Palestine⁶ a été particulièrement instructif pour ma réflexion. Son analyse de la sociologie des organisations politiques et de l'imaginaire politique qu'elles véhiculent a constitué un point théorique important de mon étude. Cette recherche peut être envisagée comme une première ouverture vers une étude analogue, qui pourrait être développée ultérieurement. Par ailleurs, la lecture de l'ouvrage de Ya-Han Chuang sur la diaspora chinoise⁷ m'a permis de développer une réflexion sur les relations potentielles entre les structures internes d'une communauté diasporique et son engagement politique, ainsi que sur l'activité des militants français visant à traduire ces enjeux en termes accessibles pour l'espace public et médiatique français.

De plus, le travail de Julian Mischi sur la socio-histoire politique du PCF a fourni un repère essentiel. Le PCF peut être perçu dans cette étude comme une toile de fond constante, irriguant le sujet et offrant parfois un socle solide pour l'épanouissement de notre étude plus ciblée sur France-Kurdistan et les réseaux de solidarité pour le peuple kurde. Enfin, l'approche de Florence Passy et Marco Giugni⁸ sur la mobilisation des récits et imaginaires collectifs constitue une dimension théorique cruciale dans la construction de notre étude. Elle permet de développer un cadre pour examiner l'action de ces militants, d'expliquer leurs prises de position et leurs malaises, et d'englober plus généralement leurs

⁵ TOIVANEN Mari. *The Kobane Generation: Kurdish Diaspora mobilising in France*. Helsinki : HUP Helsinki University Press. ISBN 978-952-369-042-4. 305.891 597044

⁶ Julien Salingue. *L'Autorité Palestinienne : les avatars d'une construction proto-étatique arabe dans un contexte de déni de souveraineté (1993-2006)*. Thèse de doctorat. Paris 8. <https://www.theses.fr/2013PA084246>

⁷ CHUANG Ya-Han. *Une minorité modèle ? : Chinois de France et racisme anti-Asiatiques*. La Découverte. ISBN 978-2-348-06512-5. <https:// Cairn.info/une-minorite-modele-2021--9782348065125.htm>

⁸ PASSY Florence et GIUGNI Marco. « Récits, imaginaires collectifs et formes d'action protestataire. Une approche constructiviste de la contestation antiraciste ». *Revue française de science politique*. 2005. Vol. 55, n° 5-6, pp. 889-918. DOI 10.3917/rfsp.555.0889. <https://www.cairn.info/revue-francaise-de-science-politique-2005-5-6-page-889.htm>

actions en les liant à un principe explicatif : celui de correspondre ou de modifier un récit politique, d'y participer ou de le refuser.

Cette étude vise à explorer les mécanismes de représentation politique de la communauté kurde en France, ainsi que les vecteurs d'interdépendance entre les idées politiques en France et la cause kurde. Elle s'intéresse particulièrement aux organisations qui jouent un rôle crucial dans la traduction et la retranscription des revendications kurdes en France. Un des principaux points de tension réside dans la manière dont ces formes de représentation ont évolué, depuis les premières manifestations du PKK jusqu'à la bataille de Kobané. L'étude se penche également sur la construction de France-Kurdistan, une organisation clé pour la diaspora kurde, en se demandant pourquoi et comment elle détient un rôle central dans ce processus de traduction. La question de savoir si la diaspora kurde peut être considérée comme une « minorité modèle » est un autre axe important de la recherche, interrogeant le statut et la perception de la communauté kurde en France. En outre, les actions menées par ces acteurs pour interpréter les revendications kurdes, ainsi que les éventuels obstacles rencontrés, font partie des axes d'investigation. Comment France-Kurdistan, par exemple, intègre le combat politique kurde dans l'arène politique française est un angle d'attaque spécifique à explorer.

Finalement, la problématique centrale se pose ainsi : Comment le travail de certains acteurs militants français, d'élus issus notamment du PCF et de certaines associations comme France-Kurdistan, permet-il de transposer les revendications et les formes de représentations du mouvement kurde dans un lexique politique français ?

Pour répondre à cette interrogation centrale, nous développerons notre réflexion en trois parties. La première partie, nous permettra d'aborder les fondements des représentations du peuple kurde en France (I). Le premier chapitre se concentrera sur le passage du « mythe kurde » aux « formes de représentations », mettant en lumière l'évolution nécessaire de ces représentations (1). Le deuxième chapitre étudiera les positions sociales et la discrimination des Kurdes en France, mettant en question l'idée d'une « minorité modèle » (2). Enfin, le troisième chapitre se penchera sur la création et l'évolution de France-Kurdistan, en analysant comment cette organisation a su réinvestir la solidarité pour le peuple kurde (3).

La seconde partie, sera consacrée à l'examen de la représentation du PKK en France (II). Le premier chapitre se concentrera sur le PKK lui-même, examinant la mise en scène des militants et la sociologie de la résistance kurde en Turquie (1). Le deuxième chapitre étudiera les causes et les conséquences de la stigmatisation du PKK en Occident comme une « organisation terroriste » (2). Le troisième chapitre analysera la position du PCF face à la martyrologie et aux représentations médiatiques de la cause kurde (3). Enfin, le quatrième chapitre soulignera l'importance de France-Kurdistan dans la réinterprétation de la question kurde pour le public français (4).

Enfin, la troisième partie, analysera comment la bataille de Kobanê a marqué un tournant dans la représentation kurde (III). Le premier chapitre examinera comment cette bataille a permis de réactualiser la question kurde en temps de guerre et a contribué à la création d'une nouvelle identité et filiation historique (1). Le deuxième chapitre se concentrera sur la féminisation de la représentation kurde à l'époque de Kobanê, analysant ses récits, stratégies et impacts (2). Enfin, le troisième chapitre étudiera l'interprétation et la sensibilisation à la cause kurde par les élus français, en se concentrant sur le cas de Laurence Cohen et sa tribune de juillet 2022 (3).

Cette étude en sociologie politique repose principalement sur trois ressources principales : les entretiens semi-directifs, l'étude d'archives et la lecture d'ouvrages. Les rencontres successives avec mes interlocuteurs ont nourri et enrichi ma compréhension de l'entrelacs de relations autour de France-Kurdistan et du PCF au fil de la recherche. Mes entretiens se sont principalement concentrés sur des acteurs clés. D'abord, l'historien et politologue Hamit Bozarslan m'a permis d'établir un état des lieux et de définir une première orientation pour mon enquête. Cette direction m'a ensuite conduit à solliciter Léo Michel, Pascal Torre et Sylvie Jan. Ces trois personnes ont constitué la base d'entretiens exploratoires qui, à travers leurs activités et leurs récits de vie, ont permis de cerner l'histoire derrière cette toile militante qui enveloppe France-Kurdistan et le PCF.

J'avais prévu d'effectuer également une enquête de terrain par observation au sein de France-Kurdistan, mais les conséquences du mouvement social survenu au début de l'année 2023 m'ont empêché de réaliser cette partie de l'étude. Il était également prévu d'organiser un entretien avec le co-président de France-Kurdistan, mais pour les mêmes raisons, le rendez-vous n'a pas pu se concrétiser. Par ailleurs, des entretiens avec des

membres engagés de la diaspora kurde auraient certainement enrichi la validité scientifique de mon étude. Il aurait été possible de m'entretenir avec des militants kurdes de France-Kurdistan, mais l'accès à ce terrain d'enquête peut être compliqué, surtout lorsque l'on ne maîtrise pas le kurmandji. Ce déséquilibre a été en partie compensé par le recentrage de mon sujet sur les militants français pour la solidarité kurde et par l'accès à une grande partie des archives de France-Kurdistan et du réseau PCF-Kurdistan.

Ces archives m'ont offert une perspective historique indispensable pour pouvoir recomposer les éléments issus des entretiens. Enfin, la lecture d'ouvrages et d'articles de revues sur la question kurde, et plus particulièrement sur le PKK, m'a permis d'établir des liens plus profonds au sein de mon sujet et de mener un travail socio-historique sur l'évolution des revendications et des formes de représentation kurdes. Ce travail a été enrichi notamment par l'analyse des mises en scène dans les vidéos d'auto-promotion produites par le PKK et le PYD.

Partie I : Déconstruire l'objet du « mythe kurde » vers les récits et imaginaires politiques, un enjeu de légitimation social et politique

Dans le cadre de la compréhension des représentations politiques et de l'imaginaire politique kurde, l'attention a été immédiatement retenue par deux articles faisant référence au concept de « *Kurdish Myth* », soit le « mythe kurde ». D'abord, parce que le concept de « mythe » semblait correspondre dans un premier temps à une représentation idéalisée des kurdes, ensuite car l'appartenance ethnique à la communauté turque de ses deux auteurs me fit prendre préalablement un certain recul quand à ce que j'allais pouvoir lire. Il me semblait important, afin de bien saisir les contours de cet objet, à savoir, les formes de représentations politiques et de l'imaginaire politique du peuple kurde, d'appréhender la manière dont des chercheurs turcs, allaient expliquer l'image politique d'un peuple, qui pour une partie de la population turque, en nie l'existence même.

J'ai donc dans un premier temps analysé ces articles, afin de comprendre ce que Cengiz Gunes et Ibrahim Efe, deux chercheurs d'origine turques, entendaient par « mythe kurde ». Ensuite, nous le verrons, il m'a fallu déconstruire ce « mythe kurde » car inefficace face à la réalité du terrain, celle des militants et militantes pour la cause kurde, dont le terme paraissait choquant. Mais plus que choquant, cette idée semblait être erronée et inefficace à expliquer la pluralité des imaginaires politiques kurdes et leur mobilisation en France. J'ai donc tenté d'établir un nouvel objet, plus solide sur les récits et formes de représentations par et pour les militants et militantes de la cause kurde. Ce qui nous a amené ensuite, à comprendre comment ces imaginaires ont été mobilisés afin de construire l'une des organisations principales de la solidarité pour la cause kurde en France : France-Kurdistan.

Chapitre 1. Du « mythe » kurde aux « formes représentation » : une évolution nécessaire

Dans cette première partie, nous nous pencherons sur les conclusions tirées de diverses études et analyses menées sur le discours politique kurde et la manière dont il est perçu. D'une part, nous mettrons en évidence les limites et les biais présents dans certaines de ces recherches, notamment le manque de travail empirique et d'enquêtes de terrain

ainsi que l'élaboration du concept de « mythe kurde ». D'autre part, nous explorerons la complexité de la construction de l'image de la cause kurde, ainsi que les défis et les opportunités rencontrés dans le processus de représentation politique et imaginaire. Enfin, nous aborderons l'importance d'une approche méthodologique alternative, en nous inspirant des travaux de Florence Passy et Marco Giugni, pour étudier les stratégies et les formes de représentations imaginaires et politiques de la cause kurde, tout en tenant compte de la position sociale des Kurdes en France et des discriminations que cette communauté peut subir.

1. *Qu'est-ce que le « mythe kurde »*

Dans cette première section, j'ai fait le choix de m'attarder sur l'analyse et la compréhension en profondeur des thèses développées par Gengiz Gunes et Ibrahim Efe. Si, on va le voir, ces thèses sont critiquables, il me semblait important de ne pas négliger leur compréhension complète afin, plus tard, de mieux s'en détacher. Il est donc justifié dans notre cas de procéder, avec un certain recul, à l'étude de ces deux articles. L'intention de cette section est d'analyser en détail deux articles développés par des chercheurs turcs et de comprendre ce qui est entendu par « mythe kurde », d'en questionner sa scientificité et son applicabilité à notre étude.

L'article publié par Cengiz Gunes⁹, tente d'analyser la mobilisation des Kurdes en Turquie par le PKK à travers deux outils celui de « *hegemony*¹⁰ » et de « *myth* », que l'on va traduire simplement par « l'hégémonie » et le « mythe ». Cet article est pertinent dans notre réflexion car il sera possible d'en déconstruire son approche, ainsi que de mettre en perspective les représentations du peuple kurdes, telle que certains scientifiques turcs peuvent les retranscrire, les étudier. La constitution d'un « mythe kurde » permet, selon Gunes, de créer un système de signifiants que l'Occident peut comprendre et intégrer à sa grille de lecture politique. Mais plus encore l'auteur propose de considérer la manière dont s'est construit le discours du PKK à propos de la population kurde en Turquie, ainsi que d'étudier les représentations kurdes dans la production vidéo de l'auto-

⁹ GUNES Cengiz, « Explaining the PKK's Mobilization of the Kurds in Turkey: Hegemony, Myth and Violence », *Ethnopolitics*, 12:3, 2013, pp. 247-267

¹⁰ GUNES Cengiz. *Ibid.*

promotion du PKK dans un objectif d'identifier les raisons de son « *hégémonie* » sur la politique kurde en Turquie.

Gunes cherche avant toute chose à mettre en lumière la réémergence de la subjectivité politique kurde en étudiant le nationalisme kurde en tant que discours. Autrement dit, Gunes vise à dévoiler la renaissance de l'identité politique kurde en scrutant le nationalisme kurde en tant que discours. Gunes nuance néanmoins en rapportant les propos de Freedon qui affirme que la « structure conceptuelle du nationalisme est incapable de fournir à elle seule une solution aux questions de justice sociale, de répartition des ressources et de gestion des conflits que les idéologies dominantes abordent¹¹ », ce dernier considère que le nationalisme est une idéologie qui est oscillante entre d'autres idéologies comme le libéralisme et le conservatisme.

Il faudrait comprendre que le mythe contemporain de la résistance du PKK aurait été un moteur puissant du processus de mobilisation par l'acte et l'image. Il aurait permis de renforcer la crédibilité du PKK en interprétant ses activités à la lumière du mythe de la résistance temporaire. Le PKK pouvait alors prétendre à l'incarnation de la lutte des Kurdes pour la liberté et sédimenter dans le même temps l'attrait hégémonique du parti.

Maintenant, attardons-nous sur le deuxième article qui évoquait l'idée d'un « mythe kurde ». Ce deuxième article écrit par Ibrahim Efe¹². Il est question d'une analyse médiatique du discours. Il prétend déconstruire le discours médiatique occidental à propos des kurdes au moment de la bataille de Kobanê. Effectivement, nous pouvons déjà entrevoir une temporalité que l'on développera plus tard dans notre exercice, mais il semble bien que quelque chose se passe durant la temporalité des années 1980 avec le PKK à la bataille de Kobanê avec les organisations du PYD et des YPJ¹³. Il sera encore une fois bien nécessaire d'adopter une démarche critique quant à ce que développe Efe, qui écrit dans une revue turque, dans un contexte particulier, puisque le papier est publié seulement quelques mois avant le début de « l'Opération Source de paix » du pouvoir turc envers les régions du Nord-Ouest de la Syrie en octobre 2019.

¹¹ FREEDEN Michael : « *conceptual structure is incapable of providing on its own a solution to questions of social justice, distribution of resources and conflict management which mainstream ideologies address* ». « Is Nationalism a Distinct Ideology? » *Political Studies*. 1998. Vol. 46, n° 4, pp. 748-765.

https://econpapers.repec.org/article/blapolstu/v_3a46_3ay_3a1998_3ai_3a4_3ap_3a748-765.htm

¹² EFE Ibrahim. « Unravelling A Myth: Emergence of The Myth of Female Kurdish Fighters in Social Media ». *Turkish Journal of Middle Eastern Studies*, Vol. 6, n° 1, 2019, pp. 113-132.

¹³ « *Yekîneyên Parastina Jin* », les « Unités de protection de la femme » sont la branche armée exclusivement féminine du PYD en Syrie.

Selon Ibrahim Efe, les combattantes kurdes ont été objectivées par les médias internationaux et les responsables politiques kurdes et occidentaux. C'est ce que le papier défend et tente de démontrer par l'analyse de publications, d'images publiées sur les réseaux sociaux dans le contexte de la guerre contre Daesh. Ce papier nous permet de mieux comprendre les théorisations autour d'un « mythe kurde » nous permettant par la suite d'en déconstruire certains aspects par la confrontation au réel. L'auteur, Ibrahim Efe, base son analyse sur la thèse d'Edward Said¹⁴ et les « représentations orientalistes et genrée¹⁵ » et le travail séminal de Roland Barthes sur les « Mythologies »¹⁶. On peut donc placer cet article dans un travail d'analyse du discours politique, orientaliste et socio-constructiviste. L'analyse développée cherche à mettre en évidence « l'interrelation entre l'imagerie et la politique¹⁷. »

Enfin, l'auteur essaye de démontrer comment certaines entreprises essaient de capitaliser sur le « *peshmerga chic* » et la manière dont les représentations peuvent être entretenues par des intérêts commerciaux. On peut apporter un regard critique sur l'article du chercheur, puisque de nationalité turc, il est porteur d'un intérêt, notamment contre les combattants et combattantes kurdes agissant contre l'Etat turc ne portant d'ailleurs pas de regard critique sur la qualification de PKK comme d'un groupe terroriste. Néanmoins, certaines de ses analyses restent pertinentes et basent leurs analyses sur des universitaires spécialistes des mouvements kurdes et leurs répercussions sur l'occident comme Mari Toivanen.

En reprenant l'étude de Mari Toivanen et Bahar Baser¹⁸ sur les images des combattantes kurdes dans les médias britanniques et français, Efe explique que « il y a une utilisation des représentations sexuées des femmes kurdes du YPJ pour juxtaposer leur féminité à la « masculinité » des femmes membres de Daesh ». Autrement dit, il se joue un conflit des idées et représentation de la femme et les passeurs d'images occidentaux prennent part à une fascination des combattantes kurdes pour mieux désigner l'ennemi fondamentaliste, religieux et misogyne. Il est donc nécessaire d'étudier les caractéristiques et les fonctions de ce mythe kurde féminin. L'auteur expose donc la

¹⁴ SAID Edward. *Orientalism*. Penguin Books India, 1995. 416 p.

¹⁵ Nous expliciterons cela dans un prochain paragraphe.

¹⁶ BARTHES Roland. *Mythologies* (transl. Annette Lavers, 1972) *The Noonday Press*. New York, 1957

¹⁷ EFE Ibrahim. « Unravelling A Myth: Emergence of The Myth of Female Kurdish Fighters in Social Media ». *Turkish Journal of Middle Eastern Studies*, Vol. 6, n° 1, 2019, pp. 113-132.

¹⁸ TOIVANEN Mari et BAHAR Baser, « *Gender in the Representations of an Armed Conflict: Female Kurdish Combatants in French and British Media* ». *Middle East Journal of Culture and Communication* 9. 2016. pp. 294-314

manière dont la femme orientale est représentée, dichotomisée entre libre, héroïque et soumise, esclave, voire à sauver.

Il y a aussi des critères esthétiques avancés par l'auteur, notamment en ce qui concerne la beauté des combattantes kurdes représentées. On peut déduire de la lecture de l'article qu'il y aurait une forme de conformisme occidental, du moins, un choix fait par les médias occidentaux de représenter des traits de beautés orientaux correspondant en partie aux traits de beautés féminins occidentaux.

L'auteur fait le choix d'utiliser deux instruments d'analyse pour comprendre les tenants et aboutissements de cette mythification des femmes kurdes. D'abord, l'orientalisme ensuite la sémiotique. Sur l'orientalisme l'auteur utilise la définition de Said : « l'institution corporative qui traite de l'Orient – en faisant des déclarations à son sujet, en autorisant des vues sur lui, en le décrivant, en l'enseignant, en le colonisant, en régissant sur lui : en bref l'orientalisme comme un style occidental pour dominer, restructurer et avoir l'autorité sur l'Orient ». L'orientalisme semble effectivement un outil crucial dans l'analyse des représentations des non-occidentaux fait par les occidentaux¹⁹.

Ensuite, le papier utilise les données d'une histoire donnée à lire sur les réseaux sociaux surnommée « *Kurdish Rehana* ». Cette partie permet à l'auteur de développer une partie de son analyse sémiotique de Roland Barthes. L'analyse cherche à comprendre comment une image se transforme en mythe, comment un système de signes génèrent des significations. La méthode proposée par l'auteur est composée d'un signifiant et d'un signifié, le signe concept suggère une relation qui est arbitraire. Selon Barthes, le mythe est un système sémiologique de second ordre, autrement dit le « total associatif d'un concept et d'une image [devenant] un simple signifiant dans le second²⁰ » système.

Efe donne ensuite les raisons pour lesquelles il utilise comme autre outil d'analyse celui de la « désinformation » comme acte intentionnel d'information trompeuse suivant des objectifs politiques conscients. Il le qualifie de « signifiant flottant²¹ » en reprenant la théorie de Laclau comme un moyen de comprendre le mythe comme une construction de discours politique servant la construction d'identité. Dans cette idée de

¹⁹ L'orientalisme comme idéologie et outil de domination semble être un sujet sur lequel creuser dans le cas des représentations en occident des populations kurdes. Néanmoins, une enquête plus approfondie est nécessaire pour saisir l'impact à grande échelle de ce type de discours. Le manque de littérature et de temps pour mener une enquête fait ici défaut.

²⁰ BARTHES Roland. *Mythologies* (transl. Annette Lavers, 1972). *The Noonday Press*. New York, 1957. 416 p.

²¹ LACLAU Ernesto. *New reflections on the revolution of our time : Ernesto Laclau*. London. 263 p.

« désinformation », Efe sous-entend que les kurdes ne sont pas les maîtres de leur construction de discours et d'identité, que cela provient d'une forme de désinformation occidentale.

Ce que l'auteur entend utiliser pour illustrer la nécessité d'utiliser l'orientalisme comme outil critique des représentations se comprend par la manière dont des observateurs occidentaux créent la dichotomie utile pour un certain discours, ce qu'on a d'ailleurs pu voir avec le film *Sœurs d'armes* de Caroline Fourest²². Ainsi, il y a une distinction faite entre les « femme libre et guerrière » kurde, des chefs de combat et le reste des femmes de la région, sous-entendu donc soumise, esclave sexuelle ou même « à libérer ». Une autre représentation de la femme syrienne, arabe, est celle qui a besoin d'être secourue, dans une détresse humanitaire, la réfugiée. Attention, il ne faut pas comprendre par cela que ces situations de la femme n'existent pas, mais comment la conceptualisation en représentation de ces femmes est entretenue et occupe une fonction en occident pour des discours politiques. Ces représentations obligent d'ailleurs les femmes à un « choix de vie » celui d'une résistance active ou non à Daesh, pourtant, il ne peut pas dans la réalité exister un tel choix aussi simpliste.

Pour en revenir au papier, l'auteur émet l'hypothèse que la période qu'il nomme de « post-héroïque » fait que les puissances occidentales n'envoyant plus réellement ses propres troupes projettent et interprètent alors sur certains combattants leurs propres signes manquants. Cela poursuit en fin de compte des intérêts occidentaux qui sont transportés par des images pour modeler la représentation des combats. Barthes nuance en expliquant que le mythe ne « cache rien [...] sa fonction est de déformer ». La femme kurde continue d'exister, son concept existe mais de manière aliénée, privée de mémoire et observé depuis un prisme occidental. On pourrait observer cela lorsqu'en 2016 le quotidien britannique, *The Independent*, fait d'une combattante kurde Asia Ramazan Antar, la « Angeline Jolie Kurde »²³. L'auteur explique donc que le mythe existe lorsque l'image de la femme orientale rejoint celle de la femme occidentale dans l'imaginaire collectif des occidentaux. Finalement, cette mythification comme on l'expliquait accorde

²² FOUREST Caroline. *Sœurs d'armes*, 2019. 1h52.

²³ L'article n'est plus disponible, mais peut être accessible grâce au site internet *Wayback Machine* à cette adresse : <https://web.archive.org/web/20160909175102/https://www.independent.co.uk/news/world/middle-east/kurdish-angelina-jolie-fighter-reportedly-killed-fighting-isis-a7231431.html>

une légitimité politique aux combattants et combattantes kurdes en nourrissant un imaginaire politique et militant.

Ces articles de Cengiz Gunes et Ibrahim Efe nous présentent plusieurs idées et permettent déjà d'adopter une posture critique. Premièrement, comme nous le disions précédemment, les deux auteurs, s'attèlent à une analyse du discours politique kurde. Si cela peut avoir un réel intérêt, il semble manquer d'un travail empirique, d'une enquête de terrain, d'entretiens avec des militants kurdes, pour évaluer la manière dont se matérialisent ces suppositions.

Ensuite, bien qu'il puisse être intéressant de comprendre comment s'organise le discours de guerre kurde, une analyse que l'on pourra réutiliser par la suite, il me semble que les présupposés de l'un et l'autre auteur soient biaisés. Spécifiquement dans le cas de Efe, il semble que la dimension critique soit largement absente, il présente notamment les kurdes comme victimes exclusivement de manipulations médiatiques de l'occident. Il suppose aussi que la mise en avant des femmes kurdes n'est que très peu du ressort des kurdes eux-mêmes. Or c'est ce que nous verrons par la suite dans les entretiens et dans notre étude cela demande d'être fortement relativiser.

Enfin, s'il est séduisant et intuitif d'aborder les stratégies de représentations kurdes à travers le « mythe kurde », il semble toujours très difficile d'utiliser l'idée de « mythe » à propos des Kurdes, tant ce discours pouvait porter à nier l'existence de sa population, de sa volonté à se représenter de lui-même et à exister comme une force politique et militaire. C'est pourquoi nous allons maintenant tenter de questionner son utilisation et déconstruire l'idée du « mythe kurde »

1. Interroger le terme de « mythe »

Après la revue des articles de Gunes et Efe, il paraissait nécessaire de proposer une vision nuancée du « mythe kurde ». Néanmoins, confronter ce terme à la « réalité du terrain » semblait souhaitable, surtout, il était crucial de comprendre comment des militants et militantes qui supportent la cause kurde allaient appréhender ce terme. Pour cela, je rencontrais le 8 mars 2023 par visioconférence Pascal Torre. Cet universitaire, membre du Parti Communiste Français et militant à France-Kurdistan, m'avait déjà été présentée rapidement lors de précédents entretiens, ainsi que lors de discussions avec des amis membres eux-aussi du PCF. Nous présenterons plus en détail son parcours dans une

autre section de cette étude, car cela aura un intérêt pour la compréhension de certains aspects de l'évolution et de l'organisation de la cause kurde en France. L'intention donnée à cette partie est d'appréhender la manière dont l'outil du « mythe kurde » était reçu par les militants de cette cause et de questionner son utilité réelle à analyser les stratégies et représentations de l'imaginaire politique kurde en France.

Pascal Torre m'a rapidement fait part de son refus d'utiliser l'idée de « mythe kurde » car selon lui, derrière cette expression et comme je pouvais le supposer, on pourrait penser que le peuple kurde n'existe pas. Il préfère plutôt parler de « formes de représentation » que le mouvement kurde met en place pour gagner le public occidental. Il discute aussi de la martyrologie, qui est courante dans les mouvements de résistance et qui est utilisée par les Kurdes pour rendre hommage à ceux qui se sont engagés pour leur cause. La question de la martyrologie est un point que l'on s'attardera évidemment à détailler dans notre étude, mais recentrons-nous sur les propos de Torre à propos du « mythe ».

Torre considère que les représentations des femmes kurdes dans le mouvement kurde sont réelles et ne sont pas le simple fait d'un mythe. Cela répond en partie à l'étude de Efe, puisque comme le souligne Pascal Torre, le mouvement kurde s'est engagé dès 1984 dans l'engagement des femmes dans la lutte pour l'obtention des droits du peuple kurde. Il reconnaît que les Kurdes ont utilisé l'image de femmes combattantes dans leur propagande pour obtenir le soutien des pays occidentaux, mais il insiste sur le fait que cela correspond aussi à une réalité. Les femmes combattent et souffrent au combat.

Torre admet néanmoins l'idée que la construction de l'image des femmes kurdes ne se fait pas unilatéralement et que l'Occident a aussi produit une demande pour cette représentation. Cependant, il estime que l'idée de « mythe » ne convient pas vraiment, car cela ne renvoie pas à l'idée de construction d'une forme de représentation. Torre cherche activement à réfuter tout au long de notre rencontre, l'idée d'un « mythe ». Comme je le prévoyais, cela renvoie chez lui, à l'idée développée par le monde turc, selon laquelle les kurdes n'ont pas une existence propre.

D'autre part, il développe l'idée tout à fait intéressante et qui pourrait contredire, ou du moins nuancer ce que Efe a développé dans son article, selon laquelle, la stratégie de représentation serait uniquement du fait d'une dérive médiatique. Il réfute cela du fait

de son statut de militant puisqu'il n'y voit pas une pratique partagée par tous les militants pour la cause kurde. C'est ce qu'il explique plus tard :

*« Pascal Torre : Alors évidemment, les kurdes, ont utilisé [une image de] l'Occident, l'image de « Lolita ». Des femmes très belles, en tenues treillis, s'engageant contre l'obscurantisme de Daesh. Mais il faut dire que cela a marché, mais parce que cela correspond aussi à une réalité, parce que ce n'est pas seulement un « mythe », cet engagement des femmes. Elles combattent, elles souffrent au combat, mais évidemment ça a été de bonne guerre d'utiliser l'image de ces femmes dans la propagande occidentale. Notamment, pour développer un soutien aux mouvement kurdes, c'est évident, qui ne l'aurait pas fait dans les conditions de cette lutte très difficile que je rappelle quand même. La bataille de Kobanê a été extrêmement difficile et il a été extrêmement difficile de faire intervenir les gouvernement pour qu'ils envoient des armes aux combattants kurdes. Donc oui, les Kurdes ont utilisé cette image des femmes qui apparaît dans nos société parce qu'on a l'impression qu'au Moyen-Orient, il n'y a pas de lutte des femmes, que les femmes sont complètement écrasées par ces société patriarcales ce qui est complètement faux. »
(Extrait de l'entretien du 8 mars 2023 avec Pascal Torre)*

Il me fait part plus tard dans l'entretien qu'il a lui, activement participé dans les revues du « secteur international » du PCF, à développer d'autres « formes de représentation politique » des femmes kurdes. C'est un aspect de son travail que nous étudierons dans une prochaine section. Pascal Torre dit s'intéresser à une image des femmes engagées partout, surtout dans la société civile. Selon lui, c'est une « distorsion à l'usage de l'Occident » que de dire « que les femmes sont seulement engagées dans la guérilla ». Il en veut pour preuve, le fait que « dès 1984, il y a eu des bataillons de femmes qui ont été constituées²⁴ » au sein du PKK.

C'est une analyse qui est aussi partagée par la camarade de Torre, Sylvie Jan, co-présidente de France-Kurdistan. Jan a un parcours original, militante-professionnelle, elle a d'abord été active dans des mouvements associatifs féministes internationaux, elle était notamment « présidente de l'association féministe Femmes solidaires et de la Fédération internationale des femmes ». Ma rencontre avec Sylvie Jan, un mois après mon entretien avec Pascal Torre a confirmé la volonté de ne pas réutiliser l'idée d'un « mythe kurde » ni pour parler de la cause kurde, ni pour les femmes. Selon Jan, cela essentialise la femme

²⁴ Entretien avec Pascal Torre, voir annexe p. I

kurde et ne traduit pas la complexité des situations sociales, politiques et militaires que les femmes kurdes vivent comme elle me l'indique durant mon entretien :

*« Sylvie Jan : Je pense qu'il n'y a pas de mythe de la ou des femmes kurdes. Bon, d'abord, le mythe de LA femme Kurde à double titre n'existe pas. Au sens où, ce singulier n'a pas de sens, parce que chez les Kurdes, les hommes et les femmes ont des rôles sociaux extrêmement différents. Ils sont traversés par beaucoup de choses, comme tous les peuples, et aussi par des situations sociales diverses. Ils ont des rôles dans la famille et dans la société différents en fonction des endroits où ils habitent. Selon qu'ils habitent dans les montagnes ou à Istanbul ou qu'ils sont en exil. Evidemment, tout cela renvoie à des réalités différentes. »
(Extrait de l'entretien du 7 avril 2023 avec Sylvie Jan)*

Pascal Torre tout comme Sylvie Jan appuient leurs dires en me présentant une militante kurde qu'ils ont connu. Sakîne Cansiz, qui était le bras droit d'Abdullah Öcalan, dans les années de résistance armée du PKK. Son histoire semble dévoiler la plus grande complexité des représentations des femmes kurdes, toutefois, son parcours peut aussi nous renseigner sur les trajectoires socio-politiques des militantes kurdes.

Sakîne Cansiz a joué un rôle clé dans le mouvement kurde dès les années 1980 en s'engageant très jeune aux côtés de Öcalan, faisant d'elle une figure exceptionnelle dans un mouvement dont la « direction [était essentiellement] masculine » selon Pascal Torre. Sa position d'autorité au sein du PKK lui a permis de prendre l'initiative, avec le soutien de Öcalan, d'organiser les femmes dans l'armée du PKK, en dépit d'une organisation très genrée. Dans les années 1990, les femmes ont rejoint le PKK en grand nombre, en réaction à la répression en Turquie qui touchait leurs familles et leurs proches. Sylvie Jan expliquait à ce propos que même s'il était difficile d'estimer les chiffres, on a pu constater d'une part que sur beaucoup d'images de propagande les femmes apparaissaient de plus en plus à égalité avec les hommes. D'autre part, on a pu estimer cet engagement par le nombre et le genre des combattants et combattantes décédés. Le parcours de Cansiz témoigne donc de l'existence d'une pluralité de trajectoires pour les Kurdes et notamment les femmes kurdes.

Le parcours de Sakîne Cansiz et l'implication grandissante des femmes au sein du mouvement kurde démentent l'idée d'un « mythe » des femmes kurdes récent. En effet, comme me l'a soutenu Pascal Torre, l'engagement des femmes a été permis par un

« corpus idéologique » d'Abdullah Öcalan, qui, bien que qualifié de « bric-à-brac »²⁵, a tout de même permis l'émancipation des femmes kurdes et leur engagement dans la lutte pour les droits du peuple kurde. En effet, Torre explique, qu'Öcalan a fabriqué un imaginaire, dans lequel les populations kurdes préislamiques n'avaient pas une division genrée des tâches sociales. Torre est clair dessus, cela est faux et a pu participer à une vision idéalisée du passé kurde.

Cela n'en fait pas pour autant une vision mythifiée du peuple kurde. L'évolution de l'engagement des femmes est, selon Torre, passé d'un contrôle strict par la direction masculine du PKK à une réelle autonomisation, ce qui montre la diversité et la complexité de leurs trajectoires.

Enfin, il est important de souligner la volonté des militants kurdes, mais aussi français comme Pascal Torre et Sylvie Jan, de ne pas réutiliser l'idée de « mythe kurde » pour les femmes. Le mouvement kurde d'aujourd'hui est bien plus inclusif et prend en compte les questions féministes, avec la parité instaurée à tous les niveaux d'organisation et une répartition non-genrée des responsabilités comme me l'expliquait Torre. Une étude plus approfondie pourrait aussi être possible sur la manière dont cette construction de la femme kurde est un contre-modèle à celui de la femme turque qui a perdu beaucoup de ses droits et de son autonomie sous Recep Tayyip Erdogan. Par ailleurs, cette évolution montre un volontarisme politique fort de la part des militants et militantes kurdes. Cela démontre aussi une volonté d'embrasser la modernité en prenant en compte les questions écologiques, féministes et sociales dans leur globalité, ce sont des sujets que nous ne traiterons pas ici, mais plus tard dans notre étude tant ils observent une place centrale dans la réinvention du militantisme kurde. C'est un sujet qui sera au centre de notre étude tout du long des chapitres.

Torre tout comme Jan, montrent bien que selon eux, la construction d'une image, n'est pas linéaire et qu'au contraire, elle peut provenir de plusieurs fronts et que cela peut d'ailleurs créer au sein d'un même camp, celui de la cause kurde, des moments de flottements, ce que nous verrons plus tard dans les liens qu'on put entretenir France-Kurdistan avec le KNK et le CDK-F²⁶.

²⁵ ÖCALAN Abdullah, *Kutsallun ve Lanetin Sehri*. Istanbul. p. 13-21. 2001.

²⁶ *Kongreya netewî ya Kurdistan* (KNK), Congrès National du Kurdistan et Centre Démocratique du Kurdistan en France (CDK-F)

A ce moment de l'enquête, il m'était encore difficile d'envisager l'utilisation d'un concept qui me permettrait d'étudier de manière précise et méthodique, les formes et les stratégies de représentations imaginaires et politiques de la cause kurde. Il était nécessaire pour pouvoir mener à bien cette étude, d'imaginer et de s'inspirer de la méthodologie d'autres auteurs, pour adopter une démarche tout à fait scientifique. C'est ce que nous allons maintenant discuter.

2. Construire un autre objet : les « stratégies et formes de représentation de l'imaginaire politique »

Afin de m'aider à reconstruire mon objet, j'ai interrogé la manière dont les imaginaires collectifs et l'action protestataires pouvaient être construites. L'article « Récits, imaginaires collectifs et formes d'action protestataire »²⁷ de Florence Passy et Marco Giugni, m'a permis d'ouvrir de nouvelles perspectives en examinant comment les récits et les imaginaires collectifs influencent les formes d'action protestataire, en particulier dans le contexte de l'antiracisme en France et en Suisse. L'intérêt de l'étude de cet article est de s'inspirer de la méthodologie et des outils employés par ces deux auteurs pour reconstruire nos outils d'analyse à employer dans la suite de notre étude et ne pas reproduire l'erreur d'utiliser des instruments analytiques qui peuvent paraître indigents, comme on l'a vu dans le cas de l'étude de Efe.

Tout d'abord, les auteurs soutiennent que les récits collectifs, qui façonnent les ressources symboliques et les identités collectives, déterminent également les opportunités discursives et les contraintes d'action pour les acteurs politiques. L'étude souligne l'importance de prendre en compte les récits et imaginaires collectifs pour mieux comprendre les phénomènes contestataires.

Les auteurs adoptent une approche constructiviste et comparative, en analysant les mouvements antiracistes en France et en Suisse pour identifier les différences dans la construction des récits collectifs et les formes d'action protestataire. L'étude révèle que les mouvements antiracistes en France sont enracinés dans un récit républicain et universaliste, tandis que ceux en Suisse sont confrontés à des barrières plus importantes en raison de l'imaginaire national suisse.

²⁷ PASSY Florence et GIUGNI Marco. « Récits, imaginaires collectifs et formes d'action protestataire. Une approche constructiviste de la contestation antiraciste ». *Revue française de science politique*. 2005. Vol. 55, n° 5-6, pp. 889-918.

Dans cet article, les auteurs utilisent plusieurs concepts clés et cadres théoriques pour étudier l'influence des récits et imaginaires collectifs sur les formes d'action protestataire. Les concepts clés comprennent les récits collectifs, les identités collectives, les ressources symboliques, les opportunités discursives et les contraintes d'action. Ces concepts sont essentiels pour comprendre comment les récits et imaginaires collectifs façonnent les actions et les stratégies des mouvements protestataires.

Le cadre théorique principal utilisé dans l'article est celui de la sociologie de l'action protestataire, qui se concentre sur l'étude des mouvements sociaux et des formes de contestation. L'étude s'écarte de l'approche des cadres cognitifs (*framing perspective*), qui repose sur une vision téléologique et utilitariste de la culture, où les acteurs peuvent manipuler les codes culturels dominants. À la place, l'auteur adopte une approche qui met l'accent sur la manière dont les récits collectifs s'imposent aux acteurs et définissent un espace narratif et d'action. Ce cadre théorique permet d'examiner comment les acteurs politiques sont influencés par les récits et imaginaires collectifs et comment ceux-ci facilitent ou contraignent leur action protestataire.

L'article souligne que les récits et imaginaires collectifs jouent un rôle crucial dans l'influence des formes d'action protestataire, mais il reconnaît également que d'autres facteurs, tels que les dynamiques interactives entre mouvements et contre-mouvements, les institutions politiques et les structures étatiques, façonnent également la protestation politique. La méthodologie utilisée dans cette étude, basée sur une approche comparative et qualitative, peut être appliquée à d'autres contextes pour examiner l'influence des récits et imaginaires collectifs sur divers mouvements sociaux et formes d'action protestataire.

Après l'étude de cet article et de sa méthodologie, nous pouvons reconstruire pas à pas notre objet. D'abord, celui des récits collectifs, en effet et comme me le précisait Pascal Torre, il est certain que les valeurs et les normes culturelles sont dépendantes des récits nationaux. Là, où, comme nous le verrons dans notre étude la « martyrologie » est une ressource symbolique nécessaire et mobilisatrice au sein des militants et militantes kurdes ayant un lien fort avec le Moyen-Orient, en France, il y a une réelle réticence à utiliser ces stratégies de représentation de l'identité kurde.

Ensuite, il est également nécessaire de comprendre que les ressources symboliques et organisationnelles nécessaires à l'émergence de la question kurde en France sont encouragées par des circonstances, comme la présence de personnalités

comme Pascal Torre au sein du « secteur international » du PCF, ou Sylvie Jan qui a une expérience dans le mouvement au sein des associations internationales féministes, mais aussi une expérience personnelle de solidarité avec une prisonnière kurde. Enfin, il nous faut examiner les opportunités discursives et contraintes d'actions qui facilitent ou contraignent l'action militante, tant dans la solidarité que dans la militance kurde. Autrement dit, l'utilisation de termes comme « revanche » comme expliquée par Sylvie Jan ou encore les contraintes liées à la certaine précarité des militants kurdes en France, qui subissent des « contrôles judiciaires, politiques et financiers », contraignent l'action militante dans un certain espace. Parallèlement, l'action de visibilisation de certains élus, comme de la sénatrice Laurence Cohen, avec la publication d'une tribune en juillet 2022, permet de créer des opportunités de discuter et de mettre à l'agenda la question kurde en France.

Grâce à l'étude de cet article, nous pouvons désormais étudier pas à pas notre objet, les stratégies et formes de représentations imaginaires et politiques de la cause kurde. L'analyse de la méthodologie de Florence Passy et Marco Giugni, nous permet dans nos recherches et nos analyses de saisir certains concepts clés, de récits collectifs, de ressources symboliques et organisationnelles ainsi que d'opportunités discursives et de contraintes d'action qui me seront nécessaire à l'analyse en profondeur de mon sujet. Une dernière étape méthodologique me paraissait nécessaire pour saisir l'ensemble de cet appareil théorique. En effet, durant mes entretiens, il m'est apparu qu'une étude des positions sociales des kurdes en France était nécessaire. Sylvie Jan, a plusieurs reprises, m'a fait part de son jugement au sujet des Kurdes comme d'une diaspora « très intégrée²⁸. » Mais qu'ils subissaient pour autant des discriminations ethno-raciales et politiques. C'est ce que nous allons essayer d'analyser dans la partie suivante.

Chapitre 2. Positions sociales et discriminations, les Kurdes : enjeux et implications d'une « minorité modèle » en France ?

Lorsque j'ai interrogé Sylvie Jan au sujet de la situation sociale et politique des Kurdes en France, cette dernière m'a paru extrêmement déçue et révoltée. Il m'a semblé qu'il était nécessaire de discuter des conditions de vie sociale de la diaspora kurde pour

²⁸ Entretien avec Sylvie Jan, voir annexe p. I

pouvoir avancer dans mon étude. La diaspora kurde en France est la deuxième communauté kurde d'Europe après l'Allemagne, elle compte en janvier 2023 entre 320 000 et 400 000 membres. 70% de cette communauté européenne est issue du Kurdistan turc²⁹. Pour pouvoir travailler complètement notre terrain sur les représentations et récits collectifs, il était nécessaire de discuter de la manière dont les militants et militantes pour la cause kurde, se représentent la diaspora kurde vivant en France.

Pour comprendre les passages choisis de mes entretiens avec Sylvie Jan et Pascal Torre, il revenait souvent une chose, celle de caractériser la diaspora kurde par des généralités. C'est pour moi, un indice que l'on touche ici, à la manière dont ces militants se représentent cette diaspora. Pour pouvoir travailler les questions de représentations et d'imaginaire politique, il était nécessaire de comprendre aussi les représentations que se faisaient les militants et militantes de la communauté diasporique kurde en France. J'ai donc cherché à étudier en détail, ces représentations sociales, politiques, économiques.

« Louis : Quelle est votre évaluation de la situation actuelle des Kurdes en France ?

Sylvie Jan : Elle est extrêmement injuste. Il y a plusieurs choses à dire sur les Kurdes en France. La diaspora kurde est une diaspora, très intégrée, même si je n'aime pas trop ce terme. Mais disons, qui se retrouve dans beaucoup de sphères de la société. Ce sont des gens courageux, qui travaillent, qui s'adaptent, des jeunes qui étudient, qui se forment, qui exercent des responsabilités intellectuelles. Ceux qui ne sont pas militants sont plutôt silencieux. Et puis ils détiennent aussi des responsabilités économiques. C'est une force économique très importante. J'ai été invité à la soirée des Entrepreneurs Kurdes de France et d'Europe, donc des patrons. Et ils représentent une force importante en termes économiques.

(Extrait de l'entretien du 7 avril 2023 avec Sylvie Jan)

Ce premier passage révèle plusieurs choses qui ont retenu mon attention³⁰. D'abord, il y a clairement une question d'injustice qui se ressent dans les milieux kurdes. Nous le verrons dans la suite de notre étude, néanmoins les deux attentats contre la communauté kurde à Paris le 9 janvier 2013 et le 23 décembre 2022, ont revêtu dans la communauté diasporique un vrai symbole d'injustice sociale et politique.

²⁹ « Diaspora Kurde ». Institutkurde.org. <https://kurdish.eu/info/diaspora-kurde-1232550920>

³⁰ Entretien avec Sylvie Jan, voir annexe p. I

Ensuite, Sylvie Jan, tout en se dédouanant de l'utilisation du mot considère la diaspora kurde comme « très intégrée ». Elle justifie cet emploi, qui peut mettre mal à l'aise car cela peut induire une hiérarchisation des communautés diasporiques, par une multitude d'exemples. Des caractéristiques morales, « *courageux* », travailleurs, qui « s'adaptent », qui étudient. Mais mon attention s'est arrêtée particulièrement lorsqu'elle a évoqué ceux qui ne sont pas « militants » qu'elle qualifie de « silencieux ». Cela m'a rappelé l'ouvrage de Ya-Han Chuang, *Une minorité modèle ? Chinois de France et racisme anti-Asiatiques*³¹. En effet, dans cet ouvrage, Ya-Han Chuang fait état de la situation sociale de la communauté diasporique chinoise en France. Cette dernière est considérée comme « travailleuse », « silencieuse » ou encore « bien intégrée »³². Il est bien question ici de représentations sociales, économiques mais aussi politiques, puisque les militants eux sont « courageux » et puisqu'ils ont des « responsabilités économiques ». Sylvie Jan m'indique même qu'elle a participé à une réunion des « Entrepreneurs Kurdes de France et d'Europe ». Il semble que tout comme la communauté chinoise, l'intégration économique de la diaspora kurde est aboutie, puisqu'elle bénéficie de structures organisationnelles à ce niveau. Il aurait été nécessaire pour mener à des conclusions plus poussées à ce sujet de s'entretenir avec des membres de cette communauté diasporique, de différentes strates sociales, mais nous pouvons déjà nous contenter des représentations sociales tels que Sylvie Jan les perçoit pour estimer que nous pouvons en partie réutiliser les logiques d'analyse de Ya-Han Chuang. En effet, à la fin de son étude, la chercheuse estime qu'il est possible de considérer la diaspora chinoise³³ comme étant, en partie, incluse dans ce que le chercheur Eduardo Bonilla-Silva appelle les « Blancs honoraires » (« *honorary whites*³⁴ »). Pour en revenir à la diaspora kurde, cette dernière bénéficie également d'une forme de « blanchiment ». Sylvie Jan³⁵ se les représentent de manière extrêmement méliorative par exemple lorsqu'elle dit :

« Sylvie Jan : Moi qui les connais bien et qui les fréquentent, je suis assez impressionné par leur capacité. A rebondir, à s'adapter et à réaliser. Ce qui n'est pas toujours vrai pour toutes les diasporas. »

(Extrait de l'entretien du 7 avril 2023 avec Sylvie Jan)

³¹ CHUANG Ya-Han, *Une minorité modèle ? Chinois de France et racisme anti-Asiatiques*. La Découverte, « Sciences humaines », 2021, ISBN : 9782348065125.

³² Ibid. p. 6

³³ Ibid. pp. 229-230

³⁴ BONILLA-SILVA Eduardo. « From bi-racial to tri-racial : towards a new system of racial stratification in the USA », *Ethnic and Racial Studies*, vol. 27 (6), 2004, p. 931-950.

³⁵ Entretien avec Sylvie Jan, voir annexe p. I

Si elle considère et se représente la diaspora kurde comme une minorité proactive, volontaire et impressionnante, elle se la représente en comparaison des autres. Arrêtons-nous un instant. Le propos n'est pas de dire que Sylvie Jan hiérarchise et privilégie une diaspora par rapport à une autre, ce qui nous intéresse est bien la représentation sociale que les militants et militantes pour la cause kurde se font de cette communauté diasporique. Cette représentation tient un rôle dans notre idée d'étude des stratégies de représentations et de récits collectifs, cela a aussi un impact sur l'imaginaire politique, que peuvent mobiliser tant les militants et militantes kurdes et que celles et ceux qui militent pour la solidarité du peuple kurde.

Pour continuer dans cette idée de représentation sociale de la diaspora kurde, Sylvie Jan précise³⁶ :

« Sylvie Jan : Je veux dire, il n'y a jamais de problèmes avec les Kurdes en France ou ailleurs, il n'y a pas de racisme, anti-kurde, bon à part du coup l'autre fou de décembre... » [...] c'est une diaspora tout à fait intégrée à la société française qui prend aussi ses responsabilités politiques. Il y a beaucoup dans les conseils municipaux maintenant des jeunes, des femmes élus. »
(Extrait de l'entretien du 7 avril 2023 avec Sylvie Jan)

Par ces précisions, Sylvie Jan indique plusieurs choses qui doivent arrêter notre attention. D'abord, à nouveau Sylvie Jan précise que c'est une diaspora qui n'a « *jamais de problème* » c'est révélateur encore une fois une certaine hiérarchisation des représentations de la diaspora kurde, bénéficiant d'une bonne image. Ensuite, elle ne considère pas qu'il y ait de « racisme anti-kurde », tout en admettant, que l'attentat de décembre 2022, soit tout de même une manifestation d'une forme de « racisme anti-kurde » ; en caractérisant l'assassin de la rue d'Enghien de « fou de décembre ». Enfin, elle continue le développement de cette représentation positive de la diaspora kurde en y ajoutant que certains sont élus ou élues. Ce que cela veut dire c'est qu'il y a une intégration pas uniquement économique, comme cela pourrait être le cas de la diaspora chinoise pendant un temps, mais qu'il y a aussi une intégration politique. Développons un peu plus ce propos.

Sylvie Jan aborde la représentation sociale de la diaspora kurde en mettant en avant leur intégration pacifique et l'absence de problèmes avec les communautés locales.

³⁶ Entretien avec Sylvie Jan, voir annexe p. I

Elle les décrit comme des « gens tranquilles, qui ne font pas de bruit », ce qui suggère une perception positive des Kurdes en tant que membres respectueux et non conflictuels de la société française. Cette représentation est renforcée par l'absence de « racisme, anti-kurde ». Toutefois, comme nous le disions plus tôt Sylvie Jan souligne également le traitement injuste que les Kurdes subissent de la part des autorités françaises. Le double langage du gouvernement français, qui soutient publiquement les Kurdes dans la lutte contre Daesh tout en les soumettant à des « tracasseries policières, judiciaires et financières », révèle une représentation politique ambiguë des Kurdes. Cette contradiction met en lumière la complexité des représentations sociales de la diaspora kurde en France. Voyons aussi désormais comme Pascal Torre³⁷ se représente la diaspora kurde notamment à propos de l'appartenance partisane.

*« Pascal Torre : Les militants kurdes, ils savent bien faire la différence et il y a par ailleurs une pluralité d'opinion des militants kurdes. Il y a des socialistes, des communistes, des « gauchistes » (des trotskystes). Il y a de tout. Le fait que le PC, s'engage avec détermination, il est toujours là, quoiqu'il arrive en dehors des périodes électorales. »
(Extrait de l'entretien du 8 mars 2023 avec Pascal Torre)*

Pascal Torre, met en avant la diversité d'opinions parmi les militants kurdes, qui vont des socialistes aux communistes en passant par les « gauchistes » des trotskystes dans le lexique communiste. Ce spectre d'opinion à gauche démontre une certaine intégration politique de la diaspora kurde en France et souligne leur engagement dans le paysage politique français. En effet, s'il est possible pour Pascal Torre d'étiqueter des membres de la cause kurde par des attachements partisans français, c'est au moins qu'il a été possible pour ces militants et militantes kurdes, de s'intégrer non seulement à la vie partisane, d'y intégrer les codes, mais aussi qu'il en font partie, qu'ils sont tout du moins visibles. De plus, Torre appuie son propos sur la capacité des militants kurdes à discerner les partis réellement engagés dans leur cause, de ceux qui cherchent à profiter des périodes électorales indique également une représentation sociale des Kurdes comme étant politiquement avertis et conscients des enjeux qui les entourent.

Les réponses de Pascal Torre et Sylvie Jan montrent également comment ils perçoivent la relation entre les partis politiques français et la diaspora kurde. Ils semblent

³⁷ Entretien avec Pascal Torre, voir annexe p. I

reconnaître la nécessité pour les Kurdes de s'allier à des partis politiques français pour promouvoir leurs intérêts, tout en étant conscients des risques d'instrumentalisation et d'opportunisme. Ainsi, leurs réponses reflètent une représentation sociale de la communauté diasporique kurde comme des acteurs politiques actifs, engagés et lucides, capables de naviguer dans le paysage politique français tout en défendant leurs propres intérêts.

En somme, les réponses de Pascal Torre et Sylvie Jan révèlent des représentations sociales et politiques complexes de la diaspora kurde en France. D'une part, ils mettent en avant l'intégration pacifique des Kurdes et leur engagement politique, suggérant une perception positive de leur présence en France. D'autre part, ils dénoncent le traitement injuste dont sont victimes les Kurdes de la part des autorités françaises et le double langage du gouvernement, soulignant l'ambiguïté de leur statut et les défis qu'ils doivent surmonter. Nous étudierons les injustices plus en détail dans la suite de notre étude. Par ailleurs, ces représentations mettent en évidence la nécessité pour les Kurdes de continuer à s'engager dans le paysage politique français et de nouer des alliances stratégiques pour faire valoir leurs droits et intérêts.

En conclusion, les entretiens avec Pascal Torre et Sylvie Jan nous ont permis d'explorer les représentations sociales et politiques de la diaspora kurde en France. Ils ont souligné l'intégration économique, sociale et politique de cette communauté, tout en dénonçant le traitement injuste dont elle fait l'objet de la part des autorités françaises. Bien que nous ayons pu tirer des enseignements précieux de ces entretiens, il est important de noter que notre étude aurait bénéficié d'un éventail plus large de perspectives, en particulier celles de militants kurdes eux-mêmes. Toutefois, les difficultés rencontrées pour obtenir des entretiens avec d'autres acteurs engagés dans la cause kurde ont limité notre capacité à approfondir ce sujet.

En outre, notre analyse a mis en évidence des parallèles intéressants entre la diaspora kurde et le concept de « *minorité modèle* », tel que décrit par Ya-Han Chuang à propos de la communauté chinoise en France. Les représentations positives des Kurdes en tant que membres travailleurs, silencieux et bien intégrés de la société française peuvent en partie être comparées à celles des « *Blancs honoraires* ». Néanmoins, il est important de reconnaître la complexité des représentations sociales et politiques des Kurdes et de ne pas tomber dans le piège d'une simplification excessive.

Cette analyse des représentations sociales et politiques de la diaspora kurde en France nous amène à l'étude d'une structure organisationnelle, France-Kurdistan, qui joue un rôle crucial dans la traduction des récits et imaginaires collectifs. En examinant les opportunités discursives pour la cause kurde, nous pouvons mieux comprendre comment ces structures facilitent ou contraignent leur capacité à exprimer et promouvoir leurs idées et revendications. De plus, l'étude de l'action de la cause kurde et de son adaptation aux différentes opportunités discursives offertes par les récits nationaux permettra d'éclairer davantage les dynamiques en jeu et les stratégies déployées pour soutenir et défendre les droits et intérêts des Kurdes en France.

Chapitre 3. La création et l'évolution de France-Kurdistan : réinvestir la solidarité pour le peuple kurde

Dans cette partie, nous nous intéressons à la création et l'évolution de l'organisation France-Kurdistan qui joue un rôle central dans le soutien et la solidarité envers le peuple kurde en France. Pour saisir pleinement les valeurs, les récits et les représentations collectives de la cause kurde, il est essentiel d'examiner cette association importante, qui agit tant au niveau national que local. Cette organisation agit comme un catalyseur et un amplificateur du récit de la cause kurde en France, en traduisant, en partageant et en sensibilisant le public à la lutte et aux aspirations des Kurdes. Ainsi, France-Kurdistan contribue à développer et à intégrer le récit de la cause kurde dans l'espace public français. Nous verrons comment l'association s'est développée depuis ses origines en tant que depuis le réseau informel de militants au sein du Parti communiste français (PCF), jusqu'à sa transformation en une organisation autonome, tout en gardant à l'esprit les liens qu'elle entretient avec le PCF et les militants kurdes. Nous analyserons également l'impact du triple assassinat contre Sakîne, Rojbîn et Leyla en 2013 sur la naissance de France-Kurdistan et comment cette tragédie a renforcé la détermination de l'organisation à œuvrer pour la solidarité envers le peuple kurde.

1. Du réseau PCF-Kurdistan à France-Kurdistan, réinvestir la solidarité pour le peuple kurde

Pour comprendre France-Kurdistan, son existence, son rôle, son histoire autrement dit, pour appréhender l'intérêt de l'étude de France-Kurdistan, il faut dans un

premier temps connaître la trajectoire et le récit de vie de deux de ses fondateurs : Sylvie Jan et Pascal Torre. L'objectif de cette partie est bien de retranscrire le cheminement et les trajectoires militantes qui ont amené à l'idée de construire une organisation de solidarité pour le peuple kurde. Enfin, il sera intéressant d'identifier les deux pôles qui vont constituer cette organisation à savoir, les militants communistes attaché au secteur international et les membres engagés de la diaspora kurde en France.

Pascal Torre et Sylvie Jan ont tous deux partagé leur récit avec la cause kurde en se rejoignant à un nœud bien précis de leurs vies, celui de l'organisation de la solidarité pour le peuple kurde. La relation à cette cause commence pour Sylvie Jan en 1993, cette année-là, « une dizaine de députés kurdes, dont Leyla Zana, [...], c'était la première femme kurde élue à l'Assemblée nationale de Turquie et au moment de prêter serment comme c'est leur tradition, [elle] avait prêté serment en turc et ensuite poursuivi son serment en déclarant devant cette assemblée très masculine : « Je viens de parler en turc, mais ce n'est pas ma langue. Ma langue maternelle est le kurde » et a prononcé en kurde une phrase qui disait « Je souhaite que nos peuples kurdes et turcs vivent ensemble dans la démocratie et la paix » ». ³⁸ Cette dernière phrase a provoqué une intense polémique en Turquie, Zana fut condamnée à dix ans de prison, signe que la question kurde en Turquie est restée une problématique sensible dans le récit politique national.

A cette époque, Danielle Mitterrand avait mené une campagne pour sensibiliser les gouvernements européens de la situation de ces députés kurdes. Plus qu'un rôle politique, elle indiqua une voie pour la solidarité concrète envers le peuple kurde puisqu'elle accueille la même année les deux enfants de Leyla Zana. Voilà ce qu'en dit l'Institut François Mitterrand : « Avec l'appui du Président nous fîmes ensemble le tour des chancelleries occidentales pour les informer de la gravité de la situation et leur demander d'intervenir auprès d'Ankara pour sauver la vie de ces députés. Ceux-ci furent finalement condamnés à des peines allant jusqu'à 15 ans de prison pour délit d'opinion. Leyla Zana, honorée du Prix Sakharov du Parlement européen resta 10 ans derrière les barreaux. Tout au long de ces années Danielle entretint avec elle une correspondance et prit soin de ses deux jeunes enfants recueillis à Paris. Elle créa avec Ségolène Royal, des juristes et des parlementaires de plusieurs pays européens, un comité pour la libération de

³⁸ Extrait de l'entretien avec Sylvie Jan, voir annexe p. I

Leyla Zana et de ses amis³⁹. » Cet article du blog de l'institut raconte la relation intime et résolument politique que la Première dame a entretenue avec la cause kurde.

Cette histoire nous la retrouvons avec Sylvie Jan, puisque c'est elle qui s'est en partie occupée de « Ruken et Ronay », les enfants de Zana. Cet événement constitue sa rencontre avec la cause kurde, Jan fera ensuite tout pour que « d'une façon ou d'une autre [...] les Kurdes soient présents dans des événements publics pour sensibiliser. ». Cette histoire continue, puisque Jan, ancienne militante au Mouvement des Jeunesses Communistes Françaises (MJCF), puis militante au PCF participe à l'animation de cette cause au sein du parti. L'ancienne soixante-huitarde, organise au sein du parti un « réseau PCF-Kurdistan ». Ce réseau est l'embryon de France-Kurdistan. Il organisait les prémises d'une solidarité et d'une visibilisation de la question kurde, à ce moment-là, principalement en direction des militants communistes. Il faut comprendre ce type d'organisation comme l'explique Irène Pereira tel « qu'elle est utilisée dans le langage courant et reprise d'une manière plus formalisée par la sociologie des réseaux sociaux. Le réseau désigne un certain nombre de relations qui unissent différentes personnes lors d'interactions sociales [...] lorsque les acteurs désirent désigner un groupement militant sans utiliser les notions attachées à des organisations militantes plus traditionnelles telle que la notion d'association ou la notion de parti »⁴⁰. L'objectif de ce réseau était d'organiser au sein du « secteur international » la solidarité. Comme l'explique Jan, à l'époque, le « responsable du secteur était Jacques Fath. Chaque année, [il] allait prendre la parole au nom du parti pour fêter et saluer les kurdes [...] au moment des meetings. C'était ce qui se faisait, mais pas tellement davantage. » Jan est alors persuadée qu'il est nécessaire de tisser une toile de relations entre militants, qui pouvaient être intéressées par l'étude et l'action politique en faveur de la cause kurde. Jan précise que cet embryon d'organisation était « très peu structuré », mais a pu servir de base de capital symbolique et relationnel pour construire une organisation plus tard.

C'est à cette période que Sylvie Jan rencontre Pascal Torre. L'universitaire, militant communiste et bénévole au secteur international du PCF, raconte que lors d'une

³⁹ Danielle Mitterrand et les Kurdes – Institut François Mitterrand. [Consulté le 29 avril 2023]. Disponible à l'adresse : <https://www.mitterrand.org/danielle-mitterrand-et-les-kurdes.html>

⁴⁰ PEREIRA Irène. 3. Organisation en réseau et renouveau de la contestation en France. In : DUMOULIN KERVRAN David et PÉPIN-LEHALLEUR Marielle (éd.), *Agir-en-réseau : Modèle d'action ou catégorie d'analyse ?*. Rennes : Presses universitaires de Rennes. pp. 75-89. Res publica. ISBN 978-2-7535-6263-9. Disponible à l'adresse : <http://books.openedition.org/pur/70722>

intervention pour la revue *Mots* en début d'année 2011, il fait la rencontre de la « responsable des relations internationales des Kurdes de France »⁴¹. Celle-ci lui propose d'être observateur international pour l'élection générale turque qui allait avoir lieu le 12 juin 2011. Après avoir décliné une première fois, Pascal Torre finit par accepter. Il raconte sa venue dans la ville de Siirt, dans la région du Kurdistan turque et du bouleversement qu'il a vécu lors de ce voyage. En effet, il assiste à des scènes de violence, de répression de la population kurde par le pouvoir turc. En rentrant en France, il se sent « redevable aux gens qui [l'] avaient accueilli ». Torre raconte alors s'être adressé à Sylvie Jan : « écoute, je souhaiterais m'investir sur la question kurde » et elle me dit « ben écoute, ça tombe bien moi aussi. » En effet, après les résultats des élections générales en Turquie, qui voient Recep Tayyip Erdoğan être réélu au poste de premier ministre, Sylvie Jan décide d'organiser un débat, ce qui lance la collaboration régulière des deux militants.

Grâce à Pascal Torre, nous avons accès à une partie des archives du secteur international, ainsi qu'à quelques documents du réseau PCF-Kurdistan. Dès septembre 2011, un communiqué est publié, fruit de la collaboration entre Sylvie Jan et Pascal Torre. Voici un extrait de ce document : « *DECLARATION DU RESEAU PCF-SOLIDARITE KURDISTAN. Le Réseau PCF-Solidarité Kurdistan proteste officiellement contre les perquisitions effectuées aux domiciles de deux familles kurdes dans les Bouches du Rhône. Trois interpellations ont eu lieu sur des personnes qui bénéficient du statut de réfugiés politiques.* »⁴² Ce communiqué est le point de départ d'une sensibilisation à la cause kurde en France. Il proteste contre l'injustice vécue par la communauté diasporique kurde en France mais aussi contre l'instrumentalisation de la question kurde sur le plan international. En effet, le réseau PCF-Kurdistan dénonce l'utilisation par Nicolas Sarkozy de ces événements pour « *satisfaire* »⁴³ le pouvoir d'Ankara. Ce communiqué établit la méthode qu'emploiera par la suite ces militants pour la solidarité avec la cause kurde. D'une part replacer dans un contexte international des événements nationaux. D'autre part, appeler à « *exprimer résolument leur indignation et à participer à la manifestation du 8 octobre 2011 à Paris* »⁴⁴. L'organisation d'une manifestation inscrit cette

⁴¹ Je pense qu'ici Pascal Torre faisait référence au Congrès National Kurde (KNK) et à sa responsable aux relations extérieures, Fidan Doğan (Rojbîn).

⁴² Archive Réseau PCF-Kurdistan, « DECLARATION DU RESEAU PCF-SOLIDARITE KURDISTAN ». Voir annexe p. II

⁴³ Ibid.

⁴⁴ Ibid.

mobilisation dans l’imaginaire collectif français, elle réutilise un langage compréhensible par les militants et militantes français en appelant à une manifestation de soutien. La publication développe une partie du répertoire d’action collective que va mobiliser par la suite les militants et militantes de la cause kurde en France. Voyons à présent comment s’est structuré le réseau en une association qui allait pouvoir s’adresser à la population majoritaire.

Reprenons le récit de Sylvie Jan, elle explique notamment qu’au fil des réunions avec le réseau PCF-K, elle lui semblait nécessaire « d’élargir le propos ». Il faut aussi lier ces discussions avec une figure majeure de cette coordination entre les militants et militantes de la solidarité pour la cause kurde et les militants et militantes de la diaspora kurde : Fidan Doğan, dite « Rojbîn ». Cette militante kurde proche responsable aux relations extérieur du gouvernement du Kurdistan en exil, a tenu une phrase qui mérite que l’on s’y arrête. Lors d’une discussion avec Sylvie Jan à propos de créer des actions de solidarité pour le peuple kurde, elle lui dit : « Ah oui, il faudrait que tu fasses ça avec le savoir-faire français ». Rojbîn demande ici que par l’action de Sylvie Jan soit faite une traduction de la question kurde en des termes d’imaginaire politique français. Ce n’est pas anodin de parler de « *savoir-faire* français »⁴⁵, cela exprime bien la lecture claire par la militante kurde de la façon dont il était possible en 2011 de créer un espace en France de militance pour la cause et la solidarité avec le peuple kurde. C’est ce que précise Pascal Torre par ces mots : « on leur disait : « mais vous vous adressez aux Kurdes, sans savoir vous adresser à l’opinion publique française » [...] pour faire grandir la solidarité, il faut s’adresser à l’opinion publique française. Dans leurs manifs, tous les slogans sont en turcs ou en kurde, les gens ils voient passer ça avec des photos de Öcalan, ils ne savent même pas qui est-ce ». Pascal fait une remarque qui me fait à nouveau penser à l’ouvrage de Ya-Han Chuang évoquée précédemment. Cette dernière évoque à propos d’une manifestation organisée par la jeune génération de la communauté diasporique chinoise en France : « *Afin d’alléger l’image d’une manifestation « communautaire » et de montrer leur volonté d’intégration, les organisateurs ont enregistré les slogans et les ont mis sur le forum de Huarenjie pour que les internautes puissent s’entraîner à les scander*

⁴⁵ FILLIEULE Olivier. « 4. Tombeau pour Charles Tilly. Répertoires, performances et stratégies d’action », dans : Éric Agrikoliansky éd., *Penser les mouvements sociaux. Conflits sociaux et contestations dans les sociétés contemporaines*. Paris, La Découverte, « Recherches », 2010, p. 77-99. DOI : 10.3917/dec.filli.2010.01.0077. URL : <https://www.cairn.info/penser-les-mouvements-sociaux--9782707156570-page-77.htm>

en français. L'influence de la génération « francisée » se manifeste également dans le choix des slogans⁴⁶. ». Chuang explique comment l'intégration, se fait aussi par la politisation, la traduction des slogans et donc l'utilisation de langue du récit national. Il semble que c'est une étape nécessaire au développement d'une inscription de son imaginaire politique dans celui d'un pays. L'objectif de France-Kurdistan repose en partie sur cela. L'organisation se donne comme objectif de sensibiliser mais aussi de traduire, au sens littéral comme plus politique, l'action des kurdes en France. Mais pour cela, encore faut-il trouver des références compréhensibles.

Pascal Torre dit alors remobiliser une ressource symbolique déjà existante dans le récit collectif français, il dit prendre modèle sur l'association de solidarité avec le peuple palestinien : France-Palestine. En s'assimilant à ce mouvement, Torre témoigne d'une inscription plus large dans une histoire de la solidarité internationale des peuples opprimés. Car effectivement il est question de s'inscrire dans quelque chose de déjà-là. Pour pouvoir faciliter l'interprétation de la cause kurde par l'opinion publique française, réutiliser la figure de France-Palestine, active depuis 2001, sert tant pour les militants et militantes dans la modélisation de leur objectif : la solidarité. Mais aussi pour l'opinion publique la possibilité d'avoir un référentiel, comprendre que par France-Kurdistan, il sera entendu « solidarité avec le peuple kurde ».

En 2011, Pascal Torre est déjà à l'initiative d'un projet associatif tourné autour de la solidarité avec le peuple kurde. Il est en effet élu au sein du premier bureau de l'association « Amitié Hauts de Seine – Kurdistan »⁴⁷, créée le 25 août 2011. L'association est à l'origine du film « *Ez kurdim* » qui sera une ressource importante pour la sensibilisation autour de la cause kurde. Nous traiterons de ce film plus tard dans notre développement, mais il me semblait important d'évoquer déjà ici l'un des prémisses qui servira aussi de base à l'organisation de France-Kurdistan.

A propos du nom de l'association, Sylvie Jan apporte une remarque tout à fait intéressante qui explique aussi le positionnement dès le départ de l'association.

« Sylvie Jan : On a eu une discussion sur l'intitulé parce qu'à l'époque, le mot Kurdistan était interdit en Turquie, comme il l'est

⁴⁶ CHUANG Ya-Han. « 6. Des Bellevillois comme les autres ? Apprendre à (se) manifester », dans : *Une minorité modèle ? Chinois de France et racisme anti-Asiatiques*, sous la direction de Ya-Han CHUANG. Paris, La Découverte, « Sciences humaines », 2021, p. 170. URL : <https://www.cairn.info/une-minorite-modele--9782348065125-page-137.htm>

⁴⁷ Texte de l'assemblée constitutive de « Amitié Hauts de Seine – Kurdistan », 25 août 2011

redevenu depuis. Et donc on nous a dit : « non, il ne faut pas trop parler de « Kurdistan », vous n'allez jamais pouvoir mettre les pieds en Turquie, ça va vous attirer des ennuis » et des associations françaises s'étaient déjà créé, mais sans utiliser le mot « Kurdistan » par exemple : Amitiés kurdes de Bretagne et Association Liberté Solidarité à Marseille, qui s'occupent des Kurdes sans le déclarer. Mais nous on s'est dit : « bon, on prend en compte tout ça raisonnablement, sérieusement. Mais nous savons aussi que ce qui n'est pas nommé n'existe pas ». Le sujet était précisément de nommer et de faire reconnaître le Kurdistan et la lutte du peuple kurde issu du Kurdistan. Voilà pourquoi on a délibérément pris comme intitulé au départ « Association Solidarité France Kurdistan ». »
(Extrait de l'entretien du 7 avril 2023 avec Sylvie Jan)

Cet échange que Sylvie Jan a pu avoir avec des militants révèle aussi une culture politique, celle d'un soutien, d'une lutte pour l'existence et d'une lecture politique : c'est en faisant exister les mots que l'on fait exister la cause dans l'espace public. Il y a bien là une volonté politique d'agir sur l'imaginaire collectif, inscrire le mot « Kurdistan » revêt un acte politique fort, de positionnement clair en faveur des kurdes pour leur droit à disposer de leur propre nation. Cela ouvre aussi un champ des possibles, puisque cela pave la voie à l'utilisation plus claire et plus politique du mot Kurdistan. Au-delà d'une aire strictement « ethno-géographique », celle-ci revêt alors un caractère politique d'émancipation d'un peuple.

En somme, la création de France-Kurdistan est le fruit d'un cheminement militant et d'un récit collectif qui a permis la constitution d'une organisation de solidarité envers le peuple kurde. Les trajectoires de Sylvie Jan et Pascal Torre, deux de ses fondateurs, se sont croisées à un point crucial de leur engagement pour la cause kurde, donnant ainsi naissance à une organisation qui rassemble les militants communistes attachés au secteur international et les membres engagés de la diaspora kurde en France.

Le rôle de Danielle Mitterrand et sa campagne pour sensibiliser les gouvernements européens à la situation des députés kurdes, ainsi que l'implication de Sylvie Jan dans la prise en charge des enfants de Leyla Zana, illustrent l'importance des rencontres et des événements marquants dans la constitution d'un récit autour de la cause kurde. De plus, la nécessité de s'adresser à l'opinion publique française et d'adapter le discours politique pour faciliter l'interprétation de la cause kurde a été un enjeu majeur dans la structuration de l'association France-Kurdistan.

Enfin, l'adoption du nom « France-Kurdistan » révèle une volonté politique de nommer et de faire reconnaître le Kurdistan et la lutte du peuple kurde, malgré les difficultés et les interdictions. Ainsi, la constitution de France-Kurdistan est le fruit d'un engagement et d'une histoire partagée, qui ont permis de construire un récit collectif autour de la solidarité envers le peuple kurde et d'inscrire cette cause dans l'imaginaire politique français.

Ces échanges sur la conception de l'association continuent, néanmoins, ils ne permettent pas de créer les conditions, les contraintes d'actions propices à la création et aux dépôts des statuts. Ces conditions, seront créées par un événement malheureux qui va profondément bouleverser les deux militants.

1. Une naissance dans le traumatisme du triple assassinat de 2013

Le 9 février 2013, le PCF produit un dossier de presse de quarante pages. Il accompagne la mobilisation autour de l'événement marquant survenu un mois plus tôt : le triple assassinat du 9 janvier 2013⁴⁸. En effet, ce jour, trois militantes kurdes, au centre des réseaux de solidarité et de mobilisation autour de la cause kurde sont assassinées. Le dossier de presse s'ouvre sur un appel à une marche blanche en mémoire de Rojbîn, Sakîne et Leyla, les trois militantes kurdes assassinées à Paris. Cet événement tragique a eu un impact significatif sur le récit collectif des militants et militantes de la solidarité envers la cause kurde. Notre objectif dans cette partie n'est pas tant de restituer le déroulement et la cause de cet assassinat mais plutôt d'évaluer il est un événement décisif dans la constitution d'une organisation de solidarité du peuple kurde, sa portée et l'influence que celui-ci a déclenché dans les pratiques militantes des deux pôles qui vont constituer son organisation.

Le communiqué rappelle les idéaux pour lesquels ces trois femmes se battaient : « la reconnaissance des droits fondamentaux du peuple kurde » et « la résolution pacifique de la question kurde »⁴⁹. Il souligne leur engagement pour la paix et le soutien

⁴⁸ Le 9 janvier 2013, au 147 rue Lafayette à Paris, Omar Güney, un nationaliste turc infiltré dans le service d'ordre des militants kurdes en France assassine Sakîne Cansiz, Fidan Doğan et Leyla Söylemez. L'événement est un vrai bouleversement pour la communauté kurde en France et en Europe. Cet assassinat politique marque une nouvelle prise de conscience, la France était vue comme une terre d'exil et de sécurité pour les militants et militantes kurdes.

⁴⁹ Voir dans le dossier de presse, « Pour Rojbîn, Sakîne, Leyla. Militantes kurdes assassinées à Paris le 9 janvier 2013 » http://66.pcf.fr/sites/default/files/dossier_de_presse_militantes_kurdes_assassinees_marche_blanche_9_fevrier_2013_0.pdf.

aux pourparlers entre le gouvernement turc et le PKK. Il est important de noter par ailleurs que l'assassinat revêt aussi un caractère de féminicide, puisque ces trois militantes étaient dans une forme d'avant-garde féministe. Cette idée fait écho à ce que l'on a pu révéler précédemment : ces militantes incarnait la possibilité d'un renouveau féministe du récit politique kurde.

L'assassinat de ces militantes est perçu comme une tentative d'éteindre l'espoir de paix : « C'EST L'ESPOIR DE LA PAIX QU'ON A TENTE D'ASSASSINER »⁵⁰. Rojbîn, en particulier, était une figure emblématique de la cause kurde, luttant contre toutes les formes d'oppression, y compris celles faites aux femmes. Le tract souligne l'importance de sa voix et de sa force de conviction qui « étaient la seule arme qu'elle savait manier, avec élégance et efficacité. On a fait taire cette voix qu'on pouvait difficilement qualifier de « terroriste ». ». Car c'est bien cela qui se joue, une guerre souterraine, pour délégitimer les trois femmes qui ont été assassinées par un agent infiltré du Millî İstihbarat Teşkilatı (MIT) les services secrets turques.

Cet attentat a renforcé la solidarité et le récit collectif des militants et militantes de la cause kurde en France, en mettant en lumière le courage, l'engagement et la détermination de Rojbîn, Sakîne et Leyla. Leur perte est ressentie par « tous leurs amis et à tous les militants des droits humains », rappelant l'importance de poursuivre leur combat pour les droits et la liberté du peuple kurde. Cette poursuite du combat, elle va s'investir dans France-Kurdistan comme nous le raconte Pascal Torre et Sylvie Jan :

« Pascal Torre : Et puis, est survenu le triple assassinat. Je me souviens que Sylvie Jan était en Mauritanie, je l'ai eu au téléphone. Elle était désolée et terriblement affectée comme moi-même par la mort de Rojbîn, nous étions très proches d'elle et nous étions tous les trois très enthousiastes à l'idée de créer l'association. Sylvie m'a dit « écoute, je prends le prochain vol, je rentre de Mauritanie », elle n'avait rien dit à personne, les statuts de l'association avaient été rédigés par nous trois autour d'une table. On s'est dit avec Sylvie, que le premier acte, serait de déposer les statuts de France-Kurdistan.

« Sylvie Jan : lorsqu'elle a été assassinée, le 9 janvier 2013, personnellement j'ai voulu concrétiser cette idée et tout de suite avec Pascal, Antoine, Laurent, Michel, on était 4-5 comme ça. On a créé France-Kurdistan. Voilà comment ça s'est fait. A partir de là, les portes se sont ouvertes en grand »

(Extrait de l'entretien du 8 mars 2023 avec Pascal Torre)

⁵⁰ Dossier de presse, « Pour Rojbîn, Sakine, Leyla. Militantes kurdes assassinées à Paris le 9 janvier 2013 ». Op. cit.

France-Kurdistan, revêt au moins dans l’imaginaire de sa première génération, un caractère très personnel. Rojbîn était une amie pour les deux militants, qui avait aussi travaillé avec le fils de Sylvie Jan (Antoine). Il y a cette idée pour eux de marquer le coup, de lancer ce projet qui devait être aussi celui de Rojbîn. Il y a une question mémorielle, de créer à partir de cet événement. Cela on le retrouve dans l’objectif premier de France-Kurdistan, dans une note diffusée au militant rappelant en quelques paragraphes l’histoire et la situation de la question kurde en octobre 2013. La note se termine par l’édition de trois objectifs : « Solidarité France – Kurdistan entend intervenir pour que : Vérité et Justice soient faites sur l’assassinat de Rojbîn, Sakîne et Leyla. Les familles et notre pays doivent connaître la vérité sur les commanditaires du crime et que justice soit rendue. Obtenir l’annulation du projet d’accord de coopération policière franco-turc, mettre un terme à la répression contre les militants kurdes sur notre territoire. Agir pour que la France et l’Union Européenne s’emploient à promouvoir un règlement pacifique de la question kurde en cessant notamment de cautionner la politique répressive de la Turquie contre les kurdes⁵¹ ». Ces objectifs poursuivent l’idée qu’il est nécessaire d’organiser la solidarité par la justice, l’opposition à la position politique de la France face à la question kurde et la visibilisation tant au niveau national qu’eupéen.

Ce triple homicide porte également une dimension traumatique qui semble avoir touché bien au-delà de la seule communauté kurde. En témoigne la signature de vingt-six associations engagées dans des luttes antiracistes et de promotion d’une diversité culturelle⁵². Il faut comprendre que cet assassinat en plein Paris est un tremblement de terre, tant le poids de Rojbîn dans les sphères militantes parisiennes était important.

Il semble aussi que cet événement a été raconté d’une manière très particulière, qui peut faire office d’un métissage entre les pratiques politiques de représentation imaginaires françaises et kurdes. En effet, s’il n’est jamais vraiment question de « martyrs », il n’est pas forcément non plus question de « pauvres victimes ». Il y a bien une réutilisation de leurs portraits et il semble que dans les textes publiés, leur parcours militant, présenté comme exemplaire, acclamant leur courage emprunte un lexique de la

⁵¹ Archive France-Kurdistan « Note de base », 2013. Voir annexe p. 157

⁵² Dossier de presse, « Pour Rojbin, Sakine, Leyla. Militantes kurdes assassinées à Paris le 9 janvier 2013 ». http://66.pcf.fr/sites/default/files/dossier_de_presse_militantes_kurdes_assassinees_marche_blanche_9_fevrier_2013_0.pdf.

martyrologie. Néanmoins, du fait de l'utilisation de l'outil du « communiqué de presse » ainsi que la revendication première : « que justice soit faite ! ⁵³ », montre qu'il y a une sorte de compromis trouvé entre les deux façons de (re)présenter l'assassinat. Il apparaît que ce soit déjà formé à ce moment-là une manière de créer un pont entre les pratiques militantes de la diaspora kurde et les militants français de la cause kurde. Le rappel de l'Etat de droit, du droit à la justice sont autant de pratiques plus incorporée à la pratique militante française, faisant de l'événement un « scandale d'Etat ». Plus encore en 2015, Sylvie Jan et Pascal Torre publie un livre la « Réponse kurde », dans un des chapitre ces derniers titrent : « Faire entrer Rojbin, Sakine et Leyla dans le cœur et la conscience des français⁵⁴ ». Ce titre semble bien résumer l'idée que France-Kurdistan souhaite apporter dans un objectif de métissage des pratiques et des récits collectifs kurdes et français.

On l'a vu, la création de France-Kurdistan est un long processus qui a toujours formé un lien entre des militants communiste intéressé par l'action de solidarité pour le peuple kurde et les membres engagés de la diaspora kurde en France. La perte de membres de ce tandem a déclenché des conditions propices à ce que les militants français s'engagent dans la construction d'une structure dédiée à cette solidarité. L'assassinat du 9 janvier 2013 reste un événement marquant pour ces militants qui réclament « Justice et Vérité » et compte bien s'opposer à la vision de la question kurde du gouvernement. La création au départ par ces deux sphères militantes pose tout de même une question : comment mesurer son autonomie vis-à-vis du PCF et du KNK en perte d'influence, l'interlocuteur principal deviendra progressivement une autre organisation : la Fédération des Associations kurdes en France (FEYKA), future CDK-F⁵⁵, organisation proche de la mouvance du PKK et du PYD.

2. *France-Kurdistan, une organisation autonome ?*

France-Kurdistan s'est construit sur les bases de militants issus de deux sphères principales : d'une part les militants et militantes communistes du secteur international,

⁵³ Dossier de presse, « Pour Rojbin, Sakine, Leyla. Militantes kurdes assassinées à Paris le 9 janvier 2013 ». http://66.pcf.fr/sites/default/files/dossier_de_presse_militantes_kurdes_assassinees_marche_blanche_9_fevrier_2013_0.pdf

⁵⁴ JAN Sylvie et TORRE Pascal. *La Réponse Kurde*. Editions France-Kurdistan. 2015. pp. 33-35

⁵⁵ La FEYKA devient le CDK-F en 2014, en plein dans la séquence de la bataille de Kobanê. Elle change en effet ses statuts pour que les 26 associations fédérée intègre un fonctionnement de « démocratie participative dans l'ensemble de son organisation et de son fonctionnement » : À propos. CDK-F. <https://cdkf.fr/a-propos/>

d'autres part, des membres engagés politiques de la communauté diasporique kurde. Cela peut poser la question de l'autonomie organisationnelle et idéologique de France-Kurdistan. Cette question de lutte d'autonomie, il est nécessaire de l'observer comme une lutte d'influence sur la manière de représenter et se représenter la question kurde ; ainsi que sur la manière de l'organiser. Cette partie aura pour objectif d'étudier les déclarations de trois militants de France-Kurdistan, Torre et Jan, que l'on a déjà présenté avant et qui représente la première génération de militants. Mais aussi Léo Michel, militant communiste et à France-Kurdistan, assistant parlementaire de Laurence Cohen sénatrice communiste. Aussi, il sera temps de questionner comment cette autonomie conditionne la manière de représenter et créer un récit collectif autour de la question kurde en France.

La limite de notre analyse se fera encore une fois sur la non-possibilité de s'être entretenu avec d'autres militants et militantes de France-Kurdistan, notamment membre de la communauté diasporique kurde, néanmoins notons tout de même que la lecture des comptes-rendus des assemblées générales ainsi que les discussions avec les entretenus nous indiquent une chose : la présence de membres engagés de la diaspora kurde au sein de France-Kurdistan n'a pas déçu.

France-Kurdistan s'est formée, comme on l'a vu précédemment, sur les bases relationnelles du « réseau PCF-Kurdistan ». Ce réseau s'appuyait aussi les relations que pouvait entretenir le PCF avec la question kurde, notamment ses liens avec les partis et personnalités kurdes de Turquie en exil. Néanmoins, dire que France-Kurdistan est affilié au PCF est erroné et c'est un point sur lequel Torre et Jan sont très clairs : France-Kurdistan est autonome. Cela n'a pas empêché l'organisation d'avoir été au centre d'une lutte d'influence qui ne disait pas réellement son nom, Torre et Jan quant à eux défendait une troisième voie.

Il faut comprendre le refus d'être affilié au PCF provient de deux idées. Tout d'abord, concernant Pascal Torre, il y a un refus idéologique d'être avalisé par le PCF, si on peut considérer que France-Kurdistan est un satellite autonome dans la galaxie du PCF, l'organisation ne sera « pas dans la conception léniniste, un relai associatif du PC »⁵⁶. Pour Torre, le concept de « courroie de transmission » n'est plus actuel, il ne correspond plus à la façon dont fonctionne la société civile et ne doit pas définir sa relation avec le

⁵⁶ Entretien avec Pascal Torre, voir annexe p. I

parti. Il faut replacer dans son contexte la création de France-Kurdistan, en effet comme l'indique Julian Mischi dans son livre « Le Parti des communistes »⁵⁷ :

« De fait, le caractère autoritaire de l'organisation communiste s'est peu à peu relâché depuis les années 1990, avec la reconnaissance du droit d'afficher publiquement son désaccord et un fonctionnement plus autonome des différentes structures locales. Ce mouvement débouche à la fin des années 2010 sur une remise en cause inédite du secrétaire national du parti, qui doit laisser la place à un cadre ayant soutenu un texte alternatif à celui de la direction lors du dernier congrès. ».

Le PCF depuis la fin des années 1990 affichait une certaine bienveillance envers l'indépendance et l'autonomie de ses militants, il était tout naturel que France-Kurdistan se devait d'être autonome. De plus, Pascal Torre, Sylvie Jan ou encore Laurence Cohen, étaient des militants plutôt proches de la direction de Pierre Laurent. Cette direction était plutôt caractérisée par un milieu intellectuel, de cadres supérieurs qui voyaient d'un bon œil le type d'organisation tel que France-Kurdistan émerger, dans un lien plus humain avec le PCF. Cependant, comme le précise Mischi, le congrès de 2016 tourne la page de cette parenthèse avec l'élection au secrétariat général de Fabien Roussel et la reprise en main plus autoritaire et « léniniste » du PCF dans sa relation aux organisations « sœurs ». Cela a poussé France-Kurdistan vers une position bien plus autonomiste, sans être en opposition, l'association ne s'est en effet pas du tout coupé de ses relations privilégiées avec le PCF, elle adopte néanmoins une relation plus pragmatique.

Ce que l'on peut entendre par cette relation privilégiée, c'est une mise à disposition du réseau très puissant du PCF du fait de la présence de militants et communiste et à France-Kurdistan. Lorsque France-Kurdistan a souhaité diffuser le film « *Ez Kurdim* » réalisé par Antoine Laurent et Nicolas Bertrand en 2012, l'association a pu s'appuyer sur le réseau de militants et d'élus pour « sillonner la France » en s'adressant aux fédérations et en leur disant : « est-ce que vous voulez organiser une initiative autour de la question kurde avec France-Kurdistan⁵⁸. ? » Mais Torre met un point d'honneur à préciser qu'il y a eu une prise « de distances définitive avec le PC ». Bien-sûr, il admet qu'il y a effectivement une réutilisation « d'expertise⁵⁹ » dans une organisation comme

⁵⁷ MISCHI Julian. *Le parti des communistes : histoire du Parti communiste français de 1920 à nos jours*. Marseille : Hors d'atteinte. Collection « Faits & idées ». 2020. pp. 822-823

⁵⁸ Entretien avec Pascal Torre, voir annexe p. I

⁵⁹ Ibid. p. 156

dans l'autre, il souligne néanmoins avec insistance que le bureau de France-Kurdistan est aujourd'hui composé d'une « minorité »⁶⁰ de militants communistes.

A ce propos, Sylvie Jan est-elle plus pragmatique. En effet, cette dernière a quitté le PCF en janvier 2023, tout en ayant pris ses distances depuis déjà trois ans. Cette militante qui s'était engagée au MJCF en 1967 contre la guerre au Viêt-Nam ne se retrouvait plus dans « les déclarations et les actions de Roussel⁶¹ ». Elle était encore en 2011 responsable nationale du PCF et bien intégrée au sein de l'organisation du parti. Elle m'indique qu'elle ne fait pas de cette rupture un « drame ». Elle ne ressent pas tant un attachement « familial » au parti comme cela pourrait être le cas chez d'autres militants car un aspect fort de la culture politique au sein du PCF depuis les années 1930, comme l'explique Julian Mischi⁶². Néanmoins, elle oppose une réflexion tout à fait intéressante qui explique bien plus la façon dont se positionne aussi France-Kurdistan par rapport au PCF : « C'est vraiment un outil de travail, de réflexion et de lutte pour moi. Si cet outil, de mon point de vue, ne correspond pas au chantier qui est devant nous [...] ce n'est pas grave mais il faut le quitter ».⁶³ Ce qui transparaît de l'engagement de Sylvie Jan c'est une vision utilitariste des organisations politiques, elles ne sont que des outils politiques afin d'atteindre des objectifs définis par les militants et pas l'inverse.

On peut supposer que cela se ressent dans la manière dont France-Kurdistan fonctionne. En effet, comme me l'a rappelé Jan : « toute personne intéressée par la solidarité avec le peuple kurde, est invité à agir là où il est, c'est à dire et à partir de ce qu'il est, de ce qu'il fait⁶⁴ ». Cela suppose une organisation où la décentralisation est un principe très abouti. France-Kurdistan fonctionne comme une fédération de bases locales, qui fonctionnent de manière très indépendantes les unes des autres. « Amitié Hauts de Seine – Kurdistan », fut un de ces premières bases locales, celle où Pascal Torre et Antoine Laurent débutèrent leur engagement.

L'autre face de la pièce de France-Kurdistan est son influence et sa relation avec les mouvements kurdes en France. A ce propos, Pascal Torre raconte :

⁶⁰ Ibid. p. 156

⁶¹ Entretien avec Sylvie Jan, voir annexe p. I

⁶² MISCHI Julian. Le parti des communistes : histoire du Parti communiste français de 1920 à nos jours. Marseille : Hors d'attente. Collection « Faits & idées ». 2020

⁶³ Entretien avec Sylvie Jan, voir annexe p. I

⁶⁴ Ibid.

« Pascal Torre : On s'est ouvert aux Kurdes qui ont trouvé l'idée assez géniale. Alors au début, ils ont essayé de nous instrumentaliser, en disant « ah ! c'est l'idée géniale, on va se débrouiller pour vous payer un permanent qui va être là pour gérer l'association ». Alors là, on leur a dit « non ! ». On leur a dit qu'il y allait avoir un France-Kurdistan, mais qui ne sera ni l'officine du PC, ni du mouvement kurde de France. France-Kurdistan aura son opinion, ses objectifs. Donc au début, ça a été un peu tendu »
(Extrait de l'entretien du 8 mars 2023 avec Pascal Torre)

Il m'est difficile de déterminer quelle organisation kurde a pu proposer cela au moment de la fondation de France-Kurdistan, je suppose néanmoins que cela a pu être des membres du KNK⁶⁵, encore très influent à cette époque. Il faut comprendre par ce passage de l'entretien avec Pascal Torre, qu'il fait part d'une culture politique chez les militants kurdes. Torre s'est réellement opposé à une « façon de faire » qui était pour les kurdes d'intégrer les associations de solidarité afin d'en influencer en partie les analyses et les objectifs. Nous y reviendrons bien plus en détail mais il y a pu avoir des moments de « malaise » quant à la façon dont les organisations de la diaspora kurde en France de représenter son combat et parfois même de tenter d'en imposer les codes à France-Kurdistan.

Pour explorer une dernière manière dont a pu être perçu ces influences, il était aussi évident d'interroger Léo Michel. Ce dernier perçoit clairement une collaboration, voire un lien évident entre le PCF, France-Kurdistan et le Conseil Démocratique du Kurdistan en France (CDK-F). Issu lui-même du PCF, il considère qu'il était naturel de s'impliquer dans France-Kurdistan, qui entretient de bonnes relations avec le PCF pour aborder la question kurde de manière institutionnelle. Comme il le mentionne : « Depuis les années 2010, le PCF a pour le coup été très actif dans l'ouverture de discussions avec des appareils politiques kurdes, avec des liens en Turquie et en Syrie. Et puis, cela va aussi se faire grâce à des sensibilités individuelles entre des référents internationaux y compris au sein du Conseil national du Parti⁶⁶. » Il cite notamment Berivan Firat qui siège au Conseil national du PCF tout en étant porte-parole du CDK-F et qui elle aussi, est une proche de France-Kurdistan.

⁶⁵ *Kongreya netewî ya Kurdistan* (KNK), Congrès national du Kurdistan, une institution représentative kurde siégeant à Bruxelles, créée en 1999 après la dissolution du Parlement du Kurdistan en exil (PKDW).

⁶⁶ Entretien avec Léo Michel, voir annexe p. I

Il souligne l'importance des réseaux associatifs et de la diaspora dans la transmission des revendications politiques kurdes : « Pour l'essentiel de la production du savoir, le CDK-F est une instance prioritaire. En effet le personnel politique n'a pas la connaissance de ce qu'il se passe concrètement sur le terrain au Rojava ou en Turquie. Il n'a pas non plus une connaissance de l'évolution de la stratégie que peuvent avoir les kurdes sur place. » Léo Michel reconnaît également le rôle crucial joué par la relation entre France-Kurdistan et le CDK-F pour maintenir la cohésion de la communauté kurde et informer les élus sur la situation au Kurdistan : « Selon moi, ces mouvements remplissent deux fonctions principales : d'abord tenir leur communauté soudée face aux malheurs qui peuvent les toucher, solidariser avec un rythme militant assez soutenu. Ensuite, il y a le « lobbying » auprès des élus, pour créer un lien politique et alimenter les connaissances au sujet du Kurdistan. »⁶⁷.

Il semble que Léo Michel a une vision plus neuve et adoucie des relations que peuvent avoir les différentes organisations entre-elles. Il semble aussi que le CDK-F ait bien pris plus de place dans la nébuleuse autour de France-Kurdistan, jusqu'à en être une organisation centrale dans la production de connaissance autour de la cause kurde.

France-Kurdistan ne compte pas un grand nombre d'adhérents, conformément à son orientation stratégique, comme me le disait Jan : « l'objet n'est pas qu'on déclare une force en nombre d'adhérents⁶⁸. » De plus, elle maintient une communication avec ses adhérents principalement via sa page Facebook, sans toutefois diffuser une revue ou une lettre d'information. Il apparaît que ce point mériterait une attention et une exploration supplémentaires dans le cadre de cette étude.

En conclusion, France-Kurdistan s'est construit à partir de deux sphères principales : les militants communistes du secteur international et les membres politiquement engagés de la diaspora kurde. Si la question de l'autonomie organisationnelle et idéologique de France-Kurdistan est posée, il apparaît que cette lutte d'autonomie concerne davantage la représentation de la question kurde et son organisation. Bien que France-Kurdistan revendique une autonomie par rapport au PCF, ses membres restent influencés par les mouvements kurdes en France, tels que le KNK et le CDK-F.

⁶⁷ Entretien avec Léo Michel, voir annexe p. I

⁶⁸ Entretien avec Sylvie Jan, voir annexe p. I

Les entretiens avec les militants de France-Kurdistan, tels que Torre, Jan et Léo Michel, ont montré que ces influences ne pèsent pas sur l'organisation mais la renforcent et renforcent sa capacité à proposer un récit collectif sur la solidarité pour la cause kurde. France-Kurdistan n'est pas un simple satellite du PCF, mais plutôt une organisation autonome qui adopte une relation pragmatique avec le parti et les mouvements kurdes.

La décentralisation et le fonctionnement de « basse intensité hiérarchique » de France-Kurdistan permettent une certaine indépendance dans la mise en œuvre de ses actions, tout en maintenant des liens étroits avec les réseaux du PCF et les organisations de la diaspora kurde. Il est important de souligner que la coopération entre France-Kurdistan, le PCF et le CDK-F contribue à la cohésion de la communauté kurde et à l'information des élus sur la situation au Kurdistan.

En somme, les sphères d'influence du PCF et des mouvements kurdes ne pèsent pas sur France-Kurdistan mais, au contraire, renforcent son action et sa capacité à construire un récit collectif autour de la solidarité pour la cause kurde. Cette autonomie organisationnelle, associée à la volonté de représenter et de se représenter la question kurde de manière indépendante, permet à France-Kurdistan de rester un acteur clé dans la défense et la promotion des droits et de la cause kurde en France.

Conclusion du chapitre I

Le premier chapitre de notre étude a permis d'aborder et de déconstruire l'idée du « mythe kurde » en examinant les différentes perspectives et représentations sociales et politiques transmises et traduites par les militants pour la solidarité du peuple kurde en France. En effet, la notion pouvait paraître séduisant mais n'avait aucune possibilité d'être utilisée dans notre étude puisqu'elle représente pour nos enquêtés une insulte provoquant un certain malaise. Comprendre pourquoi cette notion devait être abandonnée était essentielle pour mener à bien un travail de reconstruction théorique afin d'étudier les liens d'interdépendance et de pluralité du discours et des récits collectifs. En cela l'utilisation de la méthodologie de Passy et Giugni a été cruciale pour saisir et construire de nouveaux outils d'analyses comme les récits et stratégies de représentations d'un imaginaire collectif.

Les entretiens avec des acteurs clés du mouvement de solidarité pour le peuple kurde, tels que Pascal Torre et Sylvie Jan, ont permis de mettre en lumière la complexité des représentations sociales et politiques de la diaspora kurde en France et leur engagement pour la cause kurde. Par ailleurs, l'évolution de l'engagement des femmes au sein du mouvement kurde démontre une volonté réelle d'inclusivité et de modernité de ce dernier qu'il sera nécessaire d'étudier plus en profondeur dans la suite de notre étude. Il sera nécessaire pour cela de comprendre les divergences qui peuvent apparaître et qui ont été relevées par les enquêtés entre les récits déployés et la réalité des organisations. Pour cela, il est aussi nécessaire de découper l'objet des récits et stratégies de représentations de l'imaginaire kurde dans le temps et dans l'espace.

L'analyse de l'organisation France-Kurdistan a révélé son rôle central dans la constitution de la cause kurde en France. Elle est le fruit d'un engagement et d'une histoire partagée entre militants communistes et membres engagés de la diaspora kurde. L'autonomie de France-Kurdistan, par rapport au PCF et aux mouvements kurdes tels que le KNK et le CDK-F, a été un enjeu clé pour garantir une représentation adéquate en des termes compréhensibles dans l'imaginaire collectif français à propos de la question kurde. Les liens étroits entre France-Kurdistan, le PCF et le CDK-F contribuent à la cohérence et à la force de l'organisation dans la défense des droits et intérêts du peuple kurde en France. Il sera nécessaire par la suite d'étudier plus en profondeur, à partir des archives du réseau PCF-Kurdistan, de France-Kurdistan et de leurs productions respectives leur relation aux récits collectifs déployés par les militants et militantes kurdes. Cela demandera aussi de mieux comprendre la relation affective et politique qu'ont entretenue Pascal Torre et Sylvie Jan avec une figure centrale de la coordination et de la traduction des revendications kurdes en France : Rojbîn.

En somme, ce chapitre a permis de mieux comprendre les dynamiques en jeu autour de la cause kurde en France, en mettant en lumière les différentes stratégies de représentations et d'engagement des militants pour la solidarité du peuple kurde. Cette étude a également souligné l'importance de l'organisation France-Kurdistan et de son histoire, qui demeure étroitement liée à l'évolution de la question kurde sur la scène politique française.

Ainsi, après avoir exploré les racines historiques et les facteurs géopolitiques qui ont contribué à la construction d'une représentation imaginaire de la cause kurde en France,

il est maintenant temps de nous pencher sur le deuxième chapitre de notre étude. Nous nous intéresserons ici à l'impact du Parti des travailleurs du Kurdistan. Cette analyse permettra de mettre en lumière les dynamiques de construction et de soumission à une image négative des Kurdes en France durant cette période, tout en mettant l'accent sur les processus sociaux et historiques qui ont contribué à façonner ces représentations. L'objectif poursuivi dans la continuité de notre étude est d'examiner les facteurs qui ont empêché la communauté kurde de reproduire fidèlement une représentation de l'imaginaire collectif kurde. Nous chercherons à comprendre comment il a été nécessaire d'élaborer des stratégies de « métissage » culturel et politique afin de créer une représentation adaptée et cohérente de l'identité kurde. Mais plus important encore, comprendre quelles sont les conditions d'existence de ces représentations, d'examiner les récits de vies qui ont participé la retranscription de ces imaginaires collectifs.

Partie II : Du PKK et la martyrologie en France, construction et soumission à une image négative (1980-2013)

Dans ce second chapitre nous allons aborder le PKK, le Parti des Travailleurs du Kurdistan, le récit collectif qu'il déploie et la manière dont il est perçu et représenté en France entre 1980 et 2013. Nous nous pencherons sur les dynamiques internes et externes du PKK, notamment à travers l'analyse de son répertoire d'action collective, les enjeux de genre, et l'image que le parti cherche à construire à travers ses vidéos « d'auto-promotion ». Ces éléments nous permettront de mieux cerner la sociologie du mouvement et son rôle dans le paysage politique kurde.

Par ailleurs, nous examinerons le rôle crucial de la qualification du PKK en tant qu'« organisation terroriste », une étiquette qui a profondément influencé la perception et le traitement de la cause kurde en Occident. Nous déconstruirons cette représentation, analysant comment elle a été construite et légitimée, notamment par la politique répressive de l'État turc et l'adoption de la martyrologie par le PKK comme stratégie politique.

Enfin, nous étudierons comment le PCF et l'association France-Kurdistan ont interprété et relayé la cause kurde auprès du public français, révélant des tensions et des dynamiques complexes. Nous explorerons comment ces organisations ont navigué entre

les écueils du discours du PKK et les attentes du public français, tout en tentant de maintenir une position cohérente et engagée sur la question kurde. Ces différentes facettes de la question kurde en France nous permettront de mieux saisir le contexte dans lequel le PKK opère et les défis auxquels il est confronté dans sa quête de reconnaissance internationale.

Chapitre 1. Le PKK : mise en scène des militants et sociologie de la résistance kurde en Turquie

Dans cette partie nous nous intéressons aux dynamiques internes et externes du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) et de sa branche armée, le HPG (les Forces de Défense du Peuple)⁶⁹. Nous cherchons à démontrer comment le répertoire d'action collective du PKK et la mise en scène de ses militants sont étroitement liés à la sociologie du mouvement et aux enjeux de genre.

Dans un premier temps, nous étudierons le répertoire d'action du PKK en nous appuyant sur les travaux d'Olivier Grojean et de Xavier Crettiez. Nous explorerons la mise en scène des militants et l'importance de la violence politique dans la communication du parti. Cette analyse permettra de mieux comprendre la sociologie du PKK et servira de base pour l'étude des vidéos « d'auto-promotion » dans les sections suivantes.

Ensuite, nous nous pencherons sur la sociologie masculine de la résistance kurde au sein du PKK. Nous examinerons les rapports de genre et leur construction au sein du mouvement, afin de mettre en lumière les enjeux de pouvoir et les mécanismes de contrôle qui façonnent l'organisation. Cette étude sera essentielle pour l'analyse des vidéos de propagande produites par le PKK et le HPG, que nous aborderons par la suite.

Enfin, nous analyserons les stratégies « d'auto-promotion » vidéo utilisées par le PKK et le HPG pour représenter la guérilla. Nous explorerons l'évolution du discours et du récit collectif véhiculés par ces vidéos, en prêtant une attention particulière à la présence des femmes et aux représentations genrées. Cette analyse nous permettra de

⁶⁹ En kurde, « *Hêzên Parastina Gel* », voir GUILLEMET Sarah. « S'organiser au maquis comme à la ville. Les femmes kurdes au Comité des révolutionnaires du Kurdistan Iranien (Komala) et au Parti des Travailleurs du Kurdistan (PKK) ». *Confluences Méditerranée*. 2017. Vol. 103, n° 4, pp. 65-79. DOI 10.3917/come.103.0065. <https://www.cairn.info/revue-confluences-mediterranee-2017-4-page-65.htm>

mieux comprendre les objectifs de communication du parti et les implications de ces contenus pour la reconnaissance internationale du PKK.

Ainsi, cette partie a pour objectif de démontrer comment les répertoires d'action du PKK et la mise en scène de ses militants sont influencés par la sociologie de la résistance kurde en Turquie et les enjeux de genre. Grâce à la méthode d'analyse de Crettiez, nous chercherons à approfondir notre compréhension de ces dynamiques et à identifier les défis auxquels le PKK doit faire face dans sa quête de légitimité et de reconnaissance internationale.

1. Répertoire d'action du PKK et mise en scène des militants

Afin d'étudier les pratiques de mise en scène du PKK, il est nécessaire d'étudier en détail la construction du « répertoire d'action collective »⁷⁰ de l'organisation. L'objectif de cette section est de mettre en lumière les pratiques politiques du PKK et comment cela peut être déterminant dans la manière dont le parti kurde a de développer un certain type de récit et d'imaginaire collectif. Nous nous restreindrons pour l'instant dans cette section à analyser son répertoire d'action et la mise en scène de ses militants pour plus tard dans notre étude évaluer l'impact et la transmission de ces récits dans les récits militants de la cause kurde en France.

Olivier Grojean est un universitaire français qui travaille sur les Kurdes de Turquie, il explore les répertoires d'action collective du PKK⁷¹. Il retrace les origines et le développement du PKK, émanant des cercles étudiants d'Ankara et se transformant en une organisation clandestine et armée, adoptant un modèle de « révolutionnaire professionnel »⁷² dévoué à la cause. L'auteur se base sur la notion de « répertoire d'action » de Charles Tilly⁷³ pour étudier les différentes formes d'action employées par le groupe, en se concentrant sur la période des années 1970 à 1990 en comparaison des années 2000-2010.

⁷⁰ TILLY Charles et TARROW Sidney. *Politique(s) du conflit. De la grève à la révolution*, Traduit de l'anglais (États-Unis) par BOUYSSOU Rachel. Presses de Sciences Po, « Références », 2015.. DOI : 10.3917/scpo.tily.2015.01. <https://www.cairn.info/politique-s-du-conflit--9782724618006.htm>

⁷¹ GROJEAN Olivier. Chapitre 4. Violences et répertoires. Repenser les modes d'action du PKK avec Charles Tilly. In : *Politiques de la violence*. Paris : Karthala. pp. 93-108. Questions Transnationales. <https://www.cairn.info/politiques-de-la-violence--9782811129378-p-93.htm>

⁷² GROJEAN Olivier. Op. cit. Notion empruntée à Lénine et sa doctrine d'avant-garde du prolétariat

⁷³ TILLY Charles et TARROW Sidney. Op. cit.

Dans les années 1970, le PKK entre en conflit avec d'autres groupes pro-kurdes, cherchant à mobiliser une jeunesse rurale et récemment urbanisée. Grojean décrit comment le PKK a dû s'organiser de manière plus structurée⁷⁴. Les militants ciblent leurs violences contre les collaborateurs de l'État et les grands propriétaires terriens, ce qui a entraîné des cycles de vengeance et de représailles.

Grojean examine également l'évolution des répertoires d'actions collectives du PKK, mettant en évidence la pratique de la guérilla et de la contre-insurrection de 1984 à 1999, ainsi que les activités coercitives du parti. Les militants du PKK ont été formés au combat au Liban dans les camps de l'OLP et ont lancé une guérilla contre l'État turc en 1984. La stratégie maoïste adoptée par le PKK impliquait des unités mobiles qui harcelaient les forces turques et établissaient des zones libérées, puis comme Grojean le décrit : « se replie au Kurdistan irakien, obligeant l'armée à une guerre défensive et de position »⁷⁵. Les tentatives de contrôle du PKK sur la population passaient par la sensibilisation et la coercition.

L'auteur analyse les répertoires d'actions du PKK en termes de logiques externes (opposition, confrontation, différenciation, concurrence et mimétisme) et de dynamiques internes (monopolisation, contrôle, homogénéisation, cohésion et mobilisation). Les actions du PKK sont adaptées à chaque espace et dépendent en premier lieu des relations externes avec les acteurs de son système d'interdépendance élargi. Par exemple, « avec des actions armées principalement limitées aux régions kurdes de Turquie et d'Irak. »⁷⁶

Grojean explicite comment les actions du PKK sont influencées par des dynamiques internes. Par exemple, les attaques incendiaires en Europe servent à jauger la « loyauté » des jeunes militants et à les « immerger davantage dans le parti »⁷⁷. Les actions auto-sacrificielles, comme les immolations par le feu et les attaques-suicides, sont liées à la théorie de « l'Homme nouveau » et de la « Femme libre » développée par Öcalan et à la martyrologie singulière du parti.

L'auteur souligne que les modes d'action violents du PKK sont fonction de l'environnement externe, dépendant des considérations internes et sont utilisés

⁷⁴ « Ces affrontements et ces assassinats, qui font plusieurs centaines de morts, incitent les partisans d'Öcalan à s'organiser de manière plus structurée [...] la lutte », GROJEAN Olivier. Op. cit.

⁷⁵ GROJEAN Olivier. Op. cit.

⁷⁶ GROJEAN Olivier. Chapitre 4. Violences et répertoires. Repenser les modes d'action du PKK avec Charles Tilly. In : *Politiques de la violence*. Paris : Karthala. pp. 93-108. Questions Transnationales. <https://www.cairn.info/politiques-de-la-violence--9782811129378-p-93.htm>

⁷⁷ Ibid.

stratégiquement dans les interactions avec un ou plusieurs adversaires. Cependant, ils ne sont pas toujours totalement sous contrôle et peuvent conduire à des réactions inattendues ou des logiques d'affirmation de soi, de vengeance ou de haine. Grojean explique que « des violences extrêmes » ou « gratuites » peuvent occasionnellement bouleverser les interactions entre protagonistes, mais les règles du jeu du conflit et les logiques politiques sont préservées⁷⁸.

Grojean souligne enfin que l'arrestation d'Abdullah Öcalan en 1998-1999 a provoqué une reconfiguration sans précédent du conflit. Le PKK a dû se réinventer, abandonnant en partie la lutte armée et modifiant ses revendications et son idéologie. Cependant, malgré ces bouleversements, le répertoire d'actions du PKK n'a pas connu d'évolution significative durant les années 2000 et 2010. Les modes d'action pacifiques et violents, tant au Moyen-Orient qu'en Europe, sont restés similaires à ceux des années 1980 et 1990.

Grojean évoque la possibilité que la dimension culturelle et organisationnelle des répertoires explique en partie leur résistance au changement. Il cite Olivier Fillieule⁷⁹, qui soutient que la culture constitue un filtre à travers lequel les opportunités objectives sont perçues de manière variable selon les agents. Ainsi, les répertoires de certains groupes peuvent rester longtemps insensibles à l'évolution des conditions structurelles.

Les résultats de cette étude sont importants puisque Grojean suggère que les ethos militants et combattants, ainsi que la structure singulière de l'organisation, devraient être davantage pris en compte dans l'analyse des liens entre violences et répertoires d'action. Cela implique que des études supplémentaires seraient nécessaires pour déterminer si l'évolution de la configuration d'acteurs en conflit a influencé le choix des modes d'action du PKK.

Afin de nous donner les outils méthodologiques à la poursuite de l'analyse du répertoire d'action du PKK, il est utile d'étudier les pratiques de mise en scène de groupes et organisations politiques mises à la marge et qui font usage de la violence. Pour cela, nous allons nous aider de la méthodologie utilisée par Xavier Crettiez, sur la mise en scène de la violence politique notamment à travers les conférences de presses du FLNC

⁷⁸ GROJEAN Olivier. Chapitre 4. Violences et répertoires. Repenser les modes d'action du PKK avec Charles Tilly. In : *Politiques de la violence*. Paris : Karthala. pp. 93-108. Questions Transnationales. <https://www.cairn.info/politiques-de-la-violence--9782811129378-p-93.htm>

⁷⁹ FILLEULE Olivier. *Stratégies de la rue : Les manifestations en France*. Presses de Sciences Po. <https://cairn.info/strategies-de-la-rue-1997--9782724607074.htm>

(Front de Libération Nationale Corse)⁸⁰. Cet article est particulièrement intéressant dans notre cas puisque c'est une pratique que l'on retrouve en partie dans la mise en scène du PKK. L'objectif de l'étude de cet article doit nous servir par la suite à analyser clairement les vidéos qu'ont pu publier le PKK et le HPG.

Dans l'article de Xavier Crettiez, l'objectif principal est d'analyser le phénomène des conférences de presse du FLNC et la spécificité de la violence politique en Corse. L'auteur met en lumière l'autolimitation de la violence physique et la prédominance de la violence symbolique théâtralisée au sein du FLNC, contrastant avec d'autres mouvements terroristes nationaux ou indépendantistes. Par comparaison et on le verra dans la suite de notre étude, le PKK utilise également des représentations directes et militaires dans ses vidéos. Néanmoins, il y a aussi cette réutilisation de la conférence de presse et de vidéos montrant plus en détail le maquis, la culture intime qui agit comme une invitation à comprendre la diversité de l'action du groupe.

L'auteur analyse également la relation entre les médias et le FLNC, soulignant le concept de « connivence »⁸¹ et l'évolution du FLNC en termes de présentation et d'auto-promotion. Il explore les atouts médiatiques des conférences de presse du FLNC, notamment la manière dont elles permettent de surmonter les contraintes professionnelles, de contourner l'interdiction de filmer et de construire un sentiment d'intimité. Crettiez aborde également la dimension psycho-sociologique des conférences de presse, en mettant en avant l'interaction entre les terroristes, les médias et le public. C'est particulièrement visible dans le cas du PKK, peu de journalistes peuvent filmer les bases de l'organisation, il y a une réelle création d'exclusivité, mais aussi, le PKK comme organisation terroriste rencontre des difficultés à communiquer ; leurs contenus sont souvent supprimés d'internet ou déréférencé des moteurs de recherches. C'est une question que nous verrons plus en détail par la suite dans les difficultés de cette auto-promotion.

Le concept de mimétisme du terrorisme est abordé par l'auteur, en se basant sur les travaux de Michel Wieviorka⁸². La rivalité mimétique découle du conflit pour l'accès à la légitimité entre une organisation clandestine et l'État, où les deux parties cherchent à

⁸⁰ CRETTEZ Xavier. « La mise en scène de la violence politique à travers les conférences de presse du FLNC. *Cultures & Conflits*. 15 mai 1993. N° 09-10. DOI 10.4000/conflits.419. <https://journals.openedition.org/conflits/419>

⁸¹ Xavier Crettiez. Ibid.

⁸² WIEVIORKA Michel. *Sociétés et terrorisme*. Fayard. Paris, 2014. ISBN 978-2-213-65304-4.

déstabiliser l'autre en utilisant des méthodes similaires et en contestant la légitimité de l'autre. Crettiez traite également de l'utilisation de l'histoire par le FLNC pour légitimer son action violente et se positionner en descendant légitime d'un passé belliqueux. Sur ces deux points nous pouvons y voir des similitudes avec le PKK, d'une part, celui-ci prend de grandes précautions de sécurité lors de rencontres avec l'extérieur, que cela soit des journalistes ou même des auteurs⁸³. Un vrai protocole de sécurité avec plusieurs fouilles et plusieurs interrogatoires qui mime en partie les pratiques de sécurité des Etats.

Enfin, l'auteur aborde la force légitimatrice des médias dans le terrorisme corse, en particulier pour le FLNC. La quête de légitimité médiatique du FLNC lui permet de se présenter comme représentant du « peuple corse » et de s'imposer dans la lutte pour la vision légitime du combat autonomiste et indépendantiste. L'auto-limitation de la violence politique et la théâtralisation de la puissance militaire du FLNC sont des éléments essentiels de la spécificité du terrorisme corse. Dans le cas du PKK, cette quête de légitimité médiatique est importante car elle se fait aussi en réaction à la propagande anti-PKK du pouvoir turc, les enquêtes et la diffusion d'entretiens avec le PKK étant interdite, le PKK a dû financer en partie des chaînes de télévision et de radio pour pouvoir occuper une place médiatique, néanmoins, les quelques reportages de médias indépendants européens dévoile l'importance accordée à chaque fois à ces moments permettant à l'organisation de former son récit et sa légitimité sur la lutte contre l'oppression des kurdes.

Cette section nous a permis d'explorer les répertoires d'action collective du PKK et la mise en scène de ses militants, en s'appuyant sur les travaux d'Olivier Grojean et de Xavier Crettiez. Nous avons mis en lumière l'importance de comprendre les dynamiques internes et externes du PKK pour analyser son répertoire d'action et ses stratégies de communication, notamment à travers les conférences de presse et l'auto-promotion. L'étude de la sociologie du PKK et la compréhension de la mise en scène de la violence politique sont essentielles pour analyser de manière approfondie les vidéos du PKK et du HPG. Dans les prochaines sections, nous allons poursuivre cette analyse en utilisant la méthodologie de Crettiez pour étudier les vidéos du PKK. Mais d'abord, étudions plus en détail la sociologie du PKK.

⁸³ La bande dessinée de ZeroCalcare citée précédemment décrit très bien le long protocole d'accès aux camps du PKK dans les montagnes de Qamishli

2. Une sociologie masculine de la résistance kurde du PKK

Au cours des entretiens lorsqu'il était évoqué l'image du PKK, il était plutôt fait état d'un parti majoritairement masculin, du moins dans sa représentation collective. Torre dit qu'il y a une « image qui était plutôt [du] combattant du PKK, plutôt masculin ».⁸⁴ Il semble que c'est une analyse que partage Sylvie Jan qui dit : « Le PKK dans les années 80 était un mouvement essentiellement masculin. Au départ ; En tout il était organisé de façon très genrée. Dans les années 1980, ce n'était même pas le sujet. Le sujet n'était pas de modifier la représentation, c'était un mouvement très masculin »⁸⁵.

Cette représentation du PKK comme très « masculin » tranche avec les stratégies mobilisées pour paraître bien plus féminisé. C'est d'ailleurs une dynamique qui a pu être documentée par Caroline Guibet Lafaye dans un passage de son article « Sortir de la lutte armée : dissonances cognitives et contradictions normatives. Le cas du PKK ». La chercheuse explique comment il peut y avoir des dissonances entre les récits développés par le PKK et la réalité. Elle décrit une image masculine ouverte mais qui en réalité reste ancré dans des réalités patriarcales : « dans les récits rétrospectifs, l'écart entre le PKK fantasmé et sa réalité s'incarne parfois dans des scènes quasi initiatiques. Parti sur les théâtres d'entraînement au Liban, au début de son enrôlement dans le PKK, A. assiste à une scène de volley-ball où Öcalan humilie une jeune recrue russe en surpoids. À une autre occasion, il le voit frapper une femme. Ces scènes sèment les graines de ce qu'il théoriserait ensuite comme une contradiction interne »⁸⁶. Il apparaît une dualité au sein de la représentation de la lutte kurde par le PKK : d'une part, l'organisation a cherché à promouvoir une image volontariste de la féminisation de sa structure, tandis que d'autre part, le discours demeure profondément ancré dans des valeurs masculines, voire virilistes, ne reflétant pas nécessairement la réalité sur le terrain.

S'il est difficile d'estimer la composition sociologique précise du PKK, puisqu'il existe peu de données quant à la répartition genrée de l'organisation et qu'il est difficile d'y avoir accès ; peu de recherches décrivent sa sociologie. Un chiffre de 5 000 à 10 000

⁸⁴ Entretien Pascal Torre, voir annexe p. I

⁸⁵ Entretien Sylvie Jan, voir annexe p. I

⁸⁶ GUIBET-LAFAYE Caroline. « Sortir de la lutte armée : dissonances cognitives et contradictions normatives. Le cas du PKK ». *Revue internationale de politique comparée*. 2022. Vol. 29, n° 4, pp. 7-46. DOI 10.3917/ripc.294.0007. <https://www.cairn.info/revue-internationale-de-politique-comparee-2022-4-page-7.htm>

membres-armés semble être donné mais il reste flou et peu sourcé⁸⁷, ou alors donné par les autorités turques. Il est néanmoins possible de saisir certains aspects de sa sociologie par les recherches faites sur les femmes qui se sont engagées dans le parti des travailleurs et qui l'ont parfois quitté. Il est possible de constater que le PKK demeure une organisation dont la sociologie et les pratiques sont majoritairement masculines⁸⁸. Malgré les efforts pour promouvoir l'égalité des genres, une domination masculine et une représentation viriliste persistent au sein du groupe.

Dans un autre papier, Guibet-Lafaye, met en lumière cet aspect en comparant le PKK à d'autres groupes sociaux virilistes et masculinistes, tels que les pompiers, la police, l'armée ou d'autres guérillas⁸⁹. Elle explique que, dans ces organisations, la reconnaissance des femmes en tant qu'« égales » de leurs homologues masculins repose sur la démonstration d'un engagement supérieur, tant sur le plan physique, moral qu'au niveau de l'investissement dans la lutte et la cause⁹⁰. Tout comme dans les groupes détenant la violence légitime tels que l'armée et la police, les femmes sont amenées à aligner leurs pratiques sur celles du groupe majoritairement viril et « apprennent que l'égalité s'acquiert par ressemblance au genre viril »⁹¹.

Cela conduit à une intériorisation structurelle de la lutte entre les sexes au sein même du parti. Les femmes, ayant souvent subi le modèle patriarcal au sein de leur famille, poursuivent cette lutte dans le cadre clandestin du PKK, parallèlement à la guerre contre l'État turc, à la lutte contre la forme État et contre la société turque et patriarcale. Comme le résume *Yekta*, l'une des militantes interrogées par Guibet-Lafaye, dont la trajectoire est représentative des obstacles rencontrés par les femmes engagées : « Dans le parti aussi il y avait des restes de la phallocratie régnante. Autrement dit, il faut autant lutter contre la domination masculine que contre la domination de l'État ».

Pour compléter les explications de Guibet-Lafaye, nous pouvons nous tourner vers l'article de Grojean qui explore la question de genre au sein du PKK et qui analyse les

⁸⁷ LEDUC, Sarah. « La Turquie veut-elle vraiment la paix avec les Kurdes ? » France 24. 14 octobre 2014. <https://www.france24.com/fr/20141014-kurdes-turquie-pkk-cessez-feu-armistice-paix-guerilla-erdogan-ocalan-syrie>

⁸⁸ Le parti indique que au moins 40% de ses membres sont des femmes selon l'article de blog présent sur le site de l'Institut Kurde de Paris : « A short history of Kurdish women on the front lines ». Institutkurde.org. <https://www.institutkurde.org/info/a-short-history-of-kurdish-women-on-the-front-lines-1232551348>

⁸⁹ GUIBET-LAFAYE Caroline. « Le PKK, parti des femmes. La constitution du sujet politique féminin entre virilisme combattant et féminisme martial » : Pôle Sud. 21 janvier 2022. Vol. n° 56, n° 1, pp. 97-116. DOI 10.3917/psud.056.0097. <https://www.cairn.info/revue-pole-sud-2022-1-page-97.htm?ref=doi>

⁹⁰ PRUVOST Geneviève. *Profession : policier ; Sexe : féminin*, Paris, MSH, 2007. 307 p.

⁹¹ Ibid.

théories de la « Femme libre » et de l'« Homme nouveau » développées par le leader du parti, Abdullah Öcalan⁹². Ce sont ce que Pascal Torre caractérisé par « bric-à-brac » idéologique. Ces théories visent à transformer les habitus des hommes et des femmes engagés dans le mouvement et à les libérer de la domination turque et des structures sociales traditionnelles. L'article examine également la manière dont les rapports de genre sont construits et maintenus au sein de la guérilla du PKK, en mettant en évidence le rôle crucial de la discipline et de la déssexualisation dans le contrôle des relations affectives et sexuelles entre les membres du parti.

Grojean montre que les théories de la « Femme libre » et de l'« Homme nouveau » jouent un rôle important dans la lutte quotidienne des militants, mais servent également à discipliner et soumettre les membres du parti. Les militants sont encouragés à renoncer à leurs relations amoureuses et sexuelles pour se concentrer sur la camaraderie et l'amour envers le peuple, le Kurdistan, la révolution et surtout Öcalan. L'interdiction des relations sexuelles et affectives entre les membres du PKK est justifiée par la volonté de libérer les militants de la domination et des structures sociales traditionnelles.

Cependant, l'article lui-aussi révèle un décalage entre l'image idéalisée de la combattante kurde « libérée » et la réalité des rapports de genre au sein de la guérilla du PKK. Bien que certaines femmes vivent la guérilla avec bonheur et témoignent d'une véritable émancipation, la discipline et la déssexualisation imposées par les théories de la « Femme libre » et de l'« Homme nouveau » peuvent être interprétées comme une volonté de contrôler et d'assujettir les militants. Plus encore on pourrait penser que ces théories se construisent aussi sur une idée de « *gender blindness*⁹³ », qui estimerait qu'il est possible d'effacer les effets de dominations alors qu'en réalité des barrières symboliques peuvent rester en place dans les relations hommes-femmes. En fin de compte, l'analyse des rapports de genre et de leur construction au sein du PKK permet de mieux saisir les dynamiques de pouvoir et les mécanismes de contrôle au sein du mouvement, révélant ainsi une domination masculine persistante et une sociologie du PKK qui demeure largement masculine. En conclusion, l'analyse de la représentation du PKK et de la place

⁹² GROJEAN Olivier. « Théorie et construction des rapports de genre dans la guérilla kurde de Turquie ». Critique internationale. 2013. Vol. 60, n° 3, pp. 21-35. [Consulté le 1 mai 2023]. DOI 10.3917/criti.060.0021. <https://www.cairn.info/revue-critique-internationale-2013-3-page-21.htm>

⁹³ COULOMB-GULLY Marlène et RENNES Juliette. « Genre, politique et analyse du discours. Une tradition épistémologique française *gender blind* ». *Mots. Les langages du politique*. 30 novembre 2010. N° 94, pp. 175-182. DOI 10.4000/mots.19883. <https://journals.openedition.org/mots/19883?lang=en>

du genre au sein de l'organisation met en lumière des contradictions et des tensions entre les stratégies de féminisation et la réalité des rapports de genre. Bien que le PKK mette en avant la « Femme libre » et l'« Homme nouveau » pour revendiquer une égalité entre les sexes et la libération des structures patriarcales, les recherches de Guibet Lafaye et Grojean révèlent un décalage entre cette image idéalisée et la réalité sur le terrain.

La discipline et la désexualisation imposées par le parti, ainsi que l'adhésion aux valeurs masculines et virilistes, conduisent à une domination masculine persistante et une sociologie du PKK qui demeure majoritairement masculine. Les femmes, malgré leur engagement, doivent souvent prouver leur valeur en adoptant des pratiques alignées sur celles du groupe majoritairement viril, traduisant une intériorisation structurelle de la lutte entre les sexes au sein du parti.

En somme, l'étude des rapports de genre et de leur construction au sein du PKK permet de mieux comprendre les dynamiques de pouvoir et les mécanismes de contrôle au sein du mouvement, mettant en lumière les enjeux sous-jacents et les défis liés à la transformation des représentations et des pratiques genrées au sein d'une organisation en quête de légitimité et de reconnaissance internationale.

À partir des analyses précédemment examinées, nous sommes désormais en mesure d'étudier des vidéos de propagande⁹⁴ produites ou réalisées par le PKK et plus précisément sa branche armée le HPG. L'examen de ces vidéos nous offrira l'opportunité d'observer de manière approfondie le récit collectif véhiculé par le parti kurde, ainsi que l'évolution de son discours dans le cadre de sa stratégie de communication vidéo.

3. Représenter la guérilla : les stratégies d'auto-promotion vidéo

Après avoir étudié la méthodologie de la mise en scène proposée par Crettiez et la sociologie du PKK, notamment sa dimension masculine et viriliste, nous nous pencherons maintenant sur l'analyse des vidéos produites ou suivant l'agenda de communication du PKK et du HPG. Nous chercherons à comprendre comment ces vidéos suivent ou se distinguent du répertoire du FLNC et quels récits collectifs y sont retranscrits. Mais d'abord, faisons un point sur les difficultés et la manière dont il m'a été possible d'avoir

⁹⁴ Ici, nous n'utilisons pas le terme propagande de manière négative mais pour décrire un ensemble d'outil de communication notamment vidéo, utilisées par un parti politique en vue de persuader et influencer l'opinion de militants et militantes. J'utilise notamment le terme comme défini par Étienne Augé dans son *Petit traité de propagande. À l'usage de ceux qui la subissent*. De Boeck Supérieur, « Culture & Communication », 2007.

accès à des contenus vidéos produit ou émanant en partie du PKK et plus précisément de sa branche armée le HPG.

Lorsque je m'engage dans la recherche de vidéos d'autopromotion du PKK, je constate rapidement plusieurs difficultés. Premièrement, la désignation du PKK comme « groupe terroriste » entraîne un mauvais référencement des vidéos associées à l'organisation sur Google et la plupart des moteurs de recherche. De plus, même en utilisant des moteurs de recherche tels que Tor, il est quasiment impossible de trouver des vidéos adaptées à la recherche. Par ailleurs, nombre de vidéos trouvées sur d'anciens forums sont supprimées par YouTube, qui préfère relayer les passages télévisés turcs de propagande anti-PKK montrant des meurtres de civils turcs.

En explorant deux communautés *Reddit*⁹⁵, */r/Kurdistan* et */r/RevolutionaryUnity*, je prends contact avec les modérateurs de ces forums et suis informé de plusieurs points importants. Il est nécessaire d'utiliser un langage spécifique pour parler du PKK et des vidéos d'autopromotion. En effet, je me rends compte qu'il est nécessaire pour observer ce terrain virtuel d'adopter certains codes, dès lors l'utilisation de l'expression : « Les combattants kurdes de la liberté du Kurdistan Nord » (« *Kurdish Freedom Fighters of North Kurdistan* ») pour désigner le PKK et « les formes de représentations pour diffuser leur message politique » (« *the forms of representation to spread their political message* ») pour parler des vidéos d'auto-promotion. À la suite de cette recommandation, je demande aux membres de ces communautés de me contacter. Malgré une certaine méfiance, un utilisateur membre de la diaspora kurde aux États-Unis me contacte et m'explique plusieurs éléments. Pendant longtemps, il s'est informé sur les actions du PKK grâce à des proches, notamment un membre de sa famille engagé dans la guérilla au sein de l'organisation. Il m'informe également de la fermeture en 2013 de *RojTV*, une chaîne télévisuelle basée au Danemark qui diffusait des vidéos d'autopromotion du PKK sur YouTube. Néanmoins, il m'explique que plusieurs sites et chaînes YouTube liées au PKK ont été créés par la suite.

Parmi les chaînes et groupes recommandés, figurent deux chaînes de télévision publiant leur contenu sur YouTube : *Stêrk* et *RohaniTV*. *Stêrk*, basée en Norvège, diffuse

⁹⁵ *Reddit* est une plateforme hébergeant des communautés de forums très structurées, avec de nombreuses règles. Certaines sont explicites : ne pas diffuser des images de guerre. D'autres implicites, comme utiliser des expressions détournées pour parler de certaines organisation. Ce terrain d'enquête virtuel m'a réellement permis de prendre un nouveau recul sur les réalités des représentations et comment s'organisent la lutte pour la cause kurde.

depuis 2009, tandis que *RohaniTV*, située à Qamishli à la frontière syro-turque, diffuse depuis 2012. Ces deux plateformes sont des médias plus ou moins indépendant du PKK, ayant leurs propres émissions, leurs propres plateaux. Néanmoins, ils suivent et relatent l'agenda médiatique du PKK et peuvent parfois accéder à des entretiens avec des dirigeants ou des combattants. Enfin, la plateforme *GêrilaTV* m'est également conseillée. Apparemment, elle est la plus ancienne plateforme encore en activité et est directement liée au PKK par l'intermédiaire du HPG.

J'accède à deux types de contenus, d'une part des émissions produites par des médias kurdes qui vont parfois relater de faits liés à l'agenda du PKK. D'autre part, à d'autres chaînes plus petites, plus liées aux combattants du PKK eux-mêmes ainsi qu'à *GêrilaTV*, la plateforme du HPG qui est un site à part qui héberge lui-même ses vidéos. Les plus vieilles datent de 2002, date à laquelle selon le site *Wayback Machine*⁹⁶, le site aurait été créé, il semble par ailleurs avoir connu une grande affluence à partir de 2004 selon *Google Trends*⁹⁷. La plateforme décline plusieurs catégories de vidéos, dont des vidéos sur « *Apö* » le surnom de Öcalan ou des vidéos appelées « Poésies » (« *Helbest* »). Mais les catégories qui nous intéressent le plus vont être les suivantes : « HPG », « Guérilla » (« *Gêrila* »), « Général » (« *Giştî* ») et « Nos Martyrs » (« *Şehîdên Me* »). Dans cette partie nous allons analyser surtout les vidéos de guérilla et du HPG. Nous réutiliserons cependant les vidéos des autres catégories pour d'autres sections de notre étude.

Dans la section HPG, nous retrouvons des vidéos type-conférence de presse qui nous intéressent tout particulièrement. Les vidéos les plus anciennes, répertoriées dans cette catégorie, semblent avoir été mises en ligne en 2017. Cependant, des indices tels que leur production et les thèmes abordés indiquent qu'elles pourraient être antérieures à cette date. Toujours est-il que ces vidéos s'inscrivent dans une pratique très codifiée de l'exercice étudié par Crettiez. Les vidéos sont souvent filmées soit dans une salle remplie de drapeau du HPG, jaunes et verts avec une étoile à cinq branches rouges, figurant des portraits d'Öcalan, trônant au-dessus des têtes des dirigeants, presque exclusivement des hommes. Soit à des mise en scène plus intimistes, dans un bureau ou en extérieur avec un seul des

⁹⁶ *WayBack Machine* est un site qui archive les pages internet. Le site permet d'avoir une capture d'écran du site recherché, on peut estimer, puisque la première occurrence du site date de 2002 que c'est autour de ces années-là que le site a vu le jour.

⁹⁷ L'outil *Google Trends* permet de compléter *WayBack Machine* grâce à une archive des affluences de recherches sur le moteur de recherche Google. Il faut néanmoins noter que Google ne comptabilise ces recherches que depuis 2004.

dirigeants. L'un des dirigeants qui s'exprime le plus souvent est Murat Karayilan⁹⁸. Karayilan est un cadre très respecté du PKK et membre de la direction du KCK. Il est depuis le début des années 2000 le commandant général du HPG et a souvent travaillé à la production de communication pour le parti. D'autres vidéos le montrent en interview, interrogée par des journalistes kurdes⁹⁹, parfois directement issus de la plateforme *GêrilaTV*, d'autres fois il semblerait que ces journalistes soient extérieurs au mouvement. Les sujets sont souvent en lien avec la conduite de la guérilla et ont tout d'un entretien journalistique normal et légal. Comme le disait Crettiez, il semble que ces vidéos face preuve d'un mimétisme dans la mise en scène, le HPG cherchant à prouver qu'il est un mouvement politique tout ce qui de plus normal.



Figure 1: *Li Ser Hefteya Qehremaniyê - Murat Karayilan – GêrilaTV, 2021*

Intéressons-nous maintenant aux vidéos qui sont peut-être les plus révélatrices de pratiques de mise en scène. Les vidéos de « guérilla » sont parmi toutes les vidéos celles qui présentent le plus d'aspects de récit collectif, avec beaucoup de mise en scène et de montage vidéo. Ces productions sont souvent rythmées par de la musique, des discours de dirigeants ou de figures kurdes. Elles représentent souvent des combattants kurdes, prendre les armes, être représentées de manière courageuse, déterminés. Certaines présentent même des témoignages de ces combattants. Les vidéos sont entre-coupées d'extraits présentant les résultats des répressions violentes envers les kurdes, des images de personnes se recueillant sur les dépouilles de leurs proches. Il y a un réel aspect martial, viriliste et militariste dans ces vidéos qui sont rythmés par des tambours, des vestes militaires et des armes de guerre. Il semble que sur la plateforme *GêrilaTV*, ces vidéos de

⁹⁸ REHMANY Wirya. *Dictionnaire politique et historique des Kurdes*. Editions L'Harmattan. 2014. 536 p.

⁹⁹ Ici, j'évoque la vidéo intitulée « Bernameya Taybet Li Ser 15 Sibatê Heval Murat Karayilan Beşa 1 », « Programme Spécial du 15 février, le camarade Murat Karayilan, partie 1 ».

guérillas soient des reportages récurrents montrant la diversité des combats et des trajectoires de combattants. Les vidéos représentent le plus souvent de jeunes hommes armés, en habits militaires, ils sont parfois interrogés par des journalistes habillés en civils présentant les combattants comme des héros¹⁰⁰.



Figure 2: *Amadekariya Çalakiya Qada Bînbîr Çarçela 1 – GêrilaTV, 2017*

Pour pouvoir déjà émettre une première comparaison dans l'évolution des pratiques de représentation et de développement d'un récit collectif autour de la guérilla kurde, j'ai pu aussi accéder à une vidéo non datée mais qui semble remonter au début des années 2000. Cette vidéo publiée en 2010 montre des combattants du HPG/PKK en train de chanter ensemble, ils sont tous en treillis et portent leurs armes. Le film est un clip musical réalisé par le groupe « *Awaze çiya* », étroitement lié au PKK et très suivi par les internautes kurdes. Si la majorité des Kurdes présents dans le clip sont des hommes, on y remarque également quelques femmes.



Vidéo 3 : *AWAZE ÇIYA ORAMAR – Youtube, 2010*

¹⁰⁰ Ici, j'évoque la vidéo intitulée : « *Bernameya Ciwanên Rojê Beşa 4* », « Programme : Jeune du Jour partie 4 ». Voir médiagraphie p.

La scénographie du clip met en lumière des femmes guerrières qui rejoignent leurs camarades autour d'un feu pour entonner des chants. Le film dépeint aussi les combattants progressant en file indienne à travers les montagnes et les plaines du Kurdistan. Bien que la plupart soient des hommes, l'ambiance qui se dégage est à la fois militaire et insouciance.¹⁰¹

Une autre vidéo provenant de la chaîne Youtube *CiwanTV*, montre un groupe relié au PKK : les YDG-H¹⁰². Le Mouvement Révolutionnaire Patriotique de la Jeunesse (« *Yurtsever Devrimci Gençlik Hareket* », en turc) est la fraction armée de la jeunesse du PKK en activité de 2006 à 2015. La vidéo s'intitule « *Sur İçi çatışma, DEVRİMCİ HALK SAVAŞI* » (Conflit intra-muros, GUERRE POPULAIRE REVOLUTIONNAIRE). Le groupe armée de jeunesse qui a produit la vidéo n'existe plus puisqu'il s'est refondé en 2015 en YPS, les Unités de défenses civiles (« *Yekîneyên Parastina Sivîl* »). En ce qui concerne la vidéo, l'amateurisme est de mise, il s'agit moins là d'une mise en scène que de montrer les faits d'armes d'une jeunesse kurde. La vidéo montre de jeunes hommes dans des combats urbains, cagoulés, portant des habits de civils. La vidéo se finit avec tout de même un degré de mise en scène, la caméra s'avance vers un pistolet turc à terre, révélant que le groupe a bien tué des militaires turcs ; en arrière-plan un véhicule de chantier brûle. Le récit que raconte ce genre de vidéos, on peut le supposer, est que la jeunesse kurde est prête à prendre les armes contre les forces militaires turques. Ce matériel nous révèle qu'il y a bien une tentative de la part de la jeunesse kurde, de se représenter dans la rébellion armée, que celle-ci est aussi organisée. Cependant, il est certain qu'un discours est emprunté à celui du PKK. On retrouve dans cette vidéo, un culte viril, militariste, masculin. On montre des prises de guerre, on montre surtout le combat et le danger. Le groupe souhaite démontrer qu'il prend des risques dans cette lutte armée. Il y a aussi des emprunts clairs au marxisme, visibles dans le nom de la vidéo qui s'affilie à la « guerre populaire révolutionnaire », une syntaxe proche des groupes maoïstes.

¹⁰¹ Ici, j'évoque la vidéo intitulée : « *AWAZE ÇIYA ORAMAR* ». Le groupe « *Awaze çiya* » (« la mélodie des montagnes ».) est assez réputé plusieurs internautes me l'ont conseillé.

¹⁰² « A new generation of Kurdish militants takes fight to Turkey's cities », 2015. Reuters. <https://www.reuters.com/article/us-turkey-kurds-youth-idUSKCN0RR0DS20150927>

À la suite d'une conversation avec Rizbo Botan¹⁰³, un internaute de la diaspora kurde aux États-Unis, plusieurs hypothèses concernant ces stratégies de représentation ont été avancées. Tout d'abord, Botan suggère que cette stratégie d'auto-promotion vidéo est assez récente et pourrait remonter aux années 2000. Il souligne également que, selon lui, il est courant et naturel d'exprimer son attachement ou son sentiment d'appartenance à sa tribu et, par extension, à un mouvement politique tel que le PKK. On peut supposer que le PKK occupe également une place dans les représentations collectives kurdes, en tant que continuité de l'organisation tribale, tout en apportant un aspect de modernité.

Ensuite, l'une des pratiques les plus répandues, la réalisation de clips vidéo musicaux, semble avoir un impact important car cela correspond à un espace familier pour les populations kurdes, où la politique et la chanson sont liées. Cette particularité est notable, même sur le site internet de *GêrilaTV*, où une rubrique « poème » se distingue des autres par son esthétique spécifique. C'est pourquoi il est assez facile de trouver des clips produits en partie par le PKK, montrant des combattants en train de chanter et danser. Cette pratique fait partie du répertoire d'action collective kurde, que nous comparerons aux actions de France-Kurdistan plus tard dans notre étude. Enfin, Botan a pu recommander une vidéo récemment produite par « *Awaze çiya* » et le PKK à l'occasion du cinquantième anniversaire du mouvement. Cette vidéo exceptionnelle de plus d'une heure datant de 2022 prend le contre-pied du discours développé précédemment dans les vidéos que l'on a pu analyser puisqu'elle s'attache à représenter les populations kurdes civiles, dans leurs vies quotidiennes et en sous-texte, leurs relations au PKK. Cette vidéo nous prouve qu'il y a bien eu un tournant dans les manières de représenter l'attachement à la lutte, au PKK, à la guérilla. Ce tournant on va le voir s'est surtout opéré dans les années 2010.

Au détour de cette exploration des médias produits en partie par le PKK et ses branches armées, il est visible qu'un certain récit collectif et un discours est déployé. L'accès à ces ressources s'est avéré difficile en raison du mauvais référencement des vidéos associées au PKK et de la suppression de certaines vidéos par YouTube. Toutefois, grâce aux forums *Reddit* et aux contacts établis avec des membres de la diaspora kurde, il m'a été possible d'identifier des chaînes et plateformes liées au PKK et au HPG.

¹⁰³ L'internaute avec qui j'ai échangé quelques messages privés sur le forum *Reddit*, m'a demandé de le désigner par ce nom.

L'analyse des vidéos d'auto-promotion des organisations liées au PKK permet d'extraire un discours viriliste et un récit collectif qui met en avant la lutte armée, la bravoure des combattants et la répression violente envers les Kurdes. On observe également une évolution de représentation, avec une présence plus marquée des femmes à partir des années 2010, bien que le discours reste majoritairement masculin et militariste.

Au terme de l'examen des 14 vidéos sélectionnées pour cette recherche, datées approximativement entre 2010 et 2017, on recense 100 hommes contre 43 femmes¹⁰⁴. Ces chiffres paraissent corroborer l'idée selon laquelle les combattantes constituent approximativement 40% des effectifs de la guérilla du PKK. Par ailleurs, ces données suggèrent une prédominance masculine dans la représentation visuelle de cette guérilla.

Pour affiner cette analyse, il serait nécessaire d'étendre le corpus de vidéos et de poursuivre les recherches. Toutefois, il est important de noter que ces contenus ne semblent pas destinés à l'Occident, soulevant la question de comprendre pourquoi et quelles en sont les implications.

Chapitre 2. Le PKK, « organisation terroriste » : causes et conséquences de la stigmatisation en Occident

Dans cette partie, nous aborderons la qualification du PKK en tant qu'« organisation terroriste », une étiquette qui a eu des conséquences significatives sur la perception et le traitement de l'organisation kurde par l'Occident. Nous allons examiner les mécanismes qui ont conduit à cette désignation et les répercussions qui en découlent.

Au cœur de cette problématique se trouve la politique répressive de l'État turc à l'encontre des Kurdes, soutenue par un récit dépeignant le PKK comme une organisation séparatiste et terroriste. Cette représentation, légitimée par une combinaison de mesures de contre-insurrection, de contrôle de l'information et de diplomatie, a non seulement renforcé le soutien à la répression parmi la population turque, mais a également persuadé une partie de l'Occident d'adopter une vision sécuritaire. Ce processus a contribué à la marginalisation politique du PKK et à l'occultation des revendications légitimes des Kurdes.

¹⁰⁴ Tableau récapitulatif en annexe p.

Le poids de cette stigmatisation a incité le PKK à adapter de nouvelles stratégies de représentation, en se tournant notamment vers des régions plus susceptibles d'être réceptives à ses revendications, comme le Moyen-Orient. C'est dans ce contexte que le PKK a adopté la martyrologie comme stratégie politique, mettant en lumière la valorisation du sacrifice dans le but de consolider et de développer le récit collectif kurde.

Cette approche a permis au PKK de donner un sens à ses sacrifices, d'historiciser sa lutte et de formuler un récit collectif qui, bien qu'incompris par certains, s'avère essentiel à la consolidation de son identité et à la mobilisation de son soutien.

En somme, cette partie de notre étude s'efforcera de déconstruire la représentation du PKK en tant qu'« organisation terroriste », de comprendre les mécanismes qui ont conduit à cette qualification, et d'analyser les répercussions de cette stigmatisation sur la stratégie politique du PKK et la perception de sa lutte.

1. Le processus de qualification du PKK en « organisation terroriste »

Lors de mon entretien avec Hamit Bozarslan¹⁰⁵, une réponse particulière au sujet du PKK m'a semblé constitué un angle de recherche nécessaire à adopter dans la compréhension des stratégies de représentation de l'organisation. La qualification du PKK comme « organisation terroriste » par une grande partie du monde. Cette qualification a entraîné des conséquences considérables sur la manière d'appréhender l'auto-promotion de l'organisation. Tant par les défis pratiques que par la marge de manœuvre étroite pour le PKK que cette qualification a provoqué. Dans cette section notre objectif est d'étudier cette qualification, les enjeux stratégiques et les conséquences sur le récit collectif des kurdes et de sa diaspora. Autrement dit, d'adopter une double lecture sur cette qualification, à la fois d'étude des relations internationales et d'analyse du récit collectif, en somme, étudier les dynamiques entre ces deux modes d'analyse. Arrêtons-nous dans un premier temps sur cette réponse de Bozarslan :

« Louis : Le PKK est encore désigné comme une organisation terroriste, qu'est-ce que cela signifie de l'image des militants kurdes en France ?

Hamit : Je pense qu'il y a une grande hypocrisie à souligner, mais il faut contextualiser. Dans les années 1990, autant il y a une grande

¹⁰⁵ Entretien avec Hamit Bozarslan, voir annexe p. I

sympathie pour la cause kurde, notamment après l'exode des kurdes irakiens de 1991 vers la Turquie et l'Iran. Le PKK n'a alors pas une bonne image, il passe pour un parti d'extrême-gauche. Il y a tout de même des actes violents organisés par le PKK, notamment en Turquie où il y a des frictions entre communauté turque et kurde. Tout ceci créer beaucoup de réactions, et l'Europe classe alors le PKK sur sa liste noire. Néanmoins, le PKK est de fait reconnu comme un des pôles politiques kurdes transfrontalier. »

(Extrait de l'entretien du 10 octobre 2022 avec Hamit Bozarslan)

Ce que Hamit Bozarslan pointe c'est déjà une différence de traitement et donc une pluralité de discours et de récits concernant les Kurdes en France et en Turquie. Il y aurait les « bons » et les « mauvais » kurdes. Ceux qui s'exilent, que l'on va accueillir, sont perçus avec sympathie, ceux qui résistent, se révoltent et s'opposent au pouvoir turc sont perçus comme « mauvais ». Cette différenciation est une « grande hypocrisie » pour Bozarslan car elle peut témoigner d'une incompréhension des enjeux de la question kurde pour certaines personnes et d'une instrumentalisation politique voire d'un signe révélant que les pouvoirs occidentaux jouent le même « jeu » que celui de la Turquie, à savoir, l'utilisation du PKK comme d'un « bouc-émissaire », d'un ennemi intérieur, d'une population à assimiler.

Pour saisir tous les enjeux de cette qualification, il est nécessaire de faire une étude approfondie du processus par lequel le pouvoir turc a usé de son amplitude stratégique à différentes échelles pour caractériser un contre-pouvoir, qui conteste la légitimité d'une politique d'assimilation forcée, en organisation internationalement marginalisée et exclue de tous les espaces légaux et légitimes de contestation. Autrement dit, il semble nécessaire d'étudier la manière dont la Turquie a réussi en partie à imposer un récit collectif sur le séparatisme et le terrorisme à propos du PKK pour pouvoir par la suite étudier les conséquences de ce récit sur les militants kurdes et français. Mais aussi les conséquences sur les prises de positions européennes sur le plan international à propos de la question kurde.

Comme l'explique François Dubuisson, dans son article intitulé « La définition du « terrorisme » : débats, enjeux et fonctions dans le discours juridique¹⁰⁶ », dans certain cas, « la qualification « terroriste » sera beaucoup plus relative, et encore davantage tributaire de choix politiques. Cette qualification peut se voir formalisée juridiquement par l'adoption de « listes » d'organisations terroristes, adoptée par l'ONU, par des organisations régionales comme l'UE, ou par les Etats. Compte tenu du caractère très souple de la notion de « terrorisme », l'adoption de telles listes laisse une grande marge de manœuvre à leurs auteurs. [...] Cataloguer une partie à un conflit comme étant « terroriste » implique une prise de position apportant une caution de légitimité à l'Etat qui la combat ». La qualification par le Conseil de l'UE du PKK comme organisation terroriste en 2002 revient à prendre position pour la Turquie dans la répression de la contestation des Kurdes des politiques d'assimilation forcées. Par ailleurs, cela fait écho au contexte mondial post-11 septembre 2001 et une méthode de disqualification de toute contestation politique par la qualification en terrorisme. Pour comprendre cette prise de position revenons un peu en arrière.

Revenons au coup d'Etat de la junte militaire en Turquie le 12 septembre 1980. A cette date, la Turquie est dans une situation politique et socio-économique extrêmement instable. Le 12 septembre un coup d'Etat militaire met en place un état de siège partout dans le pays, la junte assassine de nombreux militants de gauche et arrête une grande partie de la classe politique. Pendant trois ans, Bülent Ulusu concentre tous les pouvoirs dans un objectif de stabilisation politique et de rétablissement de l'ordre¹⁰⁷. Une loi est promulguée à l'encontre des Kurdes le 22 octobre 1983. La loi n° 2392 interdit la diffusion et la publication d'opinions dans des langues autres que celles officiellement reconnues par l'État turc¹⁰⁸. Selon l'article 3 de cette loi, la langue maternelle des citoyens turcs est définie comme étant le turc, et il est interdit d'utiliser d'autres langues maternelles ou de promouvoir ces langues par diverses activités. Cette législation a créé un contexte

¹⁰⁶ DUBUISSON François. « La définition du « terrorisme » : débats, enjeux et fonctions dans le discours juridique », *Confluences Méditerranée*, 2017/3 (N° 102), p. 29-45. DOI : 10.3917/come.102.0029. <https://www.cairn.info/revue-confluences-mediterranee-2017-3-page-29.htm>

¹⁰⁷ BOZARSLAN Hamit. « III. Le multipartisme et les régimes militaires (1950-1983) », dans : Hamit Bozarslan éd., *Histoire de la Turquie contemporaine*. Paris, La Découverte, « Repères », 2016, p. 50-67. <https://www.cairn.info/histoire-de-la-turquie-contemporaine--9782707188861-page-50.htm>

¹⁰⁸ Loi n° 2392 du 22 octobre 1983 : « Il est interdit de diffuser et de publier des opinions dans toute langue autre que les premières langues officielles des États reconnus par l'état turc. », traduction issue du document de l'Institut kurde de Paris intitulé *L'interdiction de la culture kurde en Turquie*.

où l'expression culturelle et linguistique des minorités, en particulier les Kurdes, était sévèrement limitée et réprimée.

Dans ces conditions de répression et de négation de leur identité, les Kurdes ont été poussés vers des formes de résistance plus radicales. L'interdiction et la répression de l'expression culturelle et linguistique kurde a contribué à la montée en puissance de la lutte armée du PKK, qui a été perçue par de nombreux Kurdes comme un moyen de revendiquer et de défendre leur identité face à un État turc de plus en plus oppressif. Lorsqu'en 1978 le PKK est créé, le parti peine à installer sa légitimité auprès des Kurdes, la stratégie de « guerre interne » contre les Kurdes fidèles au régime est un échec¹⁰⁹. Mais le coup d'Etat militaire de 1980 est pour le jeune parti un événement qui l'engage dans un revirement stratégique. Puisque l'Etat turc est bien décidé à mener une politique autoritaire d'assimilation forcée, il est nécessaire de répondre par les armes. Dès 1984 parce que les lois de 1983 restent en partie en vigueur et devant l'impossibilité de proposer une lutte politique légale, le PKK créer une première branche armée le HRK, l'Unité de libération du Kurdistan (*Hêzên Rizgariya Kurdistan*), et lance en août 1984 les premières attaques contre l'Etat turc.

La lutte armée débute mais il se joue aussi une guerre de récits. Le PKK organise en Europe un soutien et mobilise la diaspora kurde européenne. Dès 1981, le PKK envoie des cadres en Europe afin de créer un mouvement de sympathisants du PKK, un comité européen est créé, en charge de la coordination des organisations européennes pro-PKK¹¹⁰. D'un point de vue stratégique, ce comité joue aussi un rôle financier, puisque comme le rappelle Julien Cécillion, l'organisation de cette diaspora européenne confère au PKK une « aide financière des communautés kurdes émigrées en Europe »¹¹¹. Cette coordination permet aussi la mise en place de manifestations de soutien au PKK pour déployer un récit légitime de libération des territoires dits « occupés », ouvrant dans l'espace politique européen une vision alternative de ce qu'il se joue en Turquie. C'est d'ailleurs ce que Pascal Torre disait lorsque ce dernier me parlait de son rapport à la cause kurde avant que ce dernier s'investisse dedans. Dans « les années 80, il y avait une

¹⁰⁹ GROJEAN Olivier. « 1. Le PKK et le conflit kurde en Turquie », dans : *La Révolution kurde. Le PKK et la fabrique d'une utopie*, sous la direction de GROJEAN Olivier. Paris, La Découverte, « Cahiers libres », 2017, p. 23-55. <https://www.cairn.info/la-revolution-kurde--9782707188472-page-23.htm>

¹¹⁰ GROJEAN Olivier « 1. Le PKK et le conflit kurde en Turquie », dans : *La Révolution kurde. Le PKK et la fabrique d'une utopie*, sous la direction de GROJEAN Olivier. Paris, La Découverte, « Cahiers libres », 2017, p. 23-55. URL : <https://www.cairn.info/la-revolution-kurde--9782707188472-page-23.htm>

¹¹¹ CÉCILLON Julien. « Le PKK dans l'impasse ? ». Actuelles IFRI. 6 février 2011. N° 4.

audience beaucoup plus forte [de la cause kurde]. C'était une période où le mouvement kurde était exclusivement identifié à la question du PKK ». On comprend bien que le PKK a détenu une position hégémonique dans la constitution des représentations de la cause kurde en Europe à travers ces réseaux de sympathisants.

L'Etat turc, lui, réagit par une montée en puissance de son aspect oppressif et autoritaire et par un discours de lutte contre le terrorisme et le séparatisme kurde. Ce récit déployé par l'Etat turc à grande échelle forme les conditions sur lesquelles une partie des occidentaux vont baser leurs analyses de la question kurde. L'évolution du conflit et la qualification du PKK en tant qu'organisation terroriste s'inscrivent dès lors dans une dynamique interdépendante des positions et stratégies adoptées par le PKK et l'Etat turc. Dès 1985, l'Etat turc met en œuvre un système complexe de contre-insurrection, incluant des protecteurs de villages (« *Korucu* »), des milices armées, diverses organisations militaires et policières spécialisées en contre-guérilla, des milices composées de repentis et des forces paramilitaires ultranationalistes et islamistes¹¹².

Ce système a entraîné de nombreuses arrestations arbitraires, la pratique généralisée de la torture, des exécutions extrajudiciaires et des bombardements massifs et répétés des zones frontalières avec le Kurdistan irakien, où le PKK possède des bases. La guerre a également « favorisé la mise en place d'un cadre normatif restrictif visant à renforcer l'historiographie kémaliste et à discréditer les revendications pro-kurdes »¹¹³.

Plusieurs institutions, telles que le Conseil de l'enseignement supérieur, le Conseil supérieur de la radio et de la télévision, le Comité turc d'éducation (qui contrôle les manuels scolaires) et les Cours de sûreté de l'Etat, ont imposé un vocabulaire spécifique. Par cela, on observe l'organisation d'un processus opéré par l'Etat turc de qualification des revendications portée par le PKK comme du fait d'un séparatisme et d'un terrorisme. Tout cela contribue à l'adhésion d'une large partie de la population turque à la vision sécuritaire de l'Etat, légitimant le récit de lutte contre le terrorisme et le séparatisme¹¹⁴.

Pendant 10 ans, une « sale »¹¹⁵ guerre se joue entre l'Etat turc et le PKK. C'est durant cette période que s'observe une internationalisation du conflit et de la question

¹¹² GROJEAN Olivier, Op. cit.

¹¹³ GROJEAN Olivier, Op. cit.

¹¹⁴ GROJEAN Olivier, « 1. Le PKK et le conflit kurde en Turquie », dans : *La Révolution kurde. Le PKK et la fabrique d'une utopie*, sous la direction de Olivier GROJEAN. Paris, La Découverte, « Cahiers libres », 2017, p. 23-55. <https://www.cairn.info/la-revolution-kurde--9782707188472-page-23.htm>

¹¹⁵ Olivier GROJEAN fait référence à cette période de guerre civile en utilisant le qualificatif de « sale » car de nombreuses exactions sont commises dans les deux camps.

kurde de Turquie. Puisque la Turquie est adhérente au Plan Marshall et au Conseil de l'Europe et qu'elle occupe une position sur la scène internationale très instable, l'Etat turc qui cherche à se rapprocher des occidentaux est obligé de composer avec les dialectiques du camp occidental en pleine guerre froide. Mais loin de subir totalement ces règles, la Turquie est aussi bien consciente de son rôle géostratégique dans la doctrine de l'endiguement (*containment*), l'Etat turc a pu faire passer la lutte du PKK pour une lutte d'anticommunisme. Autrement dit, l'Etat turc à cette période tente d'imposer son récit en développant une stratégie d'interdépendance des idées et de légitimation de la menace terroriste kurde que représentait le PKK. La situation des Kurdes retient particulièrement l'attention du camp occidental à partir du milieu des années 1980, et la question kurde devient progressivement un facteur de tensions politiques et d'orientations diplomatiques entre l'Europe et la Turquie au début des années 1990. Des événements marquants, tels que la campagne *Anfal* en Irak, la deuxième guerre du Golfe et la répression de l'« Intifada kurde » en Turquie, placent les Kurdes au centre de l'agenda international au sujet de l'Anatolie et incitent les Occidentaux à s'impliquer davantage dans la « résolution » du conflit¹¹⁶.

La communauté diasporique kurde en Europe contribue également à rendre la question kurde plus audible sur le plan international. La question des droits de humains et la question kurde, vont peu à peu s'entrecroiser dans les prises de positions d'acteurs politiques et civils, tant en Europe qu'en Turquie. Le Parlement européen devient un acteur clé de l'internationalisation de la question kurde, adoptant entre 1989 et 1994 seize résolutions sur les Kurdes¹¹⁷, dont au moins cinq concernent spécifiquement les Kurdes de Turquie, et six résolutions sur les droits de l'homme en Turquie.

En 1992, après la répression des insurrections kurdes, le Parlement européen exige une enquête internationale et appelle à une solution négociée de la question kurde via l'ONU. Malgré ces avancées, la Turquie parvient à imposer son récit sur les Occidentaux, même si des critiques subsistent¹¹⁸. En 1994, après la condamnation de députés pro-kurdes, les eurodéputés recommandent la suspension des négociations sur l'union

¹¹⁶ GROJEAN Olivier. « 5. De l'internationalisation de la cause kurde de Turquie à sa régionalisation : États et conflits au Moyen-Orient », dans : *La Révolution kurde. Le PKK et la fabrique d'une utopie*, sous la direction de Olivier GROJEAN. Paris, La Découverte, « Cahiers libres », 2017, p. 167-201. <https://www.cairn.info/la-revolution-kurde--9782707188472-page-167.htm>

¹¹⁷ GROJEAN Olivier, *Ibid.*

¹¹⁸ GROJEAN Olivier, *Ibid.*

douanière avec la Turquie, et en 1996, ils attribuent le prix Sakharov pour la liberté de l'esprit à Leyla Zana, la députée kurde dont on parlait plus tôt et dont les enfants ont été accueillis par Sylvie Jan.

Néanmoins, l'intervention turque en Irak contre le PKK en mars 1995 et d'autres événements n'empêchent pas le Parlement de finalement voter l'accord d'union douanière avec la Turquie en décembre de la même année. Ainsi, malgré l'internationalisation de la question kurde, le PKK reste politiquement marginalisé sur le plan international.

En ce qui concerne la qualification juridique du PKK en organisation terroriste deux logiques doivent être étudiées. D'abord, comme l'explique le site internet du programme antiterroriste américain, rattachée au Secrétariat d'Etat des Etats-Unis, Rewards For Justice¹¹⁹ :

« Le 8 octobre 1997, le Département d'Etat des États-Unis a désigné le PKK comme une Organisation Terroriste Étrangère en vertu de la Section 219 de la Loi sur l'Immigration et la Nationalité, telle qu'amendée. Plus tard, le 31 octobre 2001, le département d'Etat a désigné le PKK comme Terroriste Mondial Spécialement Désigné en vertu de l'Ordre Exécutif 13224, tel qu'amendé ».

Les Etats-Unis ont en effet rapidement soutenu la Turquie dans sa lutte contre le PKK en caractérisant l'organisation de « terroriste étrangère », permettant de punir un quelconque lien avec le parti des travailleurs kurdes. C'est un réel manque à gagner pour financer l'organisation et créer les conditions pour que d'autres pays occidentaux, qui caractérise eux-aussi l'organisation comme tel. La deuxième logique, européenne, sera motivée à partir du 28 septembre 2001 et de la résolution 1373 de l'ONU, « arrêtant des stratégies pour lutter par tous les moyens contre le terrorisme et, en particulier, contre son financement »¹²⁰. Cette résolution de l'ONU survenue quelques semaines après les attaques du World Trade Center, marque un changement dans la manière de considérer les organisations de lutte armée, le PKK n'y échappe pas. Le Conseil de l'Union Européenne se calque sur la position onusienne et dès le 2 mai 2002 précise une position commune « 2002/340/PESC » qui caractérise précisément le PKK comme une organisation terroriste. Cette position intègre à partir du 2 avril 2004, à la dénomination

¹¹⁹ Ce programme américain est une plateforme de recrutement d'informateurs civils au sujet des organisations qualifiée par l'Etat comme terroristes.

¹²⁰ Kurdistan Workers' Party (PKK) contre Conseil de l'Union européenne, 2022. Affaire T-182/21. <https://eur-lex.europa.eu/legal-content/fr/TXT/?uri=CELEX:62021TJ0182>

« Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) les autres acceptions du parti : « également connu sous les noms de « KADEK » et « KONGRA-GEL ». Quand lorsqu'en 2022, il est question de supprimer le PKK de cette liste des organisations terroriste, le Conseil de l'UE ne se dit pas en capacité de mener des investigations prouvant que l'organisation commet des actes terroristes et qu'il base leur jugement sur les positions du ministre de l'Intérieur britannique et la décision étatsunienne de 1997 et 2001¹²¹. De cette manière, le Conseil de l'UE se positionne sur ses voisins plus qu'elle n'établit sa propre doctrine à propos du PKK. Après la lecture de l'arrêté du tribunal de mai 2022, je suppose que ces décisions restent grandement du fait d'une volonté de ne pas tendre les relations diplomatiques avec la Turquie et on peut juger de ces décisions qu'elle révèle un manque de courage et d'indépendance de ces institutions ; l'Etat turc mène une politique répressive contre sa plus grande minorité et les observateurs internationaux, mandatés par d'autres institutions européennes comme Pascal Torre, ont toujours averti de cette répression violente et de la violation des droits démocratiques, culturels et des droits de l'homme à l'encontre des Kurdes.

Lorsqu'en septembre 1998, la Turquie décide de faire militairement pression sur la Syrie afin qu'elle cesse d'héberger le PKK¹²², la Turquie prend la décision radicale pour mettre fin à la présence du PKK sur son territoire de « décapiter » le mouvement. L'arrestation d'Öcalan constitue un événement majeur pour la Turquie, car elle permet d'affaiblir le leadership du PKK et de présenter le mouvement comme un groupe terroriste. Öcalan est livré aux services secrets turcs le 15 février et s'envole pour la Turquie, où il sera jugé et condamné à mort en juin de la même année¹²³.

Le contexte international est également évoqué dans ce passage. Grojean explique que la cavale d'Öcalan en Europe et son arrestation entraînent des conséquences sur le plan international, notamment en ce qui concerne les relations entre la Turquie et l'Union européenne. Ainsi, Grojean souligne que « au-delà de la personne d'Öcalan, cette cavale de cinq mois en Europe et cette arrestation ont d'autres conséquences : le Parti des travailleurs du Kurdistan décrète la fin de sa lutte armée et déclare officiellement vouloir

¹²¹ Article 93. Kurdistan Workers' Party (PKK) contre Conseil de l'Union européenne, 2022. Affaire T-182/21. <https://eur-lex.europa.eu/legal-content/fr/TXT/?uri=CELEX:62021TJ0182>

¹²² GROJEAN Olivier. « 5. De l'internationalisation de la cause kurde de Turquie à sa régionalisation : États et conflits au Moyen-Orient », dans : *La Révolution kurde. Le PKK et la fabrique d'une utopie*, sous la direction de Olivier GROJEAN. Paris, La Découverte, « Cahiers libres », 2017, p. 167-201. <https://www.cairn.info/la-revolution-kurde--9782707188472-page-167.htm>

¹²³ GROJEAN Olivier, *Ibid.*

mettre un terme au conflit ; de son côté, la Turquie est finalement autorisée à ouvrir des négociations d'adhésion avec l'Union européenne¹²⁴. »

L'Etat turc a su habilement créer un récit qui soutient sa politique répressive envers les Kurdes, en présentant le PKK comme une organisation séparatiste et terroriste. Cette stratégie, reposant sur une série de mesures de contre-insurrection, de contrôle de l'information et de diplomatie, a réussi à légitimer la répression auprès de la population turque et à persuader une partie des Occidentaux de soutenir cette vision sécuritaire.

Les pays européens ont manqué de courage et d'indépendance vis-à-vis de la Turquie et des Etats-Unis dans leur position à l'égard du PKK. Bien que des considérations géostratégiques substantielles orientent les choix de l'Occident, il semble y avoir également un défaut de perspicacité chez les leaders occidentaux. Ils n'ont pas su prévoir que la violence de la réponse de l'État turc à cette contestation ne pourrait conduire à une stabilisation de la région. Ce sont d'ailleurs ces mécanismes que France-Kurdistan accuse en septembre 2022, lorsqu'elle définit sa « solidarité institutionnelle » par la dénonciation des « sommet de l'OTAN qui fait des concessions à Erdogan¹²⁵ ». En adoptant la qualification juridique d'organisation terroriste et donc en décidant de soutenir l'Etat turc, ils ont contribué à renforcer la marginalisation politique du PKK et à occulter les revendications légitimes des Kurdes. La communauté internationale a ainsi laissé la Turquie imposer son récit, malgré les critiques et les signaux d'alarme lancés par divers observateurs sur la répression violente et les violations des droits démocratiques, culturels et des droits de l'homme à l'encontre des Kurdes. C'est peut-être cela la réelle « hypocrisie » évoquée par Hamit Bozarslan.

La notion de terrorisme dans le cas du PKK est comme on a pu le voir, discutable, mais elle a eu un réel impact sur la manière dont l'organisation est perçue en occident. Dans ce contexte complexe où le PKK a été contraint d'affronter la désapprobation de l'occident, il a été poussé à régionaliser ses stratégies, l'Asie occidentale ou le Moyen-Orient était une région plus susceptible d'appréhender favorablement ses revendications.

¹²⁴ GROJEAN Oliver, *Ibid.*

¹²⁵ Archive de France-Kurdistan, « Développer France-Kurdistan ». Septembre 2022.

2. *La martyrologie, une stratégie politique tournée vers « l'Orient ».*

Une chose qui m'avait interloqué lors de ma première rencontre avec des membres de la diaspora kurde et des militants de la solidarité pour la cause kurde était l'omniprésence de la mort. Après tout, pendant une certaine période de la lutte armée des Kurdes, irakien notamment, ne les appelaient-on pas *peshmergas*¹²⁶, « ceux qui font face à la mort » ? Cette représentation dans les locaux des associations, dans les publications, les reportages, les outils de communication des combattants et combattantes, morts au combat suit des codes précis. La photo représentant les martyrs est quasiment toujours prise de la même manière et construit un imaginaire collectif kurde du souvenir. L'iconographie du parti ne représente jamais le corps blessé mais toujours le visage vierge du martyr. Les martyrs-combattants peuvent être représentés en treillis ou en civil, armés d'une Kalachnikov ou non, aux côtés d'Abdullah Öcalan¹²⁷. La « martyrologie », science des martyrs n'est pas exclusive à la lutte du peuple kurde. C'est d'ailleurs une caractéristique pratiquement constante dans tout mouvement de lutte armée. La martyrologie kurde s'inscrit aussi dans une tendance de représentation et de formation d'un récit collectif commun à d'autres luttes en Asie occidentale.

Dans cette section nous allons essayer de définir les contours de cette martyrologie et comment cette stratégie de représentation de la lutte, induite de la marginalisation de l'organisation se dirige principalement vers le Kurdistan et la diaspora kurde. La martyrologie comme stratégie de représentation ne s'adresse pas à un public occidental dont le lexique politique méconnaît et mésinterprète cette pratique.

Cette question des martyrs touche précisément à notre sujet puisqu'il est question de formuler un récit collectif, d'étudier pour qui est-il destiné et, dans la suite de notre développement, l'impossibilité de traduire cette face du récit collectif kurde en des termes acceptables par les militants et militantes français de la solidarité pour la cause kurde. Comme me l'a expliqué Torre, cela a « un sens » pour « eux¹²⁸ », comprendre, les militants du PKK. Selon Torre cela prend sens parce qu'ils sont engagés dans un combat et que la « grandiloquence » de ces portraits touche dans la représentation du collectif une

¹²⁶ Il faut bien préciser ici, que les *peshmergas* sont les combattants du Kurdistan irakien et ne doivent surtout pas être confondus avec les combattants du PKK ou des YPJ dont les relations sont plutôt tendues.

¹²⁷ GROJEAN Olivier. « Investissement militant et violence contre soi au sein du Parti des travailleurs du Kurdistan ». *Cultures & Conflits*. 1 novembre 2006. N° 63, pp. 101-112. DOI 10.4000/conflits.2108. <https://journals.openedition.org/conflits/2108#tocto1n2>

¹²⁸ Entretien avec Pascal Torre, voir annexe p. I

sensibilité à garder en mémoire les sacrifices. C'est une valeur centrale dans les stratégies de représentation kurdes, de mise en valeur de l'engagement et du combat auto-sacrificiel.

Expliquons d'abord l'origine de cette martyrologie au sein du PKK. La notion est centrale dans la « socialisation militante au sein du parti¹²⁹. » Trois types de martyrs sont identifiés, les « victimes non-combattantes », les combattants « tués pour la cause » et les martyrs « emblématiques ». Ces trois catégories sont très liées et sont à comprendre comme un « ensemble quasi-organique¹³⁰. » Il existait déjà une pratique martyrielle chez les Kurdes avant l'hégémonie du PKK sur la lutte nationaliste, néanmoins, la redécouverte de martyrs datant d'avant les années 1930 ainsi qu'une forme de synthèse marxiste-léniniste¹³¹, permet la construction d'une notion de « martyrs » partisan. Cette construction polymorphe répond à un temps présent : la mort violente de 34 détenus kurdes entre 1981 et 1984 dans la prison n°5 de Diyarbakir. La mort de ces martyrs, détenus par l'opresseur, sert de fondation à la construction d'un « système qui fait de l'engagement et de l'investissement de soi la seule fin convenable »¹³².

L'exemple de la prison de Diyarbakir permet de mieux appréhender à quoi répond le développement de cette forme de représentation de la lutte kurde. La martyrologie permet pour le PKK et ses militants de donner un sens au sacrifice en l'historicisant. La pratique est à inscrire directement dans le corpus idéologique déployé par Öcalan dans l'objectif de construire un « homme nouveau ». C'est alors, tant une marque d'engagement et de dévotion pour les militants, comme l'explique Grojean, qu'une manière pour l'organisation de raconter et historiciser sa lutte. Le PKK par sa pratique martyrologique formule un récit. Néanmoins, cette stratégie de représentation est construite en direction de la population kurde et de sa diaspora, elle s'inscrit aussi dans une légitimation du sacrifice militant dans une climat plus global de la lutte armée dans la région. Ce récit n'est pas construit et ne tend pas à l'être comme un outil d'auto-promotion envers les occidentaux.

Pour appuyer notre raisonnement, appuyons-nous sur les vidéos de la rubrique « Martyrs » de la plateforme *GêrilaTV*. La rubrique est l'une des plus conséquentes, les

¹²⁹ GROJEAN Olivier. Op. cit.

¹³⁰ GROJEAN Olivier. Op. cit.

¹³¹ Grojean précise la volonté pour le PKK de mettre en avant les « structures objectives » plutôt que les personnages héroïques dans la lutte menée. Néanmoins, on observe une synthèse culturelle et idéologique à ce niveau.

¹³² GROJEAN Olivier. « Investissement militant et violence contre soi au sein du Parti des travailleurs du Kurdistan ». *Cultures & Conflits*. 1 novembre 2006. N° 63, pp. 101-112. DOI 10.4000/conflits.2108. <https://journals.openedition.org/conflits/2108#tocto1n2>

vidéos sont construites presque toujours de la même manière. D'abord, un montage laisse percevoir les visages des derniers martyrs avec en arrière-plan des explosions, possiblement des faits d'armes. En fond musical des chœurs chantent dramatiquement la mort des combattants. Puis, pour certains de ces martyrs, un entretien de leur vivant est donné à voir, entre-coupé de scènes de combat. Autrement, des lettres sont présentées à l'écran. Encore une fois, une dialectique héroïque et viriliste est déployée. Ces vidéos sont produites dans un objectif de sanctuariser et historiciser le combat des martyrs. Il est raconté leur vie, leur combat et un rapprochement est toujours opéré avec la figure d'Apö. C'était d'ailleurs ce qu'avancait Grojean dans son analyse, les martyrs suivent les pas du leader de l'organisation et trouve en cela une forme de dévouement salubre. On peut aussi comprendre qu'il y a dans ces vidéos une continuité de l'iconographie des portraits par la vidéo, seulement il serait intéressant de connaître, lesquels de ces martyrs, bénéficient après leurs morts, de ce genre d'auto-promotion posthume.

Pour mettre en perspective cette idée que la martyrologie kurde est une stratégie de représentation produite par la marginalité, j'ai échangé avec Julien Salingue qui a travaillé sur les « avatars » de la construction proto-étatique palestinienne. Il m'a conseillé notamment de mettre en relation la construction de la martyrologie palestinienne et kurde. Il me semble qu'en effet, au cours de notre étude beaucoup de pratiques s'entrecroisent entre la cause palestinienne et kurde. Tout porte à croire que les échanges de formation de l'OLP et du PKK ont favorisé ces similitudes de pratiques¹³³. A bien des égards, l'évolution dans un espace marginalisé, tant géographiquement que sur le plan international produit l'adoption d'une représentation ici, destinée à l'auto-promotion auprès des pairs. La martyrologie répond en partie à cette demande d'historiciser et de produire un récit commun et auxquels de nouveaux sympathisants peuvent se greffer.

Salingue dans son étude¹³⁴ évoque la structuration de « Fonds pour les martyrs » au sein de l'espace politique des organisations palestiniennes. Elles remplissent des fonctions sociales, de solidarité nationale, d'intégration professionnelle. Elles servent

¹³³ Je fais référence ici à la mise à disposition dès 1978 des camps de l'OLP pour les premiers militants du PKK, mais aussi à la participation en 1982 de combattants du PKK à la résistance palestinienne au Liban. Ce sont deux événements étudiés par Olivier Grojean dans son ouvrage : *La révolution kurde : le PKK et la fabrique d'une utopie*, Paris, La Découverte, coll. « Cahiers libres », 2017, 256 p. (p. 79, 198-201).

¹³⁴ SALINGUE Julien. L'Autorité Palestinienne : les avatars d'une construction proto-étatique arabe dans un contexte de déni de souveraineté (1993-2006). These de doctorat. Paris 8. <https://www.theses.fr/2013PA084246>

également à articuler un discours de soutien et de mémoire en exprimant la solidarité envers ceux qui ont donné leurs vies pour la cause.

Toujours dans son étude, Salingue décrit que la figure du martyr, ou « *chahid* », joue un rôle central dans le contexte de résistance. Le martyr, distingué par son testament diffusé après sa mort et les affiches commémoratives, se sacrifie pour rejoindre une communauté de la mort.

Le public israélien et occidental a souvent interprété l'utilisation du terme « *chahid* » comme un signe de sympathie ou de compréhension à l'égard des « terroristes ». Cependant, indépendamment de ces réactions, il est important de reconnaître que la violence auto-sacrificielle, sous quelque forme qu'elle se présente, est en adéquation avec l'étymologie du terme « martyr », qui renvoie à la « conséquence extrême, logique et psychologique »¹³⁵ du témoignage en faveur d'une cause considérée comme supérieure ou sacrée.

La martyrologie, en tant que stratégie politique adoptée par le PKK, est une réponse directe à la marginalisation de l'organisation et démontre une réorientation principalement vers le Kurdistan et la diaspora kurde. Cette stratégie, centrée sur l'omniprésence de la mort et la valorisation du sacrifice, a pour objectif de consolider et de développer le récit collectif kurde. Elle met en avant les martyrs-combattants, immortalisés dans des portraits extrêmement codifiés.

Ces images, au-delà de leur fonction commémorative, participent à la construction d'une mémoire collective, destinée principalement aux Kurdes et à leur diaspora. Cette pratique n'est pas conçue pour être comprise ou interprétée par un public occidental, dont le lexique politique tend à méconnaître et à mésinterpréter ce genre de représentation. En fin de compte, la martyrologie, en s'inscrivant dans le discours plus large de la lutte armée dans la région, permet au PKK de donner un sens à ses sacrifices, d'historiciser sa lutte et de formuler un récit collectif qui, bien qu'incompris par certains, s'avère essentiel à la consolidation de son identité et à la mobilisation de son soutien. Mais elle s'inscrit aussi dans une tradition de la lutte armée de la région et de l'historicisation de sa lutte, ce qui peut notamment lier idéologiquement et dans la pratique les causes kurdes et palestiniennes.

¹³⁵ BOZARSLAN Hamit. 12. Violence autosacrificielle au Kurdistan et en Palestine (1990-2000). In : *Une histoire de la violence au Moyen-Orient*. Paris : La Découverte. pp. 184-195. Hors collection Sciences Humaines. ISBN 978-2-7071-4958-9. <https://www.cairn.info/une-histoire-de-la-violence-au-moyen-orient--9782707149589-p-184.htm>

Examinons maintenant comment l'interprétation et la réception de ces représentations au sein de la gauche française, en se focalisant sur l'exemple du PCF, se rapportent à ce que nous avons pu constater dans le récit émanant du PKK. Quelle est la posture adoptée par le PCF face à la cause kurde, incarnée par le PKK ? Quels changements peut-on identifier depuis le début des années 2000 ?

Chapitre 3. La position du PCF face à la martyrologie et aux représentations médiatiques de la cause kurde

Dans cette section, nous allons analyser la position du PCF face à la martyrologie et aux représentations médiatiques de la cause kurde. Cette analyse s'inscrit dans le cadre de notre étude plus large des évolutions de la position du PCF sur la question kurde. Nous nous intéresserons en particulier aux acteurs, aux organismes et aux contextes politiques qui ont permis cette évolution, ainsi qu'aux liens que le PCF a établis avec le HDP d'une part et la transformation d'un malaise vis-à-vis du PKK d'autre part.

Pour étudier l'évolution de ces positions, deux ressources extrêmement utiles m'ont été mises à dispositions : les notes préparatoires et de travail de Pascal Torre et la littérature du secteur international du PCF. La visibilisation grandissante de la question kurde a été, comme je le suppose, fortement influencée par la prise de position au sein du secteur international de Pascal Torre et Sylvie Jan ainsi que par la mise en actualité de la question kurde. Parallèlement, les archives du PCF permettent aussi d'établir comme s'est organisé une distinction claire entre la cause du parti et celle des Kurdes, notamment en évitant d'adopter la rhétorique de la martyrologie. Un exemple frappant de cette stratégie est l'effort du PCF pour « médiatiser » la cause kurde en mettant en avant des figures civiles et démocratiques, comme Garo Paylan, le premier député arménien de Turquie. Cette approche semble viser à fournir une image plus nuancée et complexe de la cause kurde qui comme le précise Torre dans une de ses notes s'éloigne de la « subjectivité sombre [...] des années 1980¹³⁶ ».

¹³⁶ Voir en annexe p. : Pascal Torre. « Note ». 24 février 2013.

1. Les revues du secteur international et son importance dans la sensibilisation des militants PCF à la question kurde

Pour comprendre le positionnement du PCF vis-à-vis du PKK, il est essentiel d'explorer les archives du secteur international et du réseau PCF-Kurdistan. Les documents clés de cette analyse sont les Lettres des Relations Internationales (LRI), qui, selon Torre, ont joué un rôle « crucial »¹³⁷ dans la sensibilisation des militants du PCF à la cause kurde. Les LRI, distribuées par courrier électronique aux militants intéressés, fonctionnaient à la manière d'une lettre d'information. Elles couvraient un large éventail de sujets liés à l'activité internationale du PCF, y compris les rencontres et les échanges avec diverses forces et organisations progressistes à travers le monde, les événements publics organisés ou auxquels le PCF participait, ainsi que les activités réalisées au sein des collectifs unitaires auxquels le parti appartenait. Le premier numéro des LRI se présente comme un outil destiné à « rendre compte de l'activité du PCF dans le domaine des relations internationales¹³⁸ ». En d'autres termes, les LRI servent non seulement à informer les militants, mais aussi à stimuler le débat au sein du parti. Elles constituent donc une ressource intellectuelle précieuse pour comprendre les positions du PCF sur la question kurde. Cette première section se propose d'examiner en détail la production du secteur international du PCF, depuis les notes de Torre jusqu'aux articles parus dans les LRI. L'objectif est de dégager les positions implicites et explicites du PCF sur la question kurde, et plus spécifiquement sur le PKK, à travers l'analyse de ces documents.

Initialement, la question kurde n'était qu'un sujet parmi d'autres abordés dans les LRI. Cependant, la rubrique « Activités du secteur International » comprenait déjà une section dédiée au « Kurdistan ». Ce n'est qu'entre 2011 et 2013 que Pascal Torre produit plusieurs notes et documents préparatoires, fournissant ainsi un éclairage précieux sur l'évolution des réflexions sur la question kurde. Ces documents révèlent également les sources d'inspiration et d'information de Torre. Une publication de Dorothée Schmid est citée¹³⁹ et semble avoir servi de fondement à une analyse plus approfondie de la question kurde. Ces documents indiquent une nette augmentation de la production intellectuelle du PCF concernant la question kurde, en particulier en Turquie, à partir de juillet 2011 et

¹³⁷ Entretien avec Pascal Torre, voir annexe p. I

¹³⁸ *Un nouvel outil*, 2009. Lettre des Relations Internationales. N° 01, pp. 6.

¹³⁹ SCHMID Dorothée. « L'AKP face au tabou kurde ». Actuelles IFRI. 8 juin 2009. N° 3.

ensuite en janvier 2013. Ces deux dates sont particulièrement significatives. La première correspond au retour de Torre de Turquie, où il avait été observateur international. La seconde coïncide avec l'assassinat de Rojbîn. Ces deux événements ont, comme ces derniers me l'avait indiqué, stimulé leur intérêt pour la cause kurde, les incitant à intensifier leur travail sur cette question.

Dans une note préparatoire de mai 2011, Torre fait une synthèse de la situation en Turquie, en se concentrant notamment sur la situation des Kurdes dans le pays. Dans ce document, il met en avant le caractère multi-fragmenté de la Turquie, « socialement, culturellement, linguistiquement, ethniquement, religieusement »¹⁴⁰. Il souligne l'étrange paradoxe de la « rhétorique multiculturaliste » turque, qui, tout en se revendiquant comme l'héritière de « l'empire multiculturel » ottoman, se fonde sur une fiction d'homogénéité. Cette contradiction se traduit par la négation des diverses minorités du pays, et notamment des Kurdes. Torre mentionne également le BDP, le Parti de la paix et de la démocratie (« *Bariş ve Demokrasi Partisi* »), un parti kurde légaliste dont les liens avec le PKK sont néanmoins perceptibles. Il note que le succès électoral du BDP en mars 2009 a permis une certaine « autonomie municipale » pour les Kurdes, bien que cette autonomie soit relative dans une perspective plus large. Enfin, il fait état de l'émergence d'une société civile kurde qui organise une vie culturelle et associative. Toutefois, il exprime des inquiétudes quant à la pérennité de cette dynamique sociale.

Il est plausible que la note du 15 mai 2011 ait servi de fondement à l'article de Torre dans la LRI publiée en juillet de la même année dans la section « focus » sous le titre « Les législatives dans le Kurdistan turc »¹⁴¹. En effet, on retrouve dans cet article la notion de « fiction » multiculturelle qui met les Kurdes à « les frais de l'échec », ainsi que la question de « l'autonomie municipale ». Au-delà de ces concepts, Torre, dans cette lettre, met en évidence l'accentuation du processus autoritaire en Turquie. Il évoque des pressions et intimidations, dont il m'avait fait part lors de notre entretien. Notamment, il souligne « l'ampleur de la résistance des kurdes, la très forte légitimité du BDP et le prestige du PKK ». Cette affirmation est révélatrice : le PCF admet le prestige du PKK et établit un lien avec le BDP. Il convient de comprendre ici, selon mon analyse, que malgré la marginalisation du PKK et l'incapacité pour le PCF d'exprimer un soutien explicite à

¹⁴⁰ Archive de Pascal Torre. « Divers kurdes Turquie ». 15 mai 2011.

¹⁴¹ « La Flotille une leçon éthique et politique ». *Lettre des Relations Internationales*. Juillet 2011. pp. 13. http://www.economie-politique.org/sites/default/files/lri_juillet_2011.pdf

cette organisation, le parti communiste reconnaît néanmoins son influence significative, tant dans les représentations que dans la puissance qu'il a pu donner aux Kurdes de Turquie.

Dans une autre note préparatoire du 24 février 2013, Pascal Torre fournit des analyses qui serviront à écrire plusieurs sections de la LRI de février 2013. Il perçoit une évolution dans l'approche de la question kurde, adoptant une perspective de « terreur massive¹⁴² » en Turquie sur ce sujet. Bien qu'il ne mentionne presque jamais le PKK, il souligne la radicalisation de la lutte kurde dans les années 1980. De manière significative, il conclut sa note en disant : « la situation est précaire et versatile mais il n'y a plus de subjectivité sombre comme dans les années 1980 ». À mon avis, cela exprime à la fois une condamnation de la lutte armée du PKK et une légitimation plus large de la cause kurde. Cette perspective est ensuite reprise dans la LRI de février 2013.

La LRI de février 2013 est particulièrement intéressante puisqu'elle traite de la question kurde dans plusieurs articles. Concernant la « 8e semaine anticoloniale¹⁴³ », on peut lire que « La projection du film *Ez Kurdîm* et la dénonciation de l'accord de coopération policière avec la Turquie en a été un temps fort, au moment où les négociations reprennent entre le gouvernement turc, le PKK et les dirigeants du BDP, pour trouver une issue politique au conflit kurde en Turquie¹⁴⁴ ». Le PCF semble s'orienter vers un soutien des négociations de paix, tout en critiquant la façon dont la Turquie ne respecte pas véritablement ce processus de négociation. Le PKK est présenté comme souhaitant pacifier la question kurde et le PCF reprend le discours du PKK qui décrit son action politique comme une lutte anticoloniale. Le PCF assimile dans son logiciel idéologique la lutte du peuple kurde à celle d'un peuple colonisé et opprimé.

Cette idée est de nouveau soulignée dans la LRI où il est déclaré que « c'est le sens de notre engagement et de notre solidarité avec le peuple kurde et sa lutte pour la reconnaissance culturelle et politique¹⁴⁵. » À cette époque, le PCF s'oppose également à la lutte « anti-terroriste » qui vise des militants de la diaspora kurde en France, souvent liés au PKK ou du moins accusés de l'être. Il s'agit d'une prise de position claire du PCF en faveur de la défense des militants kurdes en France. Le PCF devient alors plus explicite

¹⁴² Archive Pascal Torre. « Note ». 24 février 2013.

¹⁴³ « Une nouvelle étape ! ». *Lettre des Relations Internationales*. Février 2013. pp. 21. http://international.pcf.fr/sites/default/files/lri_02-2013_0.pdf

¹⁴⁴ LRI février 2013. Op. cit.

¹⁴⁵ LRI février 2013. Op. cit.

dans sa position et réfute totalement la qualification de « terroriste » associée au PKK. Comme il est mentionné, c'est en partie sous « l'impulsion du Réseau PCF-Kurdistan »¹⁴⁶ que ces analyses et positions évoluent. Ces analyses doivent donc être interprétées comme une évolution de la position politique du PCF au sujet de la question kurde en Turquie.

À travers l'analyse de ces documents, nous pouvons déduire plusieurs points concernant la position du PCF sur la question kurde en Turquie et sa relation avec le PKK. Il semble y avoir une certaine gêne au sein du PCF et une incompatibilité organisationnelle et discursive avec le PKK. Le PCF, en tant que parti établi dans un régime démocratique, est un défenseur des droits des peuples, mais il n'endosse pas forcément la violence révolutionnaire ou la lutte armée. Il y a une tendance à mettre en avant les pratiques pro-démocratiques du PKK, en particulier à travers le BDP, qui en est la manifestation démocratique.

Cependant, on observe un changement notable dans la position du PCF, surtout lorsque Torre et Jan gagnent en influence au sein du secteur international et que la question kurde devient un sujet d'actualité en France. Cette période incite le PCF à revoir sa position sur la question kurde et la lutte du PKK, qu'il interprète désormais comme une lutte anticoloniale, une perspective directement tirée des analyses du PKK. Malgré cela, il persiste une certaine réticence à légitimer la lutte armée, qui a été l'instrument principal du PKK pendant de nombreuses années. Toutefois, le PCF adopte de plus en plus une vision critique à l'égard de l'État turc, perçu comme un État colon plutôt que « multiculturel ». À présent, essayons également de comprendre la « gêne » du PCF concernant la martyrologie.

2. L'impossible traduction d'une pratique en France : la martyrologie

Au cours de mon entretien avec Pascal Torre, la question de la martyrologie kurde s'est avérée être un sujet nécessitant une clarification : le PCF n'apporte pas son soutien et ne souhaite pas formuler de réflexions ou de positions politiques sur les Kurdes à partir de l'angle de la martyrologie. Pascal Torre a exprimé ici une position qui reflète un sentiment de malaise au PCF. Ce n'est pas que la notion de martyrologie est totalement inconnue du PCF, en effet, comme le souligne Julian Mischi : « L'enterrement du colonel

¹⁴⁶ « Une nouvelle étape ! ». Lettre des Relations Internationales. Février 2013. pp. 21. http://international.pcf.fr/sites/default/files/lri_02-2013_0.pdf

Fabien, mort sur le front fin décembre 1944, inaugure une mémoire des martyrs qui structure fortement l'activité des communistes sans cependant bouleverser de fond en comble le discours du PCF¹⁴⁷ ». Néanmoins, plus tard dans cet entretien, Torre admet que « les kurdes vis-à-vis de Rojbîn, ils disent « ce sont nos martyrs » mais comme on disait en France au moment de la résistance¹⁴⁸ ». Cependant, il semble exister une impossibilité d'intégrer les martyrs d'autres contextes contemporains dans la conception du PCF. Cela semble être le reflet d'une évolution idéologique et discursive du PCF, mais aussi d'une réticence à reprendre intégralement la manière dont les Kurdes se représentent eux-mêmes. L'objectif de cette section est donc d'essayer de comprendre les mécanismes qui rendent cette transposition de la stratégie kurde de martyrologie en France impossible.

Examinons d'abord comment Pascal Torre aborde le sujet, ce qui nous permet de comprendre, à travers ses propres termes, les diverses perspectives à partir desquelles le PCF pourrait s'opposer à l'emploi de cette notion :

« Pascal Torre : On n'utilise jamais le mot « martyr », on est d'ailleurs très mal à l'aise avec cette forme de représentation qui est interne au mouvement kurde en France et dans la diaspora sans vraiment avoir un incident sur notre société. [...] Dans nos publications du secteur international qu'on envoie chaque semaine aux adhérents elles sont tout autre. Nous on a insisté sur l'engagement des Kurdes contre Daesh, notamment des femmes kurdes mais sans jamais un seul instant utiliser les formes de représentation qu'utilisaient ou qu'ont pu utiliser les Kurdes à un moment donné. [...] Je me demande même si dans un texte, ou une prise de parole il y a un camarade au moment du Newroz (le nouvel an kurde), qui avait utilisé le terme de « martyr » et on avait été le voir en lui disant que non, ce n'est pas notre langage. »

(Extrait de l'entretien du 8 mars 2023 avec Pascal Torre)

Dans cet extrait, Torre indique clairement qu'il existe d'une part, une réticence de la part des intellectuels communistes à utiliser le terme « martyrs », due à une volonté de ne pas reproduire les stratégies de représentation des Kurdes, en particulier du PKK. D'autre part, il souligne que cette réserve donne lieu à des rappels à l'ordre lorsqu'un de leurs « camarades » utilise ce terme dans un cadre officiel. De plus, il explique que cette réticence est motivée par une perspective alternative de la représentation de la cause

¹⁴⁷ MISCHI Julian. « 3. La Libération : le PCF à son apogée ». *Le parti des communistes : histoire du Parti communiste français de 1920 à nos jours*. Marseille : Hors d'atteinte. Collection « Faits & idées ». 2020. p. 513. ISBN 978-2-490-57959-4. JN3007.C6 M573 2020

¹⁴⁸ Entretien avec Pascal Torre, voir annexe p. I

kurde, qui devrait se concentrer sur l'engagement, indépendamment du rôle et du niveau d'activisme.

En outre, Torre souligne que, selon lui, l'usage du terme « martyr » n'appartient pas à « notre langage ». Ce point, cependant, pourrait être sujet à débat. Comme nous l'avons mentionné précédemment en se référant à Mischi, l'hommage rendu par le PCF aux résistants tombés au combat pendant l'Occupation représente en soi une manifestation de ce que l'on pourrait qualifier de martyrologie¹⁴⁹. Toutefois, ce qui pourrait différer ici, comme nous l'avons observé dans notre analyse de la martyrologie, c'est que les martyrs en question ne sont pas ceux du PCF. Les militants refusent d'utiliser ce terme, en partie pour marquer leur distinction. Bien que le PCF soutienne la cause kurde, il n'en est qu'un acteur périphérique, de soutien, de traduction des revendications. Il détient néanmoins une position privilégiée par rapport aux autres partis politiques français. Le Parti socialiste n'a pas réussi après son retour au pouvoir s'est attiré les foudres d'une partie de la communauté kurde, notamment par la reprise de l'accord Guéant, ce qu'on étudiera dans une prochaine section. En ce qui concerne la France Insoumise, celle-ci s'y intéresse en la personne de Danielle Simonnet comme me l'a rappelé Léo Michel dans notre entretien. Europe Ecologie Les Verts a pu participé à des actions mais reste très peu présent dans le soutien à la cause kurde nationalement. En général, l'investissement sur la question kurde reste le fait de personnalités et d'engagements individuels.

Le PCF se positionne en soutien à la cause kurde en plaçant l'auto-détermination de ce peuple au cœur de ses préoccupations. Il est conscient que son rôle n'est pas d'être un acteur intrinsèque de la cause kurde, mais plutôt d'assumer un rôle de médiateur, de traducteur, permettant ainsi à des sympathisants français de comprendre et de se mobiliser autour de la question kurde. Pour donner du sens à ce combat, il n'est pas nécessaire de reprendre le discours de la martyrologie, puisqu'il n'y a pas d'attachement viscéral à cette cause. C'est un aspect que Pascal Torre souligne clairement lors de notre entretien :

« Pascal Torre : Lorsque l'on va par exemple rue d'Enghien [la rue de l'attentat de décembre 2022], on a un certain nombre de portraits, on affiche les portraits de ceux qui viennent de tomber de manière très

¹⁴⁹ Le PCF s'est régulièrement présenté comme le « parti des 75 000 fusillés » en référence aux résistants tués par l'occupant.

grandiloquente alors évidemment, ce n'est pas tout à fait notre culture, mais pour eux, ça prend sens parce qu'ils sont engagés dans un combat. Moi, je connais un grand nombre de militants du PKK, des responsables, mais aussi, des militants, selon la formule consacrée « dans les montagnes » ; Pour eux, ça a un sens. Moi je ne vous cache pas qu'avec nos amis de France Kurdistan, bon, on est assez éloigné de cette pratique-là. Cette pratique qui est sans aucune efficacité sur les opinions publiques françaises et occidentales. »

(Extrait de l'entretien du 8 mars 2023 avec Pascal Torre)

Pascal Torre reconnaît la pertinence de l'exposition des photos de martyrs pour les militants et les membres de la diaspora kurde. Cette pratique a une signification profonde pour ces militants du PKK, car elle fait écho à leur lutte. Cependant, Torre met l'accent sur le fait que cette pratique ne trouve pas sa place dans le contexte politique français qui ne partage ni les mêmes codes, ni la même sensibilité, au sens où cela ne susciterait pas les mêmes émotions au sein du public français.

Le PCF semble avoir une position bien définie de non-adhésion à l'emploi de la notion de martyrologie en lien avec la cause kurde. Cette posture ne dénote pas une méconnaissance de la martyrologie en tant que telle. En effet, le PCF a une histoire propre liée à l'hommage aux résistants tombés au combat. Cependant, le parti éprouve un malaise à adapter et intégrer la martyrologie issue d'autres contextes, en particulier celle des Kurdes, dans son propre discours. Pascal Torre indique que le PCF se distancie de l'utilisation du terme « martyrs », en partie pour ne pas reproduire les stratégies de représentation propres aux Kurdes, et en particulier au PKK. Cette réserve est suffisamment marquée pour donner lieu à des rappels à l'ordre lorsque le terme est utilisé par un des membres du parti dans un cadre officiel.

Cette position du PCF peut s'interpréter comme le reflet d'une évolution idéologique et discursive du parti, qui tente de marquer une distinction entre sa propre cause et celle des Kurdes. En effet, l'emploi du terme « martyr » représenterait une appropriation totale de la cause kurde, ce qui ne correspond pas à la position du PCF. Le rôle du PCF dans le contexte de la cause kurde semble être principalement celui de médiateur ou de traducteur, permettant aux sympathisants français de s'approprier cette cause. Le PCF soutient l'auto-détermination du peuple kurde et reconnaît que sa place n'est pas de faire partie intégrante de la cause kurde, mais plutôt d'en être un interprète.

Ainsi, l'usage de la rhétorique de la martyrologie, qui suppose un engagement total, apparaît superflu. De plus, la position du PCF révèle une prise de conscience des limites de la transposition de certaines pratiques d'un contexte à l'autre. Pascal Torre souligne que l'affichage de photos de martyrs, bien que pertinent pour les militants kurdes, ne trouve pas d'écho dans le contexte politique français, ne suscitant pas les mêmes émotions au sein du public français.

En somme, cette analyse révèle la complexité du rôle du PCF dans la cause kurde en France. Loin d'être un simple relais, le PCF se positionne comme un médiateur, adaptant et traduisant la cause pour la rendre accessible à son public. Cette position, tout en permettant une certaine transmission, souligne également les limites inhérentes à la transposition de stratégies de représentation d'une culture à une autre. Etudions plus en détail maintenant le choix qui a été opéré dans les Lettres des Relations Internationales de représenter plutôt la société-civile kurde plutôt que l'engagement dans la lutte du PKK.

3. Représenter les civils kurdes et lier de nouvelles relations politiques avec les Kurdes

Pascal Torre s'intéresse particulièrement à mettre en lumière le versant civil de la lutte kurde. De son point de vue, il est préférable d'aborder la question sous l'angle du « combat [qui] est en mutation vers la société civile¹⁵⁰. » Il met l'accent sur le rôle du HDP, qui encourage cette transition et souligne particulièrement l'engagement des femmes dans la sphère civile. Torre dit d'ailleurs que : « Nous [au PCF] on entretient des relations politiques avec le HDP, il y a par exemple un procès le 14 mars qui s'ouvre sur l'interdiction du HDP, nous en tant que parti, on a des relations de parti à parti. Quand le HDP tient son congrès, on envoie une délégation. Quand le HDP demande au PC d'envoyer des observateurs, on envoie des observateurs. On va dire que ce sont des relations politiques¹⁵¹. » Un lien organique s'est noué entre les deux partis qui tiennent des relations politiques fortes en raison d'une similarité de stratégies politique. Ce que cela veut dire, c'est que c'est une manière pour le PCF de se rapprocher de la question kurde en Turquie en passant par un autre canal que celui du soutien au PKK. En effet, une certaine tension demeure entre le PCF et le PKK, en grande partie en raison du souvenir

¹⁵⁰ Entretien avec Pascal Torre, voir annexe p. I

¹⁵¹ Entretien avec Pascal Torre, voir annexe p. I

de la lutte armée. Il semble que cette réalité historique crée un certain malaise au sein du PCF, en raison, entre autres, des implications légales de toute association avec le PKK, qui est encore classé comme organisation terroriste. C'est ce que l'on va tenter d'étudier dans cette partie.

Pour éclairer la manière dont le PCF recentre son action autour d'une solidarité légale envers le peuple kurde en Turquie, deux bulletins d'information du LRI d'avril et novembre 2014 peuvent être utilisés comme références. À cette époque, la Turquie venait de tenir des élections municipales, durant lesquelles le BDP avait réalisé une percée significative. Comme mentionné précédemment dans les notes de Pascal Torre, le BDP, en s'impliquant dans le HDP, avait facilité l'émergence d'une alternative qui avait réussi à renégocier les rapports de force au niveau local et municipal. Cela confirmait la tendance des Kurdes à privilégier ce niveau de lutte à l'aube des années 2010.

Dans le LRI d'avril 2014¹⁵², Torre exprime clairement son soutien et son enthousiasme pour l'idée qu'une alternative légale, démocratique et pacifique puisse être envisagée par les Kurdes de Turquie. Il insiste également, en fin d'article, sur l'impasse dans laquelle se trouvent les négociations de paix, imputable selon lui à la volonté d'attiser les tensions de la part du président Erdoğan.

Cette volonté de représenter le volet civil de la lutte kurde à partir de 2010 se manifeste également dans le LRI de novembre 2014¹⁵³. Cet article fait écho au retour de la délégation composée de Sylvie Jan et Pierre Laurent, qui a séjourné notamment à Suruç, une ville du Kurdistan turc face à Kobané, dont nous aurons l'occasion de reparler. Ce voyage a permis à la délégation d'observer les différentes situations municipales à la suite des élections d'avril. En effet, la possibilité d'établir des liens avec des partis légaux offre au PCF l'opportunité d'organiser et de formaliser une correspondance et une liaison plus aisées, sans avoir à se positionner directement vis-à-vis de la lutte du PKK.

Toutefois, la fin de cet article, qui formule les « demandes » du PCF, rappelle une fois de plus la volonté de voir le PKK « retiré de la liste des organisations 'terroristes' de l'UE ». Cette constance démontre que, malgré son engagement en faveur d'une solidarité

¹⁵² « Europe : un nouvel espace de coopération, de progrès social et écologique ? ». *Lettre des Relations Internationales*. pp. 28. http://www.economie-politique.org/sites/default/files/lri_mars_avril_2014-exel.pdf

¹⁵³ « Transformer la mondialisation ? ». *Lettre des Relations Internationales*. pp. 29. http://www.economie-politique.org/sites/default/files/lri_novembre_2014exe.pdf

légale avec le peuple kurde, le PCF n'abandonne pas pour autant son soutien à la cause kurde dans sa globalité.

Ce qu'il faut comprendre de cela, c'est que le PCF a pris une position ferme, exprimée à plusieurs reprises dans ses LRI, selon laquelle le PKK devrait être retiré de la liste des organisations terroristes. C'est une revendication qui est devenue une constante dans les déclarations du PCF depuis 2013. Cette position démontre une volonté de soutenir le peuple kurde tout en respectant le cadre légal et en évitant de se compromettre en soutenant une organisation classée terroriste. En mettant l'accent sur l'engagement civil plutôt que sur la lutte armée, le PCF cherche à mettre en lumière un aspect différent de la cause kurde, moins conflictuel et plus axé sur la construction d'une société civile.

Ainsi, le PCF tente d'adapter son approche de la cause kurde afin de tirer parti de la légalisation partielle de cette cause en Turquie. À partir de 2013, le PCF a manifesté son intention d'établir des relations avec le HDP, ce qui lui a permis de créer une plateforme légale pour dialoguer avec les minorités en Turquie, notamment la minorité kurde. Cette évolution est clairement perceptible dans un extrait d'une correspondance concernant une future rencontre avec le HDP :

« A l'occasion des élections municipales, le Parti Communiste Français, qui enverra une délégation d'observateurs, souhaite vous apporter tout son soutien et plein succès. Notre Parti suit avec attention et intérêt l'évolution de la situation politique dans votre pays. Les luttes émancipatrices que conduisent toutes les forces démocratiques de Turquie en faveur du progrès social rencontrent partout un large écho. Avec la création du HDP, vous vous êtes dotés d'une formation susceptible de donner une traduction politique aux aspirations nouvelles qui s'expriment dans votre peuple. Le rassemblement de démocrates, de communistes, de kurdes, de féministes, d'écologistes constitue, nous semble-t-il un atout précieux.

Le PCF s'est engagé pour sa part dans une large stratégie de rassemblement en étant à l'initiative du Front de Gauche en France et du Parti de la Gauche européenne.

Dans cet esprit, nous serions très heureux d'échanger sur nos expériences respectives, de renforcer nos liens avec votre organisation et honorés de vous recevoir en France à une date qui vous conviendrait. »

Dans cette lettre interne à destination des militants du HDP, diffusée aussi en interne aux militants du PCF, le parti manifeste explicitement son soutien au HDP à l'occasion des élections municipales, annonçant qu'une délégation d'observateurs sera dépêchée. La lettre témoigne de l'intérêt du PCF pour les dynamiques politiques en cours en Turquie, et plus particulièrement pour les luttes émancipatrices menées par les forces démocratiques en faveur du progrès social. Elle reconnaît dans la création du HDP une évolution significative pour la représentation politique des aspirations nouvelles du peuple turc. Le HDP, en rassemblant des démocrates, des communistes, des Kurdes, des féministes et des écologistes, est considéré par le PCF comme un précieux catalyseur de changement.

Le PCF évoque également ses propres stratégies de rassemblement, en particulier la création du Front de Gauche en France et du Parti de la Gauche européenne. Dans une optique de collaboration et d'échange d'expériences, le PCF exprime son intention de renforcer ses liens avec le HDP et se dit prêt à accueillir une délégation du parti turc en France à une date qui conviendrait à ce dernier.

Cette correspondance révèle une évolution stratégique majeure dans la position du PCF vis-à-vis de la cause kurde. En cherchant à établir des relations officielles avec le HDP, le PCF s'efforce non seulement de soutenir une plateforme légale et politique pour la cause kurde en Turquie, mais aussi de renforcer sa propre position en tant que médiateur de la cause kurde en France.

Cette stratégie de médiation peut être perçue comme une tentative du PCF de se positionner en tant qu'acteur clé de la cause kurde en France. La légalité du HDP offre au PCF une opportunité d'établir des relations officielles sans risquer de légalité ou d'aliéner l'opinion publique française. De plus, en mettant en avant le HDP, le PCF peut se présenter comme un promoteur des forces démocratiques et progressistes, en accord avec ses propres valeurs et orientations politiques.

A cette occasion Torre a été envoyé à Istanbul pour rencontrer Garo Paylan, le premier député arménien de Turquie, cela répondait à une volonté de « déployer son activité de solidarité avec les Kurdes »¹⁵⁴ mais aussi de rencontrer des cadres du HDP. Ce qui est ressorti de cet entretien avec Paylan c'est aussi qu'au sujet du problème kurde en Turquie il est indispensable de retirer le PKK de la liste des organisations terroriste. Il

¹⁵⁴ Entretien avec Pascal Torre, voir annexe p. I

considère d'ailleurs cela comme « la question centrale ». En cela, on peut déduire que la question kurde piétine puisqu'il est peu probable que le PKK soit retiré de cette liste.

Chapitre 4. L'importance de France-Kurdistan : réinterprétation de la question kurde pour le public français

Dans cette sous-partie, nous allons approfondir notre compréhension de l'importance de l'association France-Kurdistan dans le paysage militant français, en particulier dans la manière dont elle interprète la question kurde pour le public français. Nous verrons comment l'organisation, grâce à des figures clés comme Rojbîn et à son rôle de « faiseuse de liens », parvient à être une passerelle essentielle pour la communication des revendications kurdes. Comme on l'a vu la question kurde tournée autour du PKK piétine et France-Kurdistan cherche alors à trouver de nouvelles interprétations.

Cette sous-partie cherchera comment, au-delà de sa fonction d'alerte et de dénonciation des discriminations, France-Kurdistan est dans une situation instable dans sa retranscription de la question kurde. L'une des pistes militantes se révèle à travers ses actions et ses prises de position pour interroger la posture de l'État français face à la question kurde. Cette perspective nous conduira à une réflexion plus large sur l'internationalisation et la régionalisation de la question kurde, qui a pris une tournure particulièrement aiguë entre 2011 et 2014.

1. La figure centrale de Rojbîn, entremetteuse et « pont » dans l'organisation du mouvement kurde en France.

Fidan Doğan (1984-2013), mieux connue sous le nom de « Rojbîn », a joué un rôle crucial dans l'organisation du mouvement kurde en France et dans la coordination nationale de la solidarité avec le peuple kurde. Sa relation avec Pascal Torre et Sylvie Jan, et leur collaboration pour la construction de l'association France-Kurdistan, ont déjà été mentionnées à plusieurs reprises. Cependant, il est nécessaire de pousser l'analyse plus loin. Comprendre qui est Fidan Doğan, c'est comprendre comment la solidarité avec le peuple kurde s'est structurée en France. C'est également éclairer les raisons pour



Figure 4 : Fidan Doğan Rojbîn, 4 avril 2012 devant le Conseil de l'Europe à Strasbourg © France 3 Alsace

lesquelles l'association France-Kurdistan est dépositaire d'un héritage et d'un capital symbolique dans le domaine de la coordination de cette solidarité.

En tant que figure centrale du mouvement, Rojbîn n'a pas seulement participé à l'organisation du mouvement kurde, elle a aussi facilité la structuration de la solidarité kurde en France. En 2006, la structuration du CNS-K (Coordination Nationale de Solidarité Kurde), fondée avec Sylvie Jan, dont nous parlerons dans la prochaine partie, dévoile sa position centrale. Son rôle, ses actions et ses relations ont été déterminants pour forger et consolider l'identité de l'association France-Kurdistan. Par conséquent, l'histoire de Rojbîn est intimement liée à celle de l'association France-Kurdistan, et constitue un élément essentiel pour comprendre la nature et l'ampleur de la solidarité kurde en France. Son travail a contribué à créer un capital symbolique qui continue d'influencer et de guider la coordination de la solidarité avec le peuple kurde en France.

L'intention de cette section est de dresser un portrait socio-politique de Rojbîn par le biais d'une narration biographique, de considérer son action comme cruciale dans l'établissement d'une solidarité internationale au moment où le PKK connaissait une phase décisive de transition, et de montrer comment, grâce à son influence, le mouvement kurde a réussi à reconstruire progressivement son image et à créer une représentation alternative de la cause kurde en France.

Dans cette optique, j'ai souhaité mettre en lumière la vie de Rojbîn, non seulement pour comprendre son parcours individuel, mais aussi pour saisir comment elle a façonné et influencé le mouvement kurde dans son ensemble. En examinant ses actions et ses contributions, nous pouvons apprécier comment elle est devenue un facteur déterminant dans l'émergence d'une solidarité internationale lors de la période critique de la restructuration du PKK.

De plus, il est important de mettre en évidence comment Rojbîn, à travers son travail, a aidé la cause kurde à réhabiliter son image et à présenter une nouvelle représentation de la communauté kurde en France. Elle a contribué à élargir la perception du mouvement kurde, au-delà des stéréotypes associés au conflit armé, pour inclure des

dimensions sociales et politiques plus larges. Son engagement pour la cause kurde a donc non seulement contribué à la formation de la solidarité internationale, mais a également façonné la manière dont la cause kurde est perçue et comprise en France.

Fidan Doğan, plus connue sous son nom de code « Rojbîn », est née le 17 janvier 1984 à Elbistan, au Kurdistan turc, presque simultanément à la naissance du PKK. En 2002, sa famille a émigré en France et s'est installée à Strasbourg, où elle s'est engagée dans la cause kurde en participant à diverses organisations de jeunesse. En assumant le rôle de représentante du Conseil National Kurde (KNK) et de responsable du Centre d'Information du Kurdistan à Paris, une filiale du PKK, elle est devenue un acteur clé dans le mouvement kurde.

Rojbîn se distingue par sa maîtrise de trois cultures : turque, kurde et française. Cette compétence multiculturelle, comme on peut l'imaginer, lui a conféré un avantage considérable dans son rôle de coordination et d'implantation du mouvement de solidarité kurde en France. Son talent pour naviguer entre ces cultures lui a permis de servir d'intermédiaire efficace entre les divers acteurs du mouvement kurde et de soutenir efficacement la cause kurde en France.

La journaliste Laure Marchand la décrit comme « chargée du lobbying politique¹⁵⁵ » pour le PKK. Ce rôle souligne l'importance de Rojbîn dans la représentation et la promotion de la cause kurde auprès des instances politiques françaises et internationales. Par son travail acharné et dévoué, Rojbîn a contribué à façonner le mouvement de solidarité kurde en France, tout en jouant un rôle clé dans la structuration du mouvement kurde sur la scène internationale¹⁵⁶.

Je m'attache ici non pas tant à examiner les circonstances de son assassinat qu'à mettre en lumière le parcours de vie de Rojbîn. En tant que militante engagée et porte-parole influente, elle a joué un rôle déterminant dans la visibilité de la cause kurde en France et en Europe. Son implication au sein de la solidarité kurde en France était cruciale pour façonner la perception des partis et des groupes potentiellement sympathisants de la cause kurde à l'égard du PKK. C'est ce que Sylvie Jan m'a affirmé, en disant : « avec Rojbîn, on discutait et on se disait qu'en fait l'idéal aurait été de créer une association qui

¹⁵⁵ MARCHAND Laure. « L'affaire Irrésoe Du 147, Rue La Fayette ». *Revue des Deux Mondes*. 2018. pp. 142-146. Disponible à l'adresse : <https://www.jstor.org/stable/26504758>

s'adresse à tout le monde sans discrimination. Qui ouvre ses portes à tout le monde, sans distinction d'opinion ou autre. Rojbîn, elle aimait bien cette idée¹⁵⁷. »

Au-delà de la modification de la représentation de la lutte kurde, Rojbîn inaugurerait une doctrine d'organisation qui marquait un départ du sectarisme du PKK. Elle a initié une nouvelle méthode d'auto-promotion et de mobilisation pour la cause kurde, qui s'ouvrirait non seulement aux membres de la diaspora kurde, mais aussi aux nationaux français désireux de s'engager dans cette solidarité. Il faut comprendre que Rojbîn jouait un rôle d'entremetteuse et cliente dans sa relation avec Sylvie Jan.

Pour comprendre ce rôle d'entremetteuse, je me réfère à la définition donnée par Olivier Nay et Andy Smith sur les intermédiaires en politique, à savoir « ces individus dont l'étrange qualité est de naviguer d'un groupe à l'autre, d'un secteur à l'autre, et de participer à l'intégration de ces derniers¹⁵⁸ » Selon Nay et Smith, l'aspect le plus important n'est pas une « compréhension mutuelle » totale, mais plutôt le fait que les deux parties tirent un avantage, un « profit (matériel ou symbolique)¹⁵⁹ » de cette relation.

Cette perspective éclaire la relation entre Rojbîn et les acteurs et groupes sensibles à la cause kurde, et dans notre cas, le futur France-Kurdistan. Comme Jan me l'a expliqué : « c'est même Rojbîn qui est venue me tirer par la manche pour me dire : « Il faut m'aider. Je n'arrive pas à avoir de rendez-vous avec le PC, il faut que tu m'aide¹⁶⁰. » C'est ce que j'ai fait ». Grâce à sa relation avec Jan, Rojbîn a pu engager un dialogue avec le PCF, ouvrant ainsi une nouvelle voie entre la cause kurde proche du PKK et le PCF. Il est essentiel de comprendre ce double rôle de facilitatrice et de bénéficiaire qu'a joué Rojbîn pour saisir l'impact révélé par son assassinat.

Au-delà de ce double rôle crucial qu'elle a assumé, Rojbîn a également joué un rôle, peut-être moins évident mais tout aussi important, dans l'établissement d'une doctrine, comme nous l'avons précédemment mentionné. Ceci peut être discerné à travers les conversations qu'elle a eues avec Sylvie Jan et Pascal Torre. Il est instructif d'examiner comment ces échanges ont eu un impact significatif sur l'organisation de France-Kurdistan.

¹⁵⁷ Entretien avec Sylvie Jan, voir annexe p. I

¹⁵⁸ NAY Olivier et SMITH Andy. *Le gouvernement du compromis : courtiers et généralistes dans l'action politique*, Paris, Économica, (Études politiques), 2002. Formation Emploi. 2005. Vol. 91, n° 1, pp. 142-142. https://www.persee.fr/doc/forem_0759-6340_2005_num_91_1_2020_t1_0142_0000_2

¹⁵⁹ NAY Olivier et SMITH Andy, Op. cit.

¹⁶⁰ Entretien avec Sylvie Jan, voir annexe p. I

Sylvie Jan articule la réflexion qui a découlé de l'inspiration qu'elle a tirée de Rojbîn : « en discutant et en connaissant un peu mieux la réalité des personnes engagées sur les questions internationales au sein même du Parti communiste j'ai pu répertorier un certain nombre de personnes qui pouvaient être intéressées par le travail sur la connaissance du peuple kurde et par des initiatives de soutien¹⁶¹. » Cette citation illustre comment la philosophie de Rojbîn a stimulé une nouvelle approche au sein du Parti communiste, menant à l'identification d'individus susceptibles de soutenir la cause kurde et d'initiatives favorables à celle-ci.

L'importance centrale de Rojbîn dans l'établissement d'un lien entre différentes organisations est clairement visible dans le communiqué de presse publié en réaction à son décès. En effet, plus de 26 organisations ont signé l'appel à la marche blanche du 9 février 2013 en hommage à Rojbîn. Le Mouvement Européen des Femmes Kurdes a souligné le travail de Rojbîn en déclarant « [qu'] elle n'a pas seulement fait connaître la lutte de libération du peuple kurde, mais elle a également gagné l'amitié de personnes de divers milieux et origines. Par son travail et ses efforts opiniâtres, notre camarade Fidan est devenue un pont pour la fraternité entre les peuples¹⁶². » L'idée centrale que Rojbîn véhiculait était celle d'un « pont » entre les organisations.

Parmi ces organisations, certaines sont basées à Paris, d'autres en Bretagne ou dans les Bouches-du-Rhône. Il est important de noter que ces régions sont historiquement des lieux d'implantation significatifs pour la diaspora kurde en France. Ces organisations sont souvent liées à la solidarité internationale, que ce soit en faveur des Arméniens, des Yézidis, des Juifs ou pour la promotion de la culture amazighe. Mais on retrouve également parmi les signataires de cet appel des organisations féministes et de gauche.

Cela révèle non seulement la diversité militante des diasporas en France, mais aussi le rôle central de Rojbîn, Sakîne et Leyla dans leur lutte. Leur combat a uni un éventail d'organisations diverses, soulignant leur influence et l'ampleur de leur impact.

Ce qui découle de cet appel à manifester, c'est une série d'hommages de ces diverses organisations. On peut également observer les différents rôles que Sakîne Cansiz a pu jouer. Elle a été comparée par la co-présidente du BDP Gultan Kisanak à une « Rosa

¹⁶¹ Entretien avec Sylvie Jan, voir annexe p. I

¹⁶² Voir la liste des « Organisations Signataire » dans le dossier de presse, « Pour Rojbin, Sakine, Leyla. Militantes kurdes assassinées à Paris le 9 janvier 2013 ». http://66.pcf.fr/sites/default/files/dossier_de_presse_militantes_kurdes_assassinees_marche_blanche_9_fevrier_2013_0.pdf.

Luxembourg des kurdes¹⁶³ », ce qui est un indicateur de l'importance de cette figure pour les militants kurdes eux-mêmes. Cependant, Rojbîn est fréquemment mentionnée par des militants français de gauche ou engagés dans la solidarité internationale. À titre d'exemple, voici ce qu'a déclaré Marie-Christine Vergiat, eurodéputée française du GUE/NGL et issue du Front de Gauche :

« Je n'ai pas de mot pour exprimer l'horreur et la tristesse que je ressens face à ce crime. Rojbîn Fidan Doğan a été la première personne à m'avoir parlé de la question kurde. Elle était la joie de vivre personnifiée. Je n'oublierai jamais son sourire. Toute ma solidarité et ma compassion va aux familles des victimes »

(Extrait du dossier de presse 9 février 2013, Marie-Christine Vergiat)

L'hommage rendu par Vergiat encapsule parfaitement la position de Rojbîn. Tout d'abord, son charisme indéniable, souvent vanté par ses compatriotes militants, qui, sans aucun doute, amplifiait sa capacité de médiation. Mais elle était également une entremetteuse accomplie, qui s'adressait à de nombreux groupes très diversifiés, sensibilisant les espaces de représentation français à la cause kurde. France-Kurdistan s'inspire grandement de cela, faisant de cet objectif et de cette méthode le socle de l'organisation.

Un autre membre du réseau PCF-Kurdistan, Joël Dutto, Conseiller général honoraire des Bouches-du-Rhône, fournit également un témoignage saisissant de ce mélange d'amitié et d'engagement militant que Rojbîn incarnait. Dutto exprime sa « Tristesse face à la perte d'une grande amie, une camarade de lutte en la personne de Rojbin, figure emblématique en France de la détermination d'un peuple entier à exister¹⁶⁴. »

Rojbîn a joué un rôle fondamental dans la structuration de France-Kurdistan ; elle a été une pierre angulaire pour la coordination et l'élargissement du réseau de solidarité kurde. Même si France-Kurdistan évite d'invoquer la martyrologie au sein de son

¹⁶³ Voir « Déclaration des co-présidents du BDP » dans le dossier de presse, « Pour Rojbin, Sakine, Leyla. Militantes kurdes assassinées à Paris le 9 janvier 2013 ». http://66.pcf.fr/sites/default/files/dossier_de_presse_militantes_kurdes_assassinees_marche_blanche_9_fevrier_2013_0.pdf.

¹⁶⁴ Voir « Communiqué - Joël Dutto Conseiller Général Honoraire des BdR Membre du réseau PCF - Solidarité Kurdistan » dans le dossier de presse, « Pour Rojbin, Sakine, Leyla. Militantes kurdes assassinées à Paris le 9 janvier 2013 ». http://66.pcf.fr/sites/default/files/dossier_de_presse_militantes_kurdes_assassinees_marche_blanche_9_fevrier_2013_0.pdf.

organisation, elle a, en pratique, élevé Rojbîn au rang de martyr. Ce n'est pas une décision délibérée ou exploitée, mais plutôt une reconnaissance du rôle indispensable qu'elle a joué dans le développement de la vision et de la structure de France-Kurdistan. Il est probable que c'est grâce à elle que France-Kurdistan est devenue une véritable « faiseuse de liens ».

2. *France-Kurdistan, la « faiseuse de liens »*

Dans une note interne, intitulée « Développer France-Kurdistan ¹⁶⁵ » datant de septembre 2022, l'association se définit comme tel :

- « France Kurdistan est une faiseuse de liens
- [Nous] Sillonons la France lors de conférences
- Nous organisons la solidarité concrète après l'assassinat de nos trois camarades à Paris, tribunal des peuples, aux côtés des Kurdes lorsque leurs établissements sont incendiés, que leurs militants sont menacés d'extradition
- Solidarité avec les prisonniers politiques (ateliers d'écriture), participation aux procès, missions d'observateurs pour les élections, réfugiés yézidis et camps de réfugiés
- Solidarité institutionnelle : intervention des parlementaires (Pierre Laurent, Laurence Cohen) : Kobané, élus destitués, sommet de l'OTAN qui fait des concessions à Erdoğan
- Promotion culturelle »

L'association France-Kurdistan se caractérise dans cette publication interne par le bilan de près d'une décennie d'activité, durant laquelle elle a développé une doctrine de fonctionnement et acquis une gamme de compétences. Cette entité se distingue en tant que « faiseuse de liens », une expression empruntée à Dominique Balmory, qui a étudié les associations comme des « entreprises de relations » dans le contexte de l'action associative.

Les associations de solidarité servent de corps intermédiaires et fournissent une assistance de proximité. Leur valeur réside dans « l'intensité des relations qu'elles sont capables de nouer, leur contribution au lien social, leur capacité à créer une communauté¹⁶⁶ ». À partir de cette perspective, France-Kurdistan doit être analysée comme une telle entité. En l'absence de hiérarchie stricte, l'association se structure du

¹⁶⁵ Archive de France-Kurdistan, « Développer France-Kurdistan ». Septembre 2022, voir annexe p. II

¹⁶⁶ BALMORY Dominique. « L'action associative face aux défis de la solidarité ». *Revue Projet*, 2015. Vol. 346, n° 3, pp. 42-49. DOI 10.3917/pro.346.0042. <https://www.cairn.info/revue-projet-2015-3-page-42.htm>

local à l'international, tout en mettant l'accent sur le développement de relations intenses. France-Kurdistan cherche à renforcer les liens entre les militants, les sympathisants et les organisations qui soutiennent la cause kurde. Le document publié par l'association énumère les cinq missions qu'elle s'est fixées pour élargir son réseau de relations.

L'une des principales missions de France-Kurdistan est de mener des actions sur l'ensemble du territoire français, à travers l'organisation de conférences, la projection de films, et la mise en place de débats. Le terme de « sillonnage » utilisé ici évoque l'idée d'une campagne permanente. Sylvie Jan, soulignait que l'objectif premier de France-Kurdistan est de « sensibiliser l'opinion et partager la connaissance. »

Dans un document de présentation, l'association se positionne dans « la démarche des mouvements d'éducation populaire¹⁶⁷ ». Pour ce faire, l'organisation de conférences constitue un outil d'action crucial. Durant ses premières années, France-Kurdistan s'est largement consacré à l'organisation de conférences. Sylvie Jan estime que l'association a organisé plus d'une « centaine¹⁶⁸ » de conférences et projections de films en 2013.

Ces événements se déroulaient dans divers lieux, allant des « salles de cinéma, avec suivi de débats dans les universités, avec les étudiants, dans les lieux populaires, c'est-à-dire des initiatives dans les quartiers organisées par nos militants¹⁶⁹ ». A travers ces actions, France-Kurdistan a tissé des liens sur le territoire, accumulant un capital symbolique et relationnel, qui pouvant être mobilisé pour des actions de solidarité plus concrètes.

La présence de France-Kurdistan lors des événements organisés par d'autres groupes illustre également cette notion de « sillonnage ». Le 25 novembre 2014, l'association a été invitée à une soirée-débat à Nanterre sur la lutte contre les violences faites aux femmes. Parmi les représentantes d'organisations présents se trouvaient Carine Delahaye, rédactrice en chef de Clara-Magazine, Jocelyne Pelluet de Femmes-Solidaires, et Nursel Kilic, présidente de l'organisation mondiale des femmes kurdes.

Cet événement met en lumière la manière dont France-Kurdistan se positionne lors d'événements abordant des thèmes connexes. L'association cherche à s'intégrer dans un réseau militant plus vaste, et se positionne ainsi comme une organisation centrale sur

¹⁶⁷ Archives de France-Kurdistan, « Solidarité avec les réfugiés d'Irak et de Syrie », 2014. Voir annexe p. II

¹⁶⁸ Entretien avec Sylvie Jan, voir annexe p. I

¹⁶⁹ Entretien avec Sylvie Jan, voir annexe p. I

les questions kurdes. Cette posture témoigne de sa qualité de « faiseuse de liens » au sein de la sphère militante et organique.

La notion de « solidarité concrète » est centrale pour France-Kurdistan, qui se sent liée par la mémoire de Rojbîn, Sakîne et Leyla. L'association cherche à étendre son réseau de soutien effectif envers les membres de la diaspora kurde. Elle aspire à donner corps à son action, affirmant que la solidarité ne se réduit pas à des débats et des interventions, mais se concrétise par des actions.

Cela a été souligné par Pascal Torre, qui m'a rappelé un cas où une « ancienne maire de Turquie » avait sollicité de l'aide. Le réseau communiste, conjointement avec France-Kurdistan, s'était mobilisé pour « trouver des solutions ». Le service d'ordre du PCF avait été proposé pour protéger cette militante kurde qui était sur des « listes de militants à éliminer ». Comme l'a exprimé Torre, c'est « ça la solidarité ! ¹⁷⁰ ». Cette action met en lumière l'engagement de l'association pour la protection des militants, afin d'éviter que de nouveaux assassinats ne surviennent. Ainsi, France-Kurdistan se positionne clairement comme une « faiseuse de liens » dans le contexte d'une solidarité active et concrète.

Par ailleurs, France-Kurdistan s'inscrit dans la tradition des associations de solidarité et de soutien aux détenus, une pratique qui imprègne fortement son idéologie. L'organisation met en place des ateliers d'écriture visant à envoyer des lettres aux prisonniers kurdes, une initiative que Sylvie Jan défend ardemment. Jan estime que « ça libère la parole immédiatement. C'est une occasion pour écrire à des personnes donc ce n'est pas théorique. Et quand on fait ça dans les lycées, on a eu des retours extrêmement touchants ¹⁷¹ ». Le soutien aux détenus s'exprime également lors des procès, où France-Kurdistan s'engage à la fois en participant et en dénonçant les discriminations judiciaires que subissent les Kurdes.

Il en va de même pour la « mission culturelle », qu'elle tient à la fois d'une perspective historique du champ associatif français, qui conçoit la lutte politique à travers le prisme de la culture, et d'un héritage kurde de représentation par la culture. Nous approfondirons ce dernier point dans une section ultérieure.

¹⁷⁰ Entretien avec Pascal Torre, voir annexe p. I

¹⁷¹ Entretien avec Sylvie Jan, voir annexe p. I

Ces missions illustrent l'ambition de France-Kurdistan de se positionner comme un acteur clé de la solidarité envers le peuple kurde en France. L'organisation aspire à être au cœur des interactions entre les différentes organisations, à devenir une référence pour cette cause et surtout à être le principal point de convergence entre les organisations. Ces cinq missions, que l'organisation s'est fixées, déterminent sa pratique militante.

Cette mise en œuvre se manifeste également dans la coordination avec la FEYKA, précurseur du CDK-F. France-Kurdistan « travaille de façon régulière, de façon franche et donc j'insiste sur ce terme de complémentarité » avec cette organisation, selon Sylvie Jan, qui qualifie ses membres d' « amis ». Ainsi, France-Kurdistan joue un rôle central en facilitant la coordination entre les militants kurdes et les militants non-kurdes, ce qui confirme son statut de « faiseuse de liens ». A ce propos, lorsque je demande à Sylvie Jan de m'expliquer les liens privilégiés que France-Kurdistan détient avec d'autres organisations elle me répond :

« On est aussi en contact avec des associations alévis, des associations départementales alévis. Et puis on travaille beaucoup nos interlocuteurs, en Turquie, le HDP. Il y a aussi les associations féministes, en Turquie, pas forcément turques d'ailleurs. Après, il y a des associations françaises engagées sur la question kurde, avec qui on peut se retrouver, sur des thèmes ou à des périodes ponctuellement, comme Amitiés kurdes de Bretagne. Et puis avec Rojbîn, en 2006, on avait lancé la CNS-K, la Coordination Nationale de Solidarité Kurdistan »

On pourrait avancer que la majorité des organisations qui ont signé l'appel en février 2013 pour la marche blanche en réaction au triple assassinat au 147 rue Lafayette font partie de ce réseau complexe. Sylvie Jan mentionne des organisations aussi diverses que des associations alévis ou féministes, qui entretiennent, comme nous l'avons déjà souligné, des liens privilégiés avec France-Kurdistan. Elle évoque également l'Amitiés kurdes de Bretagne, une association historique dédiée à la solidarité avec le peuple kurde.

Mais ce qui est encore plus intéressant, c'est la référence faite par Jan à la création du CNS-K en 2006 avec Rojbîn. Cette coordination, qui regroupe plus d'une vingtaine d'organisations autour de la solidarité et de l'amitié entre les peuples, compte également des organisations telles que l'Union Communiste Libertaire, l'Union Syndicale Solidaires, le PCF, l'Union Démocratique Bretonne et le NPA. Autour de cette fédération se

rassemble en réalité une multitude d'organisations influentes qui collaborent entre elles, renforçant ainsi le carnet d'adresse de France-Kurdistan en tant que « faiseuse de liens ».

La CNS-K apparaît comme une première initiative de coordination nationale autour de la question kurde, mais elle s'articule davantage comme une fédération d'organisations politiques et associatives. Il s'agit d'un premier outil qui précède France-Kurdistan, lequel développe le réseau militant national et sera réutilisé par les militants de France-Kurdistan.

Cette France-Kurdistan reprend l'idée de coordination nationale en développant sur l'ensemble du territoire des « bases locales¹⁷² ». Elle s'efforce de constituer un réseau de militants dotés d'importants capitaux relationnels ou occupant diverses positions sociales, pour permettre à l'association de tisser de nouveaux liens. Jan a souligné lors de notre entretien que l'adhésion d'un administratif de la Sorbonne avait permis l'organisation d'un colloque sur le Kurdistan au sein de l'université, ouvrant de nouvelles perspectives pour l'association.

France-Kurdistan cherche cette position de « faiseuse de liens ». En héritant des relations organiques et humaines préexistantes à sa création, on peut observer qu'elle facilite également l'ouverture vers le public français grâce à son organisation « flexible » qui s'adapte à la position de chacun, « en fonction de votre vie, de votre activité professionnelle au sens large, intellectuelle », comme me l'expliquait Sylvie Jan.

Dans son rôle de traductrice des revendications et des récits de représentations kurdes, France-Kurdistan adopte un principe important : l'idée d'un militantisme à faible intensité hiérarchique¹⁷³. Cette traduction militante s'éloigne de la conception d'un PKK marxiste-léniniste, voire maoïste, pour adopter une approche de métissage des pratiques et des répertoires d'action collective. Il faut d'ailleurs comprendre cela comme la manière dont l'association de solidarité avec le peuple kurde a voulu s'éloigner de ses principes comme une forme d'adaptation du militantisme kurde vers une militantisme compatible avec la France. Néanmoins, il faudrait étudier plus en détail l'efficacité de l'organisation

¹⁷² Entretien avec Sylvie Jan, voir annexe p. I

¹⁷³ J'essaye ici de reprendre les idées de Rémi Lefebvre sur les nouvelles formes de militance. Lefebvre analyse un : « militantisme [qui] coexistent même si le registre militant traditionnel apparaît disqualifié tant dans la représentation légitime du militantisme valorisant l'autonomie individuelle que dans l'offre de pratiques militantes qui en découlent », j'essaye d'aller un peu plus loin puisque l'idée de Sylvie Jan est bien de réengager les militants mais avec une distance hiérarchique sans pour autant passer par le numérique. LEFEBVRE Rémi. « Le militantisme socialiste n'est plus ce qu'il n'a jamais été. Modèle de « l'engagement distancié » et transformations du militantisme au Parti socialiste ». *Politix*. 2013. Vol. 102, n° 2, pp. 7-33. DOI 10.3917/pox.102.0007. <https://www.cairn.info/revue-politix-2013-2-page-7.htm>

à nouer des liens avec de nouveaux sympathisants, plus jeunes. C'est un point qu'il faudrait étudier plus en détail dans un autre travail. Il semble que l'association soit composée de nombreux et nombreuses militants plutôt âgés appartenant ou ayant appartenu au PCF. Les jeunes militants et militantes semblent plutôt être kurde ou des militants du Mouvement des Jeunes Communistes Français qui souhaitent approfondir la question kurde dans leur militantisme. C'est le cas de Léo Michel que j'ai interrogé, en cela France-Kurdistan peut jouer un rôle de « faiseuse de liens » dans les carrières militantes.

France-Kurdistan représente un réseau essentiel à la traduction et à la nécessaire réactualisation de la question kurde en France après l'attentat du 147 rue Lafayette et les échecs du PKK pour créer un mouvement de soutien et de solidarité envers le peuple kurde en Europe. Le réseau France-Kurdistan accorde une grande importance à cette plasticité organisationnelle pour favoriser le développement de relations, sans distinction militante.

3. Dénoncer les discriminations, France-Kurdistan révélatrice de la position de l'Etat français

Au cœur de l'arsenal d'actions déployé par France-Kurdistan se trouve un rôle de dénonciation. Ce rôle, tel que le souligne Balmary dans son analyse, est intrinsèque aux associations de solidarité qui sont à proximité immédiate des mondes sociaux en détresse. Elles exercent, de ce fait, « une fonction de « veilleur social »¹⁷⁴ » qui leur confère la capacité d'alerter les décideurs politiques sur des situations critiques. En ce sens, France-Kurdistan se positionne, dans une perspective historique et politique, comme une entité de surveillance et d'alerte. Cela se manifeste par son engagement actif au sein du collectif « Vérité et Justice¹⁷⁵ » concernant le triple assassinat de la rue Lafayette, mais aussi par son intention de contester et de critiquer les postures politiques du gouvernement français en ce qui concerne les discriminations subies par les Kurdes en France.

L'ambition de cette section est d'examiner plus en détail ces prises de position par France-Kurdistan en matière de dénonciation des discriminations. Elle vise à comprendre

¹⁷⁴BALMARY Dominique. « L'action associative face aux défis de la solidarité ». *Revue Projet*. 2015. Vol. 346, n° 3, pp. 42-49. DOI 10.3917/pro.346.0042. <https://www.cairn.info/revue-projet-2015-3-page-42.htm>

¹⁷⁵ Collectif créé en février 2013 à la suite du triple assassinat du 147 rue Lafayette qui réclame de connaître toute la vérité sur l'implication des services secrets turcs dans l'assassinat.

comment France-Kurdistan envisage de se définir en tant qu'organisation opérant à trois niveaux différents - local, national et international - tout en mettant en lumière, dans le même temps, la position de la France sur la question kurde. Ce travail d'analyse permettra de saisir les nuances et les complexités qui caractérisent l'approche de l'association envers la question kurde, une question qui reste, malgré les efforts de médiation et de traduction, fortement chargée de tensions politiques et sociales.

Le document intitulé « Développer France-Kurdistan¹⁷⁶ », que nous avons précédemment examiné, expose un autre objectif de l'organisation qui mérite une attention plus soutenue. L'association affirme en effet que : « La politique étrangère n'est plus l'apanage exclusif des États. Les associations de solidarité sont devenues des acteurs de premier plan¹⁷⁷. » Plusieurs idées importantes émergent de cette déclaration.

Tout d'abord, France-Kurdistan vise à intervenir à trois niveaux d'action distincts, comme nous l'avons déjà mentionné. Au niveau local et national, l'association déploie un réseau actif dédié à la diffusion d'informations et à la mise en œuvre de mesures de solidarité concrètes. Cependant, elle envisage également de jouer un rôle dans l'arène diplomatique.

En effet, France-Kurdistan aspire à peser sur la balance diplomatique en utilisant plusieurs leviers. Elle se propose de générer des connaissances sur la question kurde, d'agir en tant que lanceur d'alerte sur les problématiques liées à cette question et d'utiliser son influence pour susciter un changement de posture politique à cet égard.

En somme, l'objectif de France-Kurdistan est de transcender son rôle d'association de solidarité pour devenir un acteur influent sur la scène de la politique étrangère, en particulier en ce qui concerne la question kurde. Elle tente ainsi de faire entendre la voix des Kurdes et de contribuer à une réévaluation de leur position au sein de la communauté internationale.

Prenons un instant pour réfléchir à cela. Au cours de mes recherches, j'ai constaté que France-Kurdistan correspondait en de nombreux aspects à ce qu'Emmanuel Amouzoun définit dans sa thèse comme une « petite association de solidarité internationale¹⁷⁸ » (ALSI). Plusieurs éléments coïncident avec l'analyse développée par

¹⁷⁶ Archive de France-Kurdistan, « Développer France-Kurdistan ». Septembre 2022, voir annexe p. II

¹⁷⁷ Ibid.

¹⁷⁸ AMOUZOUN Emmanuel. Les petites associations et la solidarité internationale : Une analyse sociologique des expériences ordinaires d'engagement. Montpellier : Université Paul-Valéry Montpellier. <https://theses.hal.science/tel-03367927/document>

Amouzoun, notamment en ce qui concerne le sens et la légitimité de l'engagement, son caractère local et son faible degré de hiérarchisation, l'interaction entre un « ici » et un « là-bas »¹⁷⁹, et la sociologie des membres, généralement plus âgés. Il serait certainement possible d'approfondir l'étude de France-Kurdistan à l'aune de ce modèle, mais ce n'est pas notre objectif ici. Nous nous concentrerons sur un seul de ces aspects, à savoir l'action internationale de France-Kurdistan, en nous appuyant sur les éléments avancés par Amouzoun.

La thèse d'Amouzoun se concentre moins sur la volonté d'alerter que sur les raisons qui sous-tendent cette alerte. Ainsi, l'engagement solidaire est fondé sur un double ancrage : « faire plaisir » et « se faire plaisir »¹⁸⁰. À cette analyse, j'aimerais ajouter la dimension de « veilleur social » proposée par Balmory, que nous avons déjà évoqué. Un aspect de la pratique militante héritée du PCF et des associations de solidarité, et donc présente au sein de France-Kurdistan, est la contestation de l'indifférence. Cette dimension s'inscrit dans un entre-deux : elle « fait plaisir » à la communauté diasporique kurde, mais c'est également « se faire plaisir », car elle offre une rétribution symbolique et intellectuelle, ainsi qu'un sens à l'action. En alertant sur les enjeux kurdes, France-Kurdistan s'attribue également une légitimité dans le discours et la traduction des revendications kurdes. Pour mieux comprendre cela, examinons la bataille que l'association mène depuis 2011 contre l'accord de coopération policière avec Ankara.

C'est une bataille initiée à l'origine par le réseau PCF-Kurdistan, que France-Kurdistan a ensuite fait perpétuer. En 2011, l'ancien ministre de l'Intérieur, Claude Guéant signait un accord de coopération policière avec Ankara, contre les kurdes afin de procéder à des arrestations et à des extraditions. Laurent Fabius et Jean-Marc Ayrault ont repris ce texte à l'identique pour le ratifier. L'association publie un texte en octobre 2014¹⁸¹ qui met en avant le contexte de répression violente orchestrée par le premier ministre turc, Recep Tayyip Erdogan, contre les manifestants de la place Taksim et du parc Gezi. Elle souligne également les mobilisations en France qui ont conduit la Commission des Affaires Etrangères à reporter son approbation de l'accord. Face à ces risques qui se poursuivent, l'Association France-Kurdistan appelle à la dénonciation de

¹⁷⁹ Cf. le voyage de Pascal Torre en tant qu'observateur international et son sentiment au retour d'être « redevable » des personnes qui l'avait accueilli.

¹⁸⁰ AMOUZOUN Emmanuel. Op. cit. p. 256

¹⁸¹ Archive de France-Kurdistan. « Annuler l'accord Guéant ». Octobre 2014. Voir annexe p. II

ces accords, qui, selon elle, risqueraient de livrer des démocrates kurdes à une puissance qui soutient les formations islamistes. Elle s'adresse à tous les groupes parlementaires de l'Assemblée Nationale et du Sénat français, leur demandant de prendre une initiative pour mettre fin à ces accords. Cet acte serait, selon elle, un signe fort de la France dans la lutte contre le terrorisme et un encouragement pour tous les démocrates kurdes. Le texte reflète le rôle de vigilance que se donne France-Kurdistan, en alertant sur les implications internationales de politiques nationales, et en dénonçant les actions des pouvoirs publics français et turcs vis-à-vis de la cause kurde. En somme l'association compte être une organisation d'alerte et de production de connaissance.

L'alerte s'exprime également par la dénonciation de la « provocation » que représente l'invitation ultérieure d'Erdogan à Paris. Dans une autre publication, France-Kurdistan souligne la nécessité d'une « participation massive aux manifestations du 1er novembre dans toute la France¹⁸² », qui constituerait la plus grande démonstration de solidarité avec le peuple kurde.

L'association initie également, au sein du CNS-K, une lettre adressée à François Hollande en janvier de la même année. Cette lettre met en parallèle la nouvelle doctrine interventionniste de la France depuis le début du quinquennat et la nécessité d'intervenir pour les populations kurdes. Entre autres, la lettre exhorte le Président à considérer les revendications de reconnaissance des droits du peuple kurde en Turquie, à l'instar de ce qui est fait pour les Kurdes irakiens. Elle souligne l'idée que si François Hollande souhaite faire de la France un État préconisant la paix et une résolution politique de la question kurde, il est nécessaire de passer à l'action. Cette lettre introduit une réflexion plus large que nous aborderons dans notre prochain chapitre, concernant l'internationalisation et la régionalisation de la question kurde entre 2011 et 2014. Plus encore, il semble qu'un tournant dans la solidarité envers le peuple kurde puisse être observé à ces dates, une nouvelle dimension de cette cause ayant émergé : la question kurde est devenue une question de « guerre ».

¹⁸² Archive de France-Kurdistan, « Erdogan à Paris : Une nouvelle provocation ». Octobre 2022, voir annexe p. II

Conclusion du chapitre II

Ce chapitre a approfondi l'exploration d'un objet complexe sous différentes perspectives, en permettant de saisir une temporalité clé de l'émergence contemporaine de la question kurde, notamment à travers le prisme du PKK. L'examen minutieux de la sociologie de l'organisation, de son répertoire d'actions, et du type de récit collectif qu'elle déploie, permet de répondre à une série d'interrogations fondamentales. Nous avons pu établir comment cette organisation est apparue, comment sa marginalisation a créé les conditions propices à l'émergence d'un discours radical, sectaire, et favorable à la martyrologie.

Il est important de noter que l'aspect martial, autoritaire et viriliste est une composante intrinsèque de l'esprit du PKK, et que le choix de ces stratégies organisationnelles répondait à un climat de lutte armée dans un contexte où la légitimité du PKK n'était pas clairement établie par les pays occidentaux. L'étude des vidéos d'auto-promotion a révélé le récit déployé par l'organisation et la façon dont elle a cherché à se présenter. Toutefois, la qualification du PKK en tant qu'« organisation terroriste » a recentré son « auto-promotion » vers une audience essentiellement kurde.

De plus, ce chapitre a permis de constater que la stratégie du PKK visant à structurer la diaspora kurde en France a connu un échec relatif, n'ayant pas permis une traduction claire des revendications légitimes des Kurdes, notamment parce que le discours de martyrologie n'était pas compatible avec le lexique et la compréhension de l'espace politique français. Cependant, l'émergence d'un réseau PCF-Kurdistan au sein du secteur international du PCF, et son implication croissante dans la Lettre des Relations Internationales, ont été décisives pour la traduction des revendications et de la question kurde en France.

Ce processus a été facilité par la figure centrale de Rojbîn, dont l'assassinat a marqué un tournant dans l'implication des militants de la nébuleuse constituée autour d'elle, de Sylvie Jan et de Pascal Torre. Cette implication s'est concrétisée par l'investissement dans le réseau de solidarité pour la cause kurde que constitue France-Kurdistan. L'association a su s'inspirer de la doctrine d'échange culturel et politique, de métissage, instaurée par Rojbîn, et a bénéficié de l'héritage doctrinal et relationnel qu'elle avait initié.

En se positionnant comme une « faiseuse de liens », France-Kurdistan a œuvré pour une organisation de faible intensité hiérarchique, alliant la diffusion et la visibilisation de la question kurde à une solidarité concrète. En outre, nous avons appris que France-Kurdistan, en revendiquant être une association de solidarité pour le peuple kurde, aspire à devenir un acteur international, revendiquant une triple échelle d'action - locale, nationale et internationale - qui vise à influencer les décisions publiques et diplomatiques, tout en construisant, au sein du CNS-K, une coordination des acteurs et sympathisants français pour la cause kurde.

En 2013, un véritable tournant a été atteint dans cette militance pour la solidarité avec le peuple kurde. Cette année marque non seulement le début d'une possibilité réelle de traduction des récits et revendications kurdes dans l'espace national et politique français, mais aussi l'entrée de la question kurde dans une nouvelle phase qui redistribue considérablement les cartes. La question kurde « en guerre », et en particulier la bataille de Kobanê, symbolise l'entrée dans une nouvelle phase politique, que nous allons désormais étudier dans le chapitre III.

Partie III : La séquence de la bataille de Kobanê, un tournant dans la représentation kurde et l'influence kurde sur la politique française (2013-2023)

La question kurde « en guerre » échappe à la seule réalisation indépendantiste. On a une réactivation de certains discours qui permettent une réactualisation des revendications kurdes dans un lexique compréhensible de l'occident et qui appelle à un idéal. Interdépendance des idées, nouveautés des outils de communication et idée que c'est vraiment l'avant-garde de la démocratie qui se bat.

Chapitre 1. La bataille de Kobanê : réactualisation de la question kurde en temps de guerre, création d'une nouvelle identité et filiation historique

Le conflit syrien et la bataille de Kobanê ont profondément bouleversé la représentation de la cause kurde, propulsant celle-ci sous un nouvel éclairage. Au cœur de ces tensions, le Parti de l'Union Démocratique (PYD) a émergé en tant qu'acteur à la

fois singulier et marginalisé, parvenant néanmoins à s'affirmer lors de moments clés, affirmant son hégémonie et revendiquant une position centrale. Le PYD s'est non seulement engagé à défendre un projet politique dans le Rojava, mais s'est également positionné en défenseur des valeurs démocratiques, en tissant des liens d'interdépendance avec la communauté internationale.

Au cours de ce processus, le PYD a construit et déployé un discours puissant et un récit collectif percutant, véhiculant l'idée que leur lutte locale représente un combat global pour la démocratie. Cette redéfinition de l'identité kurde et de sa cause historique a résonné fortement avec les aspirations de la gauche française, offrant à France-Kurdistan l'opportunité d'entrer dans une nouvelle phase de soutien à la cause kurde, tout en naviguant avec plus d'aisance dans le champ politique français. C'est ce que nous allons maintenant étudier dans cette partie.

1. La guerre civile « hispano-syrienne » ? La bataille de Kobanê et le double-rôle kurde dans le combat contre l'Etat Islamique

Dans un article du journal britannique *The Guardian*, publié le 10 octobre 2014, l'anthropologue anarchiste David Greaber déclare à propos du Rojava : « Il existe d'innombrables différences entre ce qui s'est passé en Espagne en 1936 et ce qui se passe aujourd'hui dans le Rojava, les trois provinces kurdes situées dans une grande partie du nord de la Syrie. Mais les similitudes sont si frappantes, et si pénibles, que je pense qu'il est de mon devoir, pour quelqu'un qui a grandi dans une famille dont la politique était à bien des égards définie par la révolution espagnole, de dire : nous ne pouvons pas laisser cette expérience se terminer une fois de plus de la même façon¹⁸³. » Cet extrait de l'article explique en partie l'objectif double de cette section : comprendre l'impact d'une « question kurde en guerre » sur divers aspects tels que les représentations, le récit, les mobilisations et l'engagement solidaire, et examiner ce que signifie le « moment Kobanê » et son analogie avec la guerre civile espagnole.

Pour contextualiser la guerre civile en Syrie, qui s'est régionalisée avec le combat contre l'État islamique, il convient de cerner la position de la communauté kurde en Syrie.

¹⁸³ Article traduit par l'OCL. « Pourquoi le monde ignore-t-il les révolutionnaires Kurdes de Syrie ? » - OCL - Organisation Communiste Libertaire. 10 octobre 2014.
http://ocl.libertaire.free.fr/spip.php?article1588&var_recherche=rojava

Originellement intégrée au Kurdistan turc, l'instauration de la frontière syro-turque a divisé cette population, facilitant ainsi sa domination par les pouvoirs turc et syrien. En Syrie, les Kurdes, qui représentent environ 15% de la population, forment la plus importante communauté ethnique. Toutefois, ils sont relégués à un statut de citoyens de seconde zone : ils ne bénéficient pas de la nationalité syrienne et sont perçus par le pouvoir de Damas comme des étrangers vivant sur le sol syrien.

Cette marginalité les a positionnés, à la suite des émeutes de Qamishlo en 2004, en tant que « avant-garde de la contestation du régime¹⁸⁴ ». Toutefois, le début de la guerre civile syrienne en 2011 a entraîné un éloignement avec l'opposition syrienne arabe, dont les objectifs ne reflétaient pas nécessairement leurs aspirations, tout en nourrissant une méfiance envers la population majoritaire. Néanmoins, il est important de noter que Bachar el-Assad a tenté, aux premiers moments du printemps syrien, de faire des gestes en direction de la communauté kurde, comme la restitution de la nationalité syrienne aux Kurdes apatrides et la levée de mesures ayant favorisé l'arabisation de régions où ils étaient historiquement majoritaires¹⁸⁵.

L'alliance « objective » réactivée en 2011 entre le PKK et le régime de Damas a permis aux Kurdes syriens, par l'intermédiaire du PYD, ou « Parti de l'Union Démocratique » (« *Partiya Yekîtiya Demokrat* » en kurmandji), de prendre le contrôle des régions kurdes syriennes situées au nord et à l'est du pays. Il est essentiel de comprendre que cette alliance a permis aux deux parties d'éviter l'ouverture de multiples fronts de contestation : pour el-Assad, cela signifiait éviter un conflit simultané avec la contestation arabe et les Kurdes, tandis que pour les Kurdes, cela impliquait d'éviter une confrontation directe avec le régime syrien et la Turquie, qui observait avec inquiétude la consolidation de la communauté kurde syrienne sous l'influence du PKK.

Au centre de notre réflexion, Rémy Héméz observe que : « Les frappes aériennes ne permettront pas de gagner face à Daech. Une action au sol est indispensable : reste à savoir qui veut, qui peut la mener¹⁸⁶. » Parmi les candidats possibles, les Kurdes syriens s'avèrent particulièrement désignés. Cette prédestination, bien que pouvant sembler

¹⁸⁴ FEUERSTOSS Isabelle. « Guerre civile en Syrie : le retour du refoulé ». *Politique étrangère*. 2012. Vol. Automne, n° 3, pp. 601-613. DOI 10.3917/pe.123.0601. <https://www.cairn.info/revue-politique-etrangere-2012-3-page-601.htm>

¹⁸⁵ FEUERSTOSS Isabelle. Op. cit.

¹⁸⁶ HEMEZ Rémy. « Les Kurdes face à Daech : quelle efficacité militaire ? » *Politique étrangère*. 2016. Vol. Printemps, n° 1, pp. 123-134. DOI 10.3917/pe.155.0123. <https://www.cairn.info/revue-politique-etrangere-2016-1-page-123.htm>

évidente, nécessite néanmoins une analyse en termes d'efficacité organisationnelle et militaire, mais aussi sous l'angle idéologique - ce que nous nous proposons d'aborder. Cette désignation a un sens dans notre analyse puisqu'elle détermine aussi le rapport privilégié qui va s'installer entre les branches armées du YPG et YPJ et les traducteurs de la cause kurde en France.

Il est important de se rappeler que la fondation des YPG et YPJ en 2011 et 2012, respectivement, a permis aux forces kurdes du PYD d'organiser une résistance. Initialement dirigée contre les forces d'opposition syriennes, cette résistance a pris une dimension capitale face à l'État islamique, ou Daech, qui a commencé à se développer à partir de 2013. Ce dernier se retrouve alors face à une résistance kurde structurée, ayant bénéficié des camps d'entraînement et de l'expérience de guérilla du PKK depuis les années 1990.

La création du PYD remonte aux premières années du nouveau millénaire et a offert une plateforme pour les idées du PKK à se propager davantage au sein du Kurdistan syrien. Tandis que des combattants syriens continuaient leur formation en Irak et que d'autres luttaienent en Turquie, le PYD a débuté des opérations politiques secrètes en Syrie. Il est réputé avoir été actif durant les émeutes kurdes de 2004¹⁸⁷.

C'est à la fin de 2011, depuis l'enclave d'Afrin, que ces « ex-Syriens du PKK » rejoignent et forment les YPG. En 2015, les YPG constituent une force armée estimée entre 30 000 et 50 000 combattants. Quant aux YPJ, elles comptaient, en 2016, environ 24 000 combattantes, date à laquelle leur commandement s'est autonomisé du YPG. Nous répondons ainsi à la première interrogation, *qui peut ?* Les forces kurdes du YPG et YPJ en sont capables.

Passons maintenant à la question, *qui veut ?* Il convient d'évaluer ici deux éléments clés qui renforcent le moral des combattants et combattantes kurdes. Le combat de ces deux forces armées s'inscrit dans la tradition « des guerres de libération nationale¹⁸⁸ ». Mais au-delà de cela, il s'agit d'une question de survie. Comme le souligne Pascal Torre : « Les Kurdes avaient-ils pensé expulser la mort de leur société, et la mort revenait¹⁸⁹ »,

¹⁸⁷ ROUSSEL Cyril. « Les Kurdes de Syrie et le projet du Rojava : rêve éphémère ou espoir durable ? » *Maghreb - Machrek*. 2014. Vol. 222, n° 4, pp. 75-97. DOI 10.3917/machr.222.0075. <https://www.cairn.info/revue-maghreb-machrek-2014-4-page-75.htm>

¹⁸⁸ HEMEZ Rémy. « Les Kurdes face à Daech : quelle efficacité militaire ? » *Politique étrangère*. 2016. Vol. Printemps, n° 1, pp. 123-134. DOI 10.3917/pe.155.0123. <https://www.cairn.info/revue-politique-etrangere-2016-1-page-123.htm>

¹⁸⁹ Entretien avec Pascal Torre, voir annexe p. I

Daech représentant l'antithèse de la politique kurde. Ce combat est également mené pour la survie d'un mode de vie, pour la sauvegarde de leurs familles et pour l'idéologie politique kurde qui s'est développée à ce moment : le Rojava.

Concentrons-nous à définir en quelques idées, les motivations du combat. Outre la survie qui est une extrêmement mobilisatrice, il faut aussi compter sur l'idée du projet politique, du récit collectif qui inscrit le combat et le légitime.

La réalisation du projet du Rojava illustre la stratégie du « seul contre tous¹⁹⁰ » mise en œuvre par le PYD et ses alliés au Kurdistan syrien. En novembre 2013, le PYD déclare de façon unilatérale la mise en place d'une administration autonome au Rojava, structurée en trois cantons chacun pourvu d'une assemblée législative locale et d'un gouvernement temporaire. Cette initiative représente une avancée innovante, concrétisant pour la première fois les doctrines politiques d'Abdullah Öcalan, leader du PKK, autour de l'autogestion démocratique locale, l'émancipation des femmes, l'anticapitalisme et l'écologie politique.

« Un tel système d'assemblées populaires et multiethniques (composées de Kurdes, d'Arabes, de Tchétchènes, de chrétiens, de Turkmènes) propres à chaque canton, rappelle par exemple le principe d'autogouvernance locale de l'époque de la Commune, posant ainsi les fondations pour un possible « futur système décentralisé de gouvernance fédérale » dans le pays¹⁹¹. »

Cependant, cette proclamation unilatérale d'autonomie a été fraîchement accueillie par d'autres acteurs kurdes, qui ont décrié cette démarche comme une « décision unilatérale¹⁹². » Le Rojava se heurte également à un « triple embargo¹⁹³ » (syrien, turc, kurde irakien) ainsi qu'à un isolement diplomatique. En dépit de ces obstacles, un système de gestion commence à prendre forme dans le Rojava, avec des « ministres¹⁹⁴ » chargés de définir les grandes orientations. Des secteurs tels que la santé, la distribution d'énergie

¹⁹⁰ ROUSSEL Cyril. « Les Kurdes de Syrie et le projet du Rojava : rêve éphémère ou espoir durable ? » *Maghreb - Machrek*. 2014. Vol. 222, n° 4, pp. 75-97. DOI 10.3917/machr.222.0075. <https://www.cairn.info/revue-maghreb-machrek-2014-4-page-75.htm>

¹⁹¹ Article 13, Constitution du Rojava, 2014.

https://fr.wikipedia.org/w/index.php?title=Constitution_du_Rojava&oldid=202102091

¹⁹² ROUSSEL Cyril. « Les Kurdes de Syrie et le projet du Rojava : rêve éphémère ou espoir durable ? » *Maghreb - Machrek*. 2014. Vol. 222, n° 4, pp. 75-97. DOI 10.3917/machr.222.0075. <https://www.cairn.info/revue-maghreb-machrek-2014-4-page-75.htm>

¹⁹³ ROUSSEL Cyril. Op. cit.

¹⁹⁴ ROUSSEL Cyril. Op. cit.

et l'approvisionnement alimentaire rencontrent néanmoins des problèmes, conséquence de l'isolement territorial et de la guerre à la frontière du Rojava.

Ce projet politique audacieux a non seulement renforcé l'organisation et la stratégie des combattants, mais il leur a aussi fourni un idéal pour lequel se battre. Comme le soulignait Pascal Torre : « Il faut donc être attentif à cette séquence, à la temporalité [...] Je pense que les Kurdes ont été dans l'initiative d'une démarche historique. Il y a eu une opportunité historique avec l'émergence du Rojava. Ça a été quelque chose et est encore aujourd'hui, pour les Kurdes, l'autonomie du Rojava est quelque chose d'absolument essentiel pour le mouvement kurde¹⁹⁵. » La ferveur du combat pour cet idéal s'est particulièrement manifestée lors d'un épisode majeur de notre étude : la bataille de Kobanê.

En septembre 2014, le PYD et ses forces militaires, les YPG, se trouvent confrontés à une offensive inattendue de l'État islamique à Kobanê. La rapidité de l'avancée de l'EI met en lumière les lacunes du YPG, notamment le manque d'effectifs et d'armement, spécialement dans la zone assiégée de Kobanê¹⁹⁶. La chute de Kobanê aurait porté un coup dévastateur au PYD, signifiant potentiellement la fin de la présence kurde dans cette région et fragilisant par ricochet les autres cantons kurdes d'Afrin et de Jazira. Le risque d'un nettoyage ethnique était palpable.

La bataille de Kobanê devient alors un enjeu stratégique majeur, captivant l'attention de la communauté internationale. C'est précisément à ce moment que les États-Unis décident d'étendre leurs frappes aériennes à la Syrie. À la suite d'une série de pourparlers et de pressions exercées par les Américains, la Turquie accepte de laisser un petit contingent de Peshmergas irakiens venir en renfort du YPG. Même si cette assistance militaire a une portée principalement symbolique, elle contribue à rompre l'isolement du PYD et du YPG, tant sur le plan politique que militaire.

L'issue de la bataille de Kobanê constitue un tournant décisif pour le PYD. Malgré d'importantes pertes humaines et une destruction massive de la ville, le YPG parvient à repousser les forces de l'EI en janvier 2015. Cet épisode a non seulement démenti l'image d'invincibilité de l'EI, mais a également permis au PYD de renforcer son moral, de nouer

¹⁹⁵ Entretien avec Pascal Torre, voir annexe p. I

¹⁹⁶ DESOLI Francesco. « L'avant- et l'après-Kobanê : défis et opportunités pour les Kurdes de Syrie ». *Outre-Terre*. 2015. Vol. 44, n° 3, pp. 273-285. DOI 10.3917/oute1.044.0273. <https://www.cairn.info/revue-outre-terre2-2015-3-page-273.htm>

une alliance sans précédent avec les États-Unis et d'obtenir une visibilité médiatique considérable. De plus, la défense héroïque de Kobanê par le YPG a fourni au PYD l'occasion de se positionner comme un bastion de la démocratie et un rempart contre l'EI, un discours qui a trouvé un écho positif en Occident.

On peut comprendre tout cela lorsque Pascal Torre dit :

« Pascal Torre : Il faut bien se remémorer qu'ils étaient paniqués à l'époque de la bataille de Kobanê, on savait au jour le jour, dans quelle maison on se battait. Et puis, si Kobanê tombait, s'en était fini du Rojava. Les derniers jours, ils restaient une vingtaine de maisons lorsque les premiers bombardement américains et français ont été envoyé. Donc il fallait vraiment utiliser tous les moyens possibles, pour sauver les choses et la temporalité ici, est à mon avis essentielle. La représentation des femmes avant Kobanê, ce n'était pas celle-ci, Kobanê a ouvert une séquence intéressante, qui montre l'interdépendance des choses. Comment il y a un imaginaire mondial qui existe autour d'un certain nombre de valeurs qui apparaissent comme progressistes et que certains mouvements s'approprient. »

(Extrait de l'entretien du 8 mars 2023 avec Pascal Torre)

La réponse de Pascal Torre offre un aperçu de l'état d'esprit des dirigeants du PYD et des réalités politiques auxquelles les Kurdes ont dû faire face pendant la bataille de Kobanê. Il évoque l'état de panique et de désespoir qui régnait parmi les Kurdes à cette époque, soulignant à quel point ils étaient proches de perdre la bataille - et donc le Rojava - sans l'intervention des forces aériennes américaines et françaises.

Torre souligne également comment le PYD a utilisé cette « interdépendance des choses » pour façonner son discours et attirer l'attention internationale. Cela témoigne de la stratégie politique habile des Kurdes pour se positionner en tant que défenseurs de valeurs progressistes, afin de renforcer leur cause et obtenir un soutien international plus large. C'est d'ailleurs un sujet que nous approfondirons par la suite surtout sur les questions de représentations des femmes et des stratégies de représentations mise en place à partir de cette période.

Néanmoins une autre idée se dégage de cette réponse de Pascal Torre, le discours développé par le PYD. Il y aurait un double intérêt occidental à prendre part et aider

l'organisation kurde dans son combat. Il me le décrit un peu plus dans la suite de notre entretien :

« Pascal Torre : Je crois qu'il y a eu une intensification de tous les instruments politiques pour sauver le Rojava. Ils ont utilisé deux thématiques à ce moment-là : la première, les djihadistes ont mis des bombes en France et ce sont les Kurdes, qui combattons les djihadistes. Ça a été très fort, ce qui était par ailleurs vrai. La deuxième, nous défendons les mêmes valeurs »

Cette conception très puissante qui se développe à partir de ce moment-là offre aux dirigeants du PYD l'opportunité d'attirer l'attention de l'Occident. Comme Léo Michel le fait remarquer, c'est en raison de « son engagement militaire contre Daesh¹⁹⁷ » mais aussi en raison de la défense et du partage de « mêmes valeurs ». Cette nouvelle stratégie, rendue possible notamment par le fait que le PYD ne soit pas classé en tant « qu'organisation terroriste¹⁹⁸ », offre l'opportunité de développer un discours et un récit où le PYD, son projet politique - le Rojava - et ses forces armées - les YPG et YPJ - sont présentés comme à l'avant-garde de la démocratie.

Un point de vue que je trouve particulièrement pertinent et intéressant est celui proposé par Edouard Sill qui décrit le développement d'une « hispanisation¹⁹⁹ » du conflit syrien. C'est-à-dire, une réappropriation de l'imaginaire de la guerre civile espagnole en tant que prisme d'interprétation. L'usage de référentiels communs situe alors la bataille de Kobanê et la guerre menée par le PYD en Syrie dans une continuité historique de lutte contre les fascismes. Dans les deux cas, on dénonce une « passivité des démocraties » comme une « seconde non-intervention ». Il y a également une analogie manifeste dans les soutiens militaires étrangers et la contestation interne des forces politiques. À ce sujet, Sill cite Owen Jones, journaliste britannique pour The Guardian, qui, reprenant le rôle de George Orwell, met en garde : « [Le Rojava, c'est] notre Espagne. Les autoritaires extrémistes qui méprisent la démocratie, les femmes et la liberté sont en guerre contre ce qui devrait être un phare international, une société qui offre un exemple bien au-delà du

¹⁹⁷ Entretien avec Léo Michel, voir annexe p. I

¹⁹⁸ La Turquie est le seul Etat à qualifier l'organisation comme tel.

¹⁹⁹ SILL Édouard. « Présences, revenances et rejeux espagnols dans l'internationalisme combattant féminin au Rojava (2014-2018) ». *Cahiers d'histoire. Revue d'histoire critique*. 1 mai 2019. N° 141, pp. 97-117. DOI 10.4000/chrhc.9870. <https://journals.openedition.org/chrhc/9870#ftn25>

Moyen-Orient. [...] Les abandonner maintenant serait un crime honteux qui ne sera jamais oublié²⁰⁰. » Une dernière analogie tout à fait intéressante réside dans la présence de groupes de combattants internationaux. Bien que tous ne soient pas issus de l'extrême gauche, une véritable « filiation avec les Brigades Internationales » est non seulement assumée, mais aussi revendiquée par le Rojava qui invoque « l'esprit » de ces brigades dans le combat mené.

La guerre civile syrienne et la bataille de Kobanê ont complètement modifié la donne de la question kurde. Il est important de saisir le climat extrêmement tendu et difficile qui a conduit à la bataille de Kobanê. Le PYD s'est rapidement positionné dans le conflit comme un acteur singulier, isolé et marginalisé, mais il a également su identifier les moments opportuns pour revendiquer une certaine hégémonie. Cela s'est exprimé d'abord dans la défense d'un projet politique via le Rojava, mais aussi dans la défense des démocraties en s'insérant dans un réseau d'interdépendance avec les acteurs internationaux.

Le PYD a réussi à établir un discours et un récit collectif qui ont su s'imposer à l'attention des démocraties occidentales : se battre « ici », c'est se battre pour la démocratie. Pour poursuivre notre analyse, nous allons maintenant étudier plus en détail cette refonte du récit kurde par le PYD, l'héritage qu'il revendique et les méthodes qu'il emploie pour déployer son récit collectif.

2. Une nouvelle approche de l'auto-promotion

Dans le cadre de mes recherches, une démarcation s'est nettement dégagée entre la manière dont le PYD et le PKK se perçoivent et se représentent. Le PKK affichait une posture guerrière et viriliste, que l'on retrouve par moments dans l'autoreprésentation du PYD et de ses diverses factions. Néanmoins, un aspect demeure indubitable : le PYD cherche à se dépeindre en tant que force pacifique. Cette force se veut être une organisation politique moderne, engagée dans les questions d'écologie politique, de féminisme et de paix sociale et ethnique. C'est une différence à étudier qui est crucial pour comprendre la manière dont France-Kurdistan repositionne sa traduction de la cause kurde à partir du « moment Kobanê ».

²⁰⁰ JONES Owen. « *Kurdish Afrin is democratic and LGBT-friendly. Turkey is crushing it with Britain's help* », dans The Guardian du 16 mars 2018

Examinons d'abord l'existence de nombreuses chaînes et comptes officiels représentant les différents organes militaires. Les YPG disposent de leur propre chaîne *YouTube*, où ils publient régulièrement des vidéos. Certaines de ces vidéos reprennent les codes du PKK que nous avons déjà étudiés, tels que les interviews et les récits de vie de militants armés, des scènes de guerre, des hommages aux martyrs. Cependant, plusieurs différences méritent d'être notées. Tout d'abord, l'existence de nombreux entretiens avec des membres de la section internationale des YPG, incluant des combattants américains, français et britanniques²⁰¹. De plus, une différence substantielle réside dans la langue et les sous-titres disponibles. Les YPG, grâce à la légalité de leur action, peuvent communiquer plus aisément. La traduction et le sous-titrage permettent à l'organisation de produire des vidéos de promotion qui seront accessibles à un public occidental anglophone.

Ce qui peut également distinguer de manière significative l'auto-promotion kurde des YPG et YPJ, c'est la question des moyens. Il est perceptible que les vidéos sont financées, montées et mises en scène. Des vidéos comme celle célébrant l'anniversaire du leader du peuple kurde, Abdullah Öcalan, et le cinquième anniversaire de la création des YPJ²⁰², montrent des défilés d'assez grande envergure, où la captation vidéo fait partie intégrante de la célébration. Il est à noter l'existence d'un « media center » du YPG, l'organe de presse officiel du groupe armé. Le site internet officiel du YPG témoigne d'une aisance accrue à utiliser les outils de communication numérique.

Une autre représentation développée par le YPG et YPJ réside également dans la relation aux civils. Contrairement au PKK qui se représentait dans le maquis, souvent isolé dans les montagnes, les YPG et YPJ se filment souvent au milieu des civils. Parfois même, ils relatent leurs actions de sauvetage de civils, comme dans une vidéo prise à Raqqa le 13 octobre 2017²⁰³, où une combattante du YPJ explique la situation et sa mission d'aide aux civils de la ville, le tout sous-titré en anglais.

Parallèlement, il y a aussi l'existence du « YPJ media center », sur *YouTube* et *Twitter*. La chaîne *YouTube* est particulièrement intéressante car elle propose, en plus de

²⁰¹ « *American YPG fighter tells his story of coming and joining the fight* », 2017.
<https://www.youtube.com/watch?v=Ee4U0918UYo>

²⁰² « *Şervanên YPJ bi merasîmek biheybet 8ê Adarê pêroz kirin* », 2023.
<https://www.youtube.com/watch?v=ZvL19lhGZcc>

²⁰³ « *YPG-led SDF rescued dozens of Syriac Christians from ISIS in eastern Raqqa* », 2017.
<https://www.youtube.com/watch?v=qykWQoAzjI0>

contenus similaires à ceux du YPG, des documentaires. Par exemple, le 24 avril 2023²⁰⁴, un documentaire commémorant et relatant l'histoire du génocide arménien a été publié.

L'existence d'un « media center » distinct, contrôlé et dirigé par les femmes changeant la donne sur les contenus et laisse plus libre la représentation des combattantes²⁰⁵. On peut d'ailleurs penser que c'est une revendication gagnée par les combattantes et qui peut se comprendre par l'analyse de Paola Tabet sur la direction masculine de la presse : « le contrôle par les hommes de la production et de l'emploi des outils et des armes [était] la condition nécessaire de leur pouvoir sur les femmes, basé à la fois sur la violence (monopole masculin des armes) et sur le sous-équipement des femmes (monopole masculin des outils).²⁰⁶ » La présence de divers groupes ethniques au sein du territoire, mais aussi au sein des YPJ, élargit la représentation que les groupes kurdes proposent. Cela marque un éloignement d'une vision sectaire et fermée des Kurdes pour s'inscrire dans une histoire régionale de lutte contre l'oppression.

C'est également visible dans une vidéo publiée par les YPG montrant le sauvetage de civils syriaques chrétiens à Raqqa en 2017. Les femmes et les enfants sont présentés comme des victimes du joug islamiste et posent en faisant un « V » avec deux doigts, signe de ralliement à la cause de l'AANES. La vidéo propose aussi un témoignage de la vie de ces civils qui ne pouvaient utiliser leurs noms chrétiens. Certaines femmes ironisent en expliquant que si elles étaient plus jeunes, elles rejoindraient le combat. Une autre vidéo publiée par le YPJ filme un appel vidéo entre une jeune fille yézidie²⁰⁷ et des membres de sa famille. La scène se veut intimiste, et la caméra placée juste derrière la jeune fille place le spectateur presque dans le moment de l'appel lui-même. Ces vidéos montrant les différentes ethnies « sœurs » des Kurdes tendent à présenter la lutte comme légitime et à émouvoir le spectateur face à la noblesse de la lutte kurde contre les oppressions ethniques. Il peut être quelque peu dérangent d'être plongé autant dans cette intimité, et il est nécessaire de garder un regard critique, mais il est bien question là pour les différents groupes kurdes de transformer leurs stratégies d'auto-promotion vers un

²⁰⁴ « Komkujiya Li Ser Gelê Ermenî (24 Avrêla 1915) Dokumanter », 2023. https://www.youtube.com/watch?v=EGLZoJfhE_8

²⁰⁵ Voir SEDEL Julie. « 7. Le genre des états-majors des médias ». In : *Dirigeants de médias : Sociologie d'un groupe patronal*. Rennes : Presses universitaires de Rennes. pp. 233-251. Res publica. ISBN 978-2-7535-8576-8. <http://books.openedition.org/pur/146855>

²⁰⁶ TABET Paola. *Les Mains, les outils, les armes. Homme*. 1979. Vol. 19, n° 3, pp. 5-61. DOI 10.3406/hom.1979.367998. https://www.persee.fr/doc/hom_0439-4216_1979_num_19_3_367998

²⁰⁷ « Keça Êzîdî Wefaa Elî Ebbas Bi Malbata Xwe re Axîfî #YPJ » YouTube, 2023. <https://www.youtube.com/watch?v=yEIui0T1Yuk>

espace plus inclusif, accessible et compréhensible de l'occident. C'est aussi l'occasion pour la cause kurde de montrer son ouverture et la légitimité de son combat.

Les vidéos produites ne sont pas uniquement dirigées vers l'occident, mais il est visible que la production mise en place dans cela répond aussi à une volonté de rendre la lutte kurde en Syrie visible à l'échelle internationale. Léo Michel²⁰⁸ m'a ainsi expliqué à ce propos : « Il y a ce logiciel internationaliste qui est assez prégnant et les Kurdes ont su jouer là-dessus pendant la période de conflit armé. » C'est aussi illustré par la publication par le YPJ d'une vidéo le 4 avril 2023²⁰⁹ sur un rassemblement allemand pour célébrer l'anniversaire de la fondation du YPJ. Une série de messages publics de militants pour la cause kurde et de membres de la diaspora kurde se succèdent, tous appelant à soutenir la cause de l'AANES et l'action du YPJ. Il est souvent exprimé l'espoir réalisé par l'AANES et le YPJ d'une révolution menée par les femmes, ce qui ferait de leur action une action historique et décisive pour la lutte de toutes les femmes. En cela, se constitue aussi une idée d'internationalisation et d'interdépendances des idées. Enfin, nous observons également une différence avec le PKK, car des sympathisants et militants non-kurdes répondent aux appels et participent activement aux stratégies d'auto-promotion des organisations kurdes.

La chaîne du YPJ propose aussi une émission intitulée « l'Ère de la femme²¹⁰ », qui est une série de reportages et de récits visant à expliquer l'histoire des femmes kurdes et surtout l'histoire du YPJ. La série de trois épisodes de 25 minutes propose de retracer l'histoire des dirigeantes et leur lutte politique et militaire depuis 10 ans. Le montage mêle des entretiens avec les principales dirigeantes historiques de l'organisation, des images d'archives des combats et de la vie au sein de la branche armée, mais aussi des rencontres avec des civils.

Néanmoins, des représentations martiales et militaristes perdurent. Des vidéos peuvent toujours montrer des combattants et combattantes en rang, criant des slogans guerriers ou de révolte. Toutefois, une différence de ton semble persister entre les vidéos que proposait le HPG et celles des YPG et YPJ. Les vidéos présentant des faits d'armes,

²⁰⁸ Léo Michel est un militant communiste et militant au sein de France-Kurdistan. Il est étudiant à Science Po Lyon et faisait son stage de fin d'étude comme collaborateur parlementaire auprès de Mme. Laurence Cohen. Il est co-rédacteur de la tribune de juillet 2022 et l'entretien réalisé avec lui montre bien les liens privilégiés intellectuels et organisationnels entre le PCF et France-Kurdistan.

²⁰⁹ « *Peyamên Gel Bi Boneya Salvegera Damezirandin a YPJ* », YouTube, 2023.

<https://www.youtube.com/watch?v=b1lcDwm4XB8>

²¹⁰ « *SERDEMA JIN- (YPJ)-Beşa 1* », 2023. <https://www.youtube.com/watch?v=PiOPfJ6CORc>

des opérations militaires, sont toujours présentes en nombre sur les deux chaînes, mais il est indéniable que la chaîne masculine en propose nettement plus. Parmi plus de 1000 vidéos diffusées sur la chaîne YPG Press Office²¹¹, il est remarquable que les plus populaires concernent majoritairement le combat. En effet, parmi les 20 vidéos les plus visionnées, 12 d'entre elles traitent de scènes de bataille, de guerre ou de guérilla, cumulant à elles seules 9,5 millions de vues. Des 8 vidéos restantes, une présente un contenu musical, deux autres mettent en scène des civils exprimant leur admiration pour le groupe armé libérateur, tandis que les cinq dernières dépeignent des cérémonies commémorant l'anniversaire d'Öcalan ou célébrant des batailles victorieuses.

La richesse des outils de communication kurdes contemporains, allant des chaînes *YouTube* aux comptes *Twitter*, a permis une représentation plus diverse et internationale de la lutte kurde. L'accent est mis sur la qualité de production et l'accessibilité, élargissant ainsi la perspective sur la réalité kurde en Syrie. Cette nouvelle communication permet de souligner l'importance des femmes dans la société et le combat kurde, ainsi que le récit d'une lutte contre toutes les oppressions, au-delà de la seule cause kurde.

Ces avancées en termes de communication ont ouvert la voie à un engagement plus important de la part des acteurs occidentaux, modifiant ainsi la position de structures comme France-Kurdistan. Examinons maintenant comment ces transformations ont influencé la représentation des revendications kurdes depuis le « moment Kobanê ».

3. *France-Kurdistan et la traduction du « moment Kobanê »*

L'émergence d'un consensus plus large autour du Rojava a facilité le soutien et la traduction de la cause kurde. La lutte des Kurdes syriens est perçue comme interdépendante de la réalisation d'objectifs féministes, écologistes et de pacification inter-ethnique, ouvrant ainsi un espace politique plus large en France. Paradoxalement, à l'époque du « moment Kobanê », la « question kurde en guerre » peut transcender une visée strictement indépendantiste pour proposer une solution plus vaste, visant la pacification de la région.

Sylvie Jan, illustre ce changement d'orientation dans un texte publié en février 2015. Elle écrit : « Les images des jeunes combattantes kurdes affrontant héroïquement

²¹¹ YPG Press Office – *YouTube*. <https://www.youtube.com/@YPGPRESSOFFICE/videos>

les forces de Daesh à Kobanê ont fait le tour du monde, suscitant étonnement et admiration²¹² », et conclut : « Il y a une urgence absolue à développer la solidarité, la connaissance mutuelle, les échanges politiques, ou les coopérations entre villes. Les combattantes kurdes, qui nous ont tant émus, ont gagné contre Daesh pour toute l'humanité, au nom de leur révolution et des valeurs universelles²¹³. » Il est crucial de saisir le changement de ton de France-Kurdistan à partir de la victoire à Kobanê : l'organisation traduit désormais l'espoir et l'idéal véhiculés par cette bataille. Le texte met en lumière les progrès significatifs du projet kurde du Rojava et de l'AANES. Il démontre en outre que France-Kurdistan est désormais plus à l'aise pour soutenir un projet kurde qui semble en phase avec les aspirations des militants de gauche en France.

Il apparaît que le « moment Kobanê » offre à France-Kurdistan une opportunité d'exprimer sa solidarité envers le peuple kurde avec une plus grande facilité. À ce sujet, Pascal Torre m'a confié que :

« Pascal Torre : [...] on a fait un parrainage dans la Nièvre avec une ville de droite, où il se trouve qu'il y a une femme très sensibilisée par la question de l'engagement des femmes kurdes, sur le registre que nous avons évoqué tout à l'heure, et qui un jour nous a envoyé un message sur la page Facebook voyant que l'on organisait des parrainages et elle nous dit : « moi je veux organiser un parrainage. »

(Extrait de l'entretien du 8 mars 2023 avec Pascal Torre)

Ce qu'il est essentiel de saisir à propos de cette période, c'est l'impact significatif du « moment Kobanê » sur l'activité de France-Kurdistan, qui se trouve sollicité pour orchestrer des actions de solidarité en collaboration avec une gamme plus large de représentants politiques.

En 2015, Sylvie Jan et Pascal Torre écrivent un livre qui semble résumer ce revirement ou en tant cas qui souhaite acter ce revirement dans le récit au sujet de la question kurde. Ce livre intitulé « La Réponse kurde ²¹⁴ » tente en effet de donner une perspective de résolution de cette question séculaire. Le livre refait l'histoire de ce peuple

²¹² Sylvie Jan. « Les femmes Kurdes de Kobanê ». février 2015. France-Kurdistan

²¹³ Sylvie Jan. Op. cit.

²¹⁴ Sylvie Jan et Pascal Torre. *La Réponse Kurde*. Editions France-Kurdistan. 2015.

jusqu'au projet politique de l'AANES, comme réponse finale à toutes les tentatives politiques essayées jusque-là. Ce livre peut paraître comme un accomplissement d'une part de France-Kurdistan dans sa capacité à influencer sur l'imaginaire et proposer un récit collectif au sujet de la question kurde, dont les réponses existent. Mais c'est aussi l'aboutissement pour France-Kurdistan de sa métamorphose en une association qui produit sa connaissance, la diffuse et devient « faiseuse de liens » aussi bien du point de vue militant, qu'intellectuel.

Le « moment Kobanê » marque un tournant dans la manière dont les revendications kurdes sont interprétées ; l'écho du projet kurde du Rojava aux aspirations de la gauche française permet à France-Kurdistan de surmonter les réticences et difficultés précédemment associées au soutien du PKK. Plus particulièrement, on observe une actualisation de la question kurde en France, qui suscite l'étonnement parmi les militants de France-Kurdistan eux-mêmes et génère un intérêt croissant au sein de la population française pour la cause kurde.

Il est envisageable d'utiliser l'outil conceptuel de la « fenêtre d'Overton²¹⁵ » pour formuler l'argument suivant : le « moment Kobanê » a contribué à rendre plus acceptable en France le soutien aux Kurdes²¹⁶. Cela est illustré par une intervention de Marine Le Pen sur BFM TV le 26 mars 2018, où elle déclare : « Je ne comprends pas que l'on ferme les yeux sur les attaques de la Turquie contre les Kurdes en Syrie. C'est une violation absolue du droit international, pour anéantir des combattants qui nous ont aidés²¹⁷... » Cette déclaration témoigne d'une orientation favorable à la solidarité kurde et d'un contexte propice en France à la mise en avant de cette solidarité. Bien qu'il ne soit pas approprié de considérer l'extrême-droite comme soutien à la cause kurde, il serait pertinent d'explorer davantage comment le « moment Kobanê » a ouvert un espace de débat sur la question kurde en France.

²¹⁵ La « fenêtre d'Overton », du nom de son concepteur, est cette idée que les idées deviennent acceptables car elles se situent à un moment donné dans une « fenêtre d'idées acceptables ».

²¹⁶ BERNSTEIN Mark et HOOPER Clare. « Petit mode d'emploi des médias sociaux à l'usage des personnes malveillantes ». ARVANITIS, Rigas (trad.), *Revue d'anthropologie des connaissances*. 1 mars 2021. Vol. 15, n° 1. <https://journals.openedition.org/rac/19727#ftn9>

²¹⁷ LE PEN Marine, @MLP_OFFICIEL. « Je ne comprends pas que l'on ferme les yeux sur les attaques de la #Turquie contre les Kurdes en #Syrie. C'est une violation absolue du droit international, pour anéantir des combattants qui nous ont aidés... » #BourdinDirect. Twitter. 26 mars 2018. https://twitter.com/MLP_officiel/status/978170934585647105

Toutefois, le « moment Kobanê » a parallèlement engendré certaines tensions dans l'interprétation de la cause féministe kurde, sujet que nous devons à présent examiner.

Chapitre 2. La féminisation de la représentation kurde à l'époque de Kobanê : récits, stratégies et impacts

Le « moment Kobanê » incarne un tournant significatif dans la féminisation de la cause et de la représentation kurde, entraînant une évolution indéniable dans la perception et la reconnaissance de la lutte kurde. Dans ce contexte, la nécessité de comprendre la stratégie mise en œuvre par les organisations kurdes se fait ressentir. En parallèle, cette intensification de la représentation féminine, à l'image des combattantes du YPJ se positionnant comme l'avant-garde de la lutte féministe, a pu engendrer une certaine ambivalence au sein de France-Kurdistan, malgré la reconnaissance de la pertinence historique et stratégique de cette démarche.

En outre, il est crucial de considérer la manière dont France-Kurdistan aborde ces nouveaux enjeux et les articule avec sa propre mission. Son approche « culturaliste » permet, en effet, d'établir un équilibre prudent entre une reconnaissance respectueuse des complexités de la cause kurde et une distanciation vis-à-vis de la dimension strictement partisane de cette question. Cette stratégie semble non seulement faciliter le métissage des pratiques, mais également servir de catalyseur pour une valorisation et une transmission efficace de la représentation culturelle kurde. En dépit de possibles divergences discursives et d'incompréhensions occasionnelles, l'orientation « culturaliste » de France-Kurdistan révèle son efficacité à donner sens et voix à la lutte kurde pour une reconnaissance culturelle, incarnant ainsi une réponse adaptée et réfléchie à l'époque de Kobanê.

1. La mise en place de la représentation « maximaliste » des combattantes du YPJ durant le « moment Kobanê »

Ce que l'on peut discerner à travers la production de vidéos d'auto-promotion du YPJ, c'est une représentation, que Pascal Torre qualifierait de « maximaliste », de la femme kurde en posture combattante. Il est crucial de comprendre que le YPJ et les mouvements kurdes en France ont délibérément utilisé ces stratégies de représentation lors de la bataille de Kobanê pour captiver l'attention occidentale. Selon Pascal Torre,

cette démarche relève d'une tactique consciente mise en place en réaction à l'état de « panique » induit par l'assaut sur Kobanê. Les mouvements kurdes en France souhaitent mettre en exergue la question des femmes car, selon ses termes, « ça va toucher les Européens²¹⁸ ». Le YPJ a profité d'une tendance favorable et d'une opportunité discursive pour parvenir au déploiement massif d'un discours de la femme kurde résistante, « belle » et combattive. Torre est catégorique : il ne s'agissait pas d'une tentative dissimulée, mais bien d'une stratégie destinée à éveiller la sympathie des Européens.

Dans une interview pour ANF²¹⁹, un site d'information kurde, Nesrin Abdullah, porte-parole des YPJ dit :

« Cela nous a permis d'avoir un grand impact international. Nous avons eu beaucoup de visites de différents pays. Les intellectuels, les auteurs et les politiciens ont donné un retour positif. Nous avons vu que nous avons transformé leur perception des femmes. [...] Bien sûr, nous avons mené de nombreuses activités diplomatiques publiques et privées en 2016. Le résultat de ces efforts était de refléter les résultats de nos pratiques en dehors du Rojava. De nombreux documentaires, clips promotionnels, entrevues et livres ont été préparés sur le YPJ. Je pense que c'est le YPJ qui s'exprime le plus efficacement. »

Cet entretien avec la combattante témoigne de la totale conscience de la stratégie dont le YPJ use à ce moment-là. Cette stratégie de mise en valeur du combat des femmes permet en outre aux combattantes de créer leur propre récit dont elles sont en partie maîtresse. Quand bien même une traduction de la part des militants de France-Kurdistan est opérée dans leurs actions, cette traduction ne peut se défaire d'un récit plus global et très attractifs que le groupe armé installe.

Des récits collectifs attractifs sont déployés, par exemple, il était couramment avancé que « les combattants islamistes tués par des femmes ne pouvaient pas aller au paradis ». Jan décrit cette assertion comme l'expression d'une « intelligence de communication²²⁰ ». En effet, ce genre de narration permettait non seulement aux

²¹⁸ Entretien avec Pascal Torre, voir annexe p. I

²¹⁹ « YPJ Spokeswoman: We also fight for a mental and intellectual liberation », janvier 2017. ANF News <https://anfenglish.com/women/ypj-spokeswoman-we-also-fight-for-a-mental-and-intellectual-liberation-17843>

²²⁰ Entretien Sylvie Jan, voir annexe p. I

mouvements féministes européens de s'identifier à cette cause, mais créait également une sorte « d'aura » autour des combattantes du YPJ.

Sylvie Jan insiste sur le fait que cette stratégie était effectivement destinée à influencer « l'opinion internationale ». Ce qui semble la gêner n'est pas tant le fait que les femmes ont été sur-représentées, mais que cela ne reflétait pas la réalité et aurait même pu occulter les autres combattants. En effet, elle m'indique que les femmes n'étaient pas « majoritaires » dans les combats à Kobanê, ni à Raqqa. De plus, elle exprime une préoccupation quant à la possibilité que cela ait rendu moins visible l'engagement des Syriens arabes, ce qui était pourtant également une première, et révélait la capacité du récit du Rojava à mobiliser toutes les communautés ethniques dans la lutte contre Daesh.

Poursuivant sur sa lancée, Sylvie Jan affirme également que la presse française s'est excessivement concentrée sur les images des combattantes du YPJ :

« Sylvie Jan : Disons que le moment où la seule image qui revenait à chaque fois, était celle de la jolie femme kurde, vaillante avec une kalashnikov sur l'épaule, le foulard fleuri sur la tête, cela a pu créer de la discussion. Donc on a toujours discuté cette représentation. Mais ce n'était pas trop les organisations kurdes. Quand j'y réfléchis, c'est honnête dans ma perception, c'étaient surtout les médias qui se servait de nos amis Kurdes, partout dans le monde, pour mettre en avant un certain type de discours. Et donc nous, on a effectivement eu de la distance avec ça. »

Sylvie Jan souligne que, bien que le YPJ ait mis en avant les femmes combattantes lors de la bataille de Kobanê, une part de responsabilité incombe à la presse française qui n'a pas su diversifier la variété d'images produites par le YPJ en pleine campagne de communication. Son reproche concerne moins la surreprésentation des femmes combattantes que le manque de diversité dans les images diffusées. Certes, le YPJ a exploité ce thème, mais comme nous l'avons précédemment établi, cette organisation armée a généré une multitude d'images parmi lesquelles figuraient de nombreuses combattantes ne correspondant pas à l'image de la « lolita », pour reprendre l'expression de Pascal Torre.

Il est vrai que ces récits ont pu provoquer un certain malaise parmi les militants soutenant la cause kurde qui ne s'identifient pas à ce discours. Toutefois, Torre admet :

« Il est évident que l'exploitation de l'image de ces femmes dans la propagande occidentale a été judicieuse, en particulier pour renforcer le soutien aux mouvements kurdes. Qui ne l'aurait pas fait dans les conditions de ce combat extrêmement ardu, rappelons-le. La bataille de Kobanê a été très éprouvante, et il a été particulièrement difficile de convaincre les gouvernements d'envoyer des armes aux combattants kurdes. » De plus, Torre considère qu'au moment de la bataille de Kobanê, cette stratégie était « justifiée », les enjeux étant trop importants pour ne pas tout mettre en œuvre.

Il convient de mettre cette représentation accrue des femmes dans un contexte de tension extrême. Sylvie Jan a notamment mentionné que cette situation était similaire pendant la guerre du Viêtnam. Là aussi, la mise en avant des femmes combattantes s'est révélée être une stratégie efficace pour obtenir le soutien de l'opinion internationale à leur cause. En outre, une comparaison peut également être faite avec le cas des combattantes pendant la guerre d'Espagne. Il me semble en effet que cette mise en perspective est particulièrement pertinente, puisqu'il existe, comme nous l'avons vu, une véritable filiation revendiquée, ici entre les *Mujeres Libres*²²¹ et les combattantes des barricades de Kobanê. Plus encore, on peut y voir une réelle mobilisation antifasciste par le féminisme à visée internationale. De fait, les combattantes du YPJ se positionne dans un récit international comme l'avant-garde de la lutte féministe. Essayons alors de comprendre pourquoi France-Kurdistan reste sceptique et peut éprouver à nouveau un malaise dans sa retranscription de la cause kurde féministe ?

2. « La révolution des femmes sera notre revanche »

Il est important de rappeler que France-Kurdistan joue le rôle d'un relais de la cause kurde. Le « moment Kobanê » a donné à l'organisation l'occasion d'adopter une tonalité plus enthousiaste vis-à-vis de la cause kurde, facilitant ainsi sa retranscription. Néanmoins, certains slogans continuent de susciter un certain malaise. C'est ce que Sylvie Jan m'explique dans notre entretien :

« Louis : Quel type de slogan vous ne reprenez pas ? »

²²¹ SILL Édouard. « Présences, revenances et rejeux espagnols dans l'internationalisme combattant féminin au Rojava (2014-2018) ». *Cahiers d'histoire. Revue d'histoire critique*. 1 mai 2019. N° 141, pp. 97-117. DOI 10.4000/chrhc.9870. <https://journals.openedition.org/chrhc/9870#ftn25>

Sylvie Jan : Par exemple, le mot « revanche » n'est pas dans notre vocabulaire. Et même si des fois il est détourné de façon intelligente. Genre par exemple au moment de l'attentat de décembre 2022, rue d'Enghien, des femmes ont écrit des poèmes et ont écrit sur leurs pancartes : « Notre revanche sera la révolution des femmes ». Donc ce n'était pas mal comme slogan.

Mais nous, on n'est pas dans la revanche. Ça ne fait pas partie de notre vocabulaire et puis même si on va dire qu'on n'a pas les mêmes rendez-vous. On participe à de très nombreux rendez-vous, mais pas à tous les rendez-vous. Mais aussi parce que ce n'est pas notre rythme, parce qu'il y a ça aussi, c'est que les Kurdes ont un rythme, ils ont une organisation très importante et un fonctionnement propre. Un fonctionnement qui ressemble beaucoup à celui des communistes au XX^e siècle, c'est-à-dire qu'il y a une consigne et tout le monde participe. Bon, on n'en est pas là mais ils ont une organisation très structurée et très hiérarchisée. Et donc cela les mets en situation de pouvoir, par exemple appeler toutes les semaines pendant je ne sais pas combien de temps à des manifestations ou le samedi à proposer des rassemblements à 23 h à Paris. Nous ça ne nous ressemble pas. »

(Extrait de l'entretien du 7 avril 2023 avec Sylvie Jan)

Au travers de cette discussion, Sylvie Jan dévoile un aspect intéressant de la position de France-Kurdistan par rapport à l'agenda kurde. Effectivement, l'organisation exprime et cultive un enthousiasme pour les revendications kurdes post-Kobanê. Toutefois, certaines formulations ne franchissent pas le filtre de traduction de l'organisation. Le terme « revanche » renvoie à la dynamique de martyrologie que nous avons analysée dans le cas du PKK. Cependant, une nuance se dessine entre ces deux difficultés de traduction. Dans ce contexte précis, Sylvie Jan, qui est également militante féministe, se montre plutôt réceptive à un slogan radical qui joue justement sur le concept de revanche, perçue comme une revanche légitime contre le patriarcat. Néanmoins, dans son rôle de coprésidente de France-Kurdistan, Sylvie Jan ne peut intégrer un terme à connotation « belliqueuse » dans le lexique de l'association.

Sylvie Jan souligne également un désajustement par rapport à l'agenda kurde. Celui-ci est particulièrement soutenu et présente de nombreux aspects qui rappellent les méthodes marxistes-léninistes, précisément celles dont Sylvie Jan souhaitait prendre ses distances. France-Kurdistan éprouve le besoin de maintenir une certaine distance par

rapport au discours et à la participation aux événements kurdes, en raison de la radicalité d'un vocabulaire qui semble intraduisible et d'une méthode qu'elle regrette.

De la même manière, nous avons mentionné la participation de Pascal Torre à un débat organisé par des groupes féministes proches des mouvements kurdes. Pascal Torre, en sa qualité de militant communiste et membre de France-Kurdistan, ressent un certain inconfort face aux positions « maximalistes » et parfois radicales qu'il ne se sent pas à l'aise de traduire. Un désalignement notable émerge au cours de cette réunion, comme il le relate :

« Pascal Torre : Par exemple je me suis retrouvé dans un débat autour de la projection d'un film, où étaient invitées des jeunes femmes du mouvement kurde et où mon discours était en décalage par rapport à ce qu'elle pouvaient mettre en avant. Et comment je procédais ? Toujours de la même manière : je disais « voilà, il y a les femmes engagées dans la guérilla et on vous en a parlé, mais maintenant je vais vous parler d'autres femmes » et je parlais d'autres femmes qui sont engagées dans d'autres sphères et à chaque fois que j'ai été confronté à cela, il y avait des divergences. »

(Extrait de l'entretien du 8 mars 2023 avec Pascal Torre)

L'orientation discursive que France-Kurdistan souhaite adopter vis-à-vis des femmes kurdes peut parfois diverger du récit véhiculé par le YPJ et ses relais français tels que le CDK-F, engendrant occasionnellement de légères mécompréhensions entre les organisations. Cependant, la volonté de France-Kurdistan de traduire les nouveaux défis kurdes trouve une certaine résolution dans l'adoption d'une stratégie « culturaliste » pour la représentation des formes kurdes.

3. La traduction en France de la stratégie « culturaliste »

Lors de discussions avec des internautes kurdes, j'interrogeais l'un d'entre-deux sur sa vision du récit collectif kurde. Voici sa réponse :

« Rizbo Botan : Les familles sont également très unies et interagissent beaucoup entre elles. Si vous regardez la politique de l'État turc, ils - ont volé et volent encore des chansons kurdes, parce qu'elles véhiculent

la kurdité - tuent des journalistes et ferment des journaux, parce qu'ils éduquent sur la kurdité - ferment des radios et attaquent des télévisions (y compris des télévisions pour enfants), parce qu'elles représentent la kurdité. Pour l'histoire des chansons kurdes volées, vous pouvez consulter des articles. J'y ai ajouté des liens vers mes commentaires. Les chansons kurdes ont toujours été le principal moyen de sensibilisation et de diffusion des événements politiques. Cela fait partie de notre tradition folklorique²²². »

Cet échange avec Rizbo Botan est particulièrement éclairant concernant les initiatives de France-Kurdistan en matière de traduction des formes de représentations kurdes. La dimension culturelle, notamment incarnée par la chanson, joue un rôle prépondérant dans la lutte kurde et dans la façon dont elle façonne sa représentation et son récit. Le fait que Botan pointe du doigt l'« appropriation » des chants kurdes par l'État turc évoque les méthodes coloniales de spoliation et d'effacement des cultures sous domination.

La transformation de la musique traditionnelle kurde en Turquie, dans le cadre de politiques d'assimilation culturelle, a conduit à une altération significative de ces œuvres originales. Ce processus impliquait la collecte de mélodies kurdes dans différentes régions du pays²²³, qui étaient ensuite traduites et réinterprétées en turc. Ce phénomène a été interprété comme une forme de pillage culturel, menant à une dégénérescence des œuvres d'art plutôt qu'à une transformation constructive par l'interaction culturelle.

Deux exemples pertinents peuvent illustrer ce processus²²⁴. D'abord, la chanson « *Lê Dotmam* », originellement interprétée en langue kurde, a été traduite et interprétée en turc comme « Je suis orphelin, je suis seul » (« *Ben yetim, ben öksüz* »). De même, l'œuvre « *Cotkar* », également en kurde, a été traduite en « Rose Blanche, Rose Rouge » (« *Beyaz Gül, Kırmızı Gül* »). Ces traductions, en plus de modifier la langue originale de

²²² Rizbo Botan, « Families are also very tightly knit and interact with each other a lot. If you look at Turkish state policy, they - stole and still steal Kurdish songs, because they convey Kurdishness - kill journalists and close newspapers, because they educate about Kurdishness - close radios and attack televisions (child televisions included), because they represent Kurdishness. For the history of Kurdish songs stolen, you can check my posts. I have had added links to my comments in those posts. Kurdish songs have always been the main medium for spreading awareness and political events. It's part of our folksong tradition. »

²²³ En 1976, le département national de recherche folklorique du Ministère de la Culture turc a récolté 300 mélodies en les détournant de leurs formes originales, les qualifiant de « accent d'Urfa » ou « accent Diyarbakır ».

²²⁴ Cet article en turc donne une histoire plus complète de ce phénomène : DUVAR, Gazete. « *Türkçeleştirilen Kürdce şarkılar* ». <https://www.gazeteduvar.com.tr/forum/2017/08/02/turkcelestirilen-kurdce-sarkilar>. 2 août 2017.

l'œuvre, altèrent souvent significativement les thèmes et les significations véhiculés par les chansons originales.

En outre, ces chansons, appelées *stran* dans la tradition kurde, jouent un rôle clé dans la construction de l'identité kurde, en véhiculant des aspects importants de la culture et des valeurs kurdes. Par conséquent, l'altération de ces œuvres ont un impact sur la transmission et la préservation de la culture kurde.

Cette histoire fait écho aux entretiens que j'ai menés avec les militants de France-Kurdistan, qui se sont montrés très disposés à mettre en valeur leur travail de mise en lumière de la culture kurde. Il apparaît que la promotion de cette culture est devenue, ces dernières années, l'axe majeur d'action de France-Kurdistan dans son engagement de solidarité. Cette activité intense et fertile nous invite à examiner deux formes d'actions déployées par France-Kurdistan : d'une part, la solidarité avec les artistes kurdes, d'autre part, la traduction de l'identité kurde par le biais de l'art. Ces deux types d'initiatives permettent de mieux comprendre la façon dont France-Kurdistan transcrit les formes de représentations kurdes.

Le cas de Nûdem Durak offre un éclairage particulièrement pertinent. Cette chanteuse kurde a été condamnée à une peine de 12 ans de prison par l'État turc. Le choix du soutien pour cette chanteuse n'est pas fortuit : elle incarne le « moment Kobanê », illustrant à la fois la féminisation de la question kurde et, comme Torre l'indique, son éloignement du PKK, ce dernier point apparaissant comme une valorisation supplémentaire. France-Kurdistan met en place des ateliers d'écriture en faveur de l'artiste et s'engage au sein d'un collectif international pour promouvoir sa musique, contribuant ainsi à donner une plus grande visibilité à la cause kurde. Il est intéressant de noter que de nombreux musiciens de renommée mondiale, tels que Roger Waters, Brian May ou Keziah Jones, ont apporté leur soutien à ce collectif. France-Kurdistan organise en outre des événements de soutien, et met en lumière un ouvrage de Joseph Andras consacré à la chanteuse. De cette manière, France-Kurdistan s'inscrit dans une narration occidentale de soutien aux artistes opprimés, parvenant ainsi à aborder la question kurde et ses formes de représentations sans passer nécessairement par un prisme partisan.

Une autre initiative, qui prolonge peut-être davantage cette dynamique de traduction de la kurdicité et de ses modes de représentation, réside dans la mise en place d'une vente aux enchères :

« Pascal Torre : France-Kurdistan a par exemple sollicité un très grand nombre de peintres à Paris [200], de peintres contemporains et certain avec une notoriété. On leur a dit : « écoutez, on veut que vous réalisiez un tableau de solidarité avec les Kurdes ». Alors il se trouvait que c'était la période Kobanê et il y avait une très forte mobilisation ; et on a fait une vente aux enchères qui nous a rapporté énormément d'argent. »

(Extrait de l'entretien du 8 mars 2023 avec Pascal Torre)

La mise en place de cette vente aux enchères de solidarité constitue, certes, un exemple parmi d'autres des actions menées par l'association en faveur de la cause kurde. Ce qui s'avère peut-être plus frappant encore, c'est la demande faite aux peintres de mettre en lumière la « solidarité avec les Kurdes ». Il semblerait que cela illustre de manière particulièrement pertinente l'orientation « culturaliste » de France-Kurdistan, une volonté de générer et de transmettre la représentation des Kurdes par le biais de la solidarité.

Ces initiatives « culturalistes » menées par France-Kurdistan permettent d'appréhender avec précision la manière dont l'association peut faire valoir sa cause, en s'éloignant légèrement de la dimension partisane de la question kurde, et en recontextualisant cette problématique à travers le prisme de la solidarité et de la culture, elle diffuse et interprète un aspect crucial de la lutte kurde pour une reconnaissance culturelle.

Chapitre 3. L'interprétation et la sensibilisation à la cause kurde par les élus français : le cas de Laurence Cohen et sa tribune de juillet 2022

Le « moment Kobanê » a indubitablement marqué un tournant dans la position du PCF quant à son interprétation de la cause et de la représentation kurde. L'émergence de mouvements légaux ainsi que l'aspect politique de l'AANES a offert au PCF la possibilité

de recentrer son attention sur l'organisation et le projet politique du PYD, plutôt que sur les groupes armés. Néanmoins, ce réalignement stratégique a principalement été porté par la frange minoritaire des militants et des cadres du PCF, les « laurentistes », qui ont souvent mis en avant les initiatives de soutien ou de solidarité envers les Kurdes de l'AANES de manière assez « individuelle ».

Dans ce contexte, le « moment Kobanê » a également ouvert la voie à une retranscription singulière de la question kurde au sein du PCF, notamment à travers l'utilisation de tribunes de presse pour visibiliser cette cause. La sénatrice communiste Laurence Cohen a été une figure clé dans cette démarche, initiée dès cette période, de retranscription des revendications kurdes. C'est à travers cette lentille que nous envisagerons l'étude de la tribune de juillet 2022, qui s'avère être un parfait prisme pour mettre en pratique les connaissances acquises durant notre étude. L'organisation de cette tribune témoigne de liens étroits entre le PCF et France-Kurdistan, et offre une perspective précieuse sur les positionnements respectifs des deux organisations. Par ailleurs, l'usage de tribunes de presse, inhérent à la culture politique française, suggère une traduction réussie des revendications kurdes au sein de l'espace politique français, illustrant ainsi l'impact significatif du « moment Kobanê » sur l'évolution des stratégies et des représentations kurdes.

1. Les conditions d'existence de la tribune de juillet 2022 : un réseau France-Kurdistan-PCF.

L'existence de la tribune, bien qu'elle découle d'une décision individuelle, doit être envisagée comme l'aboutissement d'un processus de construction collective autour de la question kurde. En effet, elle émerge au confluent des réseaux militants, politiques et associatifs que nous avons analysés précédemment. La mobilisation des connaissances, compétences et pratiques militantes, rendue possible grâce à ces réseaux interconnectés, a jeté les bases nécessaires à la création de cette tribune. Elle cristallise ainsi les enjeux du discours collectif et renforce la visibilité de la cause kurde, révélant ainsi l'impact tangible du travail de ces réseaux dans la construction d'un récit collectif autour du Kurdistan. Lors de mon entretien avec Léo Michel, le collaborateur parlementaire de Laurence Cohen, plusieurs informations révélatrices de ces conditions d'existence :

« Louis : Comment s'est organisée l'écriture de la tribune de Mme. Laurence Cohen, comment avez-vous été impliqué dedans, y a-t-il des réseaux qui ont été mobilisés ?

Léo : L'écriture de la tribune s'est organisée grâce à l'initiative de Mme. Laurence Cohen. En tant que co-rédacteur, j'ai pu apporter mes connaissances et mon expertise sur la question des Kurdes grâce à mon engagement associatif au sein de France-Kurdistan. J'ai notamment sollicité la relecture de Pascal Torre, qui est aussi un militant de France-Kurdistan mais aussi il est un responsable sur secteur international au PCF, il a été une garantie de la qualité du texte. Quant à l'implication des réseaux, je dirais que les deux organisations auxquelles j'appartiens, à savoir le PCF et France-Kurdistan, ont joué un rôle important dans la mobilisation pour la rédaction de cette tribune. En effet, mes engagements politiques et associatifs ont été nécessaires pour comprendre les enjeux de la question kurde et pour développer des idées et des propositions concrètes. Bien que France-Kurdistan en tant que tel n'a pas participé à l'élaboration de cette tribune, la formation militante acquise là-bas a pu être remobilisé dans cette tribune. Cette tribune a été l'aboutissement d'un travail collectif et dans lequel il y a eu une contribution commune de connaissances, permise par l'expertise acquise dans différents réseaux militants. »

(Extrait de l'entretien du 11 novembre 2022 avec Léo Michel)

Il est essentiel de souligner dès le départ que Léo Michel est militant à la fois au sein du PCF et de France-Kurdistan. Cette double appartenance lui offre une opportunité unique de mobiliser ses connaissances et compétences acquises dans les deux organisations pour corédiger la tribune. Comme l'a souligné Pascal Torre, un travail conséquent est réalisé par les militants qui, comme Michel, portent une « double-casquette ». Leur implication dans ces deux associations favorise une mobilisation efficace de compétences et révèle un haut degré d'échanges d'expertises entre les militants.

Malgré le fait que les organisations PCF et France-Kurdistan n'aient pas participé directement à la rédaction de la tribune, Pascal Torre et Léo Michel sont d'accord sur le fait que le travail réalisé par ces organisations sur la question kurde a ouvert un champ de possibilités, favorisant l'émergence de cette tribune. Michel précise qu'il y a eu une

mobilisation de connaissances communes, facilitant l'élaboration de revendications kurdes adressées aux élus français.

Il convient également de noter les conditions particulières entourant l'existence de cette tribune, notamment l'élection législative de juin 2022. Publiée en juillet 2022 dans le Journal du Dimanche, la tribune a été signée par 102 parlementaires. Une initiative similaire avait déjà eu lieu en février 2019, lorsque Laurence Cohen avait publié dans Médiapart un appel à l'action pour les Kurdes syriens, en particulier pour les combattantes. Si nous examinons le nombre de signataires de la deuxième tribune, nous constatons une augmentation du nombre de députés affiliés à la gauche. L'arrivée de nouveaux députés semble donc avoir contribué à l'augmentation du nombre de participants à ce type de répertoire d'action parlementaire.

Cependant, comme l'a indiqué Michel, l'existence d'un précédent ne signifie pas nécessairement que la tribune a gagné en audience. Il reconnaît que c'est un sujet privilégié par la gauche, car il répond à des préoccupations idéologiques telles que l'écologie, le progrès démocratique et le féminisme, partagées par de nombreux parlementaires de gauche. Cependant, il tempère son propos en admettant que l'arrivée de nouveaux députés de gauche permet d'aborder la question kurde plus fréquemment. En particulier, des députés tels que Danielle Simonnet (LFI) ou Jean-Paul Lecoq (PCF) seraient prêts à investir davantage le sujet kurde et à le mettre plus en avant dans l'espace médiatique. Il est aussi à noter que peu de parlementaires de droite sont signataires de cette tribune.

Au fil de l'investigation, il est apparu que le nombre de personnalités politiques à droite en France prenant position sur la question kurde reste limité. Malgré l'ouverture de la « fenêtre d'Overton » à la suite du « moment Kobanê », il semble qu'il règne encore une certaine frilosité à afficher des positions de soutien à la communauté kurde. En outre, ce soutien peut néanmoins se développer contre le pouvoir autoritaire et islamiste d'Ankara. Eric Ciotti²²⁵ a manifesté sa réprobation face à l'assassinat du 23 décembre 2022. Cependant, sa position apparaît nuancée et semble également teintée d'une certaine

²²⁵ Dans son tweet, Eric Ciotti dénonce moins l'assassinat en lui-même que les violences qui ont fait suites au triple assassinat du 23 décembre 2022 à Paris. CIOTTI Eric [@ECIOTTI]. Soutien à la communauté kurde prise pour cible aujourd'hui à Paris. Pensées pour les familles des victimes décédées. Les scènes de violences qui se déroulent actuellement alors que les enquêteurs sont encore à l'œuvre sont inacceptables. Twitter. 23 décembre 2022. <https://twitter.com/ECiotti/status/1606327109252784135>

islamophobie. Cette situation, marquée par une certaine opacité, pourrait constituer un domaine de recherche prometteur.

Cette démarche est d'autant plus logique alors que l'AANES fait à nouveau l'actualité, étant de nouveau sous le feu de la Turquie depuis le 20 novembre et le lancement d'une nouvelle opération militaire dans la région.

2. *La « mise à l'agenda » de la question kurde*

Tournons-nous maintenant vers l'analyse de l'intérêt et des conséquences potentielles d'une telle tribune. Il est certain que l'objectif de revivifier le « moment Kobanê » n'a pas été totalement atteint, malgré les efforts de Cohen et des parlementaires impliqués pour réactualiser et préserver cette période cruciale.

Déjà intéressons-nous aux demandes de cette tribune : « Nous appelons les États membres de l'Union européenne à garantir la protection des militants et des associations kurdes présents sur le sol européen. Nous invitons la France à saisir le Conseil de sécurité de l'ONU pour décréter une zone d'exclusion aérienne au nord de la Syrie et placer les Kurdes de Syrie sous protection internationale. Enfin, nous demandons que l'AANES puisse bénéficier d'une reconnaissance internationale, afin d'aboutir à une solution politique susceptible de construire une paix durable dans la région²²⁶. »

Il convient de prêter attention à plusieurs éléments. D'abord, ces revendications émanent presque exclusivement des représentants de l'AANES et des militants de la diaspora kurde en France. En ce qui concerne la demande de contrôle de l'espace aérien, elle correspond à une revendication directe des Forces Démocratiques Syriennes (FDS) et des YPG/YPJ. Ensuite, on observe une volonté d'utiliser les institutions européennes. Comme nous l'avons noté précédemment, le niveau européen apparaît comme un espace privilégié pour la résolution de la question kurde. Enfin, la reconnaissance de l'AANES représente une traduction parlementaire et légale de la revendication kurde et de l'AANES de pouvoir être reconnu comme l'acteur de paix de la région.

²²⁶ « 102 parlementaires de tous horizons lancent un appel : « Il faut contrer la folie guerrière d'Erdogan » », 2022. *Le Journal du Dimanche*. <https://www.lejdd.fr/International/cent-deux-parlementaires-de-tous-horizons-lancent-un-appel-il-faut-contrer-la-folie-guerriere-derdogan-4125734>

Les revendications de cette tribune traduisent d'une nouvelle phase dans le traitement de la question kurde et il est plausible que cette initiative ait influé sur les représentations politiques au sein de l'espace parlementaire français. C'est une hypothèse que Léo Michel évoque dans nos discussions :

« Louis : Croyez-vous que la tribune de presse contribue à la construction d'un imaginaire politique kurde en France ?

Léo : Ce qui est sûr c'est que ça n'est pas fait consciemment, mais ça accompagne et légitime dans l'espace public une place pour les Kurdes. Ça rappelle qu'ils sont une communauté politique très organisée, ça alimente aussi la compréhension de la situation kurde. Néanmoins, la culture politique kurde préexiste. »

(Extrait de l'entretien du 11 novembre 2022 avec Léo Michel)

La perspective avancée est intéressante. En effet, à travers la publication de cette tribune, le PCF, à travers Laurence Cohen, fait résonner les préoccupations de la communauté diasporique kurde, hautement politisée, au sein même des institutions parlementaires. De surcroît, cette initiative confère à la question kurde une légitimité renouvelée, la positionnant comme une thématique que les parlementaires se doivent d'aborder. Approfondissons maintenant notre analyse de ce processus.

Pour comprendre le choix de la tribune de presse ou tribune d'opinion comme outil de mobilisation et de publicisation du sujet de la question kurde, il faut s'intéresser à la notion d'agenda. Les acteurs du débat public et de la mobilisation politique projettent dans le temps des sujets et tentent d'introduire dans le champ du débat des idées des événements peu ou pas débattus. Cette stratégie trouve dans le répertoire d'action collective plusieurs correspondants, dont, la tribune d'opinion. Ce type d'action cherche à faire visibiliser une intervention « inattendue ». Il y a donc une recherche de « modes d'action » afin « d'optimiser la résonance de la revendication » à laquelle la tribune répond²²⁷. Les tribunes d'opinion répondent cependant à des exigences et à un style

²²⁷ Philippe Blanchard. *Agenda*. Paris : Presses de Sciences Po. Olivier Fillieule éd., *Dictionnaire des mouvements sociaux*. 2e édition mise à jour et augmentée. ISBN 978-2-7246-2355-0. <https://www.cairn.info/dictionnaire-des-mouvements-sociaux--9782724623550-page-27.htm>

codifié « propres au champ journalistique (concision, clarté, « actualité » du sujet, etc.) »²²⁸.

Ces exigences, qui se retrouvent dans la tribune initiée par Mme. Laurence Cohen font émerger une vision de la question kurde comme par la présentation d'un danger imminent et créent, au moins théoriquement, une demande nationale sur le positionnement de la France au sujet d'actualité qu'est l'agression turque. La tribune d'opinion créent les conditions d'un « événement provoqué » caractérisé par « [l'extériorité] au média (elles n'émanent pas d'un journaliste) ; motivées par le choix d'un thème d'actualité (de politique ou de société) ; justifiées par l'identité de ceux qui parlent (notable, expert, témoin, etc.) ; présentées par un représentant des médias (interviewer, animateur), dans un espace de visibilité approprié (les pages Tribune ou Opinions de la presse écrite, les interviews, entretiens ou débats de la radio et de la télévision)²²⁹ ». A l'exception de la caractéristique de « représentant des médias » qui pourrait être discuté la tribune de Mme Cohen s'inscrit pleinement dans cette analyse de provocation d'événement politique, objectif recherché par les parlementaires. Le choix de la tribune par les 102 parlementaires est donc un choix tactique dans un espace politique et médiatique codifié et structuré par des règles d'événements « provoqués » dans un objectif de faire sortir du lot un sujet d'actualité. Les parlementaires choisissent la tribune d'opinion afin de remplir le rôle de courroie de transmission démocratique. Pour autant y a-t-il eu une réelle ouverte d'un espace parlementaire pour la question kurde, c'est que j'ai demandé à Léo Michel :

« Louis : 4 mois après la publication de la tribune de Mme. Cohen, quels ont été les effets visibles ?

Léo : Le produit principal de la tribune, est que cela a été repris à l'international, beaucoup de sites d'informations en différentes langues et nous avons été assez surpris d'ailleurs. Cela a fait du « bruit » à l'étranger, même les médias conservateurs turcs en ont parlé, en mal évidemment. Néanmoins, en France, cela a eu peu de retombées, Mme.

²²⁸ Constantin Brissaud et Éric Brun. « Les sciences humaines et sociales en campagne : entre expertise et prophétie : Les interventions des chercheurs dans la presse durant les élections européennes de Mai 2014 (Le Monde, Le Figaro, Libération) ». *Biens Symboliques / Symbolic Goods*. 25 juin 2021. N° 8. DOI 10.4000/bssg.659. <http://journals.openedition.org/bssg/659>

²²⁹ Patrick Charaudeau. « Chapitre 12. Provoquer l'événement ». In : *Les médias et l'information*. Louvain-la-Neuve : De Boeck Supérieur. pp. 157-167. Médias-Recherches. ISBN 978-2-8041-6611-3. <https://www.cairn.info/les-medias-et-l-information--9782804166113-p-157.htm>

Cohen a été quand même sollicitée dans quelques médias, mais on ne se bougeait pas non plus trop pour venir l'interviewer. Après la deuxième retombée c'est quand même l'organisation d'une délégation dans les prochains mois, les membres français de l'AANES ont été très concernés et ont donc pris part à l'organisation d'une délégation vers le Rojava. Cela devait être fait fin-novembre, finalement ça sera plutôt début janvier. »

(Extrait de l'entretien du 11 novembre 2022 avec Léo Michel)

3. De la tribune à la délégation parlementaire en avril 2023

La tribune, malgré son succès mitigé, ouvre néanmoins de nouvelles potentialités et possibilités pour d'autres types d'actions. La mise en place de délégations apporte un souffle nouveau au récit déployé, conférant une légitimité supplémentaire à la cause. La conférence de presse représente une consécration des nouvelles formes de représentations des Kurdes, et de la nouvelle traduction que le PCF opère de cette cause, dans un lexique politique parlementaire et partisan accessible.

Il se dessine ainsi une possibilité d'envoyer des délégations « municipales », comme l'a précisé Sylvie Jan lors de notre entretien. Ce processus peut être perçu comme une forme de métissage des pratiques politiques. L'AANES, qui structure son fonctionnement politique autour de la commune et de la municipalité, encourage l'envoi de maires français pour créer une forme de « mimétisme ». Ceci est intéressant car cela constitue une réponse politique et institutionnelle à l'imaginaire collectif déployé par l'AANES.

La délégation de 2023 se fait l'écho des stratégies de représentations précédemment établies depuis le début du « moment Kobanê ». Elle décrit une société pacifiée, proposant, malgré d'importants défis de reconstruction, un projet social et politique innovant et avant-gardiste. La question kurde atteint une phase finale dans son grand changement de traduction française. L'accent est moins mis sur l'indépendance et l'autonomie kurdes, pour se concentrer sur la construction d'un projet initié par les Kurdes, présentant une alternative politique pour les peuples du Moyen-Orient. Les Kurdes sont vus comme une avant-garde de nouvelles formes de démocraties pouvant être mises en place concrètement. L'AANES, malgré ses difficultés, atteste de la concrétisation des idées d'Öcalan, revisitées pour le XXI^e siècle. Les formes de représentation offertes par

cette délégation permettent de clore la vision terroriste et strictement indépendantiste, précédemment véhiculée à l'époque du PKK.

La délégation, bien qu'importante et théoriquement propice à une réactualisation de la question kurde, principalement sous l'angle de la nécessité d'une solidarité et d'une coopération entre la France et l'AANES, peine à intégrer la question kurde dans le débat public. Le retour de cette délégation a bénéficié d'une visibilité réduite, passant presque inaperçu.

Cependant, cette délégation permet d'établir un constat. Les parlementaires communistes tentent d'insérer la question kurde syrienne dans le débat public. Ils se font les porteurs d'un discours enthousiaste concernant le projet politique mis en place par l'AANES. Bien que ce discours, qui touche des sujets sensibles de l'espace politique français (écologie, féminisme, société pacifiée multiethnique), soit prometteur, il semble insuffisant pour faire émerger dans l'espace de débat français cette nouvelle question kurde et son aspect prometteur dans la région autonome.

Conclusion

France-Kurdistan a émergé comme une organisation clé dans la promotion de la solidarité envers le peuple kurde. Elle joue un rôle crucial dans la traduction des aspirations kurdes et de leur récit collectif sur le sol français. Son rôle dans la définition des modes de représentation kurde assure une adhérence aux réalités sur le terrain kurde, évitant ainsi la propagation de thèses déconnectées de ces réalités. De ce fait, elle réfute l'usage de la notion de « mythe kurde », une terminologie à écarter car elle enferme la cause kurde et la diversité de ses membres dans un récit collectif véhiculé par la Turquie d'une part. D'autre part, cette notion ne facilite ni l'étude détaillée de la structure des représentations, ni une représentation adéquate du terrain. L'étude des stratégies et des formes de représentations adoptées offre une meilleure compréhension de la capacité des organisations kurdes et des entités promouvant la solidarité avec le peuple kurde, à construire un récit collectif qui encadre leur action.

Etudier les stratégies et formes de représentations kurdes véhiculées en France demande de s'intéresser aussi à la communauté diasporique kurde en France. Celle-ci se trouve confrontée à une dualité de discrimination. D'un côté, elle est perçue positivement, qualifiée de « bien intégrée », « travailleuse » et « courageuse ». D'un autre côté, elle subit une stigmatisation de la part des autorités publiques, suspectée de potentielles activités politiques et militantes en lien avec le PKK. Cette double face de discrimination contraste avec le discours ambivalent des autorités françaises, qui tout en décrivant la France comme un refuge pour les Kurdes, coopèrent néanmoins dans la poursuite judiciaire et policière de militants kurdes cherchant asile. Pour approfondir notre compréhension des structures de cette communauté en France, une étude socio-ethnologique plus détaillée de la diaspora kurde se révèle nécessaire.

L'établissement de France-Kurdistan s'est manifestement articulé en réaction à ce constat. Toutefois, cette association est également le produit d'un métissage culturel, intellectuel et organisationnel entre le PCF et son réseau PCF-Kurdistan, et les membres engagés de la diaspora kurde en France. L'organisation et les militants mobilisent cette double identité pour forger un lien à la fois humain et intellectuel profond. Cette dualité se voit d'autant plus bouleversé par le triple assassinat du 147 rue Lafayette en 2013, qui

fournit aux militants et militantes l'élan et l'opportunité pour revendiquer leur solidarité avec la communauté kurde.

L'appréhension de la discrimination politique des Kurdes en France nécessite un éclairage sur le récit hérité du PKK. Ce parti a, de fait, maintenu un rôle hégémonique sur la scène internationale des années 1980 aux années 2010 et l'étude des récits virilistes et belliqueux qu'il a déployés offre des pistes de réponses sur la perception française de la question kurde et de sa diaspora. Mais plus encore, elle offre les réponses aux interrogations concernant la manière dont la solidarité en France a représenté cette cause.

Le PKK, en tant qu'« organisation terroriste » et marginalisée à l'échelle mondiale, a riposté à cette mise à l'écart en adoptant un récit collectif résistant, indépendantiste, martial et viriliste. La mise en avant de la guérilla s'est orchestrée à travers des vidéos fortement codifiées, principalement destinées au Kurdistan, qui répondent à la fois à la marginalisation du parti, à sa sociologie et à sa culture de « *gender blind* ». Le parti a également mobilisé, dès la fin des années 1980, un fort récit martyrologique, résultant d'un métissage complexe entre pratiques issues de l'islam, de la guerre de libération palestinienne et les théories marxistes-léninistes d'Abdullah Öcalan.

Les récits virilistes et guerriers, ainsi que la martyrologie, sont des éléments narratifs difficiles à transposer ou à traduire pour les associations françaises de solidarité avec le peuple kurde. Ceci offre une clé de réponse pour comprendre la gêne ressentie par la majorité des organisations politiques et associatives pro-kurdes dans leur travail de solidarité et de visibilisation de la question kurde.

L'obstacle de la traduction de la question kurde à l'époque du PKK a tout de même suscité certaines réponses. D'une part, le PCF et son secteur international ont su mettre en lumière le versant légaliste de la cause kurde, notamment en Turquie avec les succès municipaux du BDP. Établir des liens politiques et intellectuels solides représente pour le PCF et son secteur international un moyen de traduire et d'intégrer la question kurde à l'espace politique français. Toutefois, le cadrage adopté est strictement légaliste et met l'accent sur l'engagement de la société civile, laissant souvent de côté la lutte obstinée du PKK contre l'oppression turque. D'autre part, on peut évoquer la réponse formulée par France-Kurdistan. L'association adopte la doctrine organisationnelle et la méthode de traduction initiée par Fidan Doğan Rojbîn, figure tri-culturelle centrale de la cause kurde

en France. France-Kurdistan se présente comme une organisation « faiseuse de liens », multipliant les rapports et tissant les relations entre militants et organisations, indépendamment de leur affiliation militante. L'association aspire à jouer à grande échelle le rôle d'intermédiaire qu'exerçait Rojbîn, instaurant de nombreux échanges entre différents sympathisants de la cause.

Mais cette relation avec la militante influence aussi l'action de dénonciation et d'alerte de l'organisation. France-Kurdistan souhaite donner une voix à la diaspora kurde au sein de l'espace politique français et traduire ces revendications dans le « savoir-faire français ».

La transition vers une nouvelle temporalité au début des années 2010, marquée par l'émergence d'un nouveau front dans la lutte kurde, bouleverse l'ensemble des positions et transforme les récits collectifs autour des représentations kurdes, se détachant de l'enlisement que pouvait représenter le PKK. La question kurde « en guerre » est une question qui offre un référentiel riche, visant principalement l'Occident.

Les dirigeants du PYD ont consciemment élaboré une forte analogie avec la guerre d'Espagne, orientant leur autopromotion vers les pays occidentaux lors de la bataille de Kobanê, et utilisant principalement la lutte féministe comme un vecteur de représentation. Il y a en effet un renouveau dans la stratégie d'autopromotion, qui se démarque nettement de l'approche du PKK, en représentant principalement des combattantes du YPJ, mais aussi les minorités « sœurs » des Kurdes en Syrie et l'engagement des civils kurdes dans l'apaisement de la région kurde. Paradoxalement, la question kurde « en guerre » déploie un récit collectif pacificateur et profondément moderne. France-Kurdistan a accueilli avec enthousiasme ce nouveau récit, qui a permis de clore le chapitre de l'impasse du PKK. Le « moment Kobanê » est perçu par les militants et militantes de France-Kurdistan comme un appel à changer de perspectives et à ouvrir le champ des possibles dans la retranscription des revendications et des représentations de la cause kurde.

Cependant, cette transition n'est pas sans soulever certains malaises. Les positions « maximalistes » concernant la représentation des combattantes, bien que jugées justifiées, ne peuvent pas, selon les militants et militantes de l'association, être réutilisées. Tant à cause du vocabulaire, qui peut véhiculer un référentiel « revanchard », qu'à cause

de l'hyper focalisation sur le combat, alors que l'AANES ouvre la possibilité d'une représentation de la cause kurde dans un projet politique cohérent et attractif.

Une autre clef pour comprendre les représentations et les récits collectifs de la cause kurde retranscrits en France réside dans l'usage de la tribune de presse ou d'opinion. Cette pratique, largement accessible au PCF, reste néanmoins limitée en raison de ses désaccords internes, et est généralement l'apanage de la frange minoritaire « laurentiste ». La tribune de Laurence Cohen de juillet 2022 est le fruit de ce qui a été mis en place pour la solidarité avec la cause kurde depuis le début des années 2000. D'une part, un réseau militant dynamique, tant sur le plan intellectuel qu'organisationnel. D'autre part, l'émergence d'une génération dotée d'une double appartenance au PCF et à France-Kurdistan. Enfin, une redéfinition de la question kurde et une mise en lumière de celle-ci dans une perspective de soutien politique, de solidarité et de promotion d'un projet politique pacifique et séduisant. Cette tribune permet également l'envoi d'une délégation en avril 2023, ouvrant ainsi un nouveau champ de possibilités, notamment à travers une possible délégation municipale française qui pourrait répondre à la vision communaliste de l'AANES. Ce dernier point est le résultat direct d'une forme de traduction des modes de représentation et du récit collectif kurde, visant à instaurer de nouvelles pratiques politiques en France en soutien au peuple kurde.

Cette dernière observation pourrait constituer une prolongation de notre recherche actuelle. Les divers entretiens menés ont permis d'esquisser une notion particulièrement intrigante concernant l'interconnexion et l'interpénétration des idées durant le « moment Kobanê ». Pascal Torre m'a d'ailleurs fait part de nombreux débats internes au sein des partis de gauche à cette époque, centrés sur l'application de l'égalité des genres au sein des organisations internes, sur le modèle proposé par l'AANES. Cette approche est également adoptée par France-Kurdistan qui met en pratique cette fusion d'idées, l'association étant co-présidée par une femme et un homme. Durant le « moment Kobanê », l'AANES a eu une influence considérable sur les représentations politiques en général, ou tout du moins, elle a marqué les discussions internes des organisations. D'autres questions subsistent et sont soulevées par cette étude.

Le « moment Kobanê », malgré les tentatives parlementaires et associatives semble passé. La France s'est désengagée en grande partie de l'aide apportée à l'AANES et la Turquie semble de plus en plus être en position imminente de détruire le projet politique de l'AANES. Les élections de mai 2023 en Turquie ont suscité un espoir naissant d'une possible fin de règne. Toutefois, Erdogan, bien que confronté à des difficultés initiales, a réussi à maintenir son emprise sur le pays. Pierre Haski, lors de son intervention dans la matinale de France Inter le 29 mai 2023, a caractérisé la situation comme une continuation de « l'imprévisibilité » du pouvoir turc. Le sort des Kurdes, en France comme au Kurdistan, semble une fois de plus soumis à cette grande incertitude. Les événements tragiques, comme le tremblement de terre survenu en novembre 2022 et le récent triple meurtre dans la rue d'Enghien à Paris, semblent mettre un terme au chapitre de l'enthousiasme. Le « moment Kobanê » paraît avoir été un rendez-vous manqué de l'internationalisme et peut-être même une répétition de la guerre civile espagnole. L'AANES reste une expérience qui mérite d'être étudiée scientifiquement plus en détail dans sa proposition politique, organisationnelle, féministe, écologiste et multi-ethnique.

Index

- AANES, 117, 120, 130, 133
Abdullah Öcalan, 20, 51, 55, 73, 75, 111, 116, 137, 139
Andy Smith, 94
Berivan Firat, 44
Bülent Ulusu, 68
Carine Delahaye, 98
Caroline Fourest, 16
Caroline Guibet Lafaye, 55
CDK-F, 21
Cengiz Gunes, 12
Claude Guéant, 104
Cyril Roussel, 110
Danielle Simmonnet, 85
Danielle Simonnet, 132
David Greaber, 108
Diaspora kurde, 25
Diyarbakir, 76
Dominique Balmory, 97, 102
Dorothee Schmid, 80
Edouard Sill, 114
Eduardo Bonilla-Silva, 26
Edward Said, 14
Emmanuel Amouzoun, 103
Eric Ciotti, 133
Fidan Doğan, 34, 37, 38, 47
Fidan Doğan Rojbîn, 81, 91, 139
Florence Passy, 22, 46
France-Kurdistan, 41
France-Palestine, 35
François Dubuisson, 68
François Hollande, 105
Garo Paylan, 79
Geneviève Pruvost, 56
GêrilaTV, 61
Gultan Kisanak, 95
Hamit Bozarslan, 66
Ibrahim Efe, 14
Irène Pereira, 32
Isabelle Feuerstoss, 109
Jean-Marc Ayrault, 104
Jean-Paul Lecoq, 132
Jocelyne Pelluet, 98
Joël Dutto, 96
Julian Mischi, 42, 83
Julie Sedel, 117
Julien Cécillion, 69
Julien Salingue, 77
Juliette Rennes, 57
KNK, 21
Laure Marchand, 93
Laurence Cohen, 24, 41, 130, 133, 134
Léo Michel, 41, 85, 102, 114, 118, 131, 134
Leyla Zana, 31, 72
Marco Giugni, 22, 46
Mari Toivanen, 14
Marie-Christine Vergiat, 96
Marlène COULOMB-GULLY, 57
Martyrologie, 23
Michael Freeden, 13
Michel Wieviorka, 53
moment Kobanê, 108, 119
Murat Karayilan, 61
Mythe kurde, 11, 17, 18, 46
Nesrin Abdullah, 123
Nûdem Durak, 128
Nursel Kilic, 98
Olivier Fillieule, 52
Olivier Grojean, 49, 50, 57
Olivier Nay, 94
Owen Jones, 114
Paola Tabet, 117
Pascal Torre, 17, 28, 41, 47, 57, 73, 79, 83, 87, 91, 99, 110, 122
Pierre Laurent, 88
Recep Tayyip Erdogan, 21, 104
Recep Tayyip Erdoğan, 33, 88
Récit collectif, 23
Rémy Héméz, 109
Répertoire d'action collective, 50
réseau PCF-Kurdistan, 33
Réseau PCF-Kurdistan, 41
Rizbo Botan, 64, 128
Roland Barthes, 14
Sakîne Cansiz, 20, 37, 38
Sylvie Jan, 19, 27, 41, 47, 55, 79, 88, 91, 119, 120, 136
Xavier Crettiez, 49, 58
Ya-Han Chuang, 26, 34

Références

Bibliographie

A new generation of Kurdish militants takes fight to Turkey's cities, 2015. *Reuters* [en ligne]. [Consulté le 6 mai 2023]. Disponible à l'adresse : <https://www.reuters.com/article/us-turkey-kurds-youth-idUSKCN0RR0DS20150927>

À propos. *CDK-F* [en ligne]. [Consulté le 30 avril 2023]. Disponible à l'adresse : <https://cdkf.fr/a-propos/>

AMMANN, Birgit. Euro-Kurdes 2006. [en ligne]. [Consulté le 22 septembre 2022]. Disponible à l'adresse : https://www.academia.edu/3636117/Euro_Kurdes_2006

AMMANN, Birgit, 2006. Euro-Kurdes ? Une contribution à une approche paneuropéenne du processus d'intégration. *Les processus d'intégration des Kurdes dans les pays de l'Union européenne* [en ligne]. Institut kurde de Paris, France. 24 février 2006. [Consulté le 22 septembre 2022]. Disponible à l'adresse : https://www.academia.edu/3636117/Euro_Kurdes_2006

AMOUZOUN, Emmanuel, 2021. *Les petites associations et la solidarité internationale: Une analyse sociologique des expériences ordinaires d'engagement* [en ligne]. Montpellier : Université Paul-Valéry Montpellier. Disponible à l'adresse : <https://theses.hal.science/tel-03367927/document>

BALMARY, Dominique, 2015. L'action associative face aux défis de la solidarité. *Revue Projet* [en ligne]. 2015. Vol. 346, n° 3, pp. 42-49. [Consulté le 16 mai 2023]. DOI [10.3917/pro.346.0042](https://doi.org/10.3917/pro.346.0042). Disponible à l'adresse : <https://www.cairn.info/revue-projet-2015-3-page-42.htm>

BERNSTEIN, Mark et HOOPER, Clare, 2021. Petit mode d'emploi des médias sociaux à l'usage des personnes malveillantes. ARVANITIS, Rigas (trad.), *Revue d'anthropologie des connaissances* [en ligne]. 1 mars 2021. Vol. 15, n° 1. [Consulté le 28 mai 2023]. DOI [10.4000/rac.19727](https://doi.org/10.4000/rac.19727). Disponible à l'adresse : <https://journals.openedition.org/rac/19727#ftn9>

BLANCHARD, Philippe, 2020. *Agenda* [en ligne]. Paris : Presses de Sciences Po. [Consulté le 7 octobre 2022]. Olivier Fillieule éd., Dictionnaire des mouvements sociaux. 2e édition mise à jour et augmentée. ISBN 978-2-7246-2355-0. Disponible à l'adresse : <https://www.cairn.info/dictionnaire-des-mouvements-sociaux--9782724623550-page-27.htm>

BONDAREV, Boris V., 2016. New Theory of Superconductivity. Does the London Equation Have the Proper Solution? No, It Does Not. Self-Generated and External Magnetic Fields in Superconductors. *OALib* [en ligne]. 2016. Vol. 03, n° 12, pp. 1-20. [Consulté le 21 mai 2023]. DOI [10.4236/oalib.1103148](https://doi.org/10.4236/oalib.1103148). Disponible à l'adresse : <http://www.oalib.com/paper/pdf/5275873>

BOZARSLAN, Hamit, 1997. *La question kurde: État et minorités au Moyen-Orient* [en ligne]. Presses de Sciences Po. [Consulté le 21 mai 2023]. ISBN 978-2-7246-0717-8. Disponible à l'adresse : <https:// Cairn.info/la-question-kurde-1997--9782724607178.htm>

BOZARSLAN, Hamit, 2008. 12. Violence autosacrificielle au Kurdistan et en Palestine (1990-2000). In : *Une histoire de la violence au Moyen-Orient* [en ligne]. Paris : La Découverte. pp. 184-195. Hors collection Sciences Humaines. [Consulté le 8 mai 2023]. ISBN 978-2-7071-

4958-9. Disponible à l'adresse : <https://www.cairn.info/une-histoire-de-la-violence-au-moyen-orient--9782707149589-p-184.htm>

BRISSAUD, Constantin et BRUN, Éric, 2021. Les sciences humaines et sociales en campagne : entre expertise et prophétie: Les interventions des chercheurs dans la presse durant les élections européennes de Mai 2014 (Le Monde, Le Figaro, Libération). *Biens Symboliques / Symbolic Goods* [en ligne]. 25 juin 2021. N° 8. [Consulté le 7 octobre 2022]. DOI [10.4000/bssg.659](https://doi.org/10.4000/bssg.659). Disponible à l'adresse : <http://journals.openedition.org/bssg/659>

CÉCILLON, Julien, 2011. Le PKK dans l'impasse ? *Actuelles IFRI*. 6 février 2011. N° 4.

CHARAUDEAU, Patrick, 2011. Chapitre 12. Provoquer l'événement. In : *Les médias et l'information* [en ligne]. Louvain-la-Neuve : De Boeck Supérieur. pp. 157-167. Médias-Recherches. [Consulté le 8 octobre 2022]. ISBN 978-2-8041-6611-3. Disponible à l'adresse : <https://www.cairn.info/les-medias-et-l-information--9782804166113-p-157.htm>

CHIVALLON, Christine, 2007. Retour sur la « communauté imaginée » d'Anderson. *Raisons politiques* [en ligne]. 2007. Vol. 27, n° 3, pp. 131-172. [Consulté le 19 avril 2023]. Disponible à l'adresse : <https://www.cairn.info/revue-raisons-politiques-2007-3-page-131.htm>

CHUANG, Ya-Han, 2021. *Une minorité modèle ? : Chinois de France et racisme anti-Asiatiques* [en ligne]. La Découverte. [Consulté le 21 mai 2023]. ISBN 978-2-348-06512-5. Disponible à l'adresse : <https://cairn.info/une-minorite-modele-2021--9782348065125.htm>

CLUTTERBUCK, John, 2013. Review of Robin Attfield, <i>Ethics</i>: <i>An Overview</i>, London and New York, Continuum (Now Bloomsbury), 2012. *Open Journal of Philosophy* [en ligne]. 2013. Vol. 03, n° 04, pp. 528-530. [Consulté le 21 mai 2023]. DOI [10.4236/ojpp.2013.34076](https://doi.org/10.4236/ojpp.2013.34076). Disponible à l'adresse : <http://www.scirp.org/journal/doi.aspx?DOI=10.4236/ojpp.2013.34076>

Constitution du Rojava, 2023. *Wikipédia* [en ligne]. [Consulté le 18 mai 2023]. Disponible à l'adresse : https://fr.wikipedia.org/w/index.php?title=Constitution_du_Rojava&oldid=202102091

COULOMB-GULLY, Marlène et RENNES, Juliette, 2010. Genre, politique et analyse du discours. Une tradition épistémologique française gender blind. *Mots. Les langages du politique* [en ligne]. 30 novembre 2010. N° 94, pp. 175-182. [Consulté le 21 mai 2023]. DOI [10.4000/mots.19883](https://doi.org/10.4000/mots.19883). Disponible à l'adresse : <https://journals.openedition.org/mots/19883?lang=en>

CRETTEZ, Xavier, 1993. La mise en scène de la violence politique à travers les conférences de presse du FLNC. *Cultures & Conflits* [en ligne]. 15 mai 1993. N° 09-10. [Consulté le 5 mai 2023]. DOI [10.4000/conflits.419](https://doi.org/10.4000/conflits.419). Disponible à l'adresse : <https://journals.openedition.org/conflits/419>

Danielle Mitterrand et les Kurdes – Institut François Mitterrand, [sans date]. [en ligne]. [Consulté le 29 avril 2023]. Disponible à l'adresse : <https://www.mitterrand.org/danielle-mitterrand-et-les-kurdes.html>

« Dans le Nord et l'Est de la Syrie, la France doit ouvrir une nouvelle page de sa solidarité avec les Kurdes ! », 2023. *Le Temps du Commun* [en ligne]. [Consulté le 26 avril 2023]. Disponible à l'adresse : <http://www.pierrelaurent.org/dans-le-nord-et-lest-de-la-syrie-la-france-doit-ouvrir-une-nouvelle-page-de-sa-solidarite-avec-les-kurdes/>

Des parlementaires français appellent à protéger les Kurdes de la « politique de guerre » d'Erdogan, [sans date]. [en ligne]. [Consulté le 23 septembre 2022]. Disponible à l'adresse : <https://nouveau-europresse-com.bases-doc.univ-lorraine.fr/Document/View?viewEvent=1&docRefId=0&docName=news%C2%B720220731%C2%B7VAB%C2%B7233185&docIndex=1>

DESOLI, Francesco, 2015. L'avant- et l'après-Kobané : défis et opportunités pour les Kurdes de Syrie. *Outre-Terre* [en ligne]. 2015. Vol. 44, n° 3, pp. 273-285. [Consulté le 18 mai 2023]. DOI [10.3917/oute1.044.0273](https://doi.org/10.3917/oute1.044.0273). Disponible à l'adresse : <https://www.cairn.info/revue-outre-terre2-2015-3-page-273.htm>

DUBUISSON, François, 2017. La définition du « terrorisme » : débats, enjeux et fonctions dans le discours juridique. *Confluences Méditerranée* [en ligne]. 2017. Vol. 102, n° 3, pp. 29-45. [Consulté le 9 mai 2023]. DOI [10.3917/come.102.0029](https://doi.org/10.3917/come.102.0029). Disponible à l'adresse : <https://www.cairn.info/revue-confluences-mediterranee-2017-3-page-29.htm>

EFE, İbrahim, EXTERNE, Lien vers un site et FENÊTRE, celui-ci s'ouvrira dans une nouvelle, 2019. Unravelling A Myth: Emergence of The Myth of Female Kurdish Fighters in Social Media. [en ligne]. 2019. Vol. 6, n° 1, pp. 113-132. [Consulté le 11 janvier 2023]. DOI [10.26513/toed.553306](https://doi.org/10.26513/toed.553306). Disponible à l'adresse : <https://www.proquest.com/docview/2659674842/abstract/E2F40C48F4404300PQ/1>

En Turquie, la question kurde toujours dans l'impasse, 2022. *Le Monde.fr* [en ligne]. [Consulté le 21 décembre 2022]. Disponible à l'adresse : https://www.lemonde.fr/international/article/2022/12/05/en-turquie-la-question-kurde-toujours-dans-l-impasse_6153007_3210.html

Europe : un nouvel espace de coopération, de progrès social et écologique ?, 2014. *Lettre des Relations Internationales* [en ligne]. pp. 28. [Consulté le 15 mai 2023]. Disponible à l'adresse : http://www.economie-politique.org/sites/default/files/lri_mars_avril_2014-exel.pdf

FEUERSTOSS, Isabelle, 2012. Guerre civile en Syrie : le retour du refoulé. *Politique étrangère* [en ligne]. 2012. Vol. Automne, n° 3, pp. 601-613. [Consulté le 18 mai 2023]. DOI [10.3917/pe.123.0601](https://doi.org/10.3917/pe.123.0601). Disponible à l'adresse : <https://www.cairn.info/revue-politique-etrangere-2012-3-page-601.htm>

FILLIEULE, Olivier, 1997. *Stratégies de la rue: Les manifestations en France* [en ligne]. Presses de Sciences Po. [Consulté le 5 mai 2023]. ISBN 978-2-7246-0707-9. Disponible à l'adresse : <https:// Cairn.info/strategies-de-la-rue-1997--9782724607074.htm>

FREEDEN, Michael, 1998. Is Nationalism a Distinct Ideology? *Political Studies* [en ligne]. 1998. Vol. 46, n° 4, pp. 748-765. [Consulté le 16 mai 2023]. Disponible à l'adresse : https://econpapers.repec.org/article/blapolstu/v_3a46_3ay_3a1998_3ai_3a4_3ap_3a748-765.htm

FU, Wei, 2019. The Political Ritual, the Party and the People: A Perspective on Sinicization of Marxism in the New Democratic Revolution. *Advances in Anthropology* [en ligne]. 2019. Vol. 09, n° 01, pp. 1-12. [Consulté le 21 mai 2023]. DOI [10.4236/aa.2019.91001](https://doi.org/10.4236/aa.2019.91001). Disponible à l'adresse : <http://www.scirp.org/journal/doi.aspx?DOI=10.4236/aa.2019.91001>

FU, Wei, 2021. A Simple View on Revolution in the New Era. *Advances in Applied Sociology* [en ligne]. 2021. Vol. 11, n° 05, pp. 251-261. [Consulté le 21 mai 2023].

DOI [10.4236/aasoci.2021.115022](https://www.scirp.org/journal/doi.aspx?doi=10.4236/aasoci.2021.115022). Disponible à l'adresse : <https://www.scirp.org/journal/doi.aspx?doi=10.4236/aasoci.2021.115022>

GROJEAN, Olivier, 2006. Investissement militant et violence contre soi au sein du Parti des travailleurs du Kurdistan. *Cultures & Conflits* [en ligne]. 1 novembre 2006. N° 63, pp. 101-112. [Consulté le 10 mai 2023]. DOI [10.4000/conflits.2108](https://journals.openedition.org/conflits/2108#tocto1n2). Disponible à l'adresse : <https://journals.openedition.org/conflits/2108#tocto1n2>

GROJEAN, Olivier, 2008. La production de l'Homme nouveau au sein du PKK. *European Journal of Turkish Studies. Social Sciences on Contemporary Turkey* [en ligne]. 31 décembre 2008. N° 8. [Consulté le 1 mai 2023]. DOI [10.4000/ejts.2753](https://journals.openedition.org/ejts/2753). Disponible à l'adresse : <https://journals.openedition.org/ejts/2753>

GROJEAN, Olivier, 2013. Théorie et construction des rapports de genre dans la guérilla kurde de Turquie. *Critique internationale* [en ligne]. 2013. Vol. 60, n° 3, pp. 21-35. [Consulté le 1 mai 2023]. DOI [10.3917/crit.060.0021](https://www.cairn.info/revue-critique-internationale-2013-3-page-21.htm). Disponible à l'adresse : <https://www.cairn.info/revue-critique-internationale-2013-3-page-21.htm>

GROJEAN, Olivier, 2017. *La Révolution kurde: Le PKK et la fabrique d'une utopie* [en ligne]. La Découverte. [Consulté le 21 mai 2023]. Cahiers libres. ISBN 978-2-7071-8847-2. Disponible à l'adresse : <https://cairn.info/la-revolution-kurde-2017--9782707188472.htm>

GROJEAN, Olivier, 2021. Chapitre 4. Violences et répertoires. Repenser les modes d'action du PKK avec Charles Tilly. In : *Politiques de la violence* [en ligne]. Paris : Karthala. pp. 93-108. Questions Transnationales. [Consulté le 3 mai 2023]. ISBN 978-2-8111-2937-8. Disponible à l'adresse : <https://www.cairn.info/politiques-de-la-violence--9782811129378-p-93.htm>

GROSJEAN, Olivier, [sans date]. La cause kurde, de la Turquie vers l'Europe. . pp. 749.

GROSJEAN, Olivier, 2017. Entre dynamiques locales, régionales et internationales : les reconfigurations de la question kurde en Turquie. *Mouvements* [en ligne]. 2017. Vol. 90, n° 2, pp. 149. [Consulté le 20 septembre 2022]. DOI [10.3917/mouv.090.0149](http://www.cairn.info/revue-mouvements-2017-2-page-149.htm). Disponible à l'adresse : <http://www.cairn.info/revue-mouvements-2017-2-page-149.htm>

GROSJEAN, Olivier, 2019. Penser l'engagement et la violence des combattantes kurdes : des femmes en armes au sein d'ordres partisans singuliers. In : GUIBET LAFAYE, Caroline et

FRÉNOD, Alexandra (éd.), *S'émanciper par les armes ?* [en ligne]. Presses de l'Inalco. pp. 177-197. [Consulté le 20 septembre 2022]. ISBN 978-2-85831-327-3. Disponible à l'adresse : <http://books.openedition.org/pressesinalco/28788>

GUIBET LAFAYE, Caroline, 2022a. Sortir de la lutte armée : dissonances cognitives et contradictions normatives. Le cas du PKK. *Revue internationale de politique comparée* [en ligne]. 2022. Vol. 29, n° 4, pp. 7-46. [Consulté le 1 mai 2023]. DOI [10.3917/ripc.294.0007](https://www.cairn.info/revue-internationale-de-politique-comparee-2022-4-page-7.htm). Disponible à l'adresse : <https://www.cairn.info/revue-internationale-de-politique-comparee-2022-4-page-7.htm>

GUIBET LAFAYE, Caroline, 2022b. Le PKK, parti des femmes. La constitution du sujet politique féminin entre virilisme combattant et féminisme martial: *Pôle Sud* [en ligne]. 21 janvier 2022. Vol. n° 56, n° 1, pp. 97-116. [Consulté le 3 mai 2023]. DOI [10.3917/psud.056.0097](https://www.cairn.info/revue-pole-sud-2022-1-page-97.htm?ref=doi). Disponible à l'adresse : <https://www.cairn.info/revue-pole-sud-2022-1-page-97.htm?ref=doi>

GUIBET LAFAYE, Catherine, 2022. S'engager au PKK pour la libération des femmes ? Lecture critique d'une construction politique. *Confluences Méditerranée* [en ligne]. 2022. Vol. 120, n° 1, pp. 185-205. [Consulté le 1 mai 2023]. DOI [10.3917/come.120.0186](https://doi.org/10.3917/come.120.0186). Disponible à l'adresse : <https://www.cairn.info/revue-confluences-mediterranee-2022-1-page-185.htm>

GUILLEMET, Sarah, 2017. S'organiser au maquis comme à la ville. Les femmes kurdes au Comité des révolutionnaires du Kurdistan Iranien (Komala) et au Parti des Travailleurs du Kurdistan (PKK). *Confluences Méditerranée* [en ligne]. 2017. Vol. 103, n° 4, pp. 65-79. [Consulté le 6 mai 2023]. DOI [10.3917/come.103.0065](https://doi.org/10.3917/come.103.0065). Disponible à l'adresse : <https://www.cairn.info/revue-confluences-mediterranee-2017-4-page-65.htm>

GUNES, Cengiz, 2013. Explaining the PKK's Mobilization of the Kurds in Turkey: Hegemony, Myth and Violence. *Ethnopolitics* [en ligne]. 1 septembre 2013. Vol. 12, n° 3, pp. 247-267. [Consulté le 11 janvier 2023]. DOI [10.1080/17449057.2012.707422](https://doi.org/10.1080/17449057.2012.707422). Disponible à l'adresse : <https://doi.org/10.1080/17449057.2012.707422>

HAJJAT, Abdellali et MOHAMMED, Marwan, 2016. La cause islamophobe. In : *Islamophobie* [en ligne]. Paris : La Découverte. pp. 129-145. Poche / Essais. [Consulté le 22 décembre 2022]. ISBN 978-2-7071-8946-2. Disponible à l'adresse : <https://www.cairn.info/islamophobie-comment-les-elites-francaises--9782707189462-p-129.htm>

HEBERT, André, ECHENOZ, Anne et QUADRUPPANI, Serge, 2020. *Hommage au Rojava* [en ligne]. Libertia. [Consulté le 30 septembre 2022]. ISBN 978-2-37729-140-3. Disponible à l'adresse : <https://univ-scholarvox-com.bases-doc.univ-lorraine.fr/book/88901697>

HÉMEZ, Rémy, 2016. Les Kurdes face à Daech : quelle efficacité militaire ? *Politique étrangère* [en ligne]. 2016. Vol. Printemps, n° 1, pp. 123-134. [Consulté le 18 mai 2023]. DOI [10.3917/pe.155.0123](https://doi.org/10.3917/pe.155.0123). Disponible à l'adresse : <https://www.cairn.info/revue-politique-etrangere-2016-1-page-123.htm>

HOND, Chris Den, 2022. Laurence Cohen : « Le monde doit protéger le Rojava ». *RojInfo* [en ligne]. 26 septembre 2022. [Consulté le 6 octobre 2022]. Disponible à l'adresse : <https://rojinfo.com/laurence-cohen-le-monde-doit-protoger-le-rojava/>

HUSSAIN, Fawaz, 2018. Que font les Kurdes de Syrie à Raqqa ? *Les Cahiers de l'Orient* [en ligne]. 2018. Vol. 131, n° 3, pp. 163. [Consulté le 20 septembre 2022]. DOI [10.3917/lcdlo.131.0163](https://doi.org/10.3917/lcdlo.131.0163). Disponible à l'adresse : <http://www.cairn.info/revue-les-cahiers-de-l-orient-2018-3-page-163.htm>

JEANNOT, Gilles, 2004. Olivier Nay, Andy Smith (dir.), Le gouvernement du compromis. Courtiers et généralistes dans l'action publique: Economica, Paris, 2002 (237 p.). *Sociologie du travail* [en ligne]. 1 octobre 2004. Vol. 46, n° 4, pp. 547-549. [Consulté le 15 mai 2023]. DOI [10.4000/sdt.29914](https://doi.org/10.4000/sdt.29914). Disponible à l'adresse : <http://journals.openedition.org/sdt/29914>

J-Y Le Drian : “nous sommes et resterons mobilisés pour soutenir le peuple kurde”, 2015. *Amitiés kurdes de Bretagne* [en ligne]. [Consulté le 7 janvier 2023]. Disponible à l'adresse : <https://www.akb.bzh/j-y-le-drian-nous-sommes-et-resterons-mobilises-pour-soutenir-le-peuple-kurde/>

KAF2, 2019. 45 députés français lancent un appel pour le Rojava. *Kurdistan au féminin* [en ligne]. 15 janvier 2019. [Consulté le 23 septembre 2022]. Disponible à l'adresse : <https://kurdistan-au-feminin.fr/2019/01/15/45-deputes-francais-lancent-un-appel-pour-rojava/>

KAVAL, Allan, 2013. Dominos kurdes en Syrie. *Esprit* [en ligne]. 2013. Vol. vembre, n° 11, pp. 131-134. [Consulté le 18 mai 2023]. DOI [10.3917/espri.1311.0131](https://doi.org/10.3917/espri.1311.0131). Disponible à l'adresse : <https://www.cairn.info/revue-esprit-2013-11-page-131.htm>

Kurdistan Workers' Party (PKK) contre Conseil de l'Union européenne, 2022. [en ligne]. Affaire T-182/21. [Consulté le 9 mai 2023]. Disponible à l'adresse : <https://eur-lex.europa.eu/legal-content/fr/TXT/?uri=CELEX:62021TJ0182>

La Flotille une leçon éthique et politique, 2011. *Lettre des Relations Internationales* [en ligne]. pp. 13. [Consulté le 14 mai 2023]. Disponible à l'adresse : http://www.economie-politique.org/sites/default/files/lri_juillet_2011.pdf

LACLAU, Ernesto, 1990. *New reflections on the revolution of our time: Ernesto Laclau*. London ; New York : Verso. Phronesis. ISBN 978-0-86091-202-6. HX550.R48 L33 1990

LAFAYE, Caroline Guibet, [sans date]. ``Travail identitaire`` et entrée dans la clandestinité. .

LEFEBVRE, Rémi, 2013. Le militantisme socialiste n'est plus ce qu'il n'a jamais été. Modèle de « l'engagement distancié » et transformations du militantisme au Parti socialiste. *Politix* [en ligne]. 2013. Vol. 102, n° 2, pp. 7-33. [Consulté le 17 mai 2023]. DOI [10.3917/pox.102.0007](https://doi.org/10.3917/pox.102.0007). Disponible à l'adresse : <https://www.cairn.info/revue-politix-2013-2-page-7.htm>

MARCHAND, Laure, 2018. L'affaire IrrésoLue Du 147, Rue La Fayette. *Revue des Deux Mondes* [en ligne]. 2018. pp. 142-146. [Consulté le 15 mai 2023]. Disponible à l'adresse : <https://www.jstor.org/stable/26504758>

MISCHI, Julian, 2020. *Le parti des communistes: histoire du Parti communiste français de 1920 à nos jours*. Marseille : Hors d'atteinte. Collection « Faits & idées ». ISBN 978-2-490-57959-4. JN3007.C6 M573 2020

NAY, Olivier et SMITH, Andy, 2005. Olivier Nay, Andy Smith (Dirs.), *Le gouvernement du compromis: courtiers et généralistes dans l'action politique*, Paris, Économica, (Études politiques), 2002. *Formation Emploi* [en ligne]. 2005. Vol. 91, n° 1, pp. 142-142. [Consulté le 15 mai 2023]. Disponible à l'adresse : https://www.persee.fr/doc/forem_0759-6340_2005_num_91_1_2020_t1_0142_0000_2

ÖZCAN, Yilmaz, 2013. La question kurde en Turquie : retour aux années 1990 ? *Confluences Méditerranée* [en ligne]. 2013. Vol. N° 84, n° 1, pp. 159. [Consulté le 20 septembre 2022]. DOI [10.3917/come.084.0159](https://doi.org/10.3917/come.084.0159). Disponible à l'adresse : <http://www.cairn.info/revue-confluences-mediterranee-2013-1-page-159.htm?ref=doi>

Parti des travailleurs du Kurdistan (Kurdistan Workers' Party, PKK) – Rewards For Justice, [sans date]. [en ligne]. [Consulté le 9 mai 2023]. Disponible à l'adresse : <https://rewardsforjustice.net/fr/rewards/parti-des-travailleurs-du-kurdistan-kurdistan-workers-party-pkk/>

PASSY, Florence et GIUGNI, Marco, 2005. Récits, imaginaires collectifs et formes d'action protestataire. Une approche constructiviste de la contestation antiraciste. *Revue française de science politique* [en ligne]. 2005. Vol. 55, n° 5-6, pp. 889-918. [Consulté le 27 avril 2023]. DOI [10.3917/rfsp.555.0889](https://doi.org/10.3917/rfsp.555.0889). Disponible à l'adresse : <https://www.cairn.info/revue-francaise-de-science-politique-2005-5-6-page-889.htm>

PEREIRA, Irène, 2019. 3. Organisation en réseau et renouveau de la contestation en France. In : DUMOULIN KERVRAN, David et PÉPIN-LEHALLEUR, Marielle (éd.), *Agir-en-réseau : Modèle d'action ou catégorie d'analyse ?* [en ligne]. Rennes : Presses universitaires de Rennes. pp. 75-89. Res publica. [Consulté le 8 mai 2023]. ISBN 978-2-7535-6263-9. Disponible à l'adresse : <http://books.openedition.org/pur/70722>

REHMANY, Wirya, 2014. *Dictionnaire politique et historique des Kurdes*. Editions L'Harmattan. ISBN 978-2-336-34441-6.

ROJINFO, 2022. L'AANES salue l'appel des parlementaires français pour une zone d'exclusion aérienne au nord de la Syrie. *RojInfo* [en ligne]. 2 août 2022. [Consulté le 23 septembre 2022]. Disponible à l'adresse : <https://rojinfo.com/laanes-salue-lappel-des-parlementaires-francais-pour-une-zone-dexclusion-aerienne-au-nord-de-la-syrie/>

ROUSSEL, Cyril, 2014. Les Kurdes de Syrie et le projet du Rojava : rêve éphémère ou espoir durable ? *Maghreb - Machrek* [en ligne]. 2014. Vol. 222, n° 4, pp. 75-97. [Consulté le 18 mai 2023]. DOI [10.3917/machr.222.0075](https://doi.org/10.3917/machr.222.0075). Disponible à l'adresse : <https://www.cairn.info/revue-maghreb-machrek-2014-4-page-75.htm>

SAID, Edward W., 1995. *Orientalism*. Penguin Books India. ISBN 978-0-14-302798-0.

SALINGUE, Julien, 2013. *L'Autorité Palestinienne : les avatars d'une construction proto-étatique arabe dans un contexte de déni de souveraineté (1993-2006)* [en ligne]. Thèse de doctorat. Paris 8. [Consulté le 10 mai 2023]. Disponible à l'adresse : <https://www.theses.fr/2013PA084246>

SCHMID, Dorothee, 2009. L'AKP face au tabou kurde. *Actuelles IFRI*. 8 juin 2009. N° 3.

SCHMID, Dorothee, 2018. COMMENT LA CAUSE KURDE EST DEVENUE POPULAIRE EN FRANCE. . 2018.

SEDEL, Julie, 2022. 7. Le genre des états-majors des médias. In : *Dirigeants de médias : Sociologie d'un groupe patronal* [en ligne]. Rennes : Presses universitaires de Rennes. pp. 233-251. Res publica. [Consulté le 20 mai 2023]. ISBN 978-2-7535-8576-8. Disponible à l'adresse : <http://books.openedition.org/pur/146855>

SEUFERT, Günter et HAUTEFORT, Julien, 2015. Le retour de la question kurde La situation en Irak, en Syrie et en Turquie. *Outre-Terre* [en ligne]. 2015. Vol. N° 44, n° 3, pp. 263. [Consulté le 20 septembre 2022]. DOI [10.3917/oute1.044.0263](https://doi.org/10.3917/oute1.044.0263). Disponible à l'adresse : <http://www.cairn.info/revue-outre-terre2-2015-3-page-263.htm?ref=doi>

SILL, Édouard, 2019. Présences, revenances et rejeux espagnols dans l'internationalisme combattant féminin au Rojava (2014-2018). *Cahiers d'histoire. Revue d'histoire critique* [en ligne]. 1 mai 2019. N° 141, pp. 97-117. [Consulté le 6 octobre 2022]. DOI [10.4000/chrhc.9870](https://doi.org/10.4000/chrhc.9870). Disponible à l'adresse : <https://journals.openedition.org/chrhc/9870#quotation>

SINTOMER, Yves, 2013. Les sens de la représentation politique : usages et mésusages d'une notion. *Raisons politiques* [en ligne]. 2013. Vol. 50, n° 2, pp. 13-34. [Consulté le 27 avril 2023]. DOI [10.3917/rai.050.0013](https://doi.org/10.3917/rai.050.0013). Disponible à l'adresse : <https://www.cairn.info/revue-raisons-politiques-2013-2-page-13.htm>

SYLVIE JAN et PASCAL TORRE, 2015. *La Réponse Kurde* [en ligne]. Editions France-Kurdistan. [Consulté le 21 mai 2023]. Disponible à l'adresse : <https://www.babelio.com/livres/Jan-La-Reponse-Kurde/842278>

TABET, Paola, 1979. Les Mains, les outils, les armes. *Homme* [en ligne]. 1979. Vol. 19, n° 3, pp. 5-61. [Consulté le 20 mai 2023]. DOI [10.3406/hom.1979.367998](https://doi.org/10.3406/hom.1979.367998). Disponible à l'adresse : https://www.persee.fr/doc/hom_0439-4216_1979_num_19_3_367998

TEJEL, Jordi, 2014. Les paradoxes du printemps kurde en Syrie. *Politique étrangère* [en ligne]. 2014. Vol. Été, n° 2, pp. 51-61. [Consulté le 21 mai 2023]. DOI [10.3917/pe.142.0051](https://doi.org/10.3917/pe.142.0051). Disponible à l'adresse : <https://www.cairn.info/revue-politique-etrangere-2014-2-page-51.htm>

TOIVANEN, Mari, 2021. *The Kobane Generation: Kurdish Diaspora mobilising in France*. Helsinki : HUP Helsinki University Press. ISBN 978-952-369-042-4. 305.891 597044

Transformer la mondialisation ?, 2014. *Lettre des Relations Internationales* [en ligne]. pp. 29. [Consulté le 15 mai 2023]. Disponible à l'adresse : http://www.economie-politique.org/sites/default/files/lri_novembre_2014exe.pdf

Un nouvel outil, 2009. *Lettre des Relations Internationales*. N° 01, pp. 6.

Une centaine de parlementaires français dénoncent « la politique de guerre d'Erdogan » contre les Kurdes, [sans date]. [en ligne]. [Consulté le 23 septembre 2022]. Disponible à l'adresse : <https://nouveau-europresse-com.bases-doc.univ-lorraine.fr/Document/View?viewEvent=1&docRefId=0&docName=news%C2%B720220730%C2%B7AI%C2%B7tx-par-jmm49&docIndex=2>

Une nouvelle étape !, 2013. *Lettre des Relations Internationales* [en ligne]. pp. 21. [Consulté le 14 mai 2023]. Disponible à l'adresse : http://international.pcf.fr/sites/default/files/lri_02-2013_0.pdf

WIEVIORKA, Michel, 2014. *Sociétés et terrorisme*. Fayard. ISBN 978-2-213-65304-4.

ZEROCALCARE, 2017. *Kobane Calling*. Cambourakis. ISBN 978-2-36624-268-3.

ZHANG, Qian et YANG, Shaogang, 2021. Reflections on the Moral Identity of Our Species in the Context of the Current World Pandemic. *Advances in Applied Sociology* [en ligne]. 2021. Vol. 11, n° 09, pp. 444-452. [Consulté le 21 mai 2023]. DOI [10.4236/aasoci.2021.119039](https://doi.org/10.4236/aasoci.2021.119039). Disponible à l'adresse : <https://www.scirp.org/journal/doi.aspx?doi=10.4236/aasoci.2021.119039>
[Sans date]. .

Sitographie

#BBCtrending: Who is the « Angel of Kobane »?, 2014. *BBC News* [en ligne]. [Consulté le 27 avril 2023]. Disponible à l'adresse : <https://www.bbc.com/news/blogs-trending-29853513>

«Etat Islamique» : la mégalomanie d'un homme, [sans date]. [en ligne]. [Consulté le 18 mai 2023]. Disponible à l'adresse : https://www.francetvinfo.fr/monde/syrie/etat-islamique-la-megalomanie-d-un-homme_3068289.html

102 parlementaires de tous horizons lancent un appel : « Il faut contrer la folie guerrière d'Erdogan », 2022. *lejdd.fr* [en ligne]. [Consulté le 21 mai 2023]. Disponible à l'adresse : <https://www.lejdd.fr/International/cent-deux-parlementaires-de-tous-horizons-lancent-un-appel-il-faut-contrer-la-folie-guerriere-derdogan-4125734>

A short history of Kurdish women on the front lines, [sans date]. *Institutkurde.org* [en ligne]. [Consulté le 6 mai 2023]. Disponible à l'adresse : <https://www.institutkurde.org/info/a-short-history-of-kurdish-women-on-the-front-lines-1232551348>

AGIT POLAT [@AG_PLT1], 2023. Un mois c'est écoulé depuis l'attentat terroriste qui a coûté la vie à trois kurdes à Paris. Depuis, toujours pas de vidéo montrant l'arrivée de l'assassin jusqu'au siège du @Le_CDKF. Nul doute qu'il s'agit d'un professionnel. La France a le devoir de faire tout la lumière. <https://t.co/FOv516snZl>. *Twitter* [en ligne]. 23 janvier 2023. [Consulté le 24 février 2023]. Disponible à l'adresse : https://twitter.com/Ag_plt1/status/1617473988929945601

ANDRÉ, Jérémy, 2015. Les combattantes kurdes sont le premier rempart contre Daech. *Le Point* [en ligne]. 25 novembre 2015. [Consulté le 5 janvier 2023]. Disponible à l'adresse : https://www.lepoint.fr/monde/les-combattantes-kurdes-sont-le-premier-rempart-contre-daech-25-11-2015-1984508_24.php

CCFR [@CCFROJAVA], 2019. Communiqué : Pourquoi « sœurs d'armes » est une mauvaise propagande pour notre combat . #CarolineFourest #Franceschi <https://t.co/6kYsyERvxL>. *Twitter* [en ligne]. 10 octobre 2019. [Consulté le 7 janvier 2023]. Disponible à l'adresse : <https://twitter.com/CCFRojava/status/1182424680768196608>

CIOTTI Eric [@ECIOTTI], 2022. Soutien à la communauté kurde prise pour cible aujourd'hui à Paris. Pensées pour les familles des victimes décédées. Les scènes de violences qui se déroulent actuellement alors que les enquêteurs sont encore à l'œuvre sont inacceptables. <https://t.co/EtatW7bIL4>. *Twitter* [en ligne]. 23 décembre 2022. [Consulté le 28 mai 2023]. Disponible à l'adresse : <https://twitter.com/ECiotti/status/1606327109252784135>

COLOMBANI, Anouk et LOEZ, 2021. Quelle(s) solidarité(s) internationaliste(s) avec les luttes du peuple kurde ? *ritimo* [en ligne]. 21 janvier 2021. [Consulté le 30 septembre 2022]. Disponible à l'adresse : <https://www.ritimo.org/Quelle-s-solidarite-s-internationaliste-s-avec-les-luttes-du-peuple-kurde>

DANIELLE SIMONNET [@SIMONNETDEPUTEE], 2022. L'horreur se répète ? À quelques jours des 10 ans du triple féminicide des dirigeantes kurdes, le siège culturel kurde à Paris a de nouveau été la cible d'une attaque meurtrière faisant 3 morts. Toutes nos pensées aux proches des victimes. Solidarité. Exigeons Vérité et Justice. *Twitter* [en ligne]. 23 décembre 2022. [Consulté le 17 février 2023]. Disponible à l'adresse : <https://twitter.com/SimonnetDeputee/status/1606272564510089218>

Débats - Mercredi 6 octobre 1999, [sans date]. [en ligne]. [Consulté le 14 mai 2023]. Disponible à l'adresse : https://www.europarl.europa.eu/doceo/document/CRE-5-1999-10-06_FR.html

Déclaration à la presse du Président de la République, Emmanuel Macron, et de M. Nechivran Barzani et M. Qubad Talabani, Premier ministre et Vice-premier ministre du Gouvernement régional du Kurdistan., 2017. *elysee.fr* [en ligne]. [Consulté le 7 janvier 2023]. Disponible à l'adresse : <https://www.elysee.fr/emmanuel-macron/2017/12/02/declaration-a-la-presse-du-president-de-la-republique-emmanuel-macron-et-de-m-nechivran-barzani-et-m-qubad-talabani-premier-ministre-et-vice-premier-ministre-du-gouvernement-regional-du-kurdistan>

Des parlementaires français accusent l'exécutif de les avoir empêchés de visiter des camps en Syrie, [sans date]. [en ligne]. [Consulté le 29 novembre 2022]. Disponible à l'adresse : <https://www.ouest-france.fr/monde/syrie/syrie-des-deputes-francais-refoules-des-camps-ou-femmes-et-enfants-de-djihadistes-sont-detenus-7174174>

Diaspora Kurde, [sans date]. *Institutkurde.org* [en ligne]. [Consulté le 16 mai 2023]. Disponible à l'adresse : <https://kurdish.eu/info/diaspora-kurde-1232550920>

ELIE JOUSSELLIN [@ELIEJOUSSELLIN], 2022. Toutes mes pensées aux victimes de la fusillade barbare ce matin au centre culturel kurde #paris10. 3 morts, un blessé en urgence absolue. Les mots manquent à l'heure pour exprimer notre tristesse. Ma solidarité aux kurdes de #Paris est absolue. Ils doivent être protégés. <https://t.co/LbKSfVzlkC>. *Twitter* [en ligne]. 23 décembre 2022. [Consulté le 1 mars 2023]. Disponible à l'adresse : <https://twitter.com/ElieJoussellin/status/1606292662390099968>

Épisode du 19 avril - Sens public, 2023. *Public Sénat* [en ligne]. [Consulté le 1 mai 2023]. Disponible à l'adresse : <https://www.publicsenat.fr/emission/sens-public/lintegrale-du-19-avril-e131>

Européennes 2019 : trois militants du Val-de-Marne sur la liste PCF - Le Parisien, [sans date]. [en ligne]. [Consulté le 21 avril 2023]. Disponible à l'adresse : <https://www.leparisien.fr/val-de-marne-94/europeennes-2019-trois-militants-du-val-de-marne-sur-la-liste-pcf-29-01-2019-7999539.php>

FIZAZI, Jamila, [sans date]. Les combattantes kurdes dans le regard médiatique : une fascination occidentale. [en ligne]. [Consulté le 25 janvier 2023]. Disponible à l'adresse : <https://www.areion24.news/2021/03/31/les-combattantes-kurdes-dans-le-regard-mediatique-une-fascination-occidentale/>

GêrilaTV, [sans date]. [en ligne]. [Consulté le 4 mai 2023]. Disponible à l'adresse : <https://gerilla.tv//index.html>

HOLLANDE EN TURQUIE UN VOYAGE HISTORIQUE ?, [sans date]. *PCF.fr* [en ligne]. [Consulté le 14 mai 2023]. Disponible à l'adresse : <http://international.pcf.fr/50974>

IAN BROSSAT [@IANBROSSAT], 2023. Les Kurdes ont protégé la France. La France doit les protéger. Par milliers à la marche de solidarité avec les Kurdes ce matin. <https://t.co/qLZJIA2t1>. *Twitter* [en ligne]. 7 janvier 2023. [Consulté le 24 février 2023]. Disponible à l'adresse : <https://twitter.com/IanBrossat/status/1611682681946882049>

JEAN-LUC MÉLENCHON [@JLMELENCHON], 2022. Tristesse et colère devant l'attaque terroriste visant le centre culturel kurde Ahmet Kaya à Paris. Il y a 10 ans presque jour pour jour,

étaient assassinées trois dirigeantes kurdes en plein Paris. Ça suffit! Protection de nos alliés kurdes ici et là-bas. *Twitter* [en ligne]. 23 décembre 2022. [Consulté le 17 février 2023]. Disponible à l'adresse : <https://twitter.com/JLMelenchon/status/1606271641163599872>

KOUCHNER, Bernard et FRANCESCHI, Patrice, [sans date]. Bernard Kouchner et Patrice Franceschi : « Si nous laissons la Turquie envahir le Kurdistan syrien, on peut être certain du retour de l'Etat islamique ». *Institutkurde.org* [en ligne]. [Consulté le 23 septembre 2022]. Disponible à l'adresse : <https://www.institutkurde.org/info/-1232552158>

Kurdish « Angelina Jolie » fighter reportedly killed fighting Isis | The Independent, [sans date]. [en ligne]. [Consulté le 25 mai 2023]. Disponible à l'adresse : <https://web.archive.org/web/20160909175102/https://www.independent.co.uk/news/world/middle-east/kurdish-angelina-jolie-fighter-reportedly-killed-fighting-isis-a7231431.html>

Kuzmanovic (@Vukuzman) est intervenu à la tribune lors de la grande marche en hommage aux militants kurdes assassinés à Paris. Voici son discours : <https://t.co/33eyIw2TBZ>. *Twitter* [en ligne]. 7 janvier 2023. [Consulté le 24 février 2023]. Disponible à l'adresse : <https://twitter.com/RSouveraine/status/1611756102856904706>

L'«Angelina Jolie kurde» est morte en affrontant l'EI, 2016. *20 minutes* [en ligne]. [Consulté le 25 janvier 2023]. Disponible à l'adresse : <https://www.20min.ch/fr/story/l-angelina-jolie-kurde-est-morte-en-affrontant-l-ei-582277557104>

LAURENCE COHEN [@LAURENCECOHEN94], 2019. Retrouvez notre tribune de solidarité avec les femmes kurdes sur @Mediapart! #LeylaGuvén  <https://urlz.fr/8WHE> <https://t.co/LL06QkJ4ua>. *Twitter* [en ligne]. 18 février 2019. [Consulté le 25 janvier 2023]. Disponible à l'adresse : <https://twitter.com/LaurenceCohen94/status/1097484738959470592>

LAURENCE PATRICE [@LAU_PATRICE], 2023. Au regard des évolutions de l'enquête et des déclarations du tueur, n'est il pas temps de re qualifier ce drame? Viser une communauté spécifique n'est-ce pas un attentat ??? Fusillade de la rue d'Enghien : le tireur a déclaré avoir bien visé des Kurdes <https://nouvelobs.com/faits-divers/20230120.OBS68544/fusillade-de-la-rue-d-enghien-le-tireur-a-declare-avoir-bien-vise-des-kurdes.html> <https://t.co/ctn5EITNaG>. *Twitter* [en ligne]. 21 janvier 2023. [Consulté le 24 février 2023]. Disponible à l'adresse : https://twitter.com/lau_patrice/status/1616775312770998273

LÉONARD, Mathieu, [sans date]. La question kurde dans le miroir français. *Mediapart* [en ligne]. [Consulté le 11 janvier 2023]. Disponible à l'adresse : <https://www.mediapart.fr/journal/culture-idees/111019/la-question-kurde-dans-le-miroir-francais>

Les dimensions individuelles et collectives de l'action de protestation politique, [sans date]. *thepremierees* [en ligne]. [Consulté le 7 octobre 2022]. Disponible à l'adresse : <https://thepremierees.blog4ever.com/52-les-dimensions-individuelles-et-collectives-de-laction-de-protestation-politique>

Les Mains, les outils, les armes - Persée, [sans date]. [en ligne]. [Consulté le 20 mai 2023]. Disponible à l'adresse : https://www.persee.fr/doc/hom_0439-4216_1979_num_19_3_367998
L'intégrale du 19 avril, 2023. *Public Sénat* [en ligne]. [Consulté le 26 avril 2023]. Disponible à l'adresse : <https://www.publicsenat.fr/emission/sens-public/lintegrale-du-19-avril-e131>

MANN, Carol, 2015. Pourquoi ne pas reconnaître le Rojava ? *Mediapart* [en ligne]. 2015. [Consulté le 30 septembre 2022]. Disponible à l'adresse : <https://blogs.mediapart.fr/edition/les-invites-de-mediapart/article/300615/pourquoi-ne-pas-reconnaitre-le-rojava>

MARINE LE PEN [@MLP_OFFICIEL], 2018. « Je ne comprends pas que l'on ferme les yeux sur les attaques de la #Turquie contre les Kurdes en #Syrie. C'est une violation absolue du droit international, pour anéantir des combattants qui nous ont aidés... » #BourdinDirect. *Twitter* [en ligne]. 26 mars 2018. [Consulté le 5 janvier 2023]. Disponible à l'adresse : https://twitter.com/MLP_officiel/status/978170934585647105

MATHILDE PANOT [@MATHILDEPANOT], 2023. Présente avec @FiAssemblée à la manifestation pour demander justice et vérité sur l'assassinat de Sakine, Fidan et Leyla en 2013. De 2013 à 2022, la France a failli à son devoir de protéger les #kurdes à qui elle doit tant. Nous nous tenons à leurs côtés : femme, vie, liberté ! <https://t.co/hbiB95EcWa>. *Twitter* [en ligne]. 7 janvier 2023. [Consulté le 24 février 2023]. Disponible à l'adresse : <https://twitter.com/MathildePanot/status/1611717813822947330>

MidEast Valkyries: 'Even Daesh Were Scared of Kurdish Combat Women' - Fighter, *Sputnik International* [en ligne]. [Consulté le 20 mai 2023]. Disponible à l'adresse : <https://sputnikglobe.com/20180330/middle-east-daesh-kurdish-combat-women-1063077062.html>

NPA [@NPA_OFFICIEL], 2023. Prise de parole d' @olbesancenot , porte-parole du NPA à la manifestation parisienne du 7 janvier 2023 en solidarité avec le peuple #Kurde pour la vérité et la justice 10 ans après les assassinats de de Fidan Doğan, Sakine Cansız et Leyla Söylemez. #Kurdes_paris <https://t.co/gp6NuJQTOt>. *Twitter* [en ligne]. 7 janvier 2023. [Consulté le 24 février 2023]. Disponible à l'adresse : https://twitter.com/NPA_officiel/status/1611827894233468928

OLIVIER BESANCENOT [@OLBESANCENOT], 2022. « Sans garantie de justice, de vérité et de liberté, la communauté kurde ne se sentira jamais en sécurité en France et en Europe » Les porte-parole du NPA signataires de cette tribune #kurdes <https://t.co/ewpVdKeobJ>. *Twitter* [en ligne]. 29 décembre 2022. [Consulté le 24 février 2023]. Disponible à l'adresse : <https://twitter.com/olbesancenot/status/1608530916460175361>

PKK music: engineering a social revolution, [sans date]. *openDemocracy* [en ligne]. [Consulté le 4 mai 2023]. Disponible à l'adresse : <https://www.opendemocracy.net/en/north-africa-west-asia/pkk-music-engineering-social-revolution/>

POL, Chez, [sans date]. Contrairement aux réfugiés afghans et kurdes, Le Pen veut « bien sûr » accueillir les Ukrainiens. *Libération* [en ligne]. [Consulté le 5 janvier 2023]. Disponible à l'adresse : https://www.liberation.fr/politique/contrairement-aux-refugies-afghans-et-kurdes-le-pen-veut-bien-sur-accueillir-les-ukrainiens-20220225_6TJGYKYL5JE33BF2Q4US3R4LY4/

Pourquoi le monde ignore-t-il les révolutionnaires Kurdes de Syrie ? - OCL - Organisation Communiste Libertaire, [sans date]. [en ligne]. [Consulté le 18 mai 2023]. Disponible à l'adresse : http://oclibertaire.free.fr/spip.php?article1588&var_recherche=rojava

Question n°86595 - Assemblée nationale, [sans date]. [en ligne]. [Consulté le 5 janvier 2023]. Disponible à l'adresse : <https://questions.assemblee-nationale.fr/q14/14-86595QE.htm>

RAPHAËL ARNAULT [@ARNAULTRAPHAEL], 2023. « C'est ce que nous apprennent précieusement les kurdes, de défendre son peuple, sa culture, son identité, sans jamais sombrer

dans la haine et le racisme » Intervention ce samedi lors de la manif en hommage à Rojbîn, Sakine & Leyla <https://t.co/INnAHCXfIF>. *Twitter* [en ligne]. 10 janvier 2023. [Consulté le 17 février 2023]. Disponible à l'adresse : <https://twitter.com/ArnaultRaphael/status/1612838705693327360>

Reportage à Cizre, ville-symbole de la reprise des hostilités entre Ankara et le PKK - YouTube, [sans date]. [en ligne]. [Consulté le 3 mai 2023]. Disponible à l'adresse : <https://www.youtube.com/watch?v=mDZQP6anShY>

RÉPUBLIQUE SOUVERAINE [@RSOUVERAINE], 2023. Notre président Georges Kuzmanovic (@Vukuzman) est intervenu à la tribune lors de la grande marche en hommage aux militants kurdes assassinés à Paris. Voici son discours : <https://t.co/33eyIw2TBZ>. *Twitter* [en ligne]. 7 janvier 2023. [Consulté le 24 février 2023]. Disponible à l'adresse : <https://twitter.com/RSouveraine/status/1611756102856904706>

ROJINFO, 2022. Des sénateurs français annoncent une délégation au Rojava pour protester contre l'agression turque. *RojInfo* [en ligne]. 2 décembre 2022. [Consulté le 21 décembre 2022]. Disponible à l'adresse : <https://rojinfo.com/des-senateurs-francais-annoncent-une-delegation-au-rojava-pour-protester-contre-lagression-turque/>

Solidarité avec les femmes kurdes - 44 femmes parlementaires se mobilisent pour soutenir les kurdes - Groupe CRCE, 2019. *Laurence Cohen, sénatrice du Val de Marne* [en ligne]. [Consulté le 6 octobre 2022]. Disponible à l'adresse : <https://laurencecohen.fr/activite-des-senateurs/tribunes-libres/article/solidarite-avec-les-femmes-kurdes>

Syrie : une délégation parlementaire se rendra au Kurdistan en début d'année, 2022. *Public Senat* [en ligne]. [Consulté le 21 décembre 2022]. Disponible à l'adresse : <https://www.publicsenat.fr/article/parlementaire/syrie-une-delegation-parlementaire-se-rendra-au-kurdistan-en-debut-d-annee>

Ukraine-Kurdistan, même combat, 2022. *Bernard-Henri Lévy* [en ligne]. [Consulté le 5 janvier 2023]. Disponible à l'adresse : <https://bernard-henri-levy.com/fr/ukraine-kurdistan-meme-combat/>

Une centaine de parlementaires français dénoncent « la politique de guerre d'Erdogan » contre les Kurdes syriens, 2022. *L'Orient-Le Jour* [en ligne]. [Consulté le 23 septembre 2022]. Disponible à l'adresse : <https://www.lorientlejour.com/article/1307264/une-centaine-de-parlementaires-francais-denoncent-la-politique-de-guerre-derdogan-contre-les-kurdes-syriens.html>

YPJ Spokeswoman: We also fight for a mental and intellectual liberation, 2017. *ANF News* [en ligne]. [Consulté le 20 mai 2023]. Disponible à l'adresse : <https://anfenglish.com/women/ypj-spokeswoman-we-also-fight-for-a-mental-and-intellectual-liberation-17843>

Médiagraphie

Akademiya şehid Bêrîvan 2 dewreyên şervanê nû bi dawî kir, 2019. [en ligne]. [Consulté le 18 mai 2023]. Disponible à l'adresse :

<https://www.youtube.com/watch?v=iakiRAJGcJg>

Amadekariya Çalakiya Qada Bînîr Çarçela 2, 2017. [en ligne]. [Consulté le 26 mai 2023]. Disponible à l'adresse : https://gerilla.tv//amadekariya-calakiya-qada-binbir-carcela-2_c8c3afa70.html

American YPG fighter tells his story of coming and joining the fight, 2017. [en ligne]. [Consulté le 18 mai 2023]. Disponible à l'adresse :

<https://www.youtube.com/watch?v=Ee4U0918UYo>

An Serkeftin An serkeftin YPJ - YouTube, [sans date]. [en ligne]. [Consulté le 18 mai 2023]. Disponible à l'adresse :

https://www.youtube.com/watch?v=ZkMKblzXOsY&list=RDCMUCC5m8in9W1SHP3gbl7KVT_w&index=11

AWAZE ÇIYA ORAMAR, 2010. [en ligne]. [Consulté le 5 mai 2023]. Disponible à l'adresse :

<https://www.youtube.com/watch?v=1B6HiljXnUI>

Bernameya Ciwanên Rojê Beşa 4, 2017. [en ligne]. [Consulté le 5 mai 2023]. Disponible à l'adresse : https://gerilla.tv//bernameya-ciwanen-roje-besa-4_564f3b55b.html

Bernameya Ciwanên Rojê Beşa 5, 2017. [en ligne]. [Consulté le 26 mai 2023]. Disponible à l'adresse : https://gerilla.tv//bernameya-ciwanen-roje-besa-5_96098c27f.html

Bernameya Taybet Li Ser Hilbijartina Tîrkiye Heval Murat Karayîlan Beşa 1, 2017. [en ligne]. [Consulté le 26 mai 2023]. Disponible à l'adresse : https://gerilla.tv//bernameya-taybet-li-ser-hilbijartina-tirkiye-heval-murat-karayilan-besa-1_e4004ce7f.html

Bernameya Taybet Li Ser Salvegera PKK Heval Murat Karayîlan Beşa 1, 2017. [en ligne]. [Consulté le 26 mai 2023]. Disponible à l'adresse : https://gerilla.tv//bernameya-taybet-li-ser-salvegera-pkk-heval-murat-karayilan-besa-1_3127771bc.html

DAIŞ li bakur-rojhilatê balafirgeha Tebqayê - YouTube, [sans date]. [en ligne]. [Consulté le 4 mai 2023]. Disponible à l'adresse : <https://www.youtube.com/watch?v=Xjnrq4GNGOs>

şervanên azadiye - YouTube, [sans date]. [en ligne]. [Consulté le 4 mai 2023]. Disponible à l'adresse : <https://www.youtube.com/watch?v=ZuczdqLBL5o>

Destana PKK - Awazê Çiya - YouTube, [sans date]. [en ligne]. [Consulté le 10 mai 2023]. Disponible à l'adresse : <https://www.youtube.com/watch?v=rd9oRKfsmDI>

Encama Hamleya Azadkirina Şengalê Cebilxaneyên Ketiye Dest 2015, 2017. [en ligne]. [Consulté le 4 mai 2023]. Disponible à l'adresse : https://gerilla.tv//encama-hamleya-azadkirina-sengale-cebilxaneyen-ketiye-dest-2015_5bad9ddcb.html

Ez Kurdîm, 2012. [en ligne]. [Consulté le 30 avril 2023].

Jî şervanên enternasyonal yê li Dêrezorê peyama 15 sibatê - YouTube, [sans date]. [en ligne]. [Consulté le 4 mai 2023]. Disponible à l'adresse : <https://www.youtube.com/watch?v=o9fkgAmCg0k>

Keça Êzîdî Wefaa Elî Ebbas Bi Malbata Xwe re Axîfî #YPJ - YouTube, [sans date]. [en ligne]. [Consulté le 18 mai 2023]. Disponible à l'adresse : <https://www.youtube.com/watch?v=yEIui0T1Yuk>

Komkujiya Li Ser Gelê Ermenî (24 Avrêla 1915) Dokumanter, 2023. [en ligne]. [Consulté le 20 mai 2023]. Disponible à l'adresse : https://www.youtube.com/watch?v=EGLZoJfhE_8

KURDISH WOMEN PKK, 2008. [en ligne]. [Consulté le 4 mai 2023]. Disponible à l'adresse : https://www.youtube.com/watch?v=_FDjJ4oFTAs

Merasîma defînkirina Şehîd Zinar Botan û Şehîd Vejîn Zagros, 2019. [en ligne]. [Consulté le 18 mai 2023]. Disponible à l'adresse : <https://www.youtube.com/watch?v=78rlt9o5q4w>

Nîrxandinên Fermandar Bahoz Erdal-06.12.2019, 2019. [en ligne]. [Consulté le 26 mai 2023]. Disponible à l'adresse : https://gerilla.tv//nirxandine%cc%82n-fermandar-bahoz-erdal-06122019_9af6f9e21.html

Nîrxandinên Murat Karayilan, 13 Mart 2018, 2018. [en ligne]. [Consulté le 5 mai 2023]. Disponible à l'adresse : https://gerilla.tv//nirxandine%cc%82n-murat-karayilan-13-mart-2018_e57b1f968.html

Peshmarga , kurdish freedom fighters marching , training for the best future ahead of kurdistan., 2020. [en ligne]. [Consulté le 4 mai 2023]. Disponible à l'adresse : <https://www.youtube.com/watch?v=NRKFkdfM9IU>

Peyamên Gel Bi Boneya Salvegera Damezirandin a YPJ - YouTube, [sans date]. [en ligne]. [Consulté le 18 mai 2023]. Disponible à l'adresse : <https://www.youtube.com/watch?v=b1lcDwm4XB8Şerê di navbere şervanên QSD'ê û çeteyên>

Saleh Muslim : L'initiative de l'administration autonome a mis des points sur les lettres., 2023. [en ligne]. [Consulté le 18 mai 2023]. Disponible à l'adresse : <https://www.youtube.com/watch?v=nVs0Qu-qjDg>

Salvegera Komkujiya Ber Roj (Qereçox 25.4.2017), 2023. [en ligne]. [Consulté le 18 mai 2023]. Disponible à l'adresse : <https://www.youtube.com/watch?v=WZvdpG2-uGU>

SERDEMA JIN- (YPJ)-Beşa 1, 2023. [en ligne]. [Consulté le 18 mai 2023]. Disponible à l'adresse : <https://www.youtube.com/watch?v=PiOPfJ6CORc>

Şervanên Kurdistan'e, 2022. [en ligne]. [Consulté le 4 mai 2023]. Disponible à l'adresse : https://www.youtube.com/watch?v=W8Kyqi_6Fu4

Şervanên YPJ bi merasîmek biheybet 8ê Adarê pîroz kirin, 2023. [en ligne]. [Consulté le 19 mai 2023]. Disponible à l'adresse : <https://www.youtube.com/watch?v=ZvL19lhGZcc>

Sœurs d'armes, 2019. [en ligne]. [Consulté le 16 mai 2023]. Disponible à l'adresse : [https://fr.wikipedia.org/w/index.php?title=S%C5%93urs_d%27armes_\(film,_2019\)&oldid=201619124](https://fr.wikipedia.org/w/index.php?title=S%C5%93urs_d%27armes_(film,_2019)&oldid=201619124)

sur içi çatışma DEVRİMCİ HALK SAVAŞI, 2015. [en ligne]. [Consulté le 6 mai 2023]. Disponible à l'adresse : <https://www.youtube.com/watch?v=vILIVTY0EWs>

YEKÎNEYÊN SERVANÊN EFRÎNÊ [@SERVANEFRINE], 2023a. YPJ Soza Temînata Jîyana Azad <https://t.co/No4wDef239>. *Twitter* [en ligne]. 2 avril 2023. [Consulté le 4 mai 2023]. Disponible à l'adresse : <https://twitter.com/servaneefrine/status/1642473290601046017>

YEKÎNEYÊN SERVANÊN EFRÎNÊ [@SERVANEFRINE], 2023b. A joint operation between our forces YAT, and the Counter-Terrorism Service (CTG), and the International Coalition against ISIS. @CJTFOIR @SOJTF_LEVANT @cmoc_sdf <https://t.co/x2dHSZpf0e>. *Twitter* [en ligne]. 9 avril 2023. [Consulté le 4 mai 2023]. Disponible à l'adresse : <https://twitter.com/servaneefrine/status/1645064691750785025>

YPG-led SDF rescued dozens of Syriac Christians from ISIS in eastern Raqqa, 2017. [en ligne]. [Consulté le 18 mai 2023]. Disponible à l'adresse : <https://www.youtube.com/watch?v=qykWQoAzjI0>

YPS SUR ÇATIŞMA GÖRÜNTÜLERİ.., 2015. [en ligne]. [Consulté le 4 mai 2023]. Disponible à l'adresse : <https://www.youtube.com/watch?v=97avRq9bPnY>

Suzanne Martinez, Illustration « France-Kurdistan, la faiseuse de liens », 2023

Annexe

Entretiens

Retranscription de l'entretien avec M. Hamit Bozarslan, 13 octobre 2022

Résumé de l'entretien :

Hamit Bozarslan, chercheur et enseignant à l'EHESS, discute de la relation entre la gauche française et la cause kurde. Il explique que cette relation remonte à la fin des années 70 et a été renforcée par des événements tels que la résistance au Rojava. Selon lui, la sympathie pour la cause kurde déborde également de la gauche et existe à droite. Il mentionne l'hypocrisie concernant la désignation du PKK comme une organisation terroriste et comment cela affecte l'image des militants kurdes en France. Bozarslan discute également des enjeux de la zone d'exclusion aérienne et de l'absence de couverture médiatique pour les appels à l'aide concernant les Kurdes. L'entretien n'a duré que 30 minutes et s'est fait en visio-conférence

Entretien avec Léo Michel, 18/11/2022

Résumé de l'entretien :

Léo Michel est un militant communiste et au sein de France-Kurdistan. Il est étudiant à Science Po Lyon et faisait son stage de fin d'étude comme collaborateur parlementaire auprès de Mme. Laurence Cohen. Il est co-rédacteur de la tribune de juillet 2022 et l'entretien réalisé avec lui montre bien les liens privilégiés intellectuels et organisationnels entre le PCF et France-Kurdistan. L'entretien a duré 1h30 et s'est fait par visio-conférence

Entretien avec Pascal Torre, 08/03/2023

Résumé de l'entretien :

Pascal Torre est un militant communiste et l'un des fondateurs de France-Kurdistan. Cet entretien retrace son récit de vie et sa rencontre avec la cause kurde, notamment au travers de Rojbîn. Il est un militant qui a beaucoup travaillé sur les questions internationales au travers du secteur international du PCF. Il est aussi le co-rédacteur de plusieurs livres édités par France-Kurdistan. L'entretien retrace aussi beaucoup de choses quant à la temporalité et à la manière de considérer les formes de représentations kurdes, notamment celles du PKK et des femmes combattantes. Il préfère lui, s'investir dans la représentations des civils kurdes engagés en politique. L'entretien a duré 2h et s'est réalisé en visio-conférence.

Entretien Sylvie Jan, 07/04/2023

Résumé de l'entretien : Sylvie Jan est une ancienne militante PCF et l'une des fondatrices de l'association France-Kurdistan. Elle est rentrée en contact avec la cause kurde par son engagement au sein du parti et son engagement féministe. Elle a été rapidement une proche de Rojbîn avec qui elle a collaboré dans la structuration d'un réseau de solidarité français pour la cause kurde, d'abord au PCF puis en-dehors. Elle est une militante qui est surtout attaché à l'utilité réelle d'une organisation et son engagement dans la cause kurde semble être un fil rouge de sa vie. L'entretien a été réalisé en visio-conférence et a duré deux heures et demie.

Archives

Annuler l'accord Guéant, 2014. France-Kurdistan

Développer France-Kurdistan, 2022. France-Kurdistan

Erdogan à Paris : Une provocation, 2014. France-Kurdistan

Mort suspecte d'un jeune kurde à Lyon, 2014. France-Kurdistan

Pétition PKK, 2022. France-Kurdistan

Solidarité avec tous les réfugiés d'Irak et de Syrie, 2014. France-Kurdistan

DEVELOPPER FRANCE KURDISTAN. Septembre 2022. France-Kurdistan

Pascal Torre, 2013. Note 2013. 24 février 2013.

Sylvie Jan. Les femmes Kurdes de Kobanê. février 2015. France-Kurdistan

Pour Rojbin, Sakine, Leyla. Militantes kurdes assassinées à Paris le 9 janvier 2013.
http://66.pcf.fr/sites/default/files/dossier_de_presse_militantes_kurdes_assassinees_marche_blanche_9_fevrier_2013_0.pdf

HOLLANDE EN TURQUIE UN VOYAGE HISTORIQUE ? <http://international.pcf.fr/50974>

Tableau récapitulatif des vidéos du PKK

Titre de la vidéo	Durée	Nature	Source	Date	Nombre d'hommes	Nombre de femmes
Bernameya Ciwanên Rojê Beşa 4	00:30:37	Interview	GêrilaTV	2017	1	1
Bernameya Taybet Li Ser Hilbijartina Tirkîye Heval Murat Karayilan Beşa 1	00:25:52	Interview	GêrilaTV	2017	1	1
Li Ser Heftêya Qehremaniyê - Murat Karayilan	00:39:02	Conférence de presse	GêrilaTV	2021	1	0
Nirxandinê n Murat Karayilan	00:44:03	Interview	GêrilaTV	2018	1	1
Bernameya Taybet Li Ser Salvegera PKK Heval Murat	00:34:25	Interview	GêrilaTV	2018	2	0
Li Ser Kobanê Axaftina Heval Murat Karayilan	00:29:19	Interview	GêrilaTV	2018	1	0
Nirxandinê n Fermandar Bahoz Erdal	00:43:13	Interview	GêrilaTV	2019	1	1
Encama Hamleya Azadkirina Şengalê Cebilxaneyê n Ketiye Dest	00:08:17	Prise de guerre	GêrilaTV	2015	1	1
Bernameya Ciwanên Rojê Beşa 4	00:30:37	Documentaire sur la guérilla	GêrilaTV	2017	3	0
Bernameya Ciwanên Rojê Beşa 5	00:39:37	Documentaire sur la guérilla	GêrilaTV	2017	6	0
Amadekariya Çalakiya Qada Bînbîr Çarçêla 1	00:10:39	Vidéos de guérilla	GêrilaTV	2017	22	9
Amadekariya Çalakiya Qada Bînbîr Çarçêla 2	00:15:32	Vidéos de guérilla	GêrilaTV	2017	41	19
şervanen azadiye	00:05:14	Clip vidéo	Youtube	2016	16	8
AWAZE ÇIYA ORAMAR	00:04:43	Clip vidéo	Youtube	2010	4	2
13 vidéos visionnées					101	43

Résumé

Ce travail explore la dynamique entre France-Kurdistan et le Parti communiste français (PCF) dans la perception de la cause kurde en France, depuis l'ère du PKK jusqu'à la bataille de Kobanê. L'étude se penche sur la manière dont le mouvement kurde organise ses représentations politiques, les acteurs qui transposent ces représentations en France et le rôle crucial de France-Kurdistan dans la traduction des revendications kurdes. Les résultats révèlent que France-Kurdistan est une entité qui fusionne des pratiques kurdes et françaises pour faciliter l'échange des revendications et des représentations, non sans difficultés. L'étude souligne la nécessité d'approfondir la recherche sur l'interpénétration des idées entre les organisations et les transformations potentielles qui en résultent.

Mots-clés : France-Kurdistan, Parti Communiste Français (PCF), Cause Kurde, Mouvement Kurde, PKK (Partiya Karkerên Kurdistan), Bataille de Kobanê, Représentations Politiques

Abstract

This research uncovers the evolution of the political representation of the Kurdish movement in France, from the dominance of the PKK to the transformative Battle of Kobanê. It examines the central role of the French-Kurdistan association in the interpretation of Kurdish claims and its co-construction with significant actors like the French Communist Party (PCF). The study reveals a dynamic 'link-maker' function of France-Kurdistan, enabling a complex interplay of Kurdish and French political narratives, notwithstanding certain tensions. Future research should delve further into the interdependent ideological exchange between French and Kurdish organizations and its transformative potential.

Key-words : France-Kurdistan, French Communist Party (PCF), Kurdish Cause, Kurdish Movement, PKK (Partiya Karkerên Kurdistan), Battle of Kobanê, Political Representations